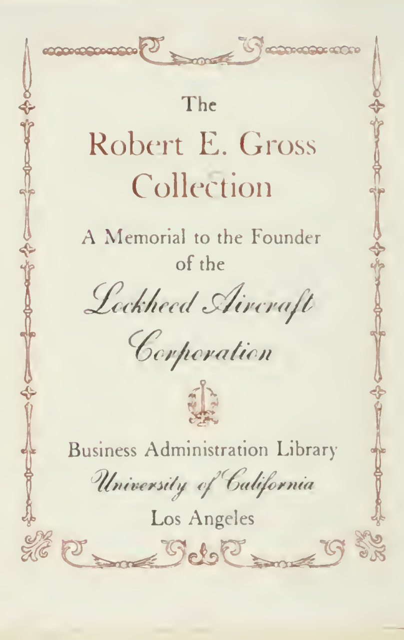




DE
L'ÉTAT RÉEL
DE LA
FRANCE
À LA FIN DE L'ANNÉE 1795
ET
DE LA SITUATION POLITIQUE
DES
PUISSANCES DE L'EUROPE
À LA MÊME ÉPOQUE.

VOL. I.

Je voudrois tout penser et j'oserois tout dire . . . .

Les Incas DE MARMONTEL.

HAMBOURG
CHEZ PIERRE FRANÇOIS FAUCHE
1796.

Préface.

Par un usage consacré en Allemagne et en général dans toutes les villes du Nord de l'Europe, des hommes, chargés de veiller à la tranquillité publique, appellent à grands cris les paisibles habitans qui sommeillent et leur crient :

L'heure qu'il est, le tems qu'il fait, quand se couche la Lune, quand doit se lever le soleil.

L'expérience a prouvé sans doute que tant de précautious n'étoient pas inutiles et qu'il valoit mieux risquer de réveiller quelques dormeurs, que

de laisser ignorer à tout le monde l'état du Ciel, et la connoissance du tems, sur lequel chacun calcule d'avance l'emploi sage de sa journée.

Mais ce qu'on fait la nuit dans les rues, n'est-il donc pas applicable à la politique désastreuse du moment? et si la tranquillité des villes demandent des *Veilleurs de Nuit*, la sureté de l'ordre social n'exige-t-elle pas aussi des *Veilleurs de jour?*

Le crime se repose moins que jamais, mais tout ce qui n'est pas lui, s'assoupit.

N'est-il donc pas à désirer que quelqu'honnête homme, armé du bâton et sur-tout de la lanterne, se mette à crier?

Le temps qu'il fait.

On sait d'avance, et l'on doit s'attendre que cet homme court le ris-

risque de s'égosiller sans être entendu; qu'au milieu des ténèbres chacun vient d'éteindre le peu de lumière qui lui restoit, et cherche dans l'obscurité parfaite à s'endormir, non de ce sommeil doux et paisible d'une bonne conscience qui se repose, mais au contraire, de ce sommeil d'épuisement et de fatigues de gens qui redoutent de se réveiller.

Mais parmi tous ces dormeurs de mauvaise foi, de ces gens dont l'Europe abonde et qui disent: »encore le jour de demain, peu nous »importe celui d'après,« il en est plus d'un qui, se masquant dans la journée de l'extérieur de la sécurité, la nuit quand il est seul, se tourne, et se retourne inutilement sur son oreiller.

En vain le lit, dans lequel il est mollement étendu, est enveloppé de rideaux pompeux, surmonté d'un dais magnifique, environné d'une balustrade imposante, placé dans un appartement somptueux, le malheureux qui s'y couche n'y peut plus trouver le sommeil; toute la nuit il l'attend, et toute la nuit il fuit de ses yeux, car, si le souvenir de la veille le tourmente, l'appréhension du lendemain le glace d'effroi. Eh bien! tandis qu'il réfléchit; qu'il repasse ses fautes; qu'il se rappelle, qu'il eût évité l'orage, s'il avoit consulté l'horizon; qu'il balance sur ce qu'il doit faire; qu'il

est

est honteux de ce qu'il a fait; que l'homme à la Lanterne passe, il obtiendra peut-être d'en être écouté.

Que ce dernier prenne donc courage, si la course doit être pénible, le but est utile, et son coeur est déjà payé. Qu'il s'achemine lentement, mais qu'il marche et qu'à chaque pas il s'arrête et crie :

L'Astre qui protège les Souverains et les Empires se cache; celui qui préside aux désordres de la société est au plus haut de son cours. L'heure qu'il est, est

celle où les honnêtes gens n'ont plus un moment à perdre; s'ils veulent savoir combien de minutes il leur reste qu'ils apprennent *le tems qu'il fait*.

TABLE

DES CHAPITRES.

IN-

DE
L'ÉTAT RÉEL
DE
LA FRANCE
À LA FIN DE L'ANNEE 1795

ET

DE LA SITUATION POLITIQUE

DES

PUISSANCES DE L'EUROPE

À LA MÊME ÉPOQUE.

Introduction.

Un ſystême déſastreux a bouleverſé la France; un ſystême déplorable a perdu l'Europe. Le mal qu'ils ont fait dispenſe d'en attaquer les principes; il ne s'agit plus d'ouvrir des livres pour en être convaincu, il n'y a qu'à ouvrir les yeux.

Ce n'est donc plus à combattre des idées fauſſes qu'il faut perdre ſon temps; l'expérience les a démasquées, et l'expérience, qui parle à tout le monde, en dit plus que les raiſonnemens. A quoi ſervent

 tou-

toutes ces brochures dont on nous inonde, tous ces pamphlets qui s'attachent à prouver qu'elles ſont les cauſes morales de tant de maux? A rien, qu'à faire gémir la presse, qu'à déſoler les Lecteurs, à qui nos prophètes du temps passé, apprennent pourquoi ils ſont malades, ſans jamais leur indiquer comment ils pourront guérir.

Quand on lit tous ces traités au moins tardifs, n'est-on pas tenté de penſer à la fable de l'enfant et du maître d'école, et de crier au pédant auteur? . . . Mon ami, quand je me noye, ce n'est pas un discours ſur l'équilibre et l'hydraulique qu'il me faut, c'est un brás pour me ſauver.

Certes, il a fallu accumuler bien des ſottiſes pour arriver où l'on en eſt; il a fallu une grande foiblesse dans le gouvernement, une grande immoralité dans les peuples, une grande corruption dans les coeurs; mais à quoi ſert de le répéter jusques au découragement? ce n'est pas à peindre tant de vices, qu'il faut perdre des momens aussi précieux que ceux qui nous restent

restent; c'est à ramasser le peu de courage et de vertu, qui peuvent encore exister, et c'est à indiquer l'emploi que l'on doit en faire, que l'écrivain, qui veut être utile, doit employer sa plume et son temps.

On l'a répété, on le répète tous les jours, à force de vouloir rafiner sur tout, nous retournons à la barbarie; mais c'est à sortir de cet état anti-social qu'il faut s'appliquer, et non à dire pourquoi nous y sommes venus; la maison brûle, c'est à la pompe qu'il faut courir, et non à la bibliothèque, pour y chercher le traité contre les incendies.

Remettons donc à un jour plus heureux à nous chapitrer sur nos sottises; laissons là le passé sauf à y revenir; parlons du présent qui nous appartient, et de l'avenir qui disposera de nous, si nous ne voulons pas disposer de lui.

Pour parler de la France d'aujourd'hui, il est aussi inutile de retourner à la convocation des Etats généraux, que pour dé-

crire l'embouchure d'un fleuve, de remonter à ſa ſource.

Hâtons-nous de parler du jour où nous ſommes; celui de demain ne lui reſſemblera pas plus, qu'il ne reſſemble à celui d'hier, et ſans noyer des faits d'un grand intérêt dans de petites réflexions, cherchons à réſoudre, avec cette impartialité, ſeule digne de l'hiſtoire, ces deux queſtions:

Quel est l'Etat réel de la France à la fin de l'année 1795?

Quelle est la situation politique de l'Europe à la même époque?

Quel est l'Etat réel de la France, à la fin de l'année 1795?

De la nécessité de mieux observer la France

Les anciens Perſans croyoient que deux génies puiſſans ſe diſputoient et ſe partageoient le monde, le génie du mal et le génie du bien. S'ils vivoient de nos jours, s'ils pouvoient jeter un coup-d'oeil ſur la malheureuſe Europe, avec quel effroi ne verroient-ils pas triompher de toutes parts ce génie du mal, qui ne veut et ne reſpire que la deſtruction de la ſociété?

Pourquoi depuis six ans, le crime ſeul a-t-il de l'audace? Pourquoi ſuffit-il de vouloir tout renverſer, pour réussir? Pourquoi ne trouve-t-on de vastes conceptions, de grandes idées, que là, où il existe des desseins perſides? Pourquoi les talens

 n'ap-

n'appartiennent - ils qu'à des factieux? Pourquoi tout ce qui veut le bien, ne fait-il plus que le désirer, sans avoir le courage de l'entreprendre? Pourquoi les honnêtes gens sont-ils foibles, indécis, timides, honteux pour ainsi dire de leur vertu? Pourquoi? c'est que le Génie du bien succombe, et meurt étouffé sous les vices d'une génération corrompue.

Les novateurs, qui veulent le désordre, parce que le désordre seul peut leur convenir, ont profité du penchant que tous les hommes ont à préférer le mal qu'ils ne connoissent point encore, au bien dont ils ont l'habitude; persuadés que le succès fait tout pardonner; imbus de cette maxime terrible, qu'il n'y a de vraie sagesse que le bonheur, ils ont marché et marchent droit à leur but.

Leur grande science est d'étudier leur ennemi, leur seule force de bien connoître sa foiblesse, et de ne juger les hommes que parce qu'ils ont intérêt d'être; habiles à profiter de tout, ils ne négligent

jamais la plus petite circonstance; Vainqueurs, parce qu'ils ont été dédaignés, ils ne doivent leur triomphe, qu'à la connoissance parfaite qu'ils ont toujours eu des obstacles qu'ils avoient à renverſer.

Les amis de l'ordre au contraire défendent avec chaleur leurs principes, avec maladresse leur cauſe; convaincus que ſa moralité en doit assurer le ſuccès, ils négligent ces précautions ſages, qui feroient, ſelon eux, injure à la providence; en garde contre les idées dangereuſes que les ſectes philoſophiques ont jetées dans le monde, ils ne ſavent s'en garantir, qu'en confondant et repoussant toute idée nouvelle; prenant l'honnêteté de leurs ſentimens pour une arme de défenſe, ils ſont toujours les victimes du choc le plus inégal, et ressemblant à des Héros de Chevalerie, qui, par mépris pour l'invention de la poudre, voudroient encore combattre avec la lance une artillerie formidable, ils baissent la tête en s'enveloppant dans leur conſcience, comme si

ce manteau reſpectable, pouvoit leur ſervir de bouclier.

Depuis six ans que les François ſe montrent à découvert, on n'a pas encore de bonne foi cherché à les bien connoître. On a discuté, jusques à la ſatiété, les principes qui ſont la cauſe de la révolution, ſans ſuivre, jour par jour, les menées de ceux qui l'ont faite. Les gouvernemens, qui avoient un intérêt direct à pénétrer dans l'intérieur des factions, ont préféré en attiſer les haines, à en diriger les mouvemens; ſatisfaits d'éterniſer des maux, qu'ils ne prévoyoient pas alors pouvoir les atteindre, ils ont joui trop long-temps de l'état convulsif, dans lequel ils ont maintenu la France; trompés ſur les cauſes morales qui les font agir depuis quatre ans, ils ne combattent que des chimères; ils cherchent le mal où il n'est pas, le négligent là, où il est, portent le fer ſur des extrêmités ſaines et robustes, ſans s'attaquer à des entrailles foibles et corrodées, et ne marchent d'erreur en erreur, que parce qu'ils

qu'ils ont toujours dédaigné d'étudier le caractère et les progrès de l'opinion chez un peuple, qui n'a plus aujourd'hui d'autre Dieu, ni d'autre Souverain qu'elle.

Si l'on connoît mal la France en ce moment, si la plûpart du temps on n'a que des idées fausses de l'intérieur d'un pays dont on est si près, ce n'est pas faute de l'avoir observé, c'est faute de l'avoir fait avec sagesse; Effrayé de la blessure, on n'a point voulu la sonder; Etonné des changemens rapides qui dérangent les calculs de gens, qui n'en ont fait que de superficiels, on n'a point embrassé tout l'ensemble; chacun n'a peint qu'un coin du tableau. Partant du principe le plus faux, celui de croire, ou que la République sera éternelle, ou qu'elle va à l'instant s'écrouler, personne encore n'a voulu supposer, que le temps seul pouvoit détruire ce qu'il a formé, et l'impatience, servant mal la raison, on n'a forgé que des hypothèses, au lieu d'écrire des vérités.

Oui, ce ſont des rapports contradictoires et menſongers de Gazettes; ce ſont des lettres que la peur ou l'enthouſiasme dictent, qui dirigent ces Cours et ces Ministres, qui jadis gouvernoient l'opinion, et c'est ſur de pareilles données, qu'on forme des plans ou des traités. On en croit des écrivains, dont le plus ſage est celui qui cache le mieux le parti qu'il veut ſervir, ou qui le paye; on stable ſur les récits de gens que le malheur a aigris, que l'espérance trompe ſans cesse, qu'il ſeroit mieux de croire moins et de plaindre davantage; c'est toujours, toujours le tableau le plus exagéré que l'on préfère, l'opinion la plus exaltée que l'on adopte, et partout le langage de la passion est le ſeul que l'on veuille écouter.

Sans doute qu'au milieu de ce délire univerſel, qu'à travers cet eſprit de vertige, il faut du courage pour ſe dépouiller de tout ressentiment; ſans doute qu'il faut aimer le bien pour parler avec ſang-froid du mal qui ſe fait, et qu'à plaisir on laisse faire;

mais

mais la nécessité impérieuſe commande, et malgré les cris et les clameurs de tous les gens passionnés, l'honnête homme, qui fait la vérité, doit, en dépit du danger qu'il entrevoit pour lui à la faire connoître, ſe hâter de l'écrire avec ce ton calme et persuasif, qui ne sied bien qu'à la raiſon.

Bien des gens ont dans ce moment deux manières d'enviſager la France, ou comme une République invincible et menaçant toute l'Europe humiliée, ou comme un Royaume, formant des voeux pour le Gouvernement qu'il regrette, et qu'il brûle de rétablir; ces deux hypothèſes, adoptées généralement, ſont également fausses et dangereuſes; la première mène à cet abandon stupide, qui fait tout céder aux vainqueurs; la ſeconde a une prévention aveugle, qui fait tenter de ces entrepriſes folles, qui ne ſervent qu'à affoiblir le parti qu'elles ont l'air de ſervir.

Si la manie des faiſeurs de révolution a été de détruire, celle des prétendus restaurateurs de Monarchie est de bâtir ſur des chi-

chimères et de rêver à des plans, auxquels il ne manque qu'une base pour être solides. Cette base, sans laquelle on n'édifie que sur un sable mouvant, est la connoissance exacte de l'intérieur de la France, de l'esprit qui la domine, et des factions qui la gouvernent.

Si les Puissances veulent encore faire quelques derniers efforts pour sauver l'Europe, elles ne peuvent rien tenter sans cette connoissance utile; comme la scène change, comme le tableau varie, elles doivent faire tout au monde pour se procurer souvent un apperçu aussi fidelle, que celui que nous allons mettre sous leurs yeux, et écouter du moins ceux qui, sonnant la cloche d'alarme, appellent au secours, en indiquant les progrès et le véritable lieu où est l'incendie.

De

De la Soumission du peuple au Gouvernement républicain.

C'est dédaigner ſes vraies ressources que de s'entêter à méconnoître la véritable situation de la France ; c'est s'expoſer à d'étranges erreurs ; c'est prolonger à plaiſir ſes maux ; c'est perdre tous les avantages dont il est encore possible de profiter.

Médecins, qui ne voulez point étudier le malade, quel remède voulez-vous donc lui donner ! croyez-vous que depuis six ans la maladie ſoit toujours la même, et ne ſavez-vous pas que ce qui auroit été d'abord remède, en ce moment peut être un poiſon. Soit maladresse ou inſouciance, ſoit même mauvaiſe volonté, il est impossible d'avoir plus fait contraster les moyens, que l'on a employés, avec les circonstances auxquelles on a voulu les adapter ; prenant toujours l'esprit public à rebours, parce que toujours on l'a méconnu, on a ſans cesse contrarié les efforts et renverſé les eſpéran-

rances de ceux, qui dans l'intérieur cherchoient à être utiles, et les gaucheries perpétuelles dans ce genre, ont tellement dégoûté les honnêtes gens, qu'ils se sont lassés de n'avoir jamais à seconder que des plans absurdes, ou des tentatives chimériques. Sans la connoissance la plus exacte des faits, tous les raisonnemens, tous les calculs sont en pure perte; c'est pour avoir substitué aux esquisses vraies, des tableaux menteurs, à la réalité, des romans, aux obstacles reconnus, des espérances exagérées; c'est pour n'avoir jamais désiré ce que l'on auroit pu obtenir, qu'entraîné de faute en faute, on est arrivé, je ne dirai plus sur les bords de l'abyme, mais bien dans le fond du goufre.

C'est une erreur de croire que la France vit dans l'anarchie; il y existe une autorité haïe, méprisée, mais redoutée et absolue, c'est l'autorité du gouvernement que la Convention vient d'enfanter, gouvernement parricide qui peut-être un jour dévorera sa mère.

S'il

S'il ne régne pas encore par la terreur, déjà il en impofe par le fouvenir de l'emploi que l'on a fait de cette arme, qui n'est pas tellement brifée, qu'il ne puisse encore s'en fervir; il régne enfin, parceque le peuple, fatigué de la Souveraineté, hébété de fes malheurs, n'a plus la volonté, ni la force de disputer le pouvoir aux mains qui s'en trouvent faisies.

Pour fortir de cet état d'apathie, dans lequel la très-grande majorité du peuple françois est plongée, il faudroit encore une de ces fecousses violentes, qui ne lui ont jamais apporté que de grands maux, et pas un feul remède; fon énergie s'est ufée par treize mois d'appréhension de la mort, et presque deux ans entiers de mifère et de famine. La Convention a réduit ce peuple turbulent au silence, qu'il n'auroit jamais ofé rompre, si la foiblesse du gouvernement en 1789, ne lui avoit pas fait entrevoir en même temps le crime et l'impunité; elle s'est fervie, pour maintenir une autorité ufurpée, de tous les moyens

dont auroit pu ſe ſervir alors une autorité légitime; la différence du temps a été toute en ſa faveur, car en 1789 on couroit aveuglément au devant d'un autre ordre de choſes, tandis qu'aujourd'hui, corrigé par l'expérience, on est dégoûté de tout ce qui a rapport à une révolution nouvelle.

L'épreuve que le peuple a fait de cette prétendue ſouveraineté dont il ne jouit qu'au ſein du trouble, et qu'il est forcé d'aliéner dès qu'il veut être tranquille, a tourné au profit de l'autorité, qui trouve diſpoſée, à la ſoumission la plus aveugle, une nation briſée par tous les genres de calamités.

La lassitude a remplacé l'esprit de vertige; le désir de conſerver le peu qu'on a ſauvé du naufrage, a ſuccédé à la passion de tout envahir; l'amour de la paix, la honte qui réſulte d'une longue ivresse, le beſoin du repos, l'espérance d'être moins malheureux, la certitude d'un changement quelconque, qui n'aî-

naîtra, non de la volonté des hommes, mais de la nature des chofes; toutes ces caufes morales, jointes à l'affoiblissement des anciennes idées, à l'habitude des nouvelles, à l'oubli de tous les devoirs, plongent le peuple, et furtout la classe des propriétaires dans une fervitude léthargique, dont rien ne peut en ce moment le tirer.

Du Gouvernement actuel.

Le Gouvernement (c'est-à-dire une fois pour toutes la majorité des membres qui le compose) le Gouvernement n'a de rival que dans lui, d'ennemis dangereux que dans son sein; tout ce qui n'est pas lui, tremble, ou, s'il ne tremble pas, n'a pas du moins l'énergie d'agir. Attaché à la forme, parce qu'il y trouve son avantage, il affectera de s'en rapporter respectueusement à la majorité de la Nation, tant qu'il croira l'avoir pour elle, mais du jour où il verra l'opinion contester sa toute-puissance, retombant dans le cercle vicieux, qu'ont parcouru toutes les républiques de l'univers, il reprendra successivement les formes qu'il a condamnées, et recréera pour se soutenir, ce qu'il a renversé pour s'élever.

Divisé en trois pourvoirs dont l'inégalité de partage se fait déjà sentir, il s'apperçoit chaque jour des vices de sa constitution, voit

voit dès les premiers pas ſa marche s'entraver, et n'avance qu'en tâtonnant, parce qu'il a déjà la conſcience de ſa foiblesse.

Reconstruit des débris même de la convention, qui presque toute entière a reformé le conſeil des anciens et celui des cinq cents, il renferme dans ſon ſein tous les vices, toutes les cabales, toutes les factions de la législature qu'il remplace, et ressemble à ce malheureux *Eson* que ſes filles crédules crurent rajeunir en le déchirant.

Envain toute la France a jeté un cri d'indignation au décret despotique de la réélection des deux tiers; envain a-t-elle senti un moment l'humiliation dans laquelle elle est plongée; retombée bientôt dans l'avilissement stupide, où Robespierre l'a habituée à ſe tenir courbée, elle a obéi, et l'ordre le plus tyrannique, qui jamais ait été donné, a été exécuté par toute une nation qui ſe dit ſouveraine et libre. A l'exception de Fréron, il n'existe pas un ſeul membre marquant de la convention qui n'ait été réélu, et l'on apperçoit aiſément

à la composition du directoire et des conseils, quelle force le parti des républicains a puisé dans l'attaque précipitée des modérés, renforcés des imprudens et toujours trop confians royalistes.

Pour se faire une idée juste des factions, qui composent le Gouvernement d'aujourd'hui, c'est à la convention qu'il faut remonter; occupées à se mesurer en ce moment, elles comptent et ramassent leurs forces avant de les faire agir, et ne sont encore que des branches éparses qui tiennent à ce trône commun.

Tant que Paris a été aveuglément soumis à la convention, elle a fait ramper les Départemens devant cette ville souveraine, mais depuis que cette Capitale a osé penser, osé s'exprimer avec hardiesse; scrupuleuse observatrice de la loi, qui donne la souveraineté au grand nombre, elle affecte de ne plus la compter que comme une autre commune; trop habile pour attaquer de front tout ce qui supportoit son joug avec impatience, successivement elle a frappé tous

les

les partis, égorgé les Royalistes, les constitutionnels, les fédéralistes, désarmé les Jacobins, et réduit ces factions, jadis si menaçantes, au silence et à la soumission.

Depuis long-temps sa politique étoit de se soutenir toute puissante entre les royalistes de toute dénomination, et les terroristes qu'elle feignoit d'écraser, tandis qu'elle les menageoit en secret; persuadée qu'il existoit dans son sein le germe d'une faction qui pouvoit la renverser, elle préféroit se réserver pour ressource dernière, ou la Vendée qu'elle haïssoit moins que sa minorité même, ou ces Jacobins qu'elle retenoit dans les prisons, comme des tigres qu'elle devoit un jour lâcher contre ses ennemis *).

 Pour

*) L'anecdote suivante convaincra de la vérité de cette assertion, et à quel point la convention a senti après avoir triomphé des Jacobins au douze Germinal et au vingt et un Mai, le besoin, de se conserver les principaux d'entre eux pour maintenir l'autorité qu'elle venoit de leur ravir.

Le nommé Maignet, dit Brutus, étoit Président du tribunal révolutionnaire de Rennes, digne Lieute-

Pour ne laisser à aucune de ces factions, qu'elle souffroit comme troupes auxiliaires au besoin, le moyen de s'établir dans l'opinion, elle les opposoit sans cesse l'un à l'au-

tenant de Carrier, il avoit secondé, quelquefois surpassé en cruautés son modèle; la tête du féroce représentant tombe, on fait venir Brutus à Paris, un simple Gendarme lui sert d'escorte; Brutus, convaincu qu'il va mourir, veut encore un seul jour jouir de la vie; en entrant dans la ville où il doit bientôt la perdre, il propose au Gendarme qui l'accompagne de le laisser libre quelques heures, et s'engage sur sa parole à venir le rejoindre à minuit à la porte du Comité de sureté générale; frappé du ton de franchise de Brutus, le Gendarme accepte, et le républicain, fidelle à sa parole, vient à l'heure fixe livrer sa personne à son garde, et sa tête à ses ennemis. Le comité est instruit de cette action; le procès commence. Brutus, qui déja s'apperçoit que la convention regrette de s'etre laissé entraîner à des mesures qui la compromettent chaque jour, prend le parti de développer avec énergie tous ses crimes, de les augmenter, s'il est possible, et il parvient à effrayer même le tribunal de sang qui le juge. Convaincu de l'importance de conser-

ver

l'autre, faisoit craindre aux royalistes le retour de la terreur, aux terroristes celui de la monarchie, et par cette tactique adroite, soit qu'elle voulut étouffer les germes de la royauté, soit qu'elle voulut ramener le sansculotisme, elle pouvoit compter sur tous les partis. Mais si la Convention a laissé exister ces deux factions, elle veilloit sans relâche à les empêcher de prendre une prépondérance allarmante; afin de déchaîner contre elles la masse des républicains, elle affectoit de croire à la possibilité d'une réunion monstreuse entre les terroristes et les partisans de la royauté, et travailloit à les rendre également odieux en les associant de vues et d'entreprises.

Quelqu'extravagante que soit cette imputation, la foule des indécis se rattachoit

 à

ver un pareil monstre on le trouve trop criminel pour le confondre avec des innocens; Brutus est acquitté, et porté en triomphe aux quatre nations, prison où on le garde avec soin, où on le traite avec égard, afin d'être bien sûr de retrouver dans l'occasion un homme d'une pareille energie . . . . et Robespierre ne régnoit plus.

à la convention par la crainte de cette prétendue coalition des royalistes et des Jacobins. De toutes les calomnies employées contre la royauté, nulle n'a été plus persévérante et plus dangereuse, car tout ce qui a été opprimé par les terroristes a pris en horreur tout ce qui peut leur servir d'auxiliaires.

Ce qui se dit ici de la convention, qui n'est plus, peut s'appliquer au nouveau Gouvernement qui n'est encore que la convention reproduite sous d'autres formes et qui, semblable au phénix, a préparé elle-même le bucher où elle s'est consumée, afin de renaître de ses propres cendres.

Qu'un peuple, que le malheur a pour ainsi dire abruti, croye avoir changé de constitution et de loix, qu'il se rejouisse, parce qu'au degré de mal où il est descendu, il a le droit d'espérer d'être mieux, et qu'il sait être dans l'impossibilité d'être pis, rien de plus naturel; mais que ceux qui observent de sang-froid la France ne re-

trou-

trouvent pas aujourd'hui tout ce qui existoit il y a quelques mois, qu'ils espèrent, qu'ils comptent ſur des changemens quand il n'y en a que dans les mots et dans les costumes, c'est ce que la raiſon aura de la peine à ſe perſuader.

Avant donc de passer au Gouvernement d'aujourd'hui, ſur lequel on ne peut avoir que de très-foibles apperçus, puisque lui-même ne ſait pas ce qu'il est encore, il est important de jeter un coup-d'oeil ſur celui d'hier; c'est dans la convention même que l'on peut le retrouver tout entier; et ce n'est qu'en remontant à ſes derniers jours, que l'on peut arriver aux cauſes réelles, qui deux fois l'ont fait triompher par les deux moyens contraires, la modération et la terreur.

Eclairée par l'exemple du Souverain qu'elle avoit détrôné, la convention avoit atténué le danger d'en appeler aux assemblées primaires, en les convoquant à la même heure dans tout le royaume, et en s'occupant de les influencer. Laissant à dessein

sein les Monarchistes et les Jacobins ſe montrer à découvert dans ces assemblées, elle a fait ſentir aux Républicains le danger de ſe ſéparer d'elle; c'est par cette manoeuvre adroite que, profitant de la confiance des monarchistes, de l'audace des terroristes, de la maladresse de tous, elle a diviſé pour regner, et réuni cette masse de ſuffrages qui en a impoſé tellement à Paris, que cette ville, qui a renverſé la Monarchie par le ſeul effort de ſa volonté, s'est ſoumiſe et rampe ſous un joug, qu'elle avoit cru un moment que les Départemens lui aideroient à ſecouer.

Sans doute, il étoit permis d'éspérer que le peuple, corrigé ou du moins instruit par ſes malheurs, ſeroit plus ſage dans le choix des nouveaux députés qu'il alloit envoyer à cette assemblée; mais ne ſait-on pas aussi par expérience, que la multitude ne fait jamais ce qu'elle veut? et qu'avoit-on le droit d'attendre des assemblées primaires, qui venoient de ſe laisser gouver-

ner

ner au point d'adopter un décret qui rend leur fouveraineté dérifoire?

En fuppofant cependant que la raifon l'eût emporté dans tous les Départemens fur les intrigues, les cabales, les menées du parti dominant, il faudroit encore attendre du temps les progrès que peuvent faire deux à trois cents membres, qui d'abord ifolés, vont tour à tour être caressés et menacés par toutes les factions; mais pour former quelques conjectures qui aient des bafes plus folides que tous les romans politiques, il est temps de faire connoître les différens partis qui compofoient cette convention fouveraine.

Divifée de vues et d'opinions fans l'être d'intérêt, elle fe rallioit au nom du falut commun, qu'il ne faut par confondre avec le falut public. Délivrée des terroristes, elle renfermoit une multitude de miférables, fans but, fans principes, fans talens qu'on appeloit *Ventres pourris*, et qui étoient constamment dévoués aux plus forts.

Elle,

Elle renfermoit quatre vingts membres qui n'ont point voté la mort du Roi ; Monarchistes ſecrets dans le ſens des constitutionnels.

Elle renfermoit encore les Thermidoriens, tels que *Tallien*, *Fréron*, *Garnier de l'Aube*, *Rovere*, qui n'eussent point été éloignés de ſe réunir aux Monarchistes, s'ils eussent trouvés parmi eux un plan, et ſurtout une ſuite dans les idées.

Révolutionnaires par ſpéculation, ces derniers déſiroient de mettre à couvert les richesses qu'ils ont acquiſes et étoient prêts à donner la préférence au Gouvernement qui leur offriroit le moyen le plus ſûr de les conſerver. Perſuadés que le régime républicain, qu'ils aimeroient par goût, ne peut convenir à la France, ils auroient voulu ſe faire un mérite de ſon retour vers la royauté, ſauver leurs vies et leurs fortunes des vicissitudes des factions, racheter leurs crimes par le retablissement du trône, et recompoſer la Monarchie de façon

à

à trouver dans un pouvoir limité une garantie de l'impunité qu'ils auroient le droit d'exiger.

A ces trois factions il faut joindre les républicains, c'est-à-dire le parti de la Gironde; c'est celui-là qui entraînoit les Apostats du Jacobinisme, et quelques scélérats hypocrites, qui, ne pouvant obtenir une république de sansculottes, vouloient au moins une république. C'est à la tête de cette faction, en ce moment toute puissante, puisque réunie aux indécis qu'elle gouverne, elle fait la majorité, que l'on trouvoit *Chenier*, *Louvet*, *Bourdon de l'Oise*, *le Gendre*, *Carnot*, *Letourneur*, *Lareveilliere-Lepaux*, et tout ce qui fait encore montrer des talens et de l'énergie.

Ce parti, le plus fort de tous, n'étoit cependant pas le plus adroit, et il étoit possible de présumer qu'il feroit celui, qui feroit le moins de conquêtes parmi les membres, qui devoient entrer dans la nouvelle le-

législature, si la journée du cinq Octobre, en forçant les Girondistes et les Thermidoriens à fe réunir, n'avoit pas fervi de piedestal à la constitution, à laquelle on cherchoit une bafe.

Ce n'est pas que ces Thermidoriens ne haïssent ce parti, mais, féparés des modérés auxquels ils ont été attachés, parce que ceux-ci ont voulu aller trop loin, ils fervent la Gironde, les conjonctures ne leur permettant pas encore de s'en éloigner; le premier le plus direct intérêt étant d'échapper d'une part aux terroristes et de l'autre à une révolution brusque et illimitée, qui les livreroient au ressentiment des royalistes émigrés.

On fe tromperoit donc grossièrement, si, calculant fur la haine que fe portoient ces différens partis, on fe croyoit en droit de compter fur le plus mécontent de tous, pour fervir, foit les intérêts des puissances, foit ceux de la royauté, telle que l'on l'entend hors de la France; le jour viendra

où

où l'on pourra peut-être s'appuyer de quelques uns de ces républicains, plutôt dégoûtés que convertis; mais ce jour n'arrivera que quand ils appercevront sureté à le faire et tant que l'on menacera les coupables, tant que l'on écartera le repentir, les factions asservies aimeront encore mieux ramper sous un Gouvernement qui les menage, que d'attendre un pardon humiliant dont l'idée seule les révolte.

Il n'y a à espérer aucune insurrection spontanée dans Paris; cette ville, purgée d'une grande partie des vagabonds que les deux premières assemblées y avoient attirés, et dont Robespierre s'étoit fait une armée, est aujourd'hui gouvernée par une classe d'hommes plus éclairés que braves, plus disposés à bien penser qu'à bien agir; hardis à la tribune, leur énergie peut s'élever encore à quelques pétitions oratoires, mais elle n'ira point au delà; propriétaires pour la plûpart, ils restent attachés à leur fortune, à leur famille, et bien loin d'imiter le sans-

culotte, qui dans une inſurrection n'a rien à perdre et tout à gagner, ils préféreront, long - temps encore du moins, ſouffrir ſous une autorité qu'ils détestent, que de provoquer le retour d'une autorité qu'ils regrettent, s'il faut courir le risque d'une criſe ou d'un nouveau combat.

Cet éloignement, pour toute inſurrection générale dans le ſens monarchique, prouve le danger et ſurtout l'inutilité des inſurrections partielles; elles ne feront jamais qu'attester la puissance du Gouvernement, et rallier tout ce qui feroit prêt à ſe détacher de lui. Funestes à la royauté qu'elles ne ſervent pas et qu'elles rendent odieuſe, elles ne doivent jamais devancer l'opinion, mais l'attendre. Loin de les provoquer, c'est à les empêcher d'éclater que l'on doit s'attacher avec prudence; que l'on ne craigne pas de perdre les amis qui voudroient ſe montrer pour la monarchie; qui n'est pas lié par des places importantes, par une for-

fortune frauduleuſe ou par enthouſiasme à la république, n'y reviendra plus désormais. La révolution a perdu cet attrait de la nouveauté qui précipitoit tout le monde vers elle, et l'homme, qui penche vers la monarchie, redevient chaque jour d'autant plus royaliste qu'il est plus contraint de ſe cacher.

De la Guerre civile et étrangère.

La guerre civile est encore une chimère; la variation des pouvoirs, et ſur-tout des chefs, en écarte la possibilité. Il faut des grands, des généraux puissans et ambitieux, qui tout-à-coup entraînent des masses, des Provinces, des armées pour faire la guerre civile avec ſuccès, et la France, morcelée et découſue, offre peu de ressources dans ce genre; Il faut attendre qu'elle retombe sous le régime aristocratique, vers lequel doit toujours tendre une

vaste république, car, tant qu'elle ſera ſous le Gouvernement populaire, on ne verra que des cabales démagogiques éphémères, des brigandages, des massacres, des deux Septembre, des trente et un Mai, des neuf Thermidor, et des cinq Octobre.

La ressource de la guerre étrangère est uſée au point, que difficilement aujourd'hui on pourroit la relever. Rien n'égale le mépris que l'on porte à la politique des Alliés, si ce n'est la haine générale qu'ils ont inſpirée. La France, diviſée ſur tous les points, n'a qu'un cri, qu'une volonté pour s'oppoſer à toute invasion ſur ſon territoire; et le jour où, par une ambition bien mal éclairée, on a pris Condé et Valenciennes au nom de tout autre que de leur Souverain légitime, on a prolongé les malheurs de l'Europe, et fait renaître l'enthousiasme des François déjà presqu'éteint. *)

Que

*) Les ſages réflexions préviennent bien peu de maux: il faut l'avouer à la honte des livres ou de ceux qui

Que l'on ne croie pas que les Républicains ſeuls offrent leurs bras pour repousser les armées étrangères ; les monarchistes également ſe devouent et combattent à leurs côtés ; non pas qu'ils ne ſervent avec répugnance leurs plus cruels ennemis, mais ils obéissent à ce ſentiment d'orgueil, qui leur fait espérer qu'un jour, ſans le ſecours des étrangers, ils parviendront à délivrer leur patrie. Si les Souverains, qui un moment ont fait le rêve extravagant de conquérir ce vaste pays, ne s'étoient jamais montrés que comme les ennemis de la révolution, et non com-

qui les lisent; mais les malheurs ſervent de leçons, et les malheurs qui corrigent ont au moins leur utilité. La campagne de 1794 en a plus dit au cabinet de Vienne, que tous les prophètes politiques qui lui crioient, de renoncer à ses conquêtes, d'ajouter à de bonnes armées, de bons procédés et des plans exécutables; la proclamation du Général Wurmſer aux Alſaciens vient de le prouver; et du moins est-il permis de croire que l'on a l'air d'être revenu du pays des chimères.

me les ennemis de la France, ils n'auroient pas éternellement rencontré cette animosité, qui femble avoir redoublé dans les François toutes les ressources de la guerre. Que l'on renonce donc, et pour jamais, à combattre la France autrement que par fes propres armes; la menacer, c'est le feul moyen d'éternifer fon délire, et de l'empêcher de tomber dans cette apathie, dont il feroit aifé de la faire fortir, pour la ramener doucement à la plûpart, du moins, de fes anciennes idées.

Il faut laisser ufer la République, si l'on veut faire des tentatives heureufes en faveur de la Monarchie. S'oppofer à la marche d'un gouvernement inapplicable au pays pour lequel il est fait, c'est avoir l'air de croire qu'il peut y réussir. On ne parle de la Constitution de 1791, que parce qu'elle a été renverfée par un coup d'autorité, au moment où elle alloit s'affaisser de foiblesse; fes partifans réclament et en appellent à l'expérience, tandis qu'encore quelques

ques mois, et elle tomboit d'elle-même à jamais dans l'oubli.

Perſuadé de cette grande vérité, que l'on renonce donc à la force; que l'on cesse donc de ſeconder l'ennemi et de réparer par des maladresses les pertes qu'il fait tous les jours; que l'on ſe rappelle que ces prétendus ſuccès, dont on a si follement et si peu de temps joui, ont toujours conſolidé la puissance chancelante d'un gouvernement, qui ne ſeroit plus, si l'on l'avoit laissé mourir; que bien convaincu que les projets de conquêtes rapides, d'expéditions brillantes et chevaleresques ne ſont plus que des rêves extravagans, on ſe condamne, pour expier tant de ſottiſes, aux moyens lents, mais ſurs, qui feront rebrousser la révolution vers la Monarchie. C'est à ſeconder les cauſes qui exiſtent, à les développer, à en augmenter l'intensité, que doivent tendre tous les efforts; et si l'on est effrayé du temps que ſemble exiger une marche ſage, et si contradictoire avec les idées reçues, les espérances conçues, que

l'on ſe conſole en ſongeant aux vices réels de la Conſtitution que la France vient d'adopter, et que l'on ſe perſuade des progrès rapides, que doit faire le dégoût chez une nation, qui commence à ſentir, que le gouvernement que l'on lui donne, n'a pas plus de rapport à ſon caractère, qu'il ne convient à l'étendue de ſon territoire.

Ne cherchons plus la cauſe des ſuccès conſtans de la République françoiſe, et des revers, diſons mieux, des déſaſtres de ſes ennemis, autre part que dans le plan abſurde, qui avoit préſenté la France auſſi facile à conquérir qu'à affamer. *) L'expérience à tout dit, n'ajoutons pas un ſeul mot

*) Que ceux, qui feroient tentés d'être étonnés de trouver ici le mot déſastre, au moment même où Clairfait a replacé celui de Victoire dans la bouche de tout le monde, ſe rejettent par la penſée en arrière, qu'ils oublient où l'on en étoit, il y a deux mois, pour ſe rappeler d'où l'on est parti, il y a deux ans, et qu'ils avouent, ſans ſe décourager pour cela, que l'on a le droit encore de parler de déſastres, quand, des portes de Cambrai, on en est à ſe disputer les rives du Rhin.

mot aux réflexions qu'en ce moment elle fait faire; mais à l'époque où l'on abandonne un plan malheureux, faut-il renoncer à profiter des ressources qui restent, et qu'il eſt si facile de multiplier? quand on revient à la raiſon; quand, éclairé par des erreurs, on cherche la vérité, on n'a point encore tout perdu. Au moment, où l'on ſe détache d'idées fausses, on fait un grand pas vers les idées vraies. Faut-il, parce que l'on renonce à faire mal, tomber dans l'apathie et ne plus rien entreprendre? non, que l'on change de syſtême et que l'on adopte celui, qui, ſe liant avec la situation réelle de la France, non ſeulement ne peut plus nuire à ſon retour vers la Monarchie, mais encore peut lui en frayer la route, difficile,

---

De Paris et des Départemens.

Il y a deux ans, que le tableau de l'intérieur de Paris étoit celui de toute la France; aujourd'hui l'on feroit sûr de fe tromper, si l'on adoptoit une pareille erreur. Les Départemens, revenus de cet hommage stupide qu'ils portoient à la Capitale, en perdant de leur enthousiasme pour la révolution, ont diminüé de leur reconnoissance pour fes auteurs. Le fouvenir des horreurs du deux Septembre et du trente et un Mai, le silence féroce des Parisiens à la mort de Louis feize, mort dont la France est honteufe, tout a fervi à rouvrir les yeux des Provinces, humiliées de rendre une espèce de culte à une populace sans cesse en délire.

Paris est le siège du Gouvernement, et cette ville ayant l'avantage d'être le foyer d'où partent les loix, les Départemens ne peuvent encore fecouer un joug, dont ils fentent la pefanteur; mais ce n'est plus

cette

cette Capitale, qu'ils regardent comme Souveraine, et si demain les pouvoirs qui y ſont entassés, ſe disperſoient dans d'autres communes, il ne resteroit à Paris que l'influence qu'on ne peut ôter à une ville, dont la population ſeule fait un vingt cinquième de la république. Que l'on n'ait donc pas les yeux ſans cesse fixé ſur Paris; si long-temps il a dû ſervir d'échelle pour juger les vrais progrès de l'opinion, aujourd'hui il ne pourroit qu'égarer et faire prendre de fausses meſures; c'est la France entière qu'il faut obſerver, et ſurtout ſe garder, comme on le fait ſans cesse, de prendre la façon de penſer de tel canton, de telle commune, pour celle de la majorité.

On ne remarque point assez peut-être, que dans cette nation moins légère que l'on ne l'avoit d'abord ſoupçonnée, si les passions révolutionnaires ſe ſont amorties, les opinions qui les ont enfantées, ne ſont pas détruites. Le délire de la démocratie n'excite plus que du dégoût, mais les pre-

mières idées, propagées avec tant d'adresse, restent encore au fond du coeur de bien des gens, qui voient dans les malheurs qu'ils ont ſoufferts, les dangers d'une exaltation qui a outrepassé toutes les bornes, et non la fausseté des principes.

Que l'on cesse donc de confondre, si l'on veut connoître la vraie marche de l'esprit public, l'horreur générale que l'on porte au ſystême de la terreur, avec toute idée de retour à la monarchie; et que ſurtout on s'attende à la ſubdivision infinie d'opinions chez un peuple, auquel on n'a ouvert le vaste champ des dissertations politiques, qu'afin de l'y mieux égarer. Oui, il y a en France des opinions, des voeux, des intérêts différens, mais nul parti, proprement dit réuni, et ayant la force ou la volonté d'entreprendre de ſecouer le joug. Il n'y a plus réellement de factions, car les républicains, qui en ont bien le caractère, ſont une puissance, et repréſentent l'état; tandis que les Jacobins disperſés, ſans chefs, ſans ressources apparentes, ne

peu-

peuvent plus ſervir que d'instrumens aux premiers factieux, qui, ramassant leurs débris, auront beſoin de ressusciter le ſansculotisme, et de le faire régner par la terreur.

Les royalistes, il faut entendre par ce mot tout ce qui préfère une monarchie quelconque à la république; les royalistes forment la majorité passive de la France. On peut compter, comme leurs auxiliaires ſecrets, la multitude des *Egoïstes*, des *Incertains*, des *Indifférens*, gens dont l'inclination, l'habitude, les intérêts feroient des royalistes, si la monarchie paroissoit reprendre faveur, et s'ils entrevoyoient ſureté à ſe montrer un jour pour elle; mais les royalistes, monarchistes, aristocrates, répandus ſur le vaste territoire de la république, cachent leur façon de penſer au fond de leur coeur, ne communiquent que difficilement entre eux, et ne ſont point revenus de cette terreur dont ils ont été treize mois frappés. Que l'on ſe méfie donc des rapports exagérés, que l'on ne cesse de faire des pro-

progrès de l'opinion, tant qu'il ſera impossible de faire le recenſement des gens qui la professent. Que l'on ſe garde également d'un découragement inutile, et d'une confiance trop funeste, et que l'on ſe diſe bien, que les royalistes dont les lettres parviennent à l'extérieur, et donnent ſans cesse les plus belles espérances, ne parlent jamais qu'en leur nom, et au nom d'un très-petit nombre d'amis dont ils peuvent à peine répondre. C'est faute de ſe pénétrer de cette idée, que l'on a ſouvent jusqu'ici vu des départemens en inſurrection, là où il n'y avoit que des individus en délire, et ſubstituant toujours le tout aux parties, formé ſous la foi de gens égarés, et non pas coupables, de ces beaux plans qui n'ont jamais ſervi qu'à livrer des corps entiers, des armées mêmes, à des démocrates furieux.

Des Républicains et des Monarchistes.

La France est donc partagée en deux grandes divisions; Républicains et Monarchistes; si ceux-ci ont pour eux le nombre, le retour de l'opinion, l'expérience, les autres ont le pouvoir, les emplois, les récompenſes à donner, les châtimens à infliger, les armées à faire obéir, l'habitude de vivre, de gouverner au milieu des criſes populaires, et la certitude d'être ſoutenus au beſoin par toutes les créatures qu'ils ſe ſont attachées dans le nouvel ordre de choſes; créatures abjectes pour la plûpart, mais qui défendront la cauſe qui les paye, avec bien plus d'énergie que l'on n'en mettra à l'attaquer.

Au nombre des armes dont ſe ſervent les républicains, que l'on ne ſoit point étonné de trouver la liberté illimitée de la presse; liberté ſur laquelle on a trop compté, et qui n'a jamais osé s'attaquer encore qu'aux individus et non aux principes.

Dans

Dans cette tentative hardie de la Convention, qui a provoqué ainsi l'esprit public en lui promettant de ſe développer, l'homme, qui voudra profondément réfléchir, trouvera le but qu'elle a osé s'en promettre; c'est celui d'accoutumer le peuple à tout entendre, à tout discuter, à ne plus ajouter de prix ni de ſens aux phraſes, aux mouvemens oratoires; à renoncer, de dégoût à ce combat éternel de plumes, si funeste à tous les pouvoirs, et enfin à ſe jeter de lassitude dans les bras de l'autorité, faute d'entendre une question uſée, avant même d'être définie.

La république, *une et indivisible*, ne mérite ce titre que ſous deux tapports; elle est *une* pour obéir stupidement à l'autorité qu'elle a créée; *indivisible* pour s'oppoſer à tous les efforts de ſes ennemis extérieurs, mais ſous tout autre point de vue que l'on veuille la considérer, il faut bien se garder de rien préjuger en faveur d'un Département, parce que l'on auroit quelques données ſur celui qui l'avoisine. Pous-

sant

sant plus loin une circonſpection nécessaire, il faut s'attendre que chaque individu, qui n'a plus le courage de ſe révolter contre une autorité qui lui pèſe, n'a plus cependant la complaiſance de ſe ſoumettre aveuglément à adorer ce qui lui déplait; que chaque ville, chaque famille est diviſée, non ſur la manière d'obéir, mais ſur le Gouvernement qu'on doit désirer; ainsi, il y a partout des républicains, des monarchistes, des royalistes, et non pas ſeulement dans tel district, ou dans telle commune; qu'en les laissant pêle-mêle enſemble, puisqu'il est reconnu qu'en France on discute à préſent ſans aigreur et ſans danger, les républicains s'affoiblissent chaque jour, par cette raiſon que le retour à la monarchie redevient une idée nouvelle, et qu'enfin, ſuivant ce tableau vrai du moment, il est peut-être plus avantageux de faire des progrès lents, dont on ne ſe méfie pas, ſur mille points différens à la fois, que de rassembler toutes ſes forces dans un même

local, en oppoſant à ſes ennemis une résistance, qui les irrite, et redouble tout à coup leur attachement à une cauſe, qu'ils cesseroient d'aimer eux-mêmes, si l'on cessoit de la pourſuivre.

Sans doute, qu'en dépit de la nouvelle division qu'il a plu à des Législateurs ingénieux de faire. l'habitude n'a pas tellement conſacré leur ouvrage, que les habitans de la France n'aient conſervé, en partie, ces nuances de caractères que l'on s'étoit flatté trop-tôt d'effacer. Sans doute, le républicain de Marſeille ſera toujours plus bouillant, plus prononcé dans ſa volonté, que le Flamand ou le Champenois; mais encore une fois, qu'on ſe garde d'en conjecturer d'avance, que tel pays fait, plutôt qu'un autre, des voeux pour la monarchie; que l'on espère dans la France entière; que l'on ne compte ſur aucune de ſes Provinces en particulier; cette manière d'enviſager les ressources générales éloigne de tous faux calculs, et

mène

mène droit au ſeul but auquel il faut tendre ; miner ſourdement l'opinion, et la miner à la fois, ſur-tout le territoire de la république ; laisser à un Gouvernement vicieux le temps de ſe trahir lui-même, et compter ſur l'influence morale et politique que peuvent acquérir les royalistes de toutes les classes, si la nécessité un jour parvenoit à les réunir.

Des Royalistes et Monarchistes.

Mais il est temps d'aborder une question délicate, et de chercher à définir ce que l'on entend en ce moment en France par royalistes ou monarchistes; réunis ſur un ſeul point, celui de renverſer la république, ils ſont loin de former entr' eux les mêmes voeux, et d'être prêts à concourir aux mêmes choſes. Cette diviſion, que l'on ſe plait à éterniſer, ſert plus le

Gouvernement, habile à en profiter, que toutes les charlataneries qu'il invente pour soutenir une admiration usée.

Les monarchistes, royalistes ne forment aucun parti proprement dit, puisqu'un parti est une réunion de gens, qui ont un but et qui s'entendent. Ce sont des branches, qui, séparées du tronc, jonchent la terre et y poussent encore quelques rameaux. C'est une multitude d'unités qui ne donnent aucun total; ils n'ont ni pouvoir, ni forces physiques, ni chefs, ni point de rassemblement et de contact; oppressés autrefois par Robespierre, ils sont aujourd'hui observés et maintenus par la faction qui domine, et ils n'échappent aux mesures de rigueur que souvent elle est tentée de prendre, que par l'appui indirect d'une partie des membres du Gouvernement actuel, que les Girondins ont encore besoin de menager.

Les monarchistes ont eu plusieurs plans; un moment ils ont espéré d'essayer leurs forces, de se glisser dans les Comités, et de ramener vers eux l'esprit public, très-

flot-

flottant à l'époque de la déstruction des Jacobins, mais ils ont un peu trop-tôt montré l'étendue de leurs ressources, et tombant dans la faute éternelle que commettent les royalistes de toutes les classes, ils ont eu la maladresse de croire que les Souverains ne se ſépareroient jamais de la cauſe des Rois. Forcés, par l'abandon même d'une partie des Princes coaliſés, de chercher en eux ſeuls leurs propres ressources, ils alloient peut-être embarrasser leurs ennemis, quand la mort, au moins extraordinaire du jeune Roi, a prouvé que les Girondins n'avoient point vu leurs efforts ſans en être effrayés.

Ces monarchistes, nous le répétons avec affirmation, forment la majorité de la République; mais cent individus ne ſont pas d'accord ſur la recomposition de la monarchie. Les aristocrates, royalistes purs, adhérant à l'ancienne constitution du Royaume, font tout au plus le quart de cette majorité. La raiſon en est bien ſenſible; la plûpart des individus de cette classe, ap-

partenant aux deux premiers ordres de l'état, font, ou déhors du Royaume, ou péris fur les échaffauds, le reste échappé des prifons de Robespierre, épars dans l'intérieur, brifé par le fouvenir des douleurs qu'il a endurées, tremble et cherche à faire oublier une existence, dont depuis long-temps on lui a fait un fardeau.

C'est à regret que nous ajouterons, que, fatigués d'une attente vaine, quelques uns, furvivant à un dévouement ufé dans les privations et les craintes, aigris aussi par les tortures, et perfuadés que les malheurs des Emigrés-Royalistes ont caufé leurs maux, fe font rendu coupables d'un égarement, dans lequel la honte les fait fe plonger en furieux. Point de Départemens où l'on ne trouve des nobles, apostats dangereux, prêts à prouver par toutes fortes de crimes que leur changement est sincère; enrichis des biens de leurs familles, héritiers des vivans qu'ils outragent, ce font eux qui achètent avec le plus de hardiesse, qui fpolient avec le plus d'effronte-

terie; que l'on ſe garde donc bien de s'en laisser impoſer par le nom, et de compter, dans les calculs que l'on peut faire, ſur des gens qu'il ſeroit tout simple de ranger dans la liste des royalistes, si l'on n'en étoit pas averti.

Des Constitutionnels.

Tous les Monarchistes ſont, ou des Républicains convertis, ou d'anciens ſectateurs du régime de 1791; aussi peu réunis entr'eux que les Royalistes purs, ils ont de plus que ces derniers, l'opinion générale où l'on est qu'ils forment un puissant parti. Annullés comme les autres, ils ſont dans ce moment sans plan fixe, ſans idées arrêtées, et quoique l'on en diſe ſans chef; et s'ils partagent avec les royalistes la haine du parti qui domine, ils ont l'honneur plus qu'eux d'être l'objet d'une ſurvéillance

 d'au-

d'autant plut exacte qu'en fait de révolu-tion on connoît déjà leur talent.

Tout ce qu'on débite en ce moment au déhors, tout ce qu'on ne cesse d'écrire, de colporter, de commenter ſur les mouvemens, le crédit, les projets des Constitutionnels, ſont des poëmes politiques. Trop long-temps froissés par le régime de la terreur, les anciens feuillans ont trop peu d'énergie, trop peu d'alentours, de ressorts pour ſonger à agir, mais ils ſavent attendre et ramasser ſur le champ de bataille les combattans qui tombent de tous les côtés. Leurs Chefs, enfermés au déhors *) ſont ſans crédit au-dedans, ef-

fa-

*) Le Cabinet de Berlin, vient enfin de faire un acte de justice, en relâchant un de ces Chefs des Feuillans, depuis long-temps priſonnier à Magdebourg: il a ſenti avec raiſon qu'en faiſant la paix avec les factieux, qui ont renverſé et détruit la monarchie, il perdoit le droit de punir ceux qui les premiers l'ont ébranlé . . . . aussi la liberté de Mr. de Lameth ne laisse t'elle rien à préſager ſur celle du général la Fayette, le cabinet de Vienne ne ſe trouvant pas obligé d'obéir aux mêmes raiſons politiques.

facés de la fcène des événemens, ils font tellement en oubli, que l'on peut assurer que Lafayette, à peine reconnu, ne réuniroit pas cent bourgeois de Paris. Dumouriez, après Barrère le Caméléon le plus adroit de la révolution, en horreur aux Fayettistes, et à tous les Constitutionnels, cherche envain à s'y racrocher, les autres enfoncés dans l'obfcurité vont, à l'abri d'un décret qui leur facilite les moyens de faire amende honorable, tenter, en encenfant un moment l'idole du jour, de recouvrer les débris de leur patrimoine, et de fe mettre en mefure de profiter de tout ce qui promet à l'homme patient et réfléchi, la chute de la république.

Cependant les Constitutionnels, répandus partout, ont été depuis la chute de Robespierre rétablis dans le plus grand nombre des administrations de Départemens, de districts, de Municipalités. La garde nationale de Paris, épuifée de tous les terroristes que l'on en a chassés, a été presque en totalité recompofée par eux;

 cel-

celles des Provinces ſe forment ſur le même modèle; ainsi les Constitutionnels ſe trouvent placés civilement, comme ils l'étoient au commencement de 1792, à cette différence près, qu'ils étoient alors les foibles ſoutiens d'un Gouvernement plus foible encore, et qu'aujourd'hui ils attendent, comme les républicains d'alors, la chute d'une conſtitution inapplicable à une vaſte monarchie. Totalement écartés de toute influence dans le Gouvernement, les autorités ſubordonnées ſe trouvent cependant en ôtage entre leurs mains; tel a été l'effet de la jalouſe politique de la Convention, lorsque les Thermidoriens et les Girondistes, ſe réunissant pour écraſer les Jacobins, préférèrent d'appeler aux emplois les Conſtitutionnels, quittes à les y ſurveiller, qu'à remettre tant d'autorités et de moyens accumulés dans les mains d'un de leurs deux partis. C'est trop tard que l'une et l'autre de ces factions ſe sont apperçues de la faute que leur jalousie reſpective leur a fait commettre; pour y porter quelques re-

remèdes les Girondiſtes ont ajourné leur animosité contre les Jacobins, et la perſécution commencée, a été tellement ſuſpendue, que les plus grands monstres de cette ſecte ſacrilège, déchargés d'accuſation devant les tribunaux, ont été longtemps détenus pour leur propre ſureté, dans des maiſons d'arrêts où l'on les conſervoit, afin d'intimider, par la ſeule certitude de leur exiſtence, le premier parti qui oſeroit essayer ſes forces.

Les conſéquences de cette conduite imprudente ſont assez faciles à ſaisir; elles ſont telles, que si la Convention, en perdant ſa considération, eut perdu tout à coup ſon pouvoir, Paris ſe retrouvoit ſous la main de ces tigres, dernières ressources des Girondins, ou livrés à la faction Thermidorienne, qui trop foible pour ſe ſoutenir, eut appelè les Constitutionnels à ſon ſecours; ceux-ci en première ligne, restés les plus habiles parmi les moins adroits, renforcés de cette opinion, trop généralement adoptée,

que,

que, du Gouvernement républicain à l'ancien régime, la transition eſt trop rapide, auroient pu par la situation ſeule des eſprits et des choſes, ſe retrouver portés à la tête du Gouvernement plus brusquement encore qu'ils n'en ont été chassés.

Mais il eſt à propos de s'expliquer ſur ce mot de Constitutionnel, auquel tant de gens attachent une idée peut-être trop dangereuſe. On ſe tromperoit bien fort, si l'on croyoit que l'on entend aujourd'hui en France par ce nom, désigner les amateurs, ſectateurs, auteurs de la Constitution de 1791. Point de royaliste perſécuté, ruiné, qui ne la préfère au régime de ſang dont à peine il ſe croit ſorti; comparativement à la grue qui a tout dévoré, on regrette cet inutile ſoliveau; mais perſonne n'est plus assez fou pour défendre un code de loix, aussi bizarres qu'inutiles, et à l'exception de quelques brouillons entêtés de leur propre ouvrage, ceux qui ſongent à la ressusciter, ſont convaincus d'avance qu'elle ne doit ſervir que de pas-

sa-

sage entre l'anarchie et une monarchie limitée.

Mais cette Constitution défectueuſe est aux yeux de bien des gens un point de ralliement; les royalistes timides, et c'est aujourd'hui la presque totalité, la regarde comme le premier échelon, d'où graduellement on peut élever la France à la monarchie, ſans courir le danger des ſecousses et les hazards d'un choc meurtrier. On dit aussi, que, fidelles à l'envie de faire encore aux dépens de toute une nation de nouveaux essais philantropiques, quelques amis s'occupent à Londres des moyens de donner à la France la Conſtitution de l'Angleterre, mais ce ſont là les rêves d'une ſociété et non les plans d'une faction puissante.

De l'ancienne Constitution du Royaume.

Affaissées ſous le poids du malheur, les meilleures têtes, désorganisées, ne conçoivent plus comment on peut revenir tout à coup à un gouvernement ſain et vigoureux. Condamné aux tâtonnemens, on n'a plus même la force de désirer le retour d'un ordre de choſes, que l'on s'est habitué à regarder comme impossible, et dont on s'eſt fait une idée monſtrueuſe, faute de chercher à l'approfondir.

Dès l'aurore de la révolution, toute la France a partagé deux idées également fausses et funeſtes: c'eſt que cet empire, qui fleurissoit depuis treize cents ans, exiſtoit ſans une Conſtitution, et que cette Conſtitution étoit en outre ſurchargée d'abus, dont les racines ne pouvoient être extirpées ſans la renverſer. La première de ces deux erreurs ne pouvoit séduire qu'un peuple délirant, et poussé par une fatalité ſans exemple dans un abyme de maux; perſuadé

ſuadé qu'il falloit une révolution au Royaume le mieux organiſé de l'univers, ce peuple n'étoit plus en état de réfléchir, qu'un assemblage de loix quelconque, qui treize cents ans ſoutient une vaſte contrée, et lui procure une ſuite de prospérité ſans exemple, par cela ſeul eſt une Conſtitution parfaite. Décidés à ſacrifier l'expérience des siècles aux phraſes du moment, les François ont cru tout ce que des brouillons, devenus bientôt des factieux, ont oſé leur dire.

C'eſt ainsi que la mauvaiſe foi a peint aux yeux de la ſottiſe cette ſoule d'abus, dont on ſe plaignoit comme adhérente à la Conſtitution du Royaume, tandis qu'ils n'étoient que des branches gourmandes et parasites, qui venoient en détourner les ſucs.

Etrangers! qui regardez à préſent ſans passion et ſans colère ce pays malheureux, qui n'excitera plus votre envie; Ecrivains! qui de bonne foi voulez écrire, et qui portez dans le fond de vos coeurs le désir d'éclai-

clairer votre patrie, ayez le courage, à travers ces vastes ruines, au milieu de tant de décombres, d'aller rechercher les loix qui constituoient la Monarchie françoise; et apprenez à ceux qui vous liront, combien il est facile avec quelques mots d'égarer, jusques à la fureur, la multitude toujours prête à échanger sa tranquillité contre le désespoir.

Si cette recherche n'écartoit pas du sujet, avec qu'elle satisfaction on aimeroit à prouver jusques à l'évidence, qu'il n'éxistoit pas un abus, un seul abus en France, qui ne fût prévu et défendu par la loi. Sans doute, la légéreté, avec laquelle on l'éludoit, étoit bien coupable, mais c'étoit la faute des individus, le malheur attaché à toute institution florissante, et non la faute de la loi. Le gaspillage des finances ne tenoit point à la Constitution; la recette que l'on amélioroit tous les jours, n'étoit ainsi que la dépense qu'une mesure intérieure, et si les lettres de cachet, seules ont paru à tous les yeux tenir trop à l'arbi-

bi-

bitraire, les ruines mêmes de la Baſtille interrogées ont attesté la douceur de ces Rois accuſés de tyrannie.

Si l'on s'eſt attaché à attaquer la facilité que les Rois de France avoient à mettre des impôts, c'eſt que l'on a toujours abordé cette queſtion de mauvaiſe foi, et que l'on s'eſt plu à dessein à confondre le gouvernement et la Conſtitution du Royaume. Une preuve frappante que cette Conſtitution veilloit aux droits du peuple, c'eſt la nécessité où l'on s'eſt cru d'appeler les états généraux pour apporter du remède dans les finances. Si le pouvoir du Roi eût été arbitraire, auroit-il eu beſoin de recourir à ce moyen? Les parlemens ont dit vrai, quand ils ont avoué, qu'ils n'avoient aucun droit de repréſenter la nation entière, ils ſe ſont remis à leur place par cet aveu; mais ils en ont appelé à la Conſtitution du Royaume, et cet appel formel eſt une preuve qu'elle exiſtoit; le reſte prouve qu'en France on éludoit tout, que ſans doute il y falloit des réformes, mais que

c'eſt une abſurdité de dire qu'il n'y avoit pas de pacte entre le Souverain et ſon peuple, dans un pays dont la prospérité ſeule prouve une harmonie, qui, ſans elle, ne peut exiſter.

Mais ce n'eſt point l'ancien régime que l'on redoute en France, ce ſont ceux qui veulent le ramener. Inſtruits de ce qui ſe dit, s'écrit, ſe colporte au dehors, les François n'attendent des émigrés royalistes qu'une haine, que ces derniers n'ont même pas l'adresse de dissimuler; *) perſuadés

*) C'est ainsi que les préjugés éterniſent les haines et prolongent tant de maux. Aigris par leurs privations, une partie des émigrés ne voit dans vingt quatre millions de François que des coupables, et ces François à leur tour ne voient dans ceux qui furent leurs compatriotes, que des ennemis implacables, tandis que de part et d'autre, si l'on ſavoit, si l'on pouvoit ſe rapprocher, on trouveroit tant d'honnêtes gens, dignes encore de vivre ſous les mêmes loix . . . mais tel eſt le malheur attaché aux temps orageux, c'eſt que la raiſon se tait ou ſe cache, et que les passions ſeules ſe montrent en élè-

dés qu'ils leur ont fait trop de mal pour jamais pouvoir faire avec eux une paix sincère; indignés de l'idée d'un pardon qu'ils ne demandent point et qu'ils ne fe trouvent pas dans la nécessité de recevoir, ils préfèrent, s'il faut abandonner un gouvernement inapplicable, transiger avec des gens, qui, n'ayant pas des droits réels, fe montreront moins difficiles. C'eft ainsi que cet efprit d'intolérance, pardonnable à bien des égards à d'honnêtes gens aigris par le malheur, écarte, ou pour mieux dire éloigne à jamais l'espoir de voir la France retourner vers la Monarchie, telle qu'il la faudroit pour fon bonheur et furtout pour fa tranquillité.

Ce n'eft donc plus par attachement pour la Conftitution de 1791, que les Monarchistes en France désirent y revenir; ils ne la con-

élèvent la voix . . . hélas! il faut en convenir, si le plus grand nombre eft aujourd'hui le plus fage, le plus petit eft celui qui fait le plus de bruit, et les Royaliftes, comme les Républicains, ont aussi leurs Terroriftes.

considèrent que comme un havre, capable de les mettre un moment à l'abri, et dans lequel ils veulent entrer, afin d'éviter deux écueils qu'ils redoutent, le gouvernement populaire et l'ancien régime; c'eſt là qu'ils veulent reſpirer un moment, ravitailler le vaisseau de l'Etat, baloté par tous les vents, et gagner, s'il eſt possible, le pòrt.

Mais quel eſt ce port que tout le monde désire, que chacun indique, et que perſonne ne connoît? où eſt-il? quel eſt le navigateur habile qui la déjà fréquenté? quel eſt le pilote qui en a ſondé les roches dangereuſes? Après tant d'années de malheurs va-t-on ſe rembarquer, pour recommencer des découvertes? et pourquoi faut-il que les passions trop exaltées, de tous les partis, ne permettent pas de rentrer dans celui, d'où tous enſemble on étoit ſorti.

De

De la Possibilité du retour à la Constitution de 1791.

Mais c'est assez manifester un voeu que la situation du moment rend illusoire ; c'est de la vérité, quelqu'affligeante quelle soit, dont il faut s'occuper, car ce n'est que sur ce qui est, que l'on peut calculer, et non sur ce qui devroit être. Les Monarchistes, jusques au jour où la France cessera d'être une république, seront maîtrisés par les factions dominantes, au point qu'il leur sera impossible de rien prévoir, de rien calculer, ni de convenir du Gouvernement qu'ils désirent adopter ; et dans la crise, qui les replacera au timon des affaires, il est à parier que, n'osant pas contrarier le voeu du peuple, qui les y aura reportés, c'est à cette Constitution de 1791 que, faute de mieux, on aura recours, parce que ce peuple croit qu'il faut pour retourner à une bonne monarchie retraverser cette fondrière.

Si

Si l'on doutoit de cette marche, si l'on pouvoit encore ſe flatter, le choix, qu'ont manifeſté quelques départemens en faveur des Coriphées de cette faction, annonce les progrès qu'elle fait dans l'opinion; s'il faut s'en rapporter à l'adresse reconnue de ces premiers meneurs de la révolution, conſommés dans les intrigues, habiles à profiter de l'eſprit public, il est aiſé de calculer l'avantage, que peut leur donner une tactique ſouple et insinuante ſur la roideur des véritables royalistes. Ce n'est pas cependant, que la plupart des premiers auteurs de cette révolution ne ſentent une partie des fautes qu'ils ont faites, et ne ſoient portés à en convenir; ce n'est pas que l'expérience et l'oppression ne les aient éclairés trop tard ſur la fausseté de leurs idées regénératrices, mais prêts à faire un aveu pénible, prêts à manifester un utile repentir, l'inflexibilité des Emigrés les repousse, et l'amour propre achève de les retenir. Si perſonne ne les obſervoit, si les autres roya-

liſtes

listes que cette malice venge, ou plutôt un moment ſoulage, ne remarquoient pas leur embarras; s'il s'élevoit tout à coup une nouvelle génération à qui leur conduite fut inconnue, ils mettroient volontiers eux-mêmes en poussière ce code déſastreux pour la formation duquel ils ont mis en pièces la monarchie. Enfin, comme c'est la vanité, l'intérêt, l'ambition et non la raiſon qui dirigent la plûpart des actions des hommes, on peut affirmer que les auteurs de la Constitution de 1791 s'abonneroient à reprendre l'ancienne, la vraie Constitution du royaume, s'ils pouvoient oublier les outrages qu'ils ont fait au trône, au clergé, à la noblesse, et s'ils étoient bien ſurs, non ſeulement de n'être ni recherchés, ni avilis, mais de ſe retrouver au point où chacun d'eux étoit à l'ouverture des Etats-Généraux.

C'eſt avec regret que nous ſommes forcés d'affirmer ce qui eſt devenu un axiome, aux yeux de quiconque connoît la France

d'aujourd'hui, c'eſt que la très-grande majorité des François, ayant participé à la révolution par des erreurs d'opinion, elle ne ſe rendra jamais à diſcrétion à l'ancienne autorité et à ſon légitime dépoſitaire. Il ſuffit de deſcendre dans le coeur humain, pour ſe convaincre de cette vérité; exiger cet effort impoſſible, c'eſt le ſeul, l'unique moyen de rengager plus que jamais la querelle, et de redonner aux républicains et aux monarchiſtes mitigés, une énergie qui s'affoiblit de jour en jour. La vanité exaltée pendant quatre ans, froiſſée pendant treize mois, et jamais étouffée, ſe révolte à la penſée même d'un pardon, offert par des chefs qui ont bien le droit de le promettre, mais qui malheureuſement ne ſont pas en meſure de l'accorder à une maſſe d'hommes, qui croit avoir acheté par les ſuccès le droit de diſpoſer d'elle. Envain cherche-t-on à ſe le diſſimuler, la révolution, qui a tout détruit n'a briſé que des pouvoirs, n'a renver-

verſé que des fortunes, la plupart des principes faux, qui l'ont enfantée, ſubsiſtent; ils ſe ſont réfugiés tout entiers dans le fond de coeurs trop gangrénés pour s'en guérir, et ils infectent à tel point les jeunes têtes de la génération qui vient de s'élever, que ce n'eſt que le temps et un Gouvernement ferme, qui puissent en effacer les derniers veſtiges.

Sans raiſonner, s'ils en feront plus heureux, les François veulent que leurs ſuccès, leurs erreurs, leurs fautes mêmes leur aient été de quelqu'avantage; ils ſe révoltent à l'idée de croire, que six ans d'angoisses et de tortures, ont été complettement inutiles, et ils appellent avoir gagné quelque choſe, s'ils ne ſe retrouvent pas au point dont ils ſont partis; mais quels ſont les ſacrifices qu'ils prétendent faire en renonçant à leur abſurde démocratie et en revenant à la royauté? à quelles erreurs tiennent-ils le plus, et jusqu'à quel point eſt-il permis de croire que l'on puisse ſe rapprocher d'eux?

L'idée de rendre l'autorité à un ſeul, n'eſt plus ce qui arrête le peuple françois; chaque jour en prouve la nécessité; c'eſt à ne rien laisser entre le trône et lui qu'il tient; c'eſt à ne plus considérer le clergé et la noblesse comme ordres, que ſe retranche cet esprit de Démocratie et d'égalité si difficile à extirper. Quiconque a bien ſuivi les progrès de l'eſprit public en France; quiconque vient d'y ſonder l'opinion, ne ſera point étonné de cette assertion; c'eſt que les François délivrés de leur république ſeroient, malgré le ſyſtême de quelques individus qui veulent la monarchie mitigée, bien plus près de ſe reporter à un Gouvernement abſolu qu'au 13 Juillet 1789.

Si le Clergé, si la noblesse, devenus par tant de faux calculs et de démarches déplacées, une pierre d'achoppement entre le Roi et ſes ſujets, n'étoient pas convaincus, comme ils doivent l'être que leur exiſtence eſt nécessaire à la monarchie,

qu'el-

qu'elle y balance tous les pouvoirs, diminue l'influence du peuple, tempère l'autorité du monarque, et forme ce contrepoid, ſans lequel il n'exiſte jamais queDémocratie ou Deſpotisme; ſans doute on auroit droit d'attendre de ces deux ordres généreux un ſacrifice de tous leurs droits; mais qui peut leur prouver que ce ſacrifice douloureux eſt nécessaire, quand ils ont pour eux la croyance que l'abandon, que l'on leur demande, ne peut qu'éterniſer l'anarchie. En livrant cependant la monarchie au peuple qui en feroit la baſe, au Monarque qui en feroit le ſommet, le Clergé et la Noblesse auroient encore bien des droits d'espérer à redevenir parties intégrantes de l'Etat. Le peuple ſatisfait d'une jouissance momentanée mettroit bientôt peu d'importance à voir s'élever quelques chefs au dessus des siens; il ſentiroit une grande vérité, c'eſt qu'il eſt bien moins petit, quand des degrès placés entre le trône et lui, permettent qu'il s'en rapproche quelquefois, et le Monarque,

re-

reconnoissant d'une autorité qu'il devroit au dévouement de ces deux premiers ordres, faisiroit bientôt l'occasion d'en faire le plus noble usage en les replaçant entre son peuple et lui. Mais pour suivre cette marche, qui certes rameneroit au but, il faudroit cesser de croire en imposer par la force, connoître la véritable France, et non pas cette France imaginaire, appelant sans cesse des armées étrangères à son secours, et ne soupirant que pour être subjuguée ; il faudroit vouloir réussir par des moyens lents, mais surs, non par des expéditions rapides et incertaines, et surtout il faudroit immoler à une génération entière de soixante millions d'Européens inquiets et tourmentés, les ressentimens justes, mais inutiles de cent mille individus.

Mais ce n'est point pour offrir un systême de plus, et redoubler l'embarras qui ne peut qu'accroître, qu'un honnête homme doit en ce moment écrire ; il faut laisser de côté des chimères inapplicables, des souhaits inutiles, et ne pas parler aux peuples d'aujourd'hui,

hui, comme aux hommes du temps d'Astrée. N'attendons rien de la générosité de la génération préſente, mais tout de la néceſſité des circonſtances, c'eſt le ſeul moyen de n'être pas trompé. Diſons ce qui eſt, non ce qui doit être, et continuons de peindre la France, non ce qu'on la croit, mais ce qu'elle eſt aujourd'hui.

De l'Esprit des Villes et de celui des Campagnes.

On commence à revenir d'une opinion, qui trop long-temps a été répandue parmi des gens bien enclins à ſaisir toujours le côté faux des événemens; cette opinion eſt que les armées ſont Royaliſtes, les grandes Villes républicaines et que les Campagnes ne cessent de faire des voeux en faveur de la monarchie. En calculant ſur ces trois assertions, également fausses, que d'erreurs

reurs ne devoit-on pas faire! Dans quel labyrinthe ne devoit-on pas s'égarer! c'eſt faute de ſe placer à la situation du moment, c'eſt faute d'obſerver la marche rapide des esprits et le mouvement retrograde de la France, que l'on s'eſt trop hâté de la repreſenter, ce qu'elle a été, mais ce qu'elle n'eſt plus. Sous Robespierre, à la faveur du terrorisme, qui oppressoit toutes les classes, qui peſoit également ſur tous les points de la République, Paris et les principales villes profitoient des avantages du *Maximum* dans toute ſa rigueur; l'homme des campagnes, forcé de céder à la terreur, venoit apporter ſes denrées aux capitaliſtes, qui les payoient avec un papier avili; le prix de ſes ſueurs alloit s'engouffrer dans ces communes, à tant de titres républicaines, et tout ce qui n'étoit pas dans Paris d'une caſte condamnée à être moissonnée tout entière, jouissoit, au ſein de la miſère générale, d'une abondance factice et tyrannique. C'eſt alors qu'à l'exception de Lyon, depuis long-temps dé-

détaché de tout fyftême républicain, par cela feul que la feconde ville du Royaume a dû la première s'affranchir de l'asservissement de la Capitale ; toutes les autres villes, pompant la fortune des campagnes et aveuglées par leur intérêt, unique mobile des hommes en état de révolution, encensèrent à l'envi l'idole que Paris a brifé, et fe livrèrent à cette démagogie furieufe qui fembloit les dédommager de l'esclavage, dans lequel elles rampoient. C'eft alors que les campagnes dépeuplées par les réquisitions, et appauvries par l'échange de valeurs conftantes et réelles contre des valeurs arbitraires, fentirent la pefanteur du joug, et foupirèrent après un autre ordre de chofes, fans même ofer fe rendre compte de l'objet de leurs voeux.

Mais depuis que la Convention, entraînée au-delà de fon but, a rappelé la juftice, non par le désir d'être jufte, mais par le befoin de le paroître, les idées des villes et des campagnes ont abfolument changé ; les Capitaliftes, gens à revenus fixes dont

la

la fortune eſt repréſentée par le papier, qui remplace le numéraire, meurent de faim, ou regorgent chaque jour par des ſacrifices forcés, les gains frauduleux qu'ils ont pu faire; le bourgeois, le rentier ont passé tout à coup de l'aiſance à la miſère la plus affreuſe, chaque jour ils voient décroître leurs eſpérances avec ce papier qui s'éteint, et chaque jour ils apprennent à maudire une révolution, que la vanité leur a fait approuver, que la raiſon tardive leur fait déteſter; ainsi Rouen, Nantes, Bordeaux, Lyon, et toutes les grandes communes déteſtent la république qui les ruine, et ſoupirent tacitement après la royauté *). Le fermier à ſon tour écraſé ſous Robespier-

*) Ce ſentiment auquel il eſt permis de croire que les grandes villes reviendront, cede en ce moment a celui de la curiosité. Sans avoir une grande confiance à la nouvelle Conſtitution, on désire la voir marcher, et les malheureux françois d'aujourd'hui, attendent une représentation de leur Gouvernement républicain, avec la même avidité qu'ils en mettoient autrefois à celle d'une pièce nouvelle.

pierre, respire aujourd'hui, ainsi que le payſan que les réquisitions ne foulent plus, parce qu'avec des paix avantageuſes et des alliés au lieu d'ennemis, on a toujours assez de ſoldats; l'un et l'autre, (et l'on peut y joindre le propriétaire qu'un long bail ne tient point enchaîné), échappent à la miſère des villes et font des gains fabuleux. Un ſac de bled paye le prix d'une terre de trente mille livres de rente, la moindre récolte repréſente un immenſe mobilier; la valeur des denrées de première nécessité s'étant accrue dans une proportion incalculable, tandis que chez une nation miſérable les objets de luxe ſont reſté avilis; on voit aujourd'hui les habitans des Campagnes, ruinés ſous le terrorisme, devenir de cultivateurs, des négocians ou des agioteurs, acheter des meubles recherchés, ſe disputer les biens des Emigrés, ne payer aucune imposition, ſe réjouir journellement de la ſuppression des dîmes, de l'abolition des droits féodaux, et s'attacher au Gouvernement républicain, non par eſtime, non par con-

confiance ; mais parce qu'il prolonge le désordre pendant lequel ils s'enrichissent.

Que l'on ne ſoit donc plus étonné d'après ce tableau de toute vérité, que la nouvelle Conſtitution ait été adoptée à une si grande majorité. Soit par hazard, ſoit par adresse, la convention ne pouvoit pas choisir un moment plus favorable pour conſulter les assemblées primaires; l'inſtant où la fortune publique s'écroule, où les grands propriétaires ſont écraſés, où toutes les fortunes ſont au pillage, où le grand nombre profite des pertes immenſes du plus petit, eſt le triomphe de l'anarchie, et le jour où elle doit régner.

De

Des Armées.

Quant aux armées, elles connoissent leur puissance, et ce ſentiment de leur force doit faire trembler. Soumiſes, parce qu'elles n'ont ni l'habitude, ni le temps de délibérer, elles n'ont qu'un but, celui de battre un ennemi qui les redoute, de ſoutenir leur gloire militaire, et d'assurer à la France quelle qu'elle ſoit, une entière indépendance. Peu au fait des factions qu'elles mépriſent, elles ne croyent plus au crédit, ni à la prépondérance d'un membre de la Convention; la chute de Robespierre les a rassurées, et leur a appris que le pouvoir militaire affermissoit ſeul l'autorité d'un tyran *). Fières de cette découverte, indiffé-

*) Bien perſuadé que pour obtenir un crédit ſolide, il faut réunir à la qualité de législateur celle de Général d'armée; bien convaincu que la gloire militaire conſolide ſeule l'autorité de ces météores, qui brillent et disparoissent dans les révolutions,

férentes fur toutes les autres, elles rient des disputes de tribune, ne les regardent que comme des phrafes d'Avocats; traitent de bavardages tous ces rapports pompeux, et favent que ce font leurs victoires, qui feules fanctionnent les décrets. Séparées par quatre campagnes du refte de la République, à laquelle elles font étrangères, el-

tions, Merlin de Thionville a ofé le premier tenter de gagner la confiance du foldat, et d'enter fa gloire fur la réputation de Pichegru. C'eft à fon ambition ridicule que les François doivent tous les revers qui les attendoient de l'autre côté du Rhin; punis à leur tour de cette confiance, qui a été dans cette guerre si funefte à tous ceux qui s'y sont laissé aller, ils femblent qu'ils ayent voulu forcer les Autrichiens à apprendre enfin à s'estimer tout ce qu'ils valent, et à entreprendre tout ce qu'ils peuvent. Si Merlin eût été plus capable, si Clerfaît eût été moins habile, quelle prépondérance ce repréfentant, qui affecte depuis long-temps de dédaigner les tribunes pour les camps, n'auroit-il pas acquise? Il a fallu tout à la fois pour la tranquillité de la France et de l'Empire, que le plan le plus hardi, ait été conçu par l'un des hommes les plus médiocres de la révolution.

elles viennent d'apprendre de la Convention elle-même, qu'elles ſont plus que le Souverain, puisque la ſouveraineté leur rend hommage; enorgueillies de cette idée, elles attendent la paix ſans la désirer, parce qu'elles ne voyent que des ſuccès dans la guerre *), et comptent, peut-être, à leur retour dans un pays dont elles auront fondé la gloire, établi la puissance, assuré la liberté, ſe payer par elles-mêmes de tant de bienfaits, et ſurtout ne pas atten-

 dre

*) Si cette assertion n'eſt plus également juſte pour les armées de Sambre et Meuſe, et celle du Nord, fatiguées d'être battues et dégoûtées de l'esprit de conquête, il n'en eſt pas moins vrai de dire, que celles d'Italie qui viennent de remporter de grands avantages, et celles des Pyrenées qui n'ont eu que des ſuccès, ont le droit d'avoir en elles quelque confiance. Les François depuis vingt mois environ, n'ont point vu d'ennemis fouler leur territoire, et les victoires des Autrichiens, bien importantes pour l'empire, font à peine ſenſation dans un pays que couvrent aujourd'hui quatre rangs de places fortes.

dre de l'ingratitude républicaine qu'elle fera la récompenfe que l'on leur deftine.

Les Armées n'aiment point les assemblées qui composent le Gouvernement, parce que les Soldats n'aiment jamais les raifonneurs qu'ils méprifent; mais c'eft à tort que l'on en conjecture qu'elles aiment la Royauté. Jusqu'à ce jour elles font resté indifférentes, et n'ont obéi, que parceque l'ordre de combattre et de vaincre étoit de leur goût; occupées à repousser l'ennemi, elles ont ajourné leurs fentimens fur le gouvernement qu'elles désirent; mais si la paix vient les rendre à l'oisiveté, on apprendra bientôt ce qu'elles penfent, et de quelle importance elles fe croient dans l'état. Jusqu'à ce jour, par les foins de la Convention, par les exemples qu'elle a donnés, les Généraux, intimidés de leurs fuccès, ont mis le plus grand foin à fe faire pardonner leur gloire; mais, si parmi les Fairfax modernes, un Lieutenant obfcur venoit à fe lever avec le caractère et l'ame d'un Cromwel, jusqu'où peut-on

cal-

calculer qu'un pareil homme ne pût atteindre! tant que la république ſe ſoutiendra d'elle-même, il eſt possible que l'armée la laisse ſubsiſter, comme ſon propre ouvrage, mais le jour, où par les loix de la peſanteur, cette masse informe s'écroulera, ce jour même l'armée ſe croira deſtinée à fixer le ſort de la France.

Sans doute que par un rapport établi de tous les temps entre la diſcipline militaire et le régime monarchique, une armée appelée à donner un Gouvernement à un grand pays, ne choisiroit plus ces formes démocratiques qu'elle ne peut même concevoir; mais doit-il s'enſuivre pour cela qu'elle adopteroit un Gouvernement déjà reçu, et cet amour du *moi*, qui passe avant toute autre considération chez les hommes, ne lui inſpireroit-il pas l'idée de concentrer en elle tous les pouvoirs? Eh! qui peut plus qu'une armée victorieuſe donner tout à coup à une vaſte contrée toutes les formes monarchiques? Comment ces francs conquérans ont-ils fondé ce beau royau-

me que des Philofophes ont dévafté? quel fut leur Roi? un chef habile et audacieux; quels furent leurs grands? des généraux; leurs nobles? des officiers valeureux.

Que l'on fe garde donc bien de jouir de l'éloignement que les armées témoignent pour les différentes factions, qui attendent la chute de la république, et que l'on fasse au contraire tout au monde pour les en rapprocher. De tous les malheurs que l'on peut craindre, le plus terrible, celui qui n'apporteroit aucun espoir de remède, feroit celui de voir la France passer tout à coup fous un Gouvernement tout à la fois monarchique et militaire; si cette réfurrection fe faifoit par des armées aguerries; si un homme, tel qu'il peut s'en préfenter tous les jours, après avoir eu le génie de la concevoir, avoit le bonheur de l'exécuter, que l'Europe tremble! car un pareil Gouvernement, ne pouvant fe foutenir que par des conquêtes, on verroit fe réalifer de nos jours les projets de Tamerlan, et les François refouler à

leur tour, vers les extrêmités de la terre, ces peuples, qui jadis en ſont arrivés ; mais à ce tableau, ſur lequel on n'appuye que pour faire ſentir le danger d'une confiance si déplacée, il faut oppoſer celui du manque d'union et d'enſemble qui affoiblit toutes ces armées, et il faut croire avec quelque raiſon, puisqu'il manque depuis si long-temps un homme pour ſauver l'Europe, que la nature épuiſée n'en a point fait naître, qui puisse achever de la bouleverſer.

Des Finances.

De tous les ſervices à rendre aux partiſans de la Royauté, le plus essentiel eſt celui de leur apprendre à diſtinguer les ressources, ſur lesquelles ils doivent compter, de celles qui ne ſont qu'apparentes, et dont il eſt important qu'ils ſe défient :

ſient; si ce devoir eſt pénible, il n'en eſt que plus ſacré; l'époque eſt arrivée où l'on doit préférer à tout, d'être utile; celui, qui au milieu des haines, des passions, des vengeances, de l'eſprit de parti, cherche aujourd'hui une autre récompenſe que dans ſon coeur, un autre prix que dans ſa conſcience, ne ſait ni avec qui il vit, ni dans quel temps il écrit.

De toutes les ressources ſur lesquelles on bâtit de chimériques hypothèſes, l'état affreux des finances eſt ſans doute celle, qui ſemble donner le plus de droit d'eſpérer. Le Gouvernement, convaincu après vingt rapports plus inapplicables les uns que les autres, et dont chacun d'eux a donné le coup de mort au crédit public, que non ſeulement il n'y avoit plus à y porter de remède, mais que la république entière, en ſe jetant dans ce gouffre, ne parviendroit plus à le combler, a pris le parti de ſe tranquilliſer, et de co-opérer à tout ce qui tend à en achever le discrédit. Les

as-

assignats ne valent pas même la centième partie de la ſomme qu'ils repréſentent; chaque jour ils diminuent, ou obéissent aux ſpéculations des agioteurs qui les relèvent, afin de les faire retomber. Les victoires des armées, les traités avantageux, cette espèce d'empressement et d'hommage que toute l'Europe paye au crime heureux, rien n'a pu leur rendre une valeur que la confiance pouvoit ſeule donner *). En ne créant jusqu'à ce jour qu'un Gouvernement proviſoire, en déclarant la France en état de révolution, en revenant ſans cesse ſur les loix promulguées, en donnant à tous les décrets une force retroactive, en fatigant l'o-

*) La France ne dépend plus que d'elle-même; il y a long-temps qu'elle le crie à toute l'Europe, et que l'Europe ne veut pas la croire; les victoires, à peine apperçues dans l'intérieur, n'y ont pas fait plus de ſenſations que n'en font aujourd'hui les retraites; il s'agit de ſavoir si la république reprendra ſes limites naturelles ou non, voilà la queſtion, et cette queſtion n'intéresse pas deux mille républicains.

l'opinion, en laissant, ſur tout, de l'incertitude ſur la valeur et la légitimité des confiſcations; en ne mettant plus, ni pudeur, ni bornes à la fabrication d'un papier monnoie, qui repréſente aujourd'hui plus de numéraire, que n'en possèdent tous les empires de l'univers, la Convention a tué la confiance, et laissant ſubsiſter un louche ſur le gage des assignats, elle a forcé tous les François à traiter ce papier, non plus comme une monnoie fixe, mais comme un objet de commerce qui s'altère en passant par toutes les mains. Mais parce que les assignats approchent d'une chute certaine, et dont on peut calculer l'époque, faut-il donc en conclure pour cela, que cette banqueroute que toute la France attend, et dont les effets ſeront d'autant moins terribles qu'ils ſont prévus, entraînera la deſtruction de la république?

Croit-on que le Gouvernement, dont la plupart des membres qui le compoſent, viennent de risquer une loi tyrannique pour conſerver l'autorité qui leur échappoit, at-

ten-

tendroit un pareil jour avec sécurité, s'il n'avoit pas déjà prévu les moyens de substituer à son papier le numéraire? Ignore-t-on que depuis plusieurs mois tous les balanciers des différens hôtels des monnoies frappent nuit et jour des espèces; que les armées, premier objet à pourvoir et à satisfaire, sont payées depuis quatre mois un tiers en argent; qu'elles vont recevoir l'autre tiers incessamment, et que de deux tiers de numéraire à la totalité la transition sera rapide? Ne sait-on pas encore une fois, que pourvu que l'on pourvoye à une certaine horde de bandits que l'on redoute, et que l'on connoît, puisque sous Robespierre ces scélérats étoient classés, enrégimentés pour ainsi dire, et désignés sous le nom des *quarante sous*, on pourra braver impunément le désespoir des honnêtes gens? et sur qui frappera cette banqueroute, qui n'est déjà plus qu'un centième de celle que l'on a voulu éviter? sur des capitalistes timides, des bour-

geois

geois pliés au joug, dont on ne redoute aucun effort; quel eſt l'homme en France qu'elle peut trouver possesseur d'une ſomme considérable en papier? quel eſt celui, qui ne ſait pas qu'il faut ſans cesse recevoir et donner ces feuilles de chêne, et qui n'a pas préféré, malgré les pertes à essuyer, d'amasser dans ſa maiſon, ſous le prétexte du commerce, quelques denrées de peu de valeur, à y garder un papier qui chaque jour peut-être réduit à zéro?

Paris plus près du danger aura l'avantage aussi d'en être plutôt averti, et chacun s'y mettant en garde contre le jour et l'heure où la cataſtrophe doit arriver, tous ceux que l'on auroit regardé, il y a six ans, comme des malheureux égorgés en dépit de la foi publique, ne paroîtront plus que des maladroits.

Si les villes peuvent échapper à cette ſecousse, on ſent que les Campagnes ont bien plus de moyens de la parer. Ce ſont elles qui possèdent les denrées premières;

nan-

nanties de tous les besoins de la vie, elles attendront le numéraire des villes pour y échanger leur superflu, et bientôt la balance du commerce et la concurrence les forceront à se rendre à la raison.

Ce seroit n'avoir qu'une idée bien imparfaite de ce qui se passe en France, que d'ignorer qu'aujourd'hui l'argent s'y remontre de toute part, et que dans les deux tiers de la République tout ce qui tient à la vie se paye en numéraire; du jour où l'on a aboli le *maximum*, du jour où l'on a permis qu'une livre de viande se vendît indifféremment quinze francs en papier, ou neuf sous en métal, l'assignat n'a plus été qu'un supplément de numéraire et non une monnoie effective; ainsi Lyon, Bordeaux, tous les départemens du midi ne s'appercevront point de la banqueroute, parcequ'on s'est accoutumé à l'y regarder comme faite; mais qui pourra suppléer à ce papier, qui, s'il a perdu sa valeur, circule au moins et facilite les échanges? l'or et l'argent qui sont restés en France, et que

bien

bien faussement on a cru en être fortis. Un des rêves des Emigrés eft d'avoir exporté une grande portion de l'argent du Royaume, et cependant calcul fait, ces riches propriétaires n'en ont pas fait fortir tout au plus la douzième partie. L'on doit fe rappeler qu'à Coblenz et fur les autres rives du Rhin, ce numéraire, qu'ils dépenfoient avec profusion, retournoit vîte en France y chercher ces chofes de luxe, de fenfualité dont ils ne favoient pas encore fe priver. Si la Noblesse françoife, la plus riche de toute l'Europe *) n'avoit pas regar-

*) La vraie richesse eft dans les propriétés foncières, et à ce titre cette assertion eft vraie. Les Anglois ont peut-être de plus grandes fortunes, mais elles font presque toutes assises sur la banque ou le commerce, d'ailleurs comme l'on ne connoît de corps de noblesse dans ce pays que celui des pairs, il eft trop peu nombreux pour foutenir la concurrence. L'Espagne a quelques grands feigneurs immensément riches, mais ils font en très-petit nombre; on fait à quel point la noblesse italienne eft pauvre, et quant à l'Allemagne, comme les grands vassaux y font devenu souverains à

gardé ſon émigration comme un voyage de plaisir, ou une promenade de quelques mois, point de doute, qu'elle n'eût pu, en faiſant de grands ſacrifices, enlever des ſommes énormes, et peut-être épuiſer le numéraire du Royaume, mais il eſt plus qu'inutile de répéter à quel point une confiance aveugle lui a été funeſte, l'expérience l'a prouvé et a donné le réſultat de l'argent, qui à cette époque eſt ſorti pour retourner bien vîte à ſa ſource. Bien loin de croire qu'en 1792 la France ait pu être épuiſée, il eſt permis de ſoupçonner au contraire, que dans la balance elle n'a rien perdu, et si l'on veut réfléchir à l'argent que les armées Pruſſiennes, Autrichiennes, et celles des Princes françois ont dû laiſſer, après un ſéjour de cinquante jours en Lorraine et

à l'epoque où ceux de France ſont reſté simples gentilshommes, il eſt clair que le reſte de la nobleſse allemande n'a pu se trouver auſſi riche que celle de france, qui n'avoit rien perdu quant à la fortune.

et en Champagne, si l'on veut ſe rappeler qu'à l'exception de quelques chevaux, tout ce qui ſervoit aux Emigrés pour cette campagne, venoit de Metz, ou même de Paris, on conviendra que la pluie du matin a dû bientôt rendre tout ce qu'avoit pompé le ſoleil du ſoir.

C'eſt pour répondre à ce qui ſe répète chaque jour, ſur la situation de la France, ſur la pénurie d'argent, dans laquelle elle doit être, que l'on entre dans des détails, qui dans le fond n'effleurent même pas la queſtion. On n'épuiſe point un pays de numéraire, il en possède toujours, ainsi que les particuliers, à raiſon de ſa richesse réelle. L'or, l'argent ressemblent à tous les corps fluides, ils cherchent partout leur niveau, et ſe trouvent en proportion de l'utilité dont ils peuvent être, et du beſoin journalier que l'on en a. Pour rendre cette idée, qui peut au premier apperçu paroître trop abſtraite, que l'on compare un moment les richesses d'un empire à la fortune d'un particulier. Un homme

a

a cent mille livres de rente; on conçoit qu'il ſe garde bien, s'il n'eſt pas un fou, de conſerver un moment les cent ſacs de mille livres, qu'il doit dépenſer dans ſon année; quelque ſoient ſes beſoins ou ſes fantaisies, il n'a chez lui qu'une très-petite ſomme, qui ſuffit pour y ſatisfaire; cette ſomme fait place à celles qui lui ſuccèdent rapidement, et quoiqu'il ſoit à chaque heure le maître de posséder le tout, ce qu'il n'a pas entre ſes mains, encore dans la circulation, repréſente peut-être la fortune de vingt perſonnes ſans nuire à la propriété d'aucune. Si cet homme eſt avare, il acquiert par ſes privations le droit de jouir davantage, mais il n'en a pas plus d'or pour cela, car il le place, c'eſt-à-dire, il l'échange contre une valeur réelle que cet or repréſente, mais qu'il n'a jamais; eſt-il prodigue, ce n'eſt point encore cet or qu'il dépenſe, ce ſont ſes maiſons, ſes meubles précieux, ſes terres qu'il engage et qui disparoissent; a-t-il beſoin un moment d'une ſomme prodigieu-

ſe, il l'a trouve en se dépouillant, et si cette ſomme, qui n'a fait que traverſer ſon coffre fort, s'écoule aussi vîte que ſes goûts ſont vifs et multipliés, ce n'eſt point elle qu'il a perdue, mais tout ce qu'il a donné pour la rassembler entre ſes mains, car, qu'il refasse les mêmes ſacrifices et il la verra bientôt revenir.

Ce qui eſt juſte pour la partie. l'eſt en même temps pour le tout, la France ne s'eſt trompée que ſur le gage qu'elle a donné aux assignats, et ſur ſes moyens d'inſpirer la confiance dans ſon papier monnoie; si la première baſe de cette opération financière n'avoit pas été l'injuſtice et la ſpoliation, qui peut douter que ce grand empire n'eût été le maître, si tout ce qui le compoſoit en eût été d'accord, de donner à ſes richesses le signe qu'il eût voulu adopter? L'exemple de l'Angleterre doit fermer la bouche à tous les incrédules; il prouve qu'en dépit de la cupidité des hommes, il eſt quelque choſe au fond de leur conſcience qui leur crie de ſe méfier

fier de richesses extorquées, et comme il eſt impossible de nier que la valeur intrinseque des billets de banque et des assignats ne ſoit au fond la même, il eſt aiſé de voir encore, en dépit des idées faussement régénératrices de toute une génération corrompue, la différence que l'on a faite en Europe entre ces deux gages de la richesse, l'un ſe repoſant ſur la bonne foi et le commerce, l'autre à peine appuyé ſur les décombres d'un empire bouleverſé.

Tant que les assignats ont ſuppléé au numéraire, perſonne en France n'en a ſenti le beſoin, et l'or, dédaigné dans cette contrée, s'eſt hâté de voler où il avoit le plus de valeur. C'eſt là, où l'on en a momentanément beſoin qu'il eſt toujours, car c'eſt là, où l'intérêt étant de le faire venir, on fait des ſacrifices pour l'attirer; que l'on s'en rapporte donc à l'intelligence, à la cupidité de tous les agioteurs de l'Europe, qui n'ont plus fait, dans ces temps malheureux, de toutes les places de commerce, que de gran-

des ſalles de jeux où l'on joue toutes les richesses des nations; et que l'on ſoit bien convaincu, qu'ainsi que ces négocians de Rotterdam, qui vendoient de la poudre à Louis quatorze menaçant Amſterdam, ils fourniront à la France les moyens, même de dechirer leurs différentes patries, s'ils y voient quelqu'avàntage; mais depuis que les ressorts trop tendus du Gouvernement françois ont été obligés de ſe relâcher; depuis que l'excessive rigueur a entraîné l'excessive désobéissance, l'assignat, ne repréſentant plus que le centième de ce qu'il valoit, le françois, embarrassé d'un tas de papier inutile, s'eſt trouvé forcé de ne plus croire à d'autre signe pour repréſentér les valeurs réelles, qu'à celui, qui, adopté par toutes les nations, repoſe ſur la confiance et le beſoin univerſel; ainsi la nécessité de recourir au numéraire a fait faire des marchés désavantageux pour l'attirer; ne pouvant ſe dépouiller des denrées de première nécessité, la France habituée aux privations et entraînée dans ce toubil-

lon

lon révolutionnaire, qui tient lieu de tous les gouts paisibles, a vendu ou donné ſon immenſe mobilier, le plus riche de la terre, et a vu revenir à elle cet or, qui ne ſert qu'à lui rappeler les ſacrifices qu'il lui coute.

Mais que ſont devenues ces ſommes que la Convention a fait passer à l'étranger pour rapprovisionner la France, manquant totalement de cuir, de ſavon, de graisse, et près de manquer de bled? Ce qu'elles ſont devenues! Demandez le aux négocians de Basle, de Hambourg, des principales places du commerce; l'avantage incalculable des acquisitions à faire dans la république les a décidés, et l'intérêt de la patrie, toujours nul pour l'homme à argent, n'a pas un ſeul moment balancé une cupidité, qui a eu de quoi à ſe ſatisfaire, aux dépens du mobilier immenſe de la France.

D'ailleurs, quand la république auroit plus acheté de denrées premières qu'elle n'a vendu d'objets de luxe, doit-on compter pour rien dans cette balance ce qu'elle

peut avoir extorqué dans ſes conquêtes, et ſoupçonne-t-on que la Convention a été assez juſte, ou assez maladroite pour n'avoir pas fait payer bien cher aux bataves la belle liberté qu'elle leur a vendue?

Que l'on cesse également de compter ſur les tréſors enfouis, et que l'on ſoupçonne cachés dans les entrailles de la terre, La terreur les en a depuis long-temps arrachés; il eſt difficile de ſoupçonner les émigrés, d'avoir fait beaucoup de pareils dépots, ils ont donné la dessus la meſure de leur prévoyance, et l'on ne peut pas calculer, d'après le peu de ressource que la plupart ont dedaigné de se menager en quittant leur patrie, qu'ils ayent regardé un moment leur abſence assez sérieuſe pour nécessiter une pareille précaution. *) non, l'or,

*) On sait d'allieurs qu'une grande partie de ces sommes enfouies a l'aide, soit d'un ouvrier, soit d'un domeſtique a été décélé sous Robespierre par ces mêmes hommes qui les avoient cachées; tous n'ont pa imité ce dévouement ſublime d'un domestique du président d'Al... On l'arrete à Aix, avec son mai-

l'or, qui avoit disparu, s'eſt déjà en partie remontré, excepté quelques ſommes cachées par des victimes de Robespierre

maitre, on les accuse l'un et l'autre d'avoir dérobé a la république une somme énorme; le président eſt bientôt déchargé de l'accusation et libre, mais tout prouve que le vieux domeſtique ſeul eſt le dépositaire du ſecret de Madame d'Al . . . qui, en émigrant a caché cette somme que l'on porte a cent mille écus. On lui offre la vie, s'il veut decouvrir un pareil ſecret, le président qui sait eſtimer un honnête homme au dessus de ſa fortune, se rend à la priſon, le dégage du ferment qu'il a preté a ſa femme, et exige qu'il rachete à ce prix ſes jours: quand je me ſuis chargé seul de ce secret important, lui repond le vertueux serviteur, nous ſavions d'avance Madame et moi, qu'il étoit impossible de vous le confier; mais moi je ſavois ce à quoi il m'engageoit; si votre femme n'eſt plus, il exiſte quelqu'un, qui n'eſt point en France, et qui rendra un jour à vos enfans tout ce que ma fermeté va leur ſauver; et cet homme marche a l'échaffaud; et l'on douteroit encore qu'il exiſte des vertus dans un pays, oû au milieu de tous les crimes ont retrouve de pareils traits de fidélité!!!

qui auront préféré emporter leur ſecret en mourant, au déplaiſir d'enrichir la République, on peut calculer, que la plus grande partie a revu le jour; et si l'on conſervoit encore quelque doute, que l'on ſache que dans ces temps de calamités et d'horreurs, la terreur a été poussée à un tel excès, que l'on a vu d'honnêtes gens, craindre a tel point de ſe voir trahir par le dépot muet qu'ils avoient enterré ſans témoins, qu'ils mendioient de la commiſération de leurs voisins moins timides, la permission d'échanger à perte, de l'or contre ce papier, qui dèjà étoit mépriſé; et l'on croit que le Gouvernement le plus adroit, le plus perſide, occupé depuis deux ans entiers à acheter du numéraire, en protégeant lui-même l'agiotage, à l'abri duquel il a pu faire cet accaparement honteux, aura pu manquer de prévoyance, et attendre de ſang-froid, les mains vides, la chute des assignats.

Que l'on ſe hâte de revenir d'une opinion ſans vraiſemblance, et que la banqueroute

route totale qui s'avance, ne soit plus comptée au nombre des moyens qui peuvent incessamment servir la cause de la Royauté ; mais par cette raison que la banqueroute ne renversera pas la République, il ne s'ensuit pas qu'elle ne co-opérera pas à l'ébranler ; l'état d'anéantissement, dans lequel elle laissera la France, tôt ou tard lui sera fatal, ce n'est que sur le temps qu'il est permis de différer ; les calculs que l'on entend faire à ce sujet ne sont pas sans fondement, mais toujours ils sont exagérés, et si, une fois pour toutes, laissant de côté l'impatience qui ne sert à rien, et la colère qui nuit à tout, on se condamnoit à attendre, si l'on concevoit des plans, si ces plans embrassoient dans leur ensemble des mois, peut-être des années, et non pas des semaines et des jours, on passeroit moins souvent de l'espérance la plus folle au découragement le plus absurde.

Sans doute qu'à l'époque de la chute des assignats, époque que l'on peut encore retarder, mais qu'il n'est plus possible

ble d'éviter, le Gouvernement, quelque pourvu qu'on le suppose de numéraire, aura bientôt épuisé ses coffres ; obligé de solder les armées, il voudra recourir aux impôts, et la nation, habituée depuis quatre ans à n'en plus payer, ne se verra pas sans peine rattacher ce collier de misère. Le peu d'illusion qui reste encore parmi les gens des Campagnes, s'évanouira d'autant plus vîte que cette abondance, dans laquelle ils vivent aujourd'hui, aura disparu avec l'agiotage du papier qui en étoit la cause.

La planche aux assignats brisée, cette planche commode et docile, plus facile à exploiter que toutes les mines du Pérou, la Convention, qui n'a introduit, ni police, ni économie dans sa dépense, parce qu'au fond elle n'en avoit pas besoin, apprendra bientôt dans quelle disproportion ses armées sont, non pas avec sa population peut-être, mais avec ses finances. Elle jugera à son tour de l'embarras que ses ennemis ont dû avoir, et qu'elle ne pouvoit conce-

voir

voir, lorsqu'ils avoient à faire une guerre ruineuſe ſur le revenu habituel de leurs Etats, et elle ſentira que si Louis quatorze a perdu la France, si du moins il a préparé ſa décadence, en voulant entretenir cinq cents mille ſoldats, combien à plus forte raiſon il lui ſera impossible de ſoutenir le double de force armée. C'eſt alors qu'elle recourra, mais un peu tard, au patriotisme usé des François, qui pourront lui obéir encore, s'ils la craignent, mais qui n'arriveront plus à ſon ſecours.

Si le Gouvernement d'aujourd'hui, recompoſé de ces mêmes membres, qui depuis six mois s'occupent envain à enviſager les finances ſous tous les rapports, vient encore d'essayer de ſe faire préſenter un nouveau plan par Echasseriaux, ce n'eſt pas que d'avance il n'en ait ſenti l'inutilité; mais, en offrant des remèdes, auxquels le rapporteur ne croit pas plus que ceux qui l'écoutent, on a conſtaté la dette et peut-être diminué dans

l'o-

l'opinion la masse énorme du discrédit *). Ce n'eſt point à remédier à la banqueroute qui s'approche, que la faction dominante s'occupe, c'eſt à la reculer pour la rendre, s'il eſt possible, insensible, et ſurtout c'eſt à avoir l'air de chercher à parer le mal que l'on ne peut éviter, que viſe un Gouvernement, qui reprend déjà le masque de l'hypocrisie.

Si les comités et les rapporteurs n'étoient pas ſurveillés par les journaliſtes, vedettes alertes que l'animosité réciproque

*) Bien loin d'être ſurpris de l'émission de dix-neuf à vingt milliards d'assignats, il eſt permis encore d'être étonné, vu leur peu valeur et la dilapidation du Gouvernement, de la médiocrité de cette ſomme, repréſentée, au prix où ſont les Louis, par cent vingt millions de numéraire. Ou l'embarras du Gouvernement d'aujourd'hui eſt joué; ou ce bilan n'eſt pas le véritable. Nous avons eu occasion de parler avec un parfait honnête homme, que des circonſtances ont mis à même de ſonder la plaie des finances, et il nous a dit que l'ennemi le plus exalté de la république ne pouvoit même pas ſe faire une idée juſte de la vérité ſur cet article.

que rend avides à tout relever, rien de si facile que de tromper encore les crédules parisiens, et de leur faire croire au sein de la misère que le Pactole roule au milieu d'eux. En changeant les différentes époques, auxquelles se sont faits, soit les ventes, soit les estimations des biens nationaux, en ne constatant jamais clairement le jour et la valeur fixe de ces estimations et de ces ventes, en laissant de l'incertitude sur quelques objets, du louche sur presque tous, il est possible de présenter à la nation, la plus facile à se prêter à tous les genres de charlataneries, le même état sous deux points de vue bien différens; c'est ainsi que le républicain trouve la liquidation de la dette publique là, où le royaliste n'apperçoit qu'un abyme que rien ne peut combler, et que l'un et l'autre, ne cherchant pas de bonne foi la vérité, ne voient au fond que ce qu'ils désirent; mais si le bilan d'Echasseriaux manque de cette franchise, qu'on ne doit plus attendre d'un Gouvernement qui se connoît

noît déjà trop bien pour ne pas ſentir le beſoin de ſe mentir à lui-même, on y retrouve toute cette adresse, appanage ordinaire des discours de tribune; ce n'eſt pas par hazard ſans doute, que les autorités de la nouvelle république, déjà ridiculisées dans Paris et dans les Départemens, renouvellent aux armées l'offre de la gratification, ſans exemple, d'un milliard de valeur numéraire. *) En s'entourant tout à la fois de trois cents mille satellites, bien pa-

*) Ainsi les armées de la République obtiendront pour récompense, l'équivalent de ce déficit, fruit des dépenſes extraordinaires de trois regnes taxés de prodigalité; en réfléchissant à l'énormité de ce don, on ſonge à ces voeux exagerés que font les matelots pendant l'orage, et l'on eſt prês d'appliquer au Gouvernement actuel, ce mot d'un Ambassadeur françois en Espagne, auquel on faiſoit voir l'Escurial, bâti d'après un voeu de philippe deux à la bataille de Saint Quentin: Si j'en juge par l'ex voto, il faut qu'il ait eu une belle peur, dit-il froidement, au moine qui ſe complaiſoit à lui faire parcourir cet immense palais.

payés pour ſoutenir une conſtitution qui les achète ainsi, ne ſemblent-ils pas dire à ces défenſeurs, que, les premiers, ils ſont intéressés à laisser ſacrifier les anciens créanciers de l'état, et qu'une fois la banqueroute établie, la France riche de ſon ſol, purgé de toute hypothèque, ſera libre alors de récompenſer les derniers des braves ſoldats qui l'ont rendu indépendante? Dans ce calcul, où malgré la diminution et les pertes des armées, on ne diminue rien de la ſomme promiſe, n'eſt-ce pas encore faire entendre à ceux qui reſtent, que l'on les regarde déjà comme héritiers de ceux qui fuient ou que la guerre moissonne? Ce ne peut être qu'à ce beſoin de ſe rattacher les armées trop indifférentes ſur la Conſtitution, que l'on doit ce rapport inutile, puisqu'il a été aussi-tôt rejeté, et qu'il n'a eu l'air d'être mis ſous les yeux du conſeil des cinq cents, que pour donner à l'opinion une nouvelle pature à dévorer.

L'intérêt du Gouvernement eſt ſans doute de faire disparoître l'assignat, au moyen duquel le républicain avec tout ſon patriotisme échappe à toute imposition; il viſe à rendre aux richesses territoriales leur ancienne valeur, puisque c'eſt lui, qui possède une grande partie du ſol, et s'il peut une fois amasser assez de numéraire pour ne rien entraver à ſa marche ordinaire, que l'on ne doute point qu'à l'aide de l'armée, que ſa générosité doit lui attacher, il ne ſe montre avec une vigueur, qu'il ne déploie pas encore, mais qu'il retrouvera toute entière dans le caractère et l'opinion des membres qui le compoſent aujourd'hui. *)

Ha-

*) Au cours des assignats, aujourd'hui cent millions de numéraire racheteroient, nous l'avons déjà dit, tout ce qui paroit avoué; mais si le Gouvernement, à qui cette opération seroit encore possible tentoit de la faire, il redonneroit faveur à ce papier que ſon intérêt eſt d'avilir. Ce qu'il eſt permis de croire, c'eſt que sa chute n'eſt point assés graduée, et que la baisse eſt bien plus rapide que l'on

Habitué à lancer d'avance de ces demandes exagérées d'abord, et que la nécessité rend ensuite si simples, il vient de ſuppoſer la possibilité de faire un emprunt forcé de six cents millions de numéraire, afin de laisser à ce million d'hommes, menacés de les payer, le temps de ſonger à ſe procurer les ressources, afin de faire face à une taxe que l'on ne peut imaginer de lever, vu ſon énormité, qu'avec la certitude parfaite de trouver, dans l'avilissement des françois, le moyen de dépouiller le dernier d'entr'eux de ſon dernier écu, à la moindre menace de rétablir le régime de la terreur.

Semblable à ces miniſtres habiles, qui propoſoient jadis la paix avec tous les moyens de faire la guerre, le Gouvernement conſent à laisser cette arme ſuspendue,

l'on ne l'avoit d'abord désiré. Cette différence des temps peut jeter le directoire dans l'embarras, mais que l'on ſe souvienne bien, que c'eſt dans les moments les plus critiques que ces meneurs ont toujours trouvé leurs plus grandes ressources.

comme l'épée de Damoclès, ſur la tête de ce peuple, qui, à force de ſecouer toute autorité légitime, eſt rentré ſous l'obéissance la plus ſtupide; s'il peut arriver à ſon but, faire la banqueroute, ſe jouer de la miſère publique, de la ruine enfin de tout ce qui a possédé autrefois quelque choſe, il ajournera peut-être ces meſures terribles et sures, dont l'inconvénient eſt de ne donner qu'une autorité passagère; mais s'il faut, pour éviter la réaction des armées, leur tenir religieuſement parole, et si ces malheureux républicains ruinés, appauvris, dépouillés, hésitent d'apporter le peu qu'il leur reſte, qu'ils tremblent! les heureux ſuccesseurs de Robespierre pourront encore le faire oublier.

Si les membres du Gouvernement s'en prennent à l'agiotage du discrédit des finances, ſans doute qu'ils ont raiſon, mais cet agiotage n'eſt pas ſeulement celui de la bourſe, c'eſt celui des différentes factions, qui ont laissé cinq ans, et qui laissent encore les françois douter de la durée de leur ré-

république. L'aveu le plus perfide à la fortune publique est celui, que ce même Echasseriaux n'a pas pu s'empêcher de faire quand il a dit: que les divisions intestines avoient coûté dix milliards à la France, sans avoir ajouté en même temps, que le principe de ces divisions étoit à jamais éteint; en se déclarant Gouvernement révolutionnaire, les factions, qui ont précédé celles qui regnent aujourd'hui, n'ont fait qu'avertir tous les peuples d'ajourner leur confiance, et de ne pas bâtir sur les erruptions d'un volcan; mais que prétend de plus le nouveau Gouvernement? que cet état de crise est passé, qu'en fermant le temple de Janus, il va fermer la porte à toutes les passions, qui entravoient la marche de ses prédécesseurs, et qu'on peut lui rendre une confiance, qu'il mérite d'autant plus, qu'il n'est composé, ni de ces mêmes hommes qui s'entredévoroient hier, ni qu'il n'apporte en lui les mêmes principes de haine et de dissensions. Eh bien! qu'il prouve un seul mo-

ment, je ne dis pas à l'incrédule royaliste, mais à ce républicain indécis, qui dans Paris se demande encore, pourquoi il ne croit pas aux assignats, qu'il est posé par par la sagesse sur la confiance universelle, et dès-lors tous ces rapports mensongers de tribunes deviendront des vérités. Si le crédit des finances ne tenoit qu'aux succès des armées étrangères, qu'aux efforts des royalistes, qu'aux tentatives de tous les genres, qu'emploieront encore les ennemis de la république, il pourroit se relever, et la France sortir avec un tempérament aussi robuste d'un pareil état de langueur; mais c'est à l'opinion même de ceux qui le soutiennent qu'il doit l'avilissement où il se trouve, et ces mêmes hommes, qui font en public tous leurs efforts pour lui redonner la vie, mêlés dans la foule de ceux qui le tuent, se hâtent, ne pouvant faire des dupes, de ne pas l'être à leur tour.

Tel est l'état des Finances en France, mais si la plaie est profonde, les ressources sont incalculables chez un peuple auquel

quel on fait faire tour-à-tour, par enthousiasme ou par terreur, ce que jamais aucun despote d'Asie n'a exigé des esclaves qui l'entourent. Si la république continue de faire la guerre, et que surtout ce soit une guerre qui menace son territoire, l'enthousiasme, pour repousser l'ennemi, lui servira de fonds publics; si la paix au contraire vient la rendre à elle-même, elle se saignera long-temps encore pour arriver au secours d'un Gouvernement décidé à se faire obéir; dans l'un ou l'autre cas, ce ne sera point le manque de numéraire ou de signe représentatif, qui pourra arrêter la marche de ces meneurs hardis, qui regnent dans un pays, où l'on a déjà agité, si toutes les propriétés n'appartenoient pas à la nation collectivement, et non à chaque individu isolé; la république périra, parce qu'elle est gouvernée par des hommes, et que ces hommes, ne voyant pas encore la place qui leur est fixément destinée, prétendent

à toutes à la fois, et s'entrechoquent ſans cesse; elle devra ſa chute à ce qu'elle eſt, dès ſa naissance, un état neuf dans un vieil empire, et que ſes idées ne ſont d'accord, ni avec ſon siècle, ni avec ſes moeurs; mais si tout à coup ſes législateurs turbulens ſe trouvoient dignes des fonctions, auxquelles ils ſe ſont cru appelés; si après avoir tout renverſé pour arriver à leur but, ils ne vivoient plus que pour édifier et réparer; si, cessant d'être les plus ambitieux des hommes, ils en devenoient les plus ſages, les plus prudens, si enfin, chargés de tous les crimes d'Octave, ils imitoient la vieillesse clémente d'Auguſte, certes, en dépit de l'état incurable des finances, la France trouveroit en elle de quoi ſortir d'un pareil gouffre.

De la Religion.

Si les richesses territoriales de la France peuvent encore résister quelque temps à la dilapidation du régime populaire, c'est que le sol y combat contre l'habitant, et que la sagesse de la nature y répare sans cesse les folles prodigalités des hommes; tranquille au milieu du délire universel, on la voit toujours marcher à son but, apporter aux mêmes époques ses mêmes moissons, et dispenser ses trésors, sans se soucier des mains avides qui les éparpillent. Mais, s'il en est ainsi de ses ressources physiques, il y a long-temps que ses moyens moraux sont épuisés; un peuple dont l'analyse a desséché le coeur, et dont l'esprit est, depuis trente ans, agité par toutes les subtilités des brouillons, appelés philosophes, un pareil peuple ne voit plus dans tous ces dogmes sur lesquels est assise, depuis des siècles, la tranquillité des nations, que des sophismes plus ou moins ingénieux, que

 plus

plus ou moins il eſt permis d'adopter, ſuivant qu'ils plaiſent à chacun de ceux auxquels on les propoſe.

Si le François étoit devenu entièrement Athée, comme d'abord Robespierre l'avoit désiré, un pareil égarement ne l'auroit que momentanément écarté de la religion de ſes pères; couverte d'un crêpe funèbre, elle fut reſté cachée, mais elle auroit exiſtée toute entière, et ſe feroit conſervée derrière le voile qu'un inſtant eût ſuffi pour déchirer; mais depuis la mort de ce tyran, qui avoit déjà ſenti, que ſon impiété rattachoit au culte qu'il avoit proſcrit, une marche plus profondément perfide, a achevé de pervertir toutes les idées, et la liberté illimitée de toutes les religions, ſubſtituant adroitement l'indifférence à la haine, a étouffé des ſentimens, que les rigueurs et les martyrs alloient rallumer de toutes parts.

Ce n'eſt point qu'il faille croire, que perſonne en France ne professe en ce moment un culte, et que celui, qui domine dans cet empire depuis ſa fondation, n'y

ſoit

ſoit encore le culte de la très-grande majorité; on a trop calomnié cette contrée malheureuſe, pour ne pas la défendre d'un crime, dont elle n'eſt pas en totalité coupable; mais il en eſt de la religion en France, comme de la royauté, qu'importe d'y avoir pour ſoi la majorité, qui obéit, et ſe laisse mener, quand c'eſt, et ce ſera toujours le petit nombre qui y fera la loi. On a détruit la royauté dans un pays accoutumé à la monarchie; ce changement a été l'effet d'une longue ſuite de combinaiſons maladroites de la part des royaliſtes, et en même temps d'une longue ſérie d'événemens heureux de la part des anarchiſtes; mais les violentes ſecousses qui ont agité la France prouvent, que ce n'eſt pas ſans la contraindre du moins, qu'elle ſe plie au nouveau joug que l'on lui a impoſé; les républicains, au ſein même de leurs victoires, ſont toujours en garde contre les anciennes idées, et ſe croient obligés de ſonger à ſe défendre contre un ſentiment, qui plaide encore vivement dans le fond de biens des coeurs. Eh bien! dans ce même

pays

pays cependant, en frappant le trône, on a ſappé la religion catholique, et les François, qui près d'un siècle ſe ſont battus pour elle, ont beaucoup plus reclamé au nom de leur roi, qu'au nom de l'autel renverſé. Envain les proclamations des royaliſtes de la Vendée ſont-elles pleines d'expressions, qui dénotent leur attachement au culte de leurs pères, l'oeil qui ſcrute y découvre ſans peine, que le rétabliſsement de la monarchie eſt le premier de tous les voeux, et que celui, qui jadis marchoit avant tous les autres, n'eſt plus que le ſecond chez une nation, dont la piété n'eſt plus le ſentiment dominant.

Il n'exiſte qu'un remède pour rattacher les François à la religion, et ceux qui les gouvernent l'emploient chaque jour, c'eſt celui de les rendre malheureux. L'homme que l'on a privé de tout ce qui lui eſt cher, cherche une conſolation, et la ſeule qu'il puisse trouver, eſt dans une vie au de là de celle pour laquelle il a fait tant de ſacrifices. Que l'on compte ſur ce moyen

lent

lent, mais dont l'effet eſt ſûr, car dans les faſtes de l'univers on n'a pas encore trouvé un peuple d'Athée *). Rappelés par des douleurs et des calamités à la penſée la plus conſolante, les François, en ne trouvant point le bonheur, reviendront com-

*) On assure que le Capitaine Cook a découvert, dans la mer pacifique, une nation inſulaire, qui n'avoit point d'idée de la divinité; outre qu'il eſt permis de douter d'un ſentiment d'indifférence, qui n'eſt point dans le coeur humain; n'eſt-il pas possible aussi de croire, que les voyageurs anglois, qui n'avoient aucune connoissance de la langue et des moeurs de ce peuple, ont conjecturé un peu légérement, qu'il n'avoit point de culte, parce que dans un très-court séjour ils n'en ont point apperçu de signes extérieurs? L'avidité, avec laquelle la philoſophie moderne a adopté une pareille assertion, mérite que l'on l'obſerve avec plus d'attention encore, on a trop employé tous les moyens qui pouvoient arracher la religion du coeur des hommes, pour ne pas ſe méfier de cette hiſtoire, à laquelle le caractère reſpectable du Capitaine Cooke donneroit un grand poids, si lui-même l'avoit rapporté, mais on ſait qu'il n'eſt point revenu de ce dernier voyage.

comme des gens égarés ſur leurs propres traces, et retrouveront, peut-être le même jour, les loix et la religion de leur pères; mais que l'on ſe garde de les provoquer trop vîte à ce retour, une aussi grande idée, que celle qui attache au culte dans lequel on eſt né, doit rentrer d'elle-même dans les coeurs dont on l'a bannie, mais elle y doit rentrer par un ſentiment de conviction bien au-dessus de tous les argumens des gens éclairés; ce retour pour un individu peut appartenir à la raiſon, pour toute une nation, il faut qu'il ſoit l'ouvrage de l'impérieuſe nécessité.

Le peuple en France eſt las de disputer, et comme il ſera gouverné dans ce monde, et ce qui peut l'attendre au-delà; ſon indifférence eſt à préſent la même ſur tout, et ſon exiſtence lui eſt si pénible, et si coûteuſe, qu'il n'a pas trop en ce moment de ſa journée entière pour rassembler les moyens de ſe nourrir; delà vient, que, courbé ſous le joug, ce souverain malheureux

ram-

rampe au lieu de regner, et s'habitue à vivre dans cette ſtupidité, qui lui ſait oublier ce qu'il a regardé long-temps comme ſon devoir le plus ſacré. Ce qui prouve cependant, que tout n'échappe pas à ce peuple, auquel il reſte, ſoit le ſouvenir, ſoit le ſentiment de ce qui eſt bien, c'eſt le respect qu'il a conservé pour les miniſtres de cette religion, qu'il néglige beaucoup plus qu'il ne la repousse; forcé d'admirer leur dévouement sublime, il a ſenti, en les voyant s'éloigner avec tranquillité, expirer tous les préjugés qu'il nourrissoit depuis long-temps contre eux; perſuadé qu'ils ne tenoient au culte qu'ils prêchoient, que par attachement pour les biens qu'ils en retiroient, il a été frappé d'étonnement en les voyant ſacrifier ſans balancer leurs richesses à leurs devoirs, et ſon animosité a tellement fait place à l'eſtime, que l'on peut assurer, que ſans en être peut-être plus religieuſe pour cela, la nation françoise voit chaque jour rentrer

avec

avec plaisir ces mêmes prêtres, dont la déportation fut, il y a trois ans, un befoin pour elle.

Sans discuter fur des dogmes, qui ne font nullement du ressort d'un ouvrage politique, fans toucher à l'arche sainte, certes, il eft permis de dire, que la religion catholique, étant de toutes les religions, qui dominent en Europe, celle qui fert mieux le régime monarchique, elle feule eft l'objet de la furveillance des républicains, qui la redoutent, non feulement parce qu'ils ne veulent pas encore rappeler la nation à fes devoirs, mais encore parce-qu'ils favent à quel point elle peut fervir la royauté. Au milieu de cette indifférence que le Gouvernement femble témoigner, à travers cet oubli affecté de la religion dans la conftitution d'une grande nation, premier exemple dans les annales du monde, on retrouve partout l'inquiétude, que témoignent les législateurs, fur les entreprifes que peuvent faire les prêtres catho-

tholiques *); pressés par leur propre conscience, on les voit toujours honorant de leur

*) Le décret rendu le 6 Vendémiaire, c'est-à-dire en langage intelligible pour tout le monde le 29 Septembre dernier, prouve combien ces prêtres, appelés en France réfractaires, font l'objet d'une surveillance particulière. Malgré la constitution, qui les range dans la classe générale des citoyens, ne regardant leur état que comme tout autre métier, la Convention, afin d'écarter beaucoup d'entre'eux, auxquels elle croit une conscience, préfere donner une preuve de l'inquiétude qu'ils lui inspirent, en exigeant d'eux un serment particulier; mais, afin de ne pas trop les désigner, elle a jugé à propos de s'expliquer ainsi:

„Nul ne pourra remplir le ministère d'aucun culte, en quelque lieu que ce puisse être, s'il ne fait préalablement devant l'administration municipale ou l'adjoint municipal du lieu où il voudra exercer, une déclaration dont le modèle est dans l'article suivant. Les déclarations déjà faites ne dispenseront pas de celle ordonnée par le présent article —

„I"

leur défiance ceux qu'ils eſtiment le plus, s'armer de précautions contr'eux, et leur rendre, en dépit d'eux-mêmes, cette espèce d'hommage forcé, le plus doux salaire de la vertu. Que les curés, que les prêtres, que la confiance de leurs concitoyens a fait rentrer en France, ſe gardent donc bien d'éveiller ſur eux l'oeil actif de la jalousie, que contens de reconquérir des coeurs qui les rappellent, ils ſe reſtreignent aux fonctions douces et paisibles que l'on leur confie; qu'un zèle eſtimable, mais dont l'ardeur deviendroit pernicieuſe, leur laisse attendre, ſans chercher à conquérir; que ſur-tout ils ſe ſouviennent, que, si les perſécutions affermissent les religions naissantes, la douce tolérance, qu'il ne faut pas confondre avec l'in-

„Je reconnois que l'universalité des citoyens „françois eſt le Souverain, et je promets soumis-„sion et obéissance aux loix de la République."
Le bannissement eſt la punition de celui, qui enfreindra une pareille loi.

l'indifférence, ſoutient, conſolide les religions établies; que, ſur-tout inſtruits par les malheurs, ils ſe gardent de troubler tout autre culte, et ſe renferment dans celui qu'ils veulent ramener; qu'ils ſe diſent, que le grand but eſt de réhabituer les françois à des idées religieuſes, et que le jour où les autres religions, admiſes dans cette république, ſeront toutes pratiquées avec une égale ferveur, ce jour là même, l'ancienne religion du royaume verra revenir à elle tous ceux qui rougiroient d'être les derniers à ouvrir les yeux. C'eſt en ramenant les coeurs égarés à de vrais principes, que les prêtres doivent chercher à faire des royaliſtes et non en prêchant la royauté; chaque coeur qu'ils rendront à la vertu, ſera bientôt rendu à la monarchie; celui-là eſt bien vîte un ſujet fidelle, qui remplit avec plaisir tous ſes devoirs; que le miniſtre des autels ſe renferme donc dans ſes fonctions ſaintes, pour lesquelles le

Gouvernement n'a pas droit de le perfécuter; en cherchant à aller au delà, il dépasseroit fon but, et attireroit fur lui une furveillance, qui nuiroit à la caufe qu'il veut fervir; appelé par fon miniftère à fcruter dans les coeurs, qu'à l'aide de la religion, il y rappelle tous les fentimens, qui en font depuis si long-temps bannis; que chaque jour il rattache le républicain à fa famille, à fa propriété, à fa patrie, à fon Dieu, et que content d'en avoir fait un honnête homme, il laisse au temps, aux fureurs des factions et à une conftitution monftrueufe, à développer ce qu'il aura fait.

De l'influence que peut avoir la Paix en France.

Tant que l'enthousiasme républicain remplacera l'habitude des jouissances, et l'amour des richesses, pour la partie des françois la plus corrompue; tant que cette passion ſuffira pour amortir toute idée religieuſe, pour la classe la moins éloignée de ſe rapprocher de ſes devoirs, l'état d'épuiſement des finances ne ſera point un écueil ſuffiſant, pour ſe flatter d'y voir ſe briſer le vaisseau de la république, et le retour de la religion ne ſera point un beſoin assez impérieux, pour qu'il ſoit permis de compter ſur une aussi puissante ressource. Mais qui ſoutient cet enthousiasme, que tant de calamités ne peuvent abattre? quel preſtige fait que des malheureux chargés de miſères tiennent au Gouvernement qui les leur apporte? la vanité! qui leur fait adopter des erreurs, parce qu'ils les ont créées, et

qui surtout leur fait les défendre, parceque tout le monde a l'air de vouloir les attaquer.

Chez une nation où tout eſt mode, la révolution n'a pu ſe ſoutenir qu'en changeant ſans cesse de formes; ce Prothée, que rien n'a pu fixer, a ſéduit les françois par ſa variété, et si l'on a quelque droit d'être étonné de voir une nation taxée de légéreté, si patiente à ſouffrir, si courageuſe à combattre ſes maux, si ſouple à plier ſous tous les jougs, c'eſt qu'au milieu de cette unité de douleurs, ſon inconſtance eſt ſatisfaite, par la rapidité du tableau mobile qu'elle a vu passer ſous ſes yeux *).

On

*) Si les françois n'avoient éprouvé qu'une révolution, il y a long-temps qu'ils ſeroient fatigués d'en entendre parler. C'eſt encore là une des erreurs, auxquelles tiennent les gens qui ont quitté la France il y a cinq ou six ans, que de croire avoir vu la révolution ſe faire ſous leurs yeux. Certes, le trop célèbre 14 Juillet ſera une époque mémorable dans les annales françoiſes, mais cette inſulte imprévue, faite à l'autorité du Monarque, eſt

On ignore peut-être que l'un des plus grands obſtacles, qui exiſtent pour rendre les françois à un Gouvernement ſtable, tel que celui qui leur eſt propre, c'eſt cette difficulté même de les réhabituer à vivre ſous des loix fixes, et à obéir à un Roi, dont l'autorité dure aussi long-temps que

 la

eſt encore bien loin de ce 10 Août, où l'on renversa une Monarchie de treize cents années; depuis ce jour la république a déjà changé plusieurs fois de formes, et au moyen de ſecousses, qui peuvent à bon droit prétendre s'appeler aussi des révolutions, on peut dire que la France a passé à travers tous les genres de gouvernemens et fixer ſes révolutions au moins au nombre de six, aussi différentes entr' elles, que la première étoit disparate avec l'état de tranquillité dont jouissoit auparavant ce beau royaume; ces six révolutions ſont: Le 14 Juillet 1789, règne de l'Anarchie; le 13 Septembre 1791, règne d'un gouvernement ſans vigueur; le 10 Août 1792, règne de la démocratie; le 31 Mai 1793, règne du Despotisme ſous Robespierre; le 9 Thermidor ou 28 Juillet 1794, retour vers l'anarchie républicaine; le 5 Octobre 1795, règne de l'ariſtocratie, en attendant encore peut-être. le règne de la terreur.

la vie. Mécontens de leur exiſtence, de leur Gouvernement, de leur ſort, ils vivent dans la certitude d'en changer, dans l'espérance d'en trouver un meilleur, et ressemblent tous à ces malheureux joueurs, qui, ſacrifiant leur fortune réelle à des chances menſongères, passent leur vie à voir tirer la loterie où ils ont mis toutes leurs ressources, oubliant ainsi les maux certains qu'ils éprouvent, pour ne ſonger qu'aux lots auxquels ils ont plus ou moins le droit de prétendre.

C'eſt à la connoissance parfaite de ce beſoin d'agitation, dernier degré de la corruption chez les hommes, que les meneurs de la révolution doivent le crédit conſtant dont ils jouissent, et dont ils ſavent si bien profiter. Ce n'eſt plus à rendre les françois heureux qu'ils viſent, il n'y a pas un ſeul d'entre eux, qui ne ſentent que depuis long-temps ce but eſt manqué, mais c'eſt à éterniſer des troubles pendant lesquels on a beſoin de leurs talens, et ſurtout à tenir ſans cesse éveillé ce peuple, qui, s'il

s'il s'endormoit jamais, foit d'épuifement, ou d'ennui, une fois assoupi, ne fe reveilleroit plus pour eux.

Du moment, où l'on avoit vu les françois établir leur Gouvernement fur des bafes chimériques, étoit-ce donc à les contrarier dans leurs desseins, que l'Europe devoit perdre non feulement tout l'étalage de fa politique, mais une partie de fes forces et de fes moyens? En laissant des gens en délire fe convaincre par l'expérience de la fausseté de leurs principes, de l'abfurdité, fur-tout, des applications qu'ils prétendoient en faire, on hâtoit le dégoût qui devoit bientôt naître; mais en les irritant par des menaces fans effet, par des invasions fans fuccès, on ne faifoit que les attacher à toutes leurs idées, et resserrer ce noeud-gordien que d'un revers de fabre il falloit couper.

S'il étoit possible d'interroger ces meneurs adroits, qui foutiennent, à force de fecousses, l'attention fatiguée de cette pauvre nation que l'on promène à travers

tous les fléaux pour la mener à la félicité publique *); que l'on feroit étonné peut-être de leur entendre avouer qu'ils ne doivent leurs succès qu'à leurs ennemis; comme eux, ils ne croient point aux différens Gouvernemens, qu'ils renverfent et reforment tour à tour; comme eux, ils travaillent à pousser l'opinion à en désirer non pas un meilleur, mais feulement un autre; comme eux, ils cherchent à fixer l'attention fur les frontières, à n'occuper les françois que de la guerre; et c'eft ainsi qu'agissant

*) Moyfe, le plus grand législateur qu'aient eu les hommes, avoit bien imaginé de promener la nation, qu'il conduifoit, quarante ans à travers les déferts, afin de laisser à la génération, qui avoit joui des délices de la fertile Egypte, le temps de descendre toute entière dans la tombe, et de n'avoir point de fouvenirs à apporter dans la terre promife; mais Moyfe n'avoit point imaginé, comme les Lycurgues de la France, de faire de cette terre promife même, le défert dans lequel il vouloit habituer aux privations le patient israëlite.

sant de concert, ils ſe trouvent merveilleuſement ſecondés par ceux-là même, qui remuent l'univers, afin d'y creuser leur tombeau.

Les républicains ont agi, depuis trois ans, comme des gens, qui ont la conſcience, que leurs principes ſont aussi faux qu'inapplicables, leurs antagoniſtes comme des gens, qui ſeroient perſuadés que le Gouvernement démocratique eſt si avantageux, qu'il faut bien ſe garder d'en laisser jouir un moment une nation, que rien ne pourroit plus arracher à de pareils délices, et ils ont à tel point eu l'air de redouter l'organiſation de la république, que si un nouveau navigateur *) ramenoit encore un habitant des isles pacifiques, et que l'on pût mettre ſous ſes yeux le tableau de l'Europe

*) Tout le monde ſait que M. de Bougainville ramena d'Otaïti un jeune inſulaire, nommé Pontaveri, dont le bon ſens et la simplicité amuſa tout Paris, assez heureux alors pour s'amuſer des réponſes naïves d'un Indien ſortant des mains de la nature.

pe depuis six ans, on le verroit tout à coup s'écrier : pourquoi tous ces rois veulent-ils donc, en dépit de ces braves législateurs, fonder en France une république ?

Ne pouvant démembrer la France, on a continué la guerre pour l'isoler du reste de l'Europe, et en cela il faut convenir que le but étoit aussi sage que le plan étoit absurde ; mais pour qu'une chaine d'armées éparses sur cinq cents lieues de frontières, eût pu fermer toute communication avec le pays que l'on entouroit, il eût fallu que les françois n'eussent pas eu plus d'industrie, que ces tartares dont les chinois se se font préservés, tant de siècles, à l'aide de leur grande muraille. Les rapports de commerce, les vaisseaux des états unis de l'amerique, les intérêts des nations neutres, tout a empêché ce projet de réussir, et l'on s'est apperçu enfin, que l'on appauvrissoit toute l'Europe sans venir à bout d'affamer la France. Cette idée, de chercher à épuiser une aussi vaste contrée de toutes ses ressources physiques, a été

d'au-

d'autant plus pernicieuſe, qu'elle a ſervi à ranimer toutes ſes ressources morales ſans atteindre le premier but. L'incertitude du ſort des armées, les victoires, les retraites, les avantages, tout a ſervi également les plans de ceux qui ne trouvent l'obéissance que là, où règne l'inquiétude, et dont l'adresse a été depuis long-temps de faire prendre, à une nation qui ſe croit républicaine, ſans en avoir les formes ni les goûts, ſon appréhension de toute domination étrangère pour l'amour de la Patrie.

Si les ennemis de la république françoiſe, changeant tout à coup de ſyſtême, s'entendoient pour lui offrir la paix, ce qui eſt bien différent que de la recevoir, il eſt possible qu'une pareille offre pût embarrasser les factions qui ont un grand intérêt à ne pas attirer tous les yeux ſur elles.

Sans doute que l'entretien des armées nécessite des dépenſes qui achèvent le discrédit des finances, et uſent les dernières ressources d'un peuple aux abois, mais il

donne aux factieux qui gouvernent, des prétextes pour demander, et des droits à opprimer tout ce qui sembleroit oser se refuser à sauver la république menacée.

Tant que le peuple françois se croira en danger d'être humilié par ses voisins, tout autre sentiment s'évanouira devant cet orgueil national, estimable chez tous les peuples; mais du moment où il ne craindra plus pour ce qu'il appelle son indépendance, cessant alors de jeter ses regards au delà de ses frontières, on le verra rentrer en lui-même, ne plus s'occuper qu'à sonder ses plaies, qu'à calculer ses pertes, et sur-tout qu'à observer ceux qui sont cause de tant de maux. L'illusion évanouie, tout sacrifice deviendra pénible, toute demande paroîtra exagérée, tout don excessif, tout acte de rigueur pour percevoir, odieux et despotique; et l'on peut avancer avec confiance, que, si le Gouvernement a moins de besoins après la paix, il lui sera aussi plus difficile à cette époque d'obtenir peu, que dans ce moment-ci d'exiger beaucoup,

parce

parce qu'au nom de la nécessité impérieuse, il peut encore arracher tout ce qu'un patriotisme refroidi refuse de lui donner. Telle est l'influence de la paix sur la France, en supposant même qu'elle conserve la Constitution, qu'elle vient de recevoir, au lieu de se l'être donnée; mais si infectée de toutes les idées révolutionnaires, cette Constitution, dès sa naissance, étoit destinée à être renversée, quel avantage ne tireroit-on pas de cette paix, en forçant la nation toute entière à rester spectatrice des combats qui se préparent encore à Paris?

Si le Gouvernement avoit des moyens pour faire une guerre offensive, et rassasier par des récits de victoires une populace qui meurt de faim, il trouveroit encore mille expédients pour rejeter cette paix qu'il redoute, parce qu'elle sert et ses ennemis extérieurs qu'elle repose, et ses ennemis intérieurs qu'elle rassemble davantage autour de lui; mais au moment où il se saisit à peine des rênes, qui lui échappent, comment prononcer un refus qui cho-

choqueroit l'opinion, et préférer, à la pacification que l'on lui offre, une guerre qui demande des ressources, qu'il a été bien aiſe d'avouer publiquement qu'il n'avoit pas, afin d'être autoriſé à rappeler toutes ces formes de rigueur, qui peuvent les faire renaître?

Arrivés à l'autorité à travers toutes les phaſes de l'anarchie, ceux, qui s'en ſont à la fin emparé, redoutent à leur tour tout ce qui a ſervi leur dessein. C'eſt par cela même, qu'ils ont renverſé une autorité établie ſur des baſes ſolides, qu'ils ſavent tout ce que peuvent tenter ceux qui les y ont si bien ſecondé, et leur ſyſtême pour ſe maintenir eſt calculé d'après toutes les fautes qu'ils ſentent que l'on a faites et dont ils ont ſu profiter; ainsi ces chefs, cessant d'être républicains, parce qu'ils règnent ſur une république, recueillent déjà le fruit amer des idées qu'ils ont ſemées, et éprouvent le dégoût de gouverner des hommes, inſtruits par eux à n'obéir qu'aux caprices de ceux qui les agitent.

Si la continuation de la guerre les embarrasse un moment, cet embarras eſt une ſuite de maux dont ils ne ſont point cenſés la cauſe, et dont ils peuvent chercher d'autant plus volontiers le remède, qu'ils ne doivent le trouver, que dans un abandon nécessaire de la nation entière à leurs lumières ou à leur pouvoir, tandis que la paix, éloignant le beſoin que l'on peut avoir d'eux, laisse leurs rivaux ſur la même ligne, et rappelle les armées, dont le premier cri ſera d'exiger cette gratification d'un milliard, incalculable à payer en papier, impossible à ſolder en numéraire, et inexécutable à meſurer en nature.

En ſe conſtituant une république, diviſée en plusieurs pouvoirs qui ſe balancent, la France a cru cesser de vivre ſous le Gouvernement révolutionnaire, mais comme ce n'eſt que par lui qu'elle peut exiſter ſous une forme démocratique, ceux qui la gouvernent ſe gardent bien d'en changer; ce ſecret eſt le leur, et tant que la guerre entretiendra l'anarchie, elle leur

ſervira à le cacher, mais si à la paix, deſtinée à rendre la tranquillité à ce peuple qui ne ſoupire plus que pour elle, il vient à demander, pourquoi il ne trouve pas le bonheur ſous un Gouvernement qui ſembloit le lui promettre, on conçoit quel ſera l'embarras de ſes dépositaires de la félicité publique, quand ils ſe trouveront obligés de faire à ce peuple le pénible aveu, que n'ayant pas pu un ſeul jour faire marcher une Conſtitution inapplicable aux circonſtances, ils ont continué de profiter de l'anarchie, et que c'eſt par elle qu'ils ont toujours gouverné; si c'eſt donc à traverſer le nouveau Gouvernement, et à hâter un de ces changemens, auxquels la France eſt condamnée, que l'on doive viſer, rien ne peut plus ſurement que la paix ſervir ce dessein. En rejetant les armées dans l'intérieur, en y faiſant refluer deux ou trois cents mille ſoldats, qui de long-temps ne peuvent que vivre au ſein des orages, que d'alimens ne donne-t-on pas à tous les partis près de s'uſer faute d'auxiliaires!

la

la guerre rallieroit encore toutes les factions, la paix en fera naître de nouvelles, et si l'on se souvient, que, semblable à ces serpens qui entouroient les bras d'Hercule, des armées ont été repoussées loin du berceau de la république, que l'on se dise au contraire, que la paix, en rendant la France aux haines qui la divisent, à toutes les passions qui la déchirent, sera pour elle un don aussi fatal, que la tunique empoisonnée de Nessus le fût pour l'époux de Déjanire.

Oui, sans la guerre que l'on s'est obstiné à faire à la France, non pour y ramener la tranquillité, mais pour y éterniser le trouble, les différentes autorités, qui s'y sont succédées, n'auroient jamais obtenu de la nation cet ensemble, dont on lui a fait une nécessité pour s'opposer à l'invasion des puissances étrangères ; à l'époque où une faction habile et puissante conçut le seul plan applicable à une république de vingt-cinq millions d'hommes, celui de la diviser en la réunissant par le fédéra-

déralisme, si toutes les armées n'avoient point été occupées aux frontières, la guerre civile étoit allumée, et l'incendie univerſel; mais après quatre ans de victoires, la guerre si utile aux François alloit enfin leur être funeſte, des ſuccès achetés quelquefois par le courage, le plus ſouvent par la désunion de leurs ennemis, avoient étendu le territoire déjà trop vaſte de leur république; le Gouvernement avoit perdu dans l'intérieur plus que les armées n'avoient gagné aux frontières; le Brabant, la Hollande, une partie de l'empire étoient conquis, mais la confiance étoit perdue; et tandis que les vainqueurs menaçoient d'envahir l'Europe, l'opinion derrière eux menaçoit d'engloutir la république. Mais le génie du mal qui plane ſur tous les cabinets et protège la France, encore une fois eſt parvenu à écarter les dangers qui l'environnoient, et s'il a ſouffert pendant trois ans une coalition funeſte, inutile, parce qu'elle ſervoit l'anarchie, lui ſeul il a ſu la rompre au moment, où elle alloit peut-

peut-être terminer les maux dont il jouit *)

S'il eſt donc permis de compter ſur l'épuiſement des finances, ſur la difficulté de lever cet emprunt, impossible à trouver en numéraire, et presqu'inutile en assignats, il n'eſt pas permis de ſe fier avec des meneurs aussi habiles ſur des dangers, dont on les voit toujours ſortir triomphans; si le Gouvernement peut encore échapper à ce premier moment de détresse, il eſt possible que, réformant une partie de ſes dépenſes, il

*) Ce n'eſt point ſe contredire que d'avancer, que la paix signée à Basle, le 5 Avril 1795, a été aussi favorable à la république françoiſe, que celle que l'on pourroit conclurre aujourd'hui lui feroit funeſte. Non ſeulement cette paix a diminué les forces des ennemis de la France aux frontières, mais elle a déjoué tous les plans alors exiſtans et ſur lesquels étoit établi la miſtérieuſe paix de Charette; peut-être les ſuccès des Autrichiens à la fin de cette campagne ont-ils réparé le mal que le traité de Basle a pu faire aux intérêts des autres puissances; mais celui qu'il a cauſé dans l'intérieur de la république eſt aussi incalculable qu'il eſt déſormais ſans remède.

il parvienne à diminuer une partie de ſes beſoins toujours renaissans, et qu'il trouve dans des objets d'une exploitation facile, tels que les maiſons et les bois, déclarés bien nationaux, une ressource pour attendre dumoins pendant quelques mois que l'ordre ſe mette dans la recette.

Mais cette réforme, que la paix va nécessiter, renferme en elle-même un germe de trouble, et ce remède eſt un poiſon dont les effets, quoique lents, n'en feront que plus terribles. En rentrant dans l'intérieur des Départemens que l'on juge du mécontentement des ſoldats, qui, après quatre ans de victoires et de travaux, ne retrouveront que le découragement et la miſère. Ils croiront, revenant vainqueurs, avoir des droits à l'eſtime, à l'admiration de leurs concitoyens et n'entendront que des plaintes et des reproches; honteux d'une gloire inutile, et d'autant plus vîte dégoutés de leur attachement à la république qu'ils en auront été plus enthousiaſtes, ils passeront bientôt de l'indignation aux murmures;

res ; turbulens par caractère, actifs par habitude, les plaintes de ces ſoldats ne feront point celles d'un peuple que la peur a rendu ſtupide ; ils ne plieront pas comme eux ſous le joug, mais ils ſe hâteront de le ſecouer. Invités par les différentes factions, agités par tous les partis, bientôt ils reprendront les armes, et chacun ſuivant l'impulsion qui le conduira, ſervira la Royauté, la république ou l'anarchie ſelon que ſon intérêt perſonnel l'aura décidé, C'eſt donc à profiter de cet état d'agitation inévitable, que l'on doit mettre toute ſa ſcience ; dans un moment de mécontentement général, qu'il eſt aiſé avec un peu d'adreſſe de ramener des gens malheureux ; mais auſſi, qu'il eſt facile en conſervant invariablement les formes de rigueur, de recruter des ſoldats à ſes ennemis et d'aliéner de nouveau des coeurs que le beſoin ramenoit vers vous.

Ce n'eſt plus à conquérir quelques Provinces ſur la France, qu'il eſt permis de ſonger ; cette idée folle, il y a trois ans, pa-

roîtroit abſurde aujourd'hui *), ce n'eſt plus à tâcher de l'épuiſer d'hommes qu'il faut s'occuper, pour y réussir, il falloit ſe lever nation contre nation, ſe compter et voir qui pourroit le plutôt, à force de ſacrifices, uſer ſon adverſaire; il falloit pour cela armer les Allemands en masse, y joindre les Anglois, les Hollandois, les Sardes, les Eſpagnols, et abſorber les efforts de vingt-six millions d'hommes par une population du double; mais dès que cette meſure gigantes-

*) Aux yeux de la raiſon et de l'expérience, oui; mais l'ambition voit-elle avec ces yeux là? Que les puissances belligérantes, profitent du moment où elles arrivent ſur les frontières de la France pour y signer une paix honorable; encore un pas de plus, encore quelques ſuccès, et l'on reviendroit bientôt à ce pays des chimères où si longtemps on s'eſt égaré. C'eſt entre les revers et les grands ſuccès que l'on peut trouver la ſagesse, et ſon moment eſt arrivé. L'envie de démembrer la France a penſé coûter l'Europe aux ſouverains qui ſe la partagent, on s'en ſouvient, mais qu'il tombe quelques unes de ces places que l'on a déjà possédées et on l'aura bientôt oublié.

tesque a été aussi impossible à propo-ſer qu'à exécuter, dès que l'on n'a pu op-poſer à toute une grande nation que les armées de quelques grands Rois, on a joué un jeu trop desavantageux pour s'en promettre le moindre ſuccès. Puisqu'il faut renoncer à la guerre, puisqu'elle ne peut plus être assez active pour forcer l'ennemi à ſe ſervir de tous ſes moyens, puisqu'on n'a pas eu l'adresse de calculer que même en leur cédant le terrein, les François égarés par l'appas des conquêtes n'avoient pas le temps de gagner encore quelques batailles, que l'on ſe hâte donc de signer la paix, et que ſurtout, corrigés d'attaquer les François dans tout ce qu'ils ont de plus fort à oppoſer à leurs ennemis, le courage et la population, on tente enfin de diriger tous ſes efforts vers tout ce qu'ils ont de plus foible, les finances et l'opinion.

Mais, en cherchant à renverſer la république, il faut bien ſe garder d'imiter ceux qui ont oſé sapper les fondemens de

 la

la Monarchie, et tâcher, s'il ſe peut, de ne pas reſter enſéveli ſous des ruines. Croire qu'il n'y a plus que très-peu d'obſtacles à combattre pour réussir, que le Gouvernement d'aujourd'hui chassé, tout aura disparu, que la république renverſée, on retrouvera tout à coup la Royauté, qu'entre les honnêtes gens qui la désirent et elle, il n'y a plus qu'une ſeule faction triomphante, c'eſt croire à des chimères, et prendre toujours ſa volonté pour la vérité. C'eſt donc à centraliſer les idées qu'il faut s'occuper, et comme les républicains ont le bon ſens de n'être qu'un dès qu'on les attaque, c'eſt à ramener tous les royaliſtes à cette unité qu'il faut tendre. Sans doute que ce rapprochement eſt difficile à espérer; ſans doute qu'il y a trois ans, le propoſer eut été, ou folie, ou abſurdité, mais le temps, qui eſt un grand maître, qui change tous les jours la nature de forme, ne peut-il donc pas changer aussi nos idées? ramener des coeurs juſtement aigris, rappeler des eſprits égarés, ranimer la bonne

vo-

volonté de chacun, reſtreindre l'ambition de tous, amortir les passions, éteindre les haines, étouffer les vengeances et rallier tant de françois, malheureux ou coupables, à la voix impérieuſe de la nécessité ?

Mais pourquoi faut-il attendre du temps ce que ſans lui on peut faire? pourquoi reculer à plaisir le terme de ſes maux? chaque jour ôter aux vieillards l'espoir de mourir dans leur patrie? prolonger par royalisme les malheurs de tous ceux qui désirent un roi? ne rien immoler à l'humanité qui souffre? ſacrifier, pour des prérogatives à la verité conſacrées, des ſentimens encore plus chers qu'elles, et ſe revêtir toujours de cette rigidité, qui cache moins la ſévérité des principes que cet espoir éternellement nourri, éternellement déçu, de réussir par la force et de tout devoir aux royaliſtes, qui dans l'intérieur s'exagèrent leurs moyens, parce qu'ils les calculent ſur leurs désirs et ſur leur courage.

De la Vendée.

Mais qu'eſt - ce donc que la Vendée, et quelle eſt la nécessité de transiger avec des coupables, quand le parti de la Royauté a pour lui, au centre même du Royaume, une force active, devant laquelle toutes les foudres républicaines ſont venues si long-temps ſe briſer? ce qu'elle eſt, tout, tant que l'opinion la ſert et la ſeconde; rien, toutes les fois que la force doit ſeule en assurer les ſuccès. La Vendée dont le nom ne peut ſe prononcer qu'avec admiration, s'écrire qu'avec reſpect; ce petit pays qui ſauve dans ce moment à l'Europe la honte d'être une vaſte contrée ſans vertu, doit ſon exiſtence miraculeuſe à la nature qui la bien défendue, et au désespoir de ſes habitans, qui leur a fait enfanter des prodiges; mais si ſa conſervation a été l'effet de la ſagesse de ſes loix, de la prudence de ſes Chefs, des talens de ſes généraux, du

du courage de ſes ſoldats, c'eſt mal connoître la France, que de ne pas convenir qu'elle a dû aussi beaucoup aux factions qui l'ont menagée, vérité dont on peut ſe convaincre en jetant un coup-d'oeil rapide ſur ſon hiſtoire.

A la nouvelle de la mort de Louis ſeize, l'indignation lui fit prendre les armes, la Bretagne entière devoit ſe lever; la mort du chef de cette entrepriſe en empêcha l'effet; le jour venu, la Vendée ſeule tint parole. Quelque temps on la dédaigna; elle en profita pour s'accroître. Devenue dangereuſe, non par ſon étendue, mais par le point de ralliement qu'elle pouvoit donner, la Convention alloit l'écraſer, quand le combat à mort de deux grandes factions, en abſorbant tout autre intérêt décida de la fameuſe journée du trente et un mai. Robespierre régna ſans partage, mais à cette époque la France avoit l'air d'être ſérieuſement attaquée, et le simulacre ſeul d'une union, qui n'exiſta jamais parmi les puis-

puissances coalifées ne permit pas de dégarnir les frontières pour faire de grands efforts contre la Vendée. Elle profpéroit donc, combattant et battant les petites armées, que l'on lui envoyoit, quand fa préfomption la perdit. Forte dans fes foyers, elle fe crut une puissance et lasse d'être dédaignée, elle dédaigna à fon tour. L'Angleterre trompée fur fes moyens, et fans cesse égarée par mille aventuriers qui lui peignent les villes ouvrant leurs portes, les campagnes tendant les bras, la France appelant au fecours; l'Angleterre engagea la Vendée à fortir de fon territoire, à s'approcher des côtes où elle pourroit lui envoyer des renforts; le délire remplaça la raifon, on passa la Loire; on s'avança; on erra jusques dans les plaines du Maine; on ne fut pas battu, mais écrafé, et plus de quarante mille braves payfans furent massacrés, parce que quelques enthousiaftes avoient vu ce qui n'étoit pas *).

Cha-

*) C'eft ainsi que depuis, à Quiberon cinq mille hommes, dont une partie étoit l'élite de la noblesse de Bre-

Charette, refté à Machecoul avec dix mille hommes répara, à force de fagesse, une pareille faute; retranché jusques aux dents, protégé par des marais, femblable à Marius caché dans ceux de Minthurne, plus vertueux, plus grand que lui, il rassembla les reftes de fon parti; mais s'il parvint à y réussir, c'eft que les républicains, divifés par des cabales, agités par mille factions, ne pourfuivirent pas avec acharnement leur victoire. Robespierre, que l'on croyoit habile, et qui n'étoit qu'atroce, préféra faire massacrer les Vendéens, à les foumettre; il voulut les effrayer par des fupplices horribles, il ne fit que les raffermir dans leur foi; le monftre ignoroit que de tous les temps les religions ont été propagées par les martyrs. Depuis la chute de ce tyran, la Convention en proie a toutes les factions, agitée par toutes les crain-

Bretagne, ont été massacrés, parce qu'un intrigant et quelques enthousiaftes avoient vu ce qui n'étoit pas.

craintes a laissé respirer la Vendée, parcequ'elle avoit quelquefois intérêt de la ménager. Occupée à chasser les terroriſtes de ſon ſein, longtemps elle a déſeſpéré du ſuccès de cette entrepriſe, et déſiré de ſe conſerver ou un refuge ou des vengeurs. Bien moins acharnée contre ces royaliſtes que contre les Jacobins d'alors, elle a réſervé à ces derniers des ennemis qu'elle avoit tant de peine à vaincre, et perſuadée qu'elle auroit à s'oppoſer un jour aux tentatives d'une autre eſpèce de Royaliſtes bien plus dangereux, les Conſtitutionnels qu'elle déteſtoit, elle n'a point été fâchée de laiſſer ſubsiſter un parti, qui s'annonçoit déjà dédaigner celui qu'elle redoutoit davantage. C'est à cette tactique que les Royaliſtes de la Vendée ont dû le manque d'enſemble que l'on a mis pendant quinze mois à les combattre, et s'il eſt juſte de dire que nul peuple ne tenta jamais pour ſa gloire ce que leur courage leur a fait exécuter, la vérité oblige d'ajouter, que si la Conven-

vention avoit mis autant d'acharnement à les détruire au printemps dernier, qu'à renverſer la *Montagne* et à pourſuivre les Jacobins, le pays le plus intéressant de l'univers, abandonné trois ans à ſes propres forces, depuis ce temps n'exiſteroit plus. Ces vérités dont on a l'air de douter, comme si quelque chose pouvoit diminuer la gloire de la Vendée, Charette ne les ignoroit pas; il ſavoit depuis long-temps que l'on ne vouloit ni le ſecourir d'un côté, ni l'écraſer de l'autre, et que c'étoit beaucoup pour lui, s'il parvenoit en gagnant du temps, à laisser s'uſer l'enthousiasme des républicains avec leurs finances. Pour y parvenir avec plus de ſécurité, pour empêcher les factions de la Convention de ſe réunir, pour y jeter un germe de jalousie, ce géneral conſentit à cette paix myſtérieuſe, chef-d'oeuvre d'adresse, puisqu'elle avoit habitué la Franee à regarder la Vendée, non plus comme une partie de la république inſurgée contre la patrie, mais comme un pays indépendant, ayant ſon

culte et ſes loix; mais ce pas, le plus hardi, le plus extraordinaire que la royauté ait fait depuis le fatal dix Août, n'étoit-il pas une preuve de plus du beſoin que la Vendée avoit de rallier l'opinion autour d'elle? que pouvoit-elle tenter par la force, si ce n'étoit de décider peut-être en faveur de ſes ennemis les différens partis qui l'obſervoient avec intérêt, et qui hésitoient tant qu'elle ſe renfermoit ſagement dans ſes limites?

Tel a été, tel eſt encore le dessein de ce général, dont les ſuccès, les revers, l'exiſtence enfin eſt le ſeul miracle que la providence ait permiſe en faveur d'un parti éternellement malheureux. Si des brouillons ſubalternes, si de ces gens ardens qui ne peuvent jamais s'associer à des projets ſages, parce qu'ils servent mal leurs passions quoiqu'ils ſervent bien leurs intérêts, ont cherché à faire croire que ce même Charette, qui refuſa en 1793 de passer la Loire, en 1795 ne respiroit que conquêtes, c'eſt

c'eſt qu'ils ont peint ce chef des royaliſtes ce qu'il vouloit qu'il fut, et non pas ce qu'il a toujours été.

Charette que la fortune a quelquefois délaissé, mais que la raiſon n'a jamais abandonné, a donné bien autrement à ceux qui ont voulu l'obſerver la clef de ſon caractère; rentré en France avant la campagne de 1792, ce jeune homme que les malheurs des royaliſtes, leurs fautes mêmes venoient tout à coup de mûrir, ſentit que le courage bouillant et l'audace ſans prévoyance n'étoient pas ce qu'il ſuffiſoit d'oppoſer à des ennemis, auxquels il etoit impossible de refuſer l'un et l'autre; ce fut donc à la ſagesse de ſes plans, à la modération de ſes vues, à la connoissance profonde du peuple qu'il avoit à combattre, connoissance que n'ont pas eu, ou du moins dont n'ont pas voulu profiter les généraux, qui ont fait la guerre aux François, qu'il dut ſes ſuccès, d'autant plus réels, qu'ils allarmèrent moins les républicains.

Si les mêmes idées, qui égarent depuis quatre ans les royaliſtes ſéparés de leur patrie, étoient malheureuſement entrées dans la tête du chef des royaliſtes de l'intérieur; si celui qui voit et juge les événemens à cette diſtance où tout eſt vérité, avoit pu ſe laisser influencer par ceux qui ne les apperçoivent qu'à cet éloignement où tout eſt illusion et menſonge, il y a longtemps que la Vendée écraſée en naissant, comme ces rassemblemens qui ont cherché à l'imiter, n'exiſteroit plus que dans notre mémoire, et n'auroit été qu'une de ces ressources éphémères, qui toujours étouffées par la maladresse ou l'imprévoyance, ſe ſont pulveriſées dans les mains d'intrigans, qui n'ont voulu et ne veulent encore une monarchie, qu'autant qu'ils l'auront édifié.

Pour juger Charette ce qu'il eſt, pour asseoir ſon opinion, pour ſavoir ce que l'on a le droit d'en attendre, il faut le ſéparer de tout ce qui n'eſt pas lui, l'obſerver dans ces marais dont il eſt rarement

for-

ſorti, et ne pas confondre tous ceux qui l'invoquent et ſe ſervent de ſon nom, avec ces bandes fidelles qu'il commande, et qui ſont les ſeules qu'il avoue.

Chargé de conſerver la royauté, comme les Veſtales le feu ſacré, ce général depuis longtemps ne s'étoit occupé qu'à prolonger la guerre. Satisfait de gagner du temps à la tête de ſon armée, convaincu qu'il ſuffiſoit d'exiſter et d'attendre, au centre d'un pays où l'on change chaque jour et d'erreurs et de maîtres, il n'avoit cherché qu'à temporiſer, perſuadé que l'imagination des françois, épuiſée un jour comme leurs ressources, ils ſe trouveroient forcés d'en revenir aux anciennes formes, faute de pouvoir encore en inventer de nouvelles; mais pour voir venir cette époque qu'il ſavoit plus ou moins éloignée, il falloit menager à la fois la confiance de ſes ſoldats, l'eſtime des honnêtes gens de l'intérieur, et ſurtout cette conſidération qu'il avoit obtenue des républicains.

La paix ou pour mieux dire la trêve signée ſous les murs de Nantes, rempliſſoit ſeule tous ces objets également néceſſaires aux royaliſtes de l'intérieur, que leur conſcience dédommageoit assez de ce ſoupçon injurieux, dont on ſe hâtoit de récompenſer deux ans d'un courage héroïque ; mais pour qu'elle n'eût pas entraîné de ſuites funeſtes, il eût fallu que Charette eût été vraiment le chef de tout ce qui s'armoit en France au nom de la Royauté, et que tous les oiſifs mal-intentionnés du royaume, ne fiſſent pas tous les jours confondre des crimes inutiles avec des desseins généreux.

Il exiſte une grande vérité, ſentie aujourd'hui par beaucoup de gens, mais que bien peu ont le courage d'avouer ; c'eſt que ce n'eſt pas faute de partiſans, si la Royauté ſe perd en France, mais bien faute de bons eſprits qui veuillent ſagement en diriger les puissantes ressources. Si chaque ſociété, chaque cabale n'avoit pas ſa petite intrigue pour faire un roi à ſa guiſe, si ne vou-

voulant que la part de bonheur que l'on doit retrouver dans la félicité publique, chacun ne s'étoit pas mis en tête de faire fortune à cette même révolution où il a tout perdu, s'il se trouvoit plus de bras pour obéir, moins de têtes pour commander, si Charette enfin n'avoit auprès de lui qu'un noyau, qui, serré comme le bataillon sacré des Thébains autour de l'ombre d'Ajax, représenta tous les royalistes de la France conservant au milieu d'eux la place qu'ils gardent à leur roi, certes, la Royauté dans cet état imposant feroit trembler le Gouvernement, parce qu'elle feroit autant admirée que respectée.

Le premier parti qui montrera des idées fixes, des projets invariables, un plan enfin, et de l'ensemble pour l'exécuter, celui-là arrivera au but. Ce n'est pas parce que la France vit sous un Gouvernement républicain qu'elle souffre, c'est parcequ'elle ne peut avoir qu'un Gouvernement révolutionnaire, auquel il lui plait

de donner tous les six mois un nouveau nom, ſans parvenir à lui donner une nouvelle assiette; il en eſt de même des efforts que l'on fait pour la rendre à la monarchie; et ce n'eſt pas tant parcequ'il eſt impossible de l'y ramener que l'on s'égare, que parceque l'on n'eſt pas encore convenu d'une marche uniforme, qui rallie tous les royaliſtes au même but.

Si c'eſt à cette verſalité dans les idées et dans les opinions, que l'homme qui réfléchit en France reconnoît un Gouvernement inapplicable à cette contrée, qui peut le raſſurer davantage en faveur de la monarchie, quand il ne trouve du côté où il eſt si près de pencher, que les mêmes indécisions et le même amour de dominer, qui ſeulement ſe cache ſous d'autres formes? eſt-ce parceque la royauté règne ſur la France depuis treize siècles qu'elle a le droit d'y regner encore *)? ou n'eſt-ce donc

*) La France doit être une monarchie, parcequ'elle étoit une monarchie, vous diſent fierement d'honnêtes

donc pas parceque ce Gouvernement paternel peut feul en assurer le bonheur, en étouffant les prétentions de tous pour les facrifier aux droits d'un feul? pourquoi ne pas l'offrir toujours fous l'image de la raifon, et comme le gage de la félicité générale, au lieu de la préfenter comme la volonté du plus fort, puisque cet argument fans réplique eft dans les mains de fes ennemis, et pourquoi ne pas préférer furtout d'en faire, au centre de tous les crimes, l'asile pur de toutes les vertus? Mais quand au nom de tout ce que les hommes ont de

 plus

nétes gens qui perdroient à plaisir la plus belle caufe, si laraifon n'avoit pas des droits imprescriptibles. Eh! pourquoi la France ne feroit-elle pas comme toute autre contrée de la terre ce qui lui plairoit d'être, si des caufes morales et des loix physiques ne la ramenoient pas forcément au feul régime qui puisse assurer fon bonheur? l'Europe a partagé trop longtemps une erreur dont elle revient, c'eft que la royauté n'étoit dans ce pays que le voeu intéressé d'une classe privilégiée, tandis qu'elle voit aujourd'hui que ce voeu étoit, et eft le befoin de tous.

plus ſacré ſur la terre, Dieu et un Roi, on n'entend parler de l'oueſt au midi, ſous le nom de Chouanerie, de compagnies de Jeſus, du ſoleil, que de brigands massacrant des terroriſtes, ou massacrés par eux, et tour à tour bourreaux et victimes; que veut-on que penſe ce peuple effrayé, qui ne retrouve plus dans toutes ſes horreurs, ni les signes de la religion qu'il invoque, ni de la royauté qu'il désire? rien ne prouve mieux le mal que tant de brigandages ont fait à la royauté, que l'attention particulière avec laquelle les vrais républicains les ont protegés, et le ſoin qu'ils ont mis à confondre dans la tête du peuple, la Vendée et tous ces brigandages, nés de vengeances particulières et qui ne ſont que des repréſailles de crimes et des crimes tout comme eux. En associant Charette à ces inſurrections partielles *), on n'a fait que di-

*) Avec qu'elle adresse la convention n'a-t-elle pas cherché à perſuader que les massacres de Toulon, d'Arles, et tous les mouvemens du midi, n'étoient que

diminuer le crédit qu'il avoit obtenu, et peut-être eſt-il permis de croire, que le parti royaliſte s'eſt affoibli depuis six mois, en raiſon de tout ce qui a eu l'air de le renforcer.

Ce n'eſt pas que l'intention de la plûpart de ceux, qui à travers mille dangers ſe ſont jetés les premiers ſur les côtes de Bretagne mérite d'être blâmée, non, on lui doit ces louanges que l'on ne peut refuſer au courage téméraire, mais parceque l'on désire ardemment de venger une bonne cauſe, eſt-ce une raiſon de la bien ſervir, et

que des ramifications de la Vendée; terroriſtes, anarchiſtes, royaliſtes, jacobins, tout a été confondu à dessein dans l'esprit du peuple, et des journaliſtes qui croient ſervir la cause de la royauté ont propagé de pareilles erreurs qui la deshonorent. On tient à ce que le parti royaliſte ait l'air nombreux, ne vaudroit-il pas mieux tenir à ce qu'il ait l'air d'accord et respectable, et mettre ſa force dans ſon enſemble, plutôt que dans ſon étendue.

et n'eſt-il pas permis de croire que toutes les tentatives faites ſans plan et ſans meſure, n'ont abouti qu'à déſoler une belle province, ſans donner à la royauté de la conſiſtance. La preuve que rien n'a été lié dans ce pays, et que partout on y a fait rebrousser l'opinion, que le voisinage de Charette avoit ébranlée, c'eſt que depuis un an qu'on ravage la Bretagne, on n'a point obtenu la clef de la plus petite bicoque, capable de ſe défendre un jour; et c'eſt d'après de pareils ſuccès dont un chef de bandits ſeroit à peine flatté, que l'on a imaginé, ſans conſulter le véritable général des royaliſtes, de confier au hazard, ſous la foi d'un homme qui a ſervi tous les partis *) cette armée que l'on peut considérer com-

*) Puisqu'on accuse en ce moment Monsieur de Puisaye à Londres, ce n'eſt plus celui de jeter de la défaveur ſur lui. S'il eſt coupable, d'autres en feront juſtice, s'il n'a été qu'imprudent et inhabile, il eſt assez puni. Un ambitieux qui voit ſe briſer entre ſes mains les instrumens de ſa fortune, ressem-

comme trop petite, quand on ſonge aux forces qu'elle alloit combattre, comme mille fois trop conſidérable, quand on penſe à ce qui en eſt revenu.

Oui, il eſt permis de croire que non ſeulement la deſcente de Quiberon n'a jamais été concertée avec Charette, mais que même elle a, ſous plus d'un rapport, dû déplaire à ce général, fâché de voir changer en une expédition hazardée, cette eſpèce d'attaque à l'opinion, dont il avoit eu la ſageſſe de faire un blocus; ſans doute que depuis, le chef des royaliſtes a été flatté de l'eſpoir de recevoir le frère de ſon roi, mais dans ce renfort, Charette n'a dû voir que l'importance que pourroit acquérir ſon parti par le nom et la perſonne de *Monsieur*, et non l'augmentation de troupes, qui, loin de ſervir à ſes projets, ne pouvoient que les traverſer. Jamais ce général n'a dû déſirer des auxiliaires et ſur-

semble à ce Promethée, dont un vautour dévore éternellement le coeur.

ſur-tout des troupes étrangères, qui lui feroient perdre les partisans que ſon caractère, au moins autant que ſes ſuccès, lui ont mérité. Depuis deux ans ce ſont des munitions, des armes, des conſeils ſages, des gens dévoués qu'il demande, et non des généraux et des états-majors; éloigné des côtes vers lesquelles il n'a jamais pu, ou voulu ſe faire une communication habituelle, il tourne ſes regards bien plutôt vers Paris que vers Londres, non pour y aller chercher la Royauté, mais au contraire pour l'attendre. L'expérience lui a appris aujourd'hui à démêler au travers des phraſes les plus républicaines, quelles ſont les factions qui ſongent à lui, et quel eſt le flux et le reflux de cette opinion, qui tantôt dit de le menager, et tantôt dit de le combattre. Dans les armées qui l'obſervent et l'entourent il ne voit pas toujours des adverſaires, mais des ſoldats, qui feront ſuivant la chance, ou ſes amis ou ſes ennemis; conſommé dans la manière de faire une guerre qui ſera long-temps in-

expli-

explicable à ceux qui cherchent à la deviner, il ſonge bien plus à conſerver ſes partiſans que ſes positions militaires, négocie dès que l'on lui laisse un jour de repos, et ſait qu'il aura toujours une exiſtence politique, tant que le Gouvernement n'en aura qu'une éphémère. Devenu depuis la chûte de Robespierre le ſoutien de la minorité du Gouvernement, il ſe voit tantôt l'espoir des jacobins même, tantôt celui des modérés, et toujours invoqué ſecrétement par ceux qui ſont les plus foibles; si cette situation ne lui pemet pas de ſonger à des ſuccès, elle lui assure du moins une exiſtence qui ſera prolongée, car ces factions triomphantes et abattues ſavent assez les ſecrets du Gouvernement, à travers lesquels elles passent tour à tour, pour ſervir cet auxiliaire né du parti opprimé. Si au milieu de ces agitations le Gouvernement venoit à s'organiſer, si toute minorité venoit à perdre ſon influence, Charette ſans doute courroit de très-grands dangers; mais à ce prix il eſt per-

at-

mis de ſe rassurer, et le royaliſte le plus attaché à la Vendée peut ſans crainte ajourner ſa perte au moment, où l'harmonie regnera parmi les meneurs de la république. Que cette situation, liée intimement avec la politique intérieure de la France, politique que l'on peut à peine saisir, vu la rapidité des changemens et la ſubdivision des factions, prévienne contre tous ces rapports où l'on préſente Charette, tantôt fuyant avec une poignée de ſoldats, tantôt battant des colonnes républicaines, ſuivant qu'il importe aux factions d'avoir l'air de le craindre ou de l'écraſer; car ces contradictions apparentes ſont bien plus l'image des passions de ceux qui parlent, que la peinture réelle de la situation de celui dont on veut parler.

Rien n'eſt peut-être plus couvert de myſtères, que la marche des Gouvernemens, qui prétendent discuter en public et leurs droits et leurs intérêts; cette oſtentation de tout dire dans les tribunes, n'en impoſe plus qu'à ceux qui s'arrêtent tou-

toujours à l'écorce, car il n'eſt pas plus permis à ces Gouvernemens qu'aux hommes qui les compoſent de laisser lire au fond de leur coeur. Cette réflexion, aussi juſte pour le parlement d'Angleterre, où tout eſt décidé avant d'être ſoumis à la discussion, que pour les différentes assemblées qui compoſent le Gouvernement de la France, doit ramener encore une fois à cette paix myſtérieuſe de Charette, que quelques repréſentans ſans influence ne ſe ſont pas permis de signer, ſans qu'elle ait été le voeu d'un parti puissant. Un moment les intérêts du général de la Vendée ont été confondus avec ceux des Thermidoriens, que la crainte d'être dominés par les Girondiſtes avoit rapprochés de la Royauté, au point de faire cauſe commune avec elle; et si depuis cette même faction a préféré transiger avec les véritables républicains, adopter leurs formes, ſe rapprocher de leurs opinions, ſous la condition de partager leur puissance, elle n'en a pas moins laissé ſon ſecret entre les mains

des royalistes. C'est, armé de ce secret important, que Charette, menaçant chaque jour de jeter ce brandon allumé au milieu des législateurs, est vraiment encore redoutable, et mérite d'être menagé. Mieux qu'un autre, il sait que l'emploi le plus avantageux qu'il puisse en faire, est de le garder religieusement, jusques au moment où ses ennemis une seconde fois divisés, immoleront tout, au besoin de se venger les uns des autres. D'un mot il pourroit compromettre une faction, qui lui sait gré de son silence *), mais il n'ignore pas qu'en le prononçant, les chefs de cette faction même, trop initiés dans les nouveaux plans du Gouvernement, échapperoient à la défaveur qu'il essayeroit de répandre

*) Le procès de Cormartin est bien la preuve, que le Gouvernement menage des ennemis qui ont son secret; s'il a été déporté, ce n'est pas que ce Chef de Chouans ne lui ait paru coupable, mais il alloit nommer ses complices et ses complices étoient ses juges.

dre un moment ſur eux, et qu'il ne gagneroit à cette démarche inutile que quelques ennemis implacables de plus, et l'expulsion ou la perte de quelques repréſentans ſubalternes prêts à lui revenir un jour.

C'eſt à cette situation politique, c'eſt à cette paix, qui pour ainsi dire l'a associé à tous les mouvemens de Paris et lui ſert de garantie, que Charette doit de ſe maintenir, enveloppé d'armées, qui ſont bien plutôt chargées de le ſurveiller que de l'écraſer; il n'ignore pas que, si les républicains pouvoient abattre toutes les têtes de l'hydre qui les menace, ils ne préférassent d'un ſeul coup de massue ſe délivrer à jamais de lui, mais il ſait aussi que tant que l'on craindra d'en voir renaître d'autres à leur place, on préférera un chef avec lequel on a traité, à mille aventuriers, ſur lesquels les meneurs de la France n'ont pas plus le droit de compter, que les ſouverains de l'Europe n'ont celui de compter sur eux.

C'eſt donc encore plus à obſerver toutes les intrigues de Paris, que les marches de ſon ennemi, que le général des Vendéens s'applique en ce moment, et qu'il gagne ce temps qu'il ſemble charger ſeul du ſoin d'uſer la république; ainsi mariant la politique à l'art de la guerre, la ruſe au courage, l'adresse à la bonne foi, il a ſu trente mois ſe maintenir au centre d'un pays dont dix ſouverains coaliſés n'ont pu entamer les frontières, et nous donner enfin le véritable mot de l'énigme: c'eſt qu'en connoissant profondément les foiblesses d'un Gouvernement tel que celui de la France, on eſt toujours fort, et qu'en feignant de les méconnoître pour ne combattre que ſes forces réelles, on ne fait que métamorphoſer tous ſes vices en autant de vertus.

Mais pourquoi la Vendée, entourée de gens, qui ſont des voeux ſecrets pour la Monarchie, a-t-elle donc tant d'admirateurs et si peu de proſélytes hors de ſon enceinte? c'eſt que l'enthousiasme, qui l'a fait naître et qui la soutient, eſt mort dans le coeur

coeur des républicains, que prononcée en faveur de l'ancien Gouvernement du Royaume, les trois quarts des conſtitutionnels redoutent ſes ſuccès, qu'ils déſirent qu'elle affoibliſſe la république et non qu'elle puiſſe l'écraſer; ainſi un ou deux millions d'individus, ſacrifiant tout à leur jalouſie, loin de ſe rallier à ces royaliſtes, qui dès lors deviendroient aſſez puiſſans pour attaquer les républicains, attendent la chute d'un des deux partis pour ſe déclarer l'ennemi de l'autre, et cent mille royaliſtes à leur tour pour ne pas faire un pas retrogarde, ſe laiſſeront peut-être anéantir ſous les efforts de leurs ennemis, quand un mot ſauveroit tant de braves gens qu'un zèle outré pouſſe à riſquer de perdre la Monarchie.

Si la France n'étoit compoſée que de républicains, peut-être la Vendée pourroit-elle eſpérer du dégoût qui doit naître d'un Gouvernement ſi oppoſé à ſon génie de gagner quelques partiſans, mais entre elle et eux il ſe trouve préciſément les conſtitutionnels, qui plus adroits et moins exi-

geans s'enrichissent feuls de déferteurs qui n'arrivent jamais jusques à fes drapeaux; les François, de quelque parti qu'ils foient aujourd'hui, éviteront les extrêmes, et la Vendée ne perfuadera plus que par une grande modération dans fes vues ou par des fuccès prodigieux.

Mais qui peut ofer espérer que jamais Charette avec quelques fecours de l'Angleterre puisse marcher en vainqueur fur Paris, quand Bonchamp, Lefcure et d'Elbée n'ont trouvé au delà de la Loire que des malheurs à une époque où la république, loin d'avoir comme aujourd'hui, cent mille hommes à fes ordres et presque toute l'Europe à fes genoux, avoit au contraire quatre cents mille combattans fur les bras? Que l'on cesse donc de croire que ce général prudent, le feul qui s'oppofa tellement au fatal passage de la Loire qu'il refufa d'en être, ira risquer de perdre en un jour le fruit de trente mois de patience et de courage. Ah! si les moyens de conquêtes étoient possibles à tenter, s'il n'étoit pas ab-

abſurde de les attendre de quelques mille hommes jetés ſur des côtes, si la plus légère vraiſemblance étoit en faveur d'une marche aussi hardie, ce parti redonnant au Royaume ſon Maître légitime et un Gouvernement vigoureux, ſeroit celui qui procureroit de plus rapides avantages : mais eſt-ce pour bâtir ſur des chimères qu'il faut raiſonner ou pour ſtabler ſur des vérités ?

Si la Vendée peut exiſter encore quelques mois, elle doit au milieu des factions qui auront déjà déchiré la république, lui porter le coup mortel ; mais elle ne peut entièrement profiter du mal qu'elle lui aura fait ; il exiſte un grand parti dans la France ; il eſt trop nombreux, trop puissant pour n'être pas appelé à la reconſtruction de la Monarchie ; ce mal eſt un inconvénient inévitable, ſe roidir contre, c'eſt éterniſer ſes malheurs ; céder à la nécessité, c'eſt le moyen de les terminer. Mais parce qu'il faudra finir par un arrangement quelconque, il ne s'enſuit pas qu'il ne faille pas tirer le plus grand parti des efforts, que le

 Gou-

Gouvernement Anglois peut faire encore pour ſervir la Royauté ; ce n'eſt qu'en ſe montrant tout à la fois puiſſans, modérés, et habiles, que les vrais ſerviteurs de l'ancienne Monarchie pourront en ſauver les débris. Si la Vendée étoit abandonnée, parce qu'elle ne peut conquérir la France, ce ſeroit la livrer aux Conſtitutionnels de 1791 ; si au contraire elle ſe ſoutient, si les Départemens, qui l'environnent, peuvent y ſoupçonner l'abondance, tandis que la diſette ſera encore au milieu d'eux, c'eſt l'appeler à jouer un grand rôle, c'eſt là faire ſervir puiſſamment la vraie cauſe de la Monarchie. Que l'on essaye donc encore de porter ſur les côtes du Poitou des munitions, des armes, des vivres en abondance, qu'on y jette quelques Emigrés, s'ils veulent y porter un grand dévouement, et nulle prétention, et que ſurtout on n'y débarque pas un ſeul Anglois ; la vue d'un étranger pourroit fanatiſer encore toutes les têtes ; que l'on ſe borne à mettre Charette en état d'en impoſer au parti qui vou-

voudroit le perdre, et d'inspirer de la confiance à celui qui voudroit le menager ; temporiſer doit être ſon ſeul but, et des ſuccès qui l'en détourneroit feroient des revers ; qu'il attende ſes ennemis dans ſes foyers, il les battra, qu'il les cherche, il ſera battu. Gagner du temps aujourd'hui, c'eſt plus que de gagner des batailles ; gagner des coeurs, feroit mille fois plus encore ; que l'on employe donc tous les moyens pour les raméner, qu'au nom de la Royauté on ne parle jamais, que d'oubli et d'indulgence, et que ſans réſoudre d'avance des queſtions inutiles même à agiter, on ne voye plus que deux divisions dans toute la France, des républicains qui en veulent éterniſer les maux, des royaliſtes qui veulent les éteindre.

De la nécessité d'en revenir au Roi légitime.

Non, ce n'eſt point héſiter à reconnoitre les droits ſacrés du ſucceſſeur de Louis dix-ſept, que d'agiter à quel point il importe aux françois de n'avoir pas d'autre ſouverain que lui. Ce n'eſt point mettre en queſtion, si ce Prince eſt leur Roi légitime, on n'élève point de pareils doutes, et la réponse à cette queſtion eſt gravée dans le coeur de tous les honnêtes gens; mais chercher à prouver qu'il importe au bonheur de toute la France, que Louis dix-huit règne ſur elle, qu'un autre que lui ne peut que prolonger ſes maux, qu'il y va de cette tranquillité, après laquelle elle ſoupire, de rendre l'autorité à celui que la nature et les loix de cet empire, en ont fait le vrai dépoſitaire, tenter enfin de pulvériſer par des raiſonnemens, dans le ſens même de ceux auxquels ils s'adreſsent, les prétentions qui ne peuvent ramener qu'à

la

la guerre civile et à l'anarchie, ce n'eſt point s'amuſer à combattre des chimères, c'eſt combattre ce qui exiſte, et rendre à une queſtion aussi délicate l'hommage que l'on lui doit, celui de l'aborder avec confiance.

Pourquoi redouter d'attaquer de front cette malveillance, qui pourſuit la maiſon de Bourbon au ſein même de l'infortune? Pourquoi ſe taire et couvrir d'un myſtère reſpectueux l'attachement que les royalistes doivent à leur Roi? si ce n'eſt que pour lui, que pour eux qu'ils prétendent le faire regner un jour, qu'ils le cachent dans l'ombre et le silence, mais, si c'eſt pour le bonheur de la France, pour la tranquillité de l'Europe, pour ramener la paix, pour appaiſer enfin cette ſoif du repos dont tout le monde eſt altéré, qu'ils parlent; le plus grand ſervice que l'on puisse rendre à la royauté, c'eſt de porter ſur cette queſtion importante le flambeau de la vérité. Il exiſte chez tous les peuples des préjugés, que le temps conſacre et que

les

les siècles légitiment; assis bien ſouvent ſur des principes injuſtes, uſés par le raiſonnement, vermoulus ſur leurs piedeſtaux, ils ſubsiſtent, parce que l'expérience a convaincu du danger de les renverſer; mais qui oſe confondre de pareilles erreurs avec ce lien ſacré, qui attache toute une nation à une maiſon ſouveraine, chargée depuis plusieurs siècles de ſa prospérité, et qui ne ſent pas, que ce devoir mutuel, poſé ſur des baſes inébranlables, l'intérêt commun, le bonheur de tous, ne peut que gagner à être discuté et approfondi? La cauſe de la royauté, plaidée depuis cinq ans au tribunal de l'opinion, eſt enfin gagnée par les crimes de ceux qui ont voulu la perdre; les inconvéniens de la démocratie ont fait l'éloge du Gouvernement monarchique; Robespierre a été l'orateur, qui a parlé le plus éloquemment en faveur des rois; et le ſol de la France dévaſtée prouve plus contre le gouvernement populaire, que tous les philosophes de l'univers ne peuvent avancer de sophismes

mes contre la royauté. La feule raifon qui puisse convaincre un peuple, qui, égaré fur tous les principes, a laissé échapper de fon coeur le fentiment du bien, c'eft la nécessité; ce n'eft plus qu'en fon nom, qu'il eft permis de parler aux françois; ce n'eft plus que d'elle, que l'on doive attendre quelque chofe; c'eft elle qui ramenera la république à la monarchie, mais dans cette monarchie, que faudra-t-il faire pour retrouver un gouvernement fage? tout facrifier à ce qui éteindra le plus de haines, propofer ce qui conciliera le plus d'avis oppofés, et adopter ce qui étouffera le plus de prétentions au pouvoir, en le rendant tout entier à celui, qui, ne le devant au choix de perfonne, pourra conferver la même bienveillance pour tous.

Ce n'eft point par idolatrie pour le fang de quelques chefs heureux, que presque toutes les nations font convenues de la loi de la primogéniture; cette loi que la raifon a arraché impérieufement à l'ambition, n'eft la plus fage de toutes les loix, que par-

parce qu'elle a été la plus utile. Un pays eſt perdu du moment, où il exiſte quelques doutes ſur celui qui doit y regner; car dès-lors, qui ne prétend pas arriver à cet honneur à ſon tour, et qui peut enfin y reſter à la ſeconde place, quand un crime a toujours l'air de lui promettre ſa première?

Si l'hérédité apporte quelques inconvéniens avec elle, ces inconvéniens ſont dans la nature, ils obéissent à ſes loix, ils ſont ceux qu'éprouvent les familles, ils ne dépendent pas au moins des hommes, et ſont en cela moins dangereux que tout ce qu'ils pourroient faire; oui, il faut être né pour regner, afin de ne ſentir ni orgueil, ni jouissance à commander; il faut être né pour être ſujet, afin de n'éprouver ni humiliation, ni impatience à obéir. Le pays, où chacun ſait ſa place, eſt ſeul celui qui peut prétendre à vivre en paix; celui, où chacun la cherche, eſt condamné à être déchiré, jusqu'à ce que la force ou la raiſon ne fixent enfin toutes les têtes; c'eſt donc

à sortir de cet état anti-social, qu'il faut viser d'un commun accord; et comment y arriver, si la place la plus éminente n'est pas celle dont on s'occupe la première? y laisser monter tout autre que celui que le sort y destine, c'est rentrer dans tous les vices du gouvernement révolutionnaire, c'est obéir au sein de la royauté, au pouvoir de l'anarchie, c'est enfin immoler à l'ambition de quelques factieux la volonté imposante de quarante générations de François, qui ont donné, en garde à leurs descendans, la loi de l'hérédité au trône, comme le Palladium de leur prospérité.

Pour consentir à monter sur le trône de France aujourd'hui, ne faut-il pas y être condamné et par les loix et par la nature? qui peut ambitionner de succéder à Louis seize assassiné, à son fils empoisonné? qui peut oser rassembler assez de titres, assez d'autorités, assez d'intérêts pour regner sur une nation, qui de longtemps ne sera soumise que par épuisement? seroit-ce un étranger qui y seroit appelé

par

par une faction? feroit-ce un Prince de la maifon de Bourbon *) porté par un parti; ni l'un ni l'autre ne jouiroient que d'une autorité passagère? et s'ils parvenoient à fe faire quelques créatures, ils n'arriveroient jamais à obtenir d'avoir des fujets.

Dans un pays, où l'on eft depuis plusieurs années dégagé de tout refpect et pour les loix et pour les hommes, dans un pays où le peuple, bercé de l'idée de fa fouveraineté illusoire, fe trouve placé entre l'aspect de fes malheurs et l'orgueil de fes pouvoirs, comment retablir la puissance royale,

*) On conçoit que cette fuppofition ne peut regarder qu'un Prince de la maifon d'Orléans; le dévouement refpectueux de tous les autres Bourbons a ôté à la calomnie une arme qu'elle n'a même jamais ofé employer, mais en imaginant, ce qui eft fans probabilité, qu'une poignée de factieux fongent un jour au Duc de Chartres; faut-il donc ne jamais croire au repentir, et ne pas fuppofer que, guéri par l'expérience, ce jeune Prince n'ait pas enfin appris que celui, qui fe tourne contre fon propre fang, ne recueille, pour prix de fon infamie, que l'exécration et la mort?

yale, si ce n'eſt en l'investissant de droits tellement inconteſtables, qu'ils ôtent jusques à la possibilité de penſer qu'un autre que le ſouverain puisse prétendre à y commander. Pour prouver à une nation, déchirée ſous le régime populaire, qu'elle doit revenir à la monarchie, peut-être ne faut-il que l'expérience des maux dont ce régime l'accable; mais pour lui persuader, qu'après avoir changé d'autorité chaque jour, il faut enfin qu'elle se fixe à obéir conſtamment au même homme, il faut que cet homme, outre ſa clémence et ſes vertus, ſoit celui de tout l'univers à qui elle reconnoisse le plus de droits pour lui commander, et à qui ſurtout perſonne au monde ne puisse en conteſter un ſeul.

Eh! quel autre que l'héritier de ſoixante-huit rois, qu'un petit fils d'Henry quatre, qu'un frère de Louis ſeize, peut réunir assez de ſuffrages pour rattacher la nation françoiſe à la monarchie? qui oſeroit, après tant d'années de calamités, ſe préſenter à la France comme un fléau de

plus? et quel eſt l'ambitieux, qui ne ſentiroit pas à l'inſtant où, élevé ſur un pavois chancelant, il ſe feroit élire par un groupe de factieux que c'est à l'échafaud qu'on le traîne, quand il a l'expérience, que les François ont briſé toutes les autorités qu'ils ont créées, et que conſtamment ils outragent tout ce qui eſt l'ouvrage de leurs mains?

Peut-être que l'amour du pouvoir, cette ſoif de régner, qui a enivré Robespierre, et qui égare ſes ſucceſſeurs, eſt encore toute entière dans le coeur de quelques factieux, et ne lui permet pas, quand il ſonge au but de meſurer la diſtance; peut-être qu'il exiſte en France un homme, qui aspire à y jouer un moment le triſte rôle d'uſurpateur; peut-être, en parcourant l'hiſtoire, ſe berce-t-il de la poſſibilité d'un ſuccès, qui n'eſt pas ſans exemple: mais combien ils ſont peu à redouter les efforts de celui qui ne calcule pas que la révolution, qui a ravi la couronne à Louis ſeize, ne reſſemble en rien à ces

ca-

cataſtrophes nombreuſes, qui jusqu'à ce jour ont détrôné des Rois.

Si ce n'étoit qu'à la perſonne du Souverain que l'on ſe fût attaqué, comme les Anglois ſous Cromwel, et non à la Souveraineté, l'autorité n'eût fait que changer de mains ſans changer de place, et l'uſurpateur heureux pourroit s'en ſervir, car il trouveroit une nation qui n'auroit qu'à s'habituer à ſa perſonne et non à ſe replier à l'obéissance; mais aujourd'hui qu'il s'agit de ramener les françois à un pouvoir légitime, à des idées de juſtice, à des devoirs et non à des droits, cet uſurpateur, qui les violeroit tous à la fois, pourroit-il ſe flatter de profiter de la leçon qu'il donneroit à ce peuple? Et pourquoi placer tel factieux ou tel prince ſur le trône? pour faire la fortune d'un ſcélérat ou d'un ambitieux, pour corriger une révolution injuſte par une injuſtice, pour cimenter la paix par tout ce qui porte en soi les racines de la guerre civile; Eſt-ce donc pour le bien d'un ſeul ou pour

les intérêts de tous? eſt-ce pour l'ambition de celui qui gouverne ou pour la tranquillité de ceux qui obéissent, qu'il exiſte et des Souverains et des loix? eſt-ce enfin pour Louis dix-huit, qu'il faut que Louis dix-huit règne? et n'eſt-ce pas plutôt pour le bonheur de ces mêmes républicains, auxquels il ſe doit encore, puisque ce pacte ſolemnel, qui, malgré eux fait qu'il eſt leur roi, fait aussi que, malgré lui, ils ſont tous ſes ſujets.

Les François, en revenant à la monarchie, éprouveront le beſoin d'expier l'assassinat de Louis ſeize, et d'effacer le ſouvenir des outrages dont ils ont accablé ſa famille: pourſuivis par le remord d'un grand crime, il n'y aura qu'une grande réparation, qui pourra laver leur honte et les reconcilier avec eux-mêmes; ils imiteront en tout les Anglois, qui, après plusieurs années d'aveuglement, ne trouvèrent que l'héritier de Charles premier, qui put les conſoler de la mort de ſon père, et ſentirent à chaque hommage qu'ils lui rendoient,

à

à chaque marque de foumission et d'obéissance dont ils l'accabloient, s'alléger ce poids terrible qui pefoit depuis près de vingt ans fur leur coeur.

Mais ce peuple, dont les fureurs ne diffèrent de celles des françois qu'en ce qu'elles portent avec elles le cachet du siècle où elles ont éclaté, n'ouvrit les yeux qu'après la mort de l'assassin de fon roi; tant qu'il vécut, il garda le silence, parcequ'un habile factieux veilloit autour de lui et l'enveloppoit de preftiges. Que l'on ne foit donc pas étonné de voir aujourd'hui l'héritier du trône de France attendre fur un fol étranger, comme Charles fecond, le jour où le pays arrofé du fang de fa famille fera purgé de tous fes Cromwels; ce jour viendra, les fureurs des factions le rapprochent, les meurtriers de Louis feize fe font entr'eux juftice de fon assassinat; rassemblés autour des débris de la Royauté, ils ressemblent à ces Lapithes s'égorgeant à la fin d'un feftin, et tour-à-tour bourreaux et vic-

times, ils ſe hâtent de faire disparoître le plus grand obſtacle de tous ceux qui ſubſiſtent entre Louis dix-huit et ſes ſujets.

Il exiſte encore à la tête du Gouvernement en France, plus de quatre-vingts juges de Louis ſeize, qui, n'ayant point à transiger avec ſon héritier, uſeront plutôt toute une génération d'hommes que de ſe ſoumettre au ſort terrible qui les menace; c'eſt de cette nécessité d'échapper par de grands talens à de grands ſupplices, que l'on voit naître cette énergie qui les élève au dessus d'eux; c'eſt elle qui les rallie au milieu de leurs querelles inteſtines; c'eſt elle qui réveille leur attention, ſoutient leur courage, alimente leur activité, leur prête des lumières, et même donne quelquefois de l'éloquence et du génie à des hommes au dessous de la médiocrité.

Certes, c'eſt un malheur, qui coute bien cher à la France, que cette répugnance invincible que l'on ſent à compoſer avec les assassins de ſon roi; ce que Louis ſeize pourroit faire, ce que ſon ame généreu-

reuſe n'auroit point héſité d'accorder, ſon frère ne peut ni l'offrir ni l'accepter, parce qu'en immolant ſon reſſentiment à ſa clémence, il auroit encore l'air de ſacrifier ſa juſtice à ſa couronne; ainſi un point d'honneur, au reſte bien reſpectable, l'emporte ſur l'humanité qui crie, et par une fatalité ſans exemple, qui peint, même après ſa mort, l'infortune attachée à ce ſouverain malheureux, celui qui perdit le trône et la vie, pour épargner le dernier de ſes ſujets, aura en guiſe d'hécatombe, ſa tombe arroſée du ſang de plus d'un million de François.

De tous les maux, qui naiſſent de la ſituation de la France aujourd'hui, voilà celui ſur lequel on peut apporter le moins de remède; il ôte à ſon légitime ſouverain les moyens d'épancher ſon coeur et de parler à ceux qui ſont encore faits pour l'entendre; il donne à ſes ennemis ce beſoin d'enſemble, qui ſeul fait leur force et leurs ſuccès, et cauſe cet éloignement, cette froideur, qui peut-être diſparoîtroit bien

 vîte,

vîte, si une poignée de coupables ne ſe jetoient ſans cesse entre Louis dix-huit et les François.

Si les meneurs de la révolution, menés à leur tour, ſe trouvent entraînés un jour et poussés vers la monarchie, ils essayeront d'y porter tout autre que celui qui a un frère, et un neveu à venger; mais quel eſt le factieux, qui conſentira à élever ſon égal au-dessus de lui? quel eſt celui qui ſe condamnera à être moins que ſon ouvrage? ce ne peut donc être que ſur un prince d'une maiſon étrangère, que tout à coup on jettera les yeux, et si l'orgueil national pouvoit s'abaisser à cette idée, s'il s'en trouvoit d'assez imprudens pour accepter une pareille couronne, la jalousie des autres maiſons ſouveraines, la politique de tous les cabinets, franchement unis pour la première fois avec le ſouverain légitime, répond d'avance des obſtacles inſurmontables qu'il aura à renverſer; ainsi, ſous tous les différens points de vue, la république, qui ne ſera redevenue monar_

chie

chie que par le befoin de finir fes maux, ne trouvera que la guerre, là où elle cherchoit la paix; et condamnée à ne plus obéir à la raifon, que quand elle y fera forcée, on la verra fur des monceaux de morts, épuifée par la famine, dévorée par la pefte, en proie à tous les fléaux, fe convaincre de la nécessité d'en revenir à fon Souverain légitime.

Des Evénemens qui ont ramené les factions à la constitution d'aujourd'hui.

Si les Souverains, en faifant la paix, fe trouvent forcés de donner une dangereufe leçon à leurs fujets, s'ils leur apprennent, que l'impunité eft le récompenfe du crime heureux, la providence qui veille pour l'humanité, leur prépare une leçon terrible, et le tableau de cette république,

reconnue au-déhors, dévaſtée au dedans, corrigera, pour long-temps du moins, ces mêmes peuples qui ſeroient tentés de l'imiter. Mais avant ce moment d'épuiſement total, les françois parcourront encore plus d'une fois ce cercle d'erreurs, dans lequel ils tournent; ils ont uſé la plûpart de leurs ressources, mais ils n'ont pas encore épuiſé toutes les calamités, auxquelles ils ſe vouent; la patience à ſouffrir, l'habitude du mal-être ſont des richesses qu'ils ont acquiſes, et dont on ne peut calculer assez la valeur; quelque ſoit l'état languissant, dans lequel ils végètent, cet état n'eſt pas le dernier des maux pour eux; et la longue agonie d'un colosse aussi puissant qüe la France, doit couter encore bien du temps, du ſang, et des larmes; ainsi ce pays, qui a cru pouvoir imiter ſur un ſol fatigué, ce que les Anglo-Américains ont fait ſur une terre vierge et ſauvage; ce pays, qui, au milieu de ſes vieilles moeurs, a voulu remonter à des loix nouvelles; ce pays, où l'on parle ſans cesse de

de patrie ſans trouver un individu qui ſonge de bonne foi à elle, où tout ſemble respirer l'amour du bien public, quand chacun ne s'occupe que de ſon intérêt privé, où les emprunts forcés viennent ſeuls au ſecours du Gouvernement, ce pays peut long-temps encore flotter entre la monarchie qui s'en rapproche, et la république que s'en éloigne tous les jours.

C'eſt dans l'incohérence même de cette démocratie royale, connue ſous le nom de conſtitution de 1791, que les Girondins trouvant un roi ſans pouvoir, un peuple ſans confiance, un état ſans énergie, conçurent le ſeul Gouvernement à donner à une nation, chez laquelle une faction veut regner, ſans prendre la dénomination trop fraichement odieuſe d'ariſtocratie. Ce Gouvernement, faute de nom, s'eſt appelé Gouvernement révolutionnaire ; et ce mot a tellement muſelé les françois, que n'ayant jamais cherché à l'approfondir, ils ſe sont trouvés ſous le despotisme, en croyant vivre ſous la démocratie. Mais ce que n'a-

n'avoient pas calculé les fondateurs de cette anarchie despotique, c'eſt qu'une faction, arrivée au pouvoir depuis la veille, n'a point pour elle cette habitude de la ſoumission, véritable ſource de l'autorité, et ce qu'ils ne s'etoient pas dit, c'eſt que, puisqu'on détrônoit des Souverains en possession de régner depuis des siècles, le moindre choc devoit renverſer des Souverains proclamés depuis quelques jours; ainsi la journée du 10 Août 1792, que peu de perſonnes avoient imaginée, mais dont les Condorcet, les Brissot, les Péthion ſurent profiter, ne valut que neuf mois de règne aux Girondins, chassés au 31 Mai ſuivant, proſcrits et massacrés en détail par ces Jacobins, inſtrument nés de tout ce qui veut détruire, et ce jour-là les créatures de Robespierre.

Mais qu'eſt-ce que ces Jacobins dont on connoît si bien les crimes, et dont on n'a pas toujours bien démêlé les principes? rien autre choſe que la partie des françois, qui, n'ayant rien à perdre, ne veulent d'autre Gouvernement que de n'en jamais avoir.

Re-

Renonçant à la monarchie qui ne peut ſubſiſter ſans loix, cette ſecte eſt la ſeule qui ait vraiment conçu une idée juſte et conſéquente de la révolution ; cette idée qu'elle a plutôt ſaiſie que combinée, c'eſt que la France étant faite par ſon étendue, ſa population, ſes moeurs, le caractère même de ſes habitans, pour être un royaume, chaque effort, pour lui donner un Gouvernement, la ramène plus ou moins à des formes qui la rapprochent de la Royauté. Les Jacobins ne ſont pas plus républicains qu'ils ne ſont royaliſtes; ils ſont les ennemis nés de tout ce qui veut ſortir du désordre, parce qu'ils ſont perſuadés que l'ordre eſt l'ombre de la monarchie. Plus habiles que leurs maîtres qui ont voulu ſe ſervir d'eux pour s'élever, ils ſe ſont contentés de dépouiller leurs ennemis, de vivre de pillage, ne prétendant point à gouverner, mais ſeulement à empêcher qu'on ne gouverne.

Si les Jacobins avoient été une faction dans l'état, leur durée n'eut pas été plus lon-

longue que celle de tous ces météores, qui ſont venus un moment toucher au pouvoir Souverain, comme à un écueil ſur lequel on ſe briſe; mais régner n'ayant jamais été leur but, ils n'ont ſervi qu'à renverſer les factions et à niveler les têtes de ceux, qui par des talens et de l'énergie ont tenté de s'élever au-dessus d'eux. Si Robespierre les a trompés, c'eſt qu'il a ſu prendre toutes les formes qui pouvoient les ſéduire, et que, ſous l'apparence de l'anarchie, il a ſu cacher ſon déſir de ramener la France à l'obéissance. Jamais ce tyran habile n'a parlé de donner des loix fixes aux françois; jamais il n'a osé laisser ſoupçonner ſon dessein d'arrêter la révolution un jour, et les Jacobins, appelés par lui à dépouiller les propriétaires, n'ont pas cru, qu'au ſein d'un pareil déſordre, un homme concevroit le désir de ramener l'ordre et d'en profiter. Complices de tant de crimes, ils n'ont pu calculer que tour à tour

ils

ils en feroient victimes, et cette fecte fans exemple, dont la feul plan a été de desorganifer la fociété, s'eft trouvé jetée loin de fon but, pour n'avoir pas su qu'il naisfoit toujours un Gouvernement arbitraire du fein même d'une anarchie outrée.

Si la terreur, éparfe fur toute la France, avoit fait régner Robespierre, cette terreur à la fin concentrée dans le fein de la convention, devint plus puissante que lui; elle avoit dispersé tout ce qui avoit pu fuir, elle rassembla tout ce qui ne pouvoit échapper; Il ne fallut que concevoir la possibilité de résifter au tyran pour l'anéantir; l'idée feule de l'attaquer valut une victoire, et Tallien, en lui montrant le poignard qu'il lui refervoit, en fît autant que ce Brutus, qui ofa frapper Cézar avec le sien. Si les Jacobins avoient réellement foutenu Robespierre, les efforts de fes ennemis étoient vains, mais il n'étoit pas dans leurs principes de feconder les plans d'un homme qui se déclaroit enfin pour

en

en avoir, et ils abandonnèrent leur protecteur, par cela feulement qu'il vifoit à donner un gouvernement à la France. Mais en renverfant Robespierre, la faction thermidorienne, qui n'avoit d'abord fongé qu'à éviter la guillotine, fe trouva inveftie de l'autorité; portée brusquement au timon des affaires, elle n'eut ni le temps ni la fagesse de calculer ce qui pourroit l'y maintenir, et faute d'avoir rien préparé pour le fubftituer aux formes rigoureufes du tyran, elle fe trouva long-temps forcée de flotter entre fes lieutenans qui exerçoient encore le fyftême de la terreur dans les Départemens, et l'opinion, qui rappeloit à Paris le modérantisme, et rouvroit la carrière à tous les intrigans.

S'il eft des cas où il foit plus facile de vaincre que de profiter de la victoire, c'eft celui où fe trouva, le neuf Thermidor, la faction qui venoit de triompher. Obligée d'employer pour échapper à tous les périls qui l'environnoient, les moyens même qui

bri-

brifoient dans fes mains les autorités dont elle héritoit; entraînée bien au-delà de fes voeux, elle ne put réfifter à ce premier moment d'ivresse de tout un peuple, lui prodigant l'hommage d'une reconnoissance embarrassante. En perdant Robespierre, elle avoit laissé échapper fes adroits complices; ils fe trouvoient étayés par un parti puissant, ils pouvoient fe refaisir de tous les pouvoirs, il fallut leur en ôter jusques à l'espérance, commettre à dessein l'imprudence de laisser dévoiler le fystême de la terreur, et fe prêter à voir détendre tous ces ressorts vigoureux, qui tenoient lieu à la France de Gouvernement et de loix. Les Jacobins étoient en horreur, il fallut obéir à l'impulsion et les pourfuivre; le procès de Carrier fut livré à la curiosité, celui de Barrère, de Collot, Billaud et Vadier provoqué avec éclat, et l'opinion vint effrontément attaquer la convention elle-même dans la plûpart de fes repréfentans. C'eft alors que les thermidoriens, assaillis et juftement

effrayés, appellèrent à leurs fecours les 71 Députés profcrits au trente et un Mai 1793, et fe donnèrent des maîtres en croyant ne fe donner que des confeils.

Ne pouvant manoeuvrer entre deux écueils également dangereux, les Jacobins qu'il falloit détruire, les royaliftes qu'il falloit tolérer, la majorité de la convention laissa voir, pendant l'inftruction du procès des Décemvirs, une incertitude dont le parti oppofé fu profiter. Ne fe fiant point à l'autorité qu'elle avoit en mains, elle en appela à tous les oisifs de Paris, comme arbitres dans cette querelle, fe fit foutenir par la jeunesse provoquée dans le journal de Fréron, et apprit aux fections de la capitale à s'établir juges dans tous fes différends; cette leçon dont elle a tiré quelqu'avantage alors, lui a penfé être funefte depuis, et il eft plus que probable, que le Gouvernement actuel aura fujet de s'en repentir.

C'eft dans cet état de crife que l'on fe dispofa à en venir aux mains; le befoin de

de ſe défendre en fut la cauſe, les progrès effrayans de la Royauté en furent le prétexte. Le 2 Avril 1795 ou le douze Germinal, on ſe partagea la capitale ; les propriétaires ſe rangèrent du côté de la majorité, les ſansculottes ſe déclarèrent pour la minorité appelée la crête, et l'on vit ce jour là ces mêmes ſections, qui depuis ont fait trembler la convention, marcher à ſon ſecours et la défendre contre les Jacobins réunis aux habitans du fauxbourg St. Antoine. Effrayés des-lors d'une victoire qui avoit penſé leur échapper, les thermidoriens commencèrent à écouter davantage les Girondiſtes, qui, retrouvant leurs talens et leur ancienne énergie, ſe hâtèrent de ſubſtituer à des desseins vagues et timides des plans fixes et vigoureux.

C'eſt à cette époque qu'il a fallu remonter pour essayer d'expliquer toutes les contradictions, qui ſemblent ſe trouver entre la majorité du Gouvernement d'alors, et ces mêmes hommes qui forment enco-

re la majorité du Gouvernement d'aujourd'hui. Les thermidoriens, tout en se flattant d'abattre les Jacobins, avoient négocié aves les chefs de la Vendée; ce sont eux qui avoient signé la paix mystérieuse de Charette, décidés à lui livrer le jeune Roi, si l'orage, qui les menaçoit, les forçoit en éclatant, à opter entre une république recréée par les terroristes et une monarchie offerte par lui. C'est au milieu de toutes ces négociations, décelant un Gouvernement sans vigueur, que les coriphées de la Gironde se trouvèrent reportés au timon des affaires, ils sentirent ce que leurs collègues n'avoient point voulu voir, c'est que s'il étoit essentiel de se défaire promptement des meneurs des Jacobins, il étoit plus urgent encore de se hâter d'arrêter la proscription que l'on avoit prononcée contre ces derniers, que les livrer au ressentiment de leurs ennemis, c'étoit perdre à plaisir les véritables soutiens de l'anarchie, qu'il falloit les

les conferver, s'en fervir un jour contre les royaliftes, s'ils avoient des fuccès, les menacer à leur tour de ces mêmes royaliftes, s'ils prétendoient remettre la convention en tutelle, en fe redonnant d'autres chefs qu'elle; et loin enfin de trembler entre ces deux partis, de leur en impofer, et de regner au milieu d'eux et les oppofant l'un à l'autre; c'eft à cette marche adroite, la feule qu'ait à prendre au fein des querelles inteftines une autorité toujours conteftée, que la majorité, plus vivement attaquée au vingt et un Mai qu'au douze Germinal, doit une feconde fois d'avoir échappé. Depuis, fans ofer en revenir ouvertement à ce fyftême qu'elle a laissé si long-temps profcrire, elle n'a plus vu dans les Jacobins des ennemis à pourfuivre, mais des amis à ménager, et corrigée par l'expérience de la manie de conduire les hommes par de beaux raifonnemens elle s'eft convaincue que les formes de rigueur, si odieufes pour le parti opprimé, font aussi commodes qu'utiles pour ce même

me parti, quand il devient l'oppresseur. Mais les thermidoriens avoient fait trop de fautes après le combat du douze Germinal, pour que les nouveaux plans, proposés par les Girondins et adoptés par eux, pussent tout à coup tout réparer; la minorité revint à la charge, parce qu'elle prévit le pas rétrograde que vouloient faire ses ennemis et le parti qu'on pouvoit tirer de la méfiance qui commençoit à renaître entre eux et les sections de la Capitale; la convention fut forcée, et sans l'énergie de Legendre, qui reprit d'assaut cette même salle, abandonnée par son parti, les Jacobins regagnoient en un seul jour tout ce qu'ils avoient perdu depuis dix mois.

Oui, c'est à la fin de Mai, c'est au moment, où les royalistes, toujours imprudens, se hâtoient de déchirer dans Paris le voile dont on couvroit la paix de la Vendée, que la convention adoptoit déjà en silence un systême tout contraire, et qu'elle songeoit sérieusement à remettre aux fers cette nation qui se familiarisoit trop vîte avec l'idée d'un re-

tour

tour vers la Royauté. Ce n'eſt pas qu'au fond les meneurs de la révolution préférassent un Gouvernement à un autre, mais il leur étoit impossible de laisser plus long-temps flotter l'opinion, et il falloit la comprimer de nouveau ou ſe voir bientôt détrôner par elle. Iſolés du bonheur public, parce qu'il ne peut ſe rencontrer avec leur intérêt particulier, ils ne vouloient, ils ne veulent encore d'autre Gouvernement, que celui à la tête duquel ils peuvent être, et si le plus grand crime de la Royauté envers eux eſt de lui rapporter tous ſes chefs avec elle, le grand mérite du jacobinisme aujourd'hui, c'eſt de n'en avoir plus, et d'offrir à leur ambition le maintien de toutes les places qu'ils peuvent remplir. Mais au moment où la convention, revenue ſecrettement à tous les projets de ces mêmes terroriſtes qu'elle a proſcrits, a continué de livrer à l'exécration les grands modèles qu'elle s'eſt propoſé intérieurement d'imiter un jour, elle a affecté, pour enlever aux royaliſtes tous ces indécis, qui

croient encore à une république, de travailler férieufement à la conftitution si long-temps désirée; ainsi provoquée vivement par le cri public, elle s'eft hâtée de donner des loix à la France, et lui a juré de fixer enfin la révolution, dans le temps même où elle s'eft promife à elle-même d'éternifer l'anarchie, fauf à lui laisser quelquefois changer de nom.

C'eft d'après ce plan qu'a été rédigé le dernier acte conftitutionnel, où tout étant calculé felon les voeux de ceux qui l'ont fait, on n'a laissé au pouvoir exécutif que la portion d'autorité dont il a befoin pour diriger à fon gré les troubles, que deux assemblées législatives fuffifent à éternifer. Mais en recréant de nouveaux moyens de regner fur cette pauvre nation, victime des phrafes et des chofes, en s'assurant, du moins pour long-temps, des droits à fon obéissance, il ne falloit pas forger d'aussi puissantes armes pour les livrer à d'autres mains, et laisser recueillir à des fuccesseurs, probablement ingrats, les fruits d'une expé-

périence acquiſe au milieu de tant de dangers. Pour donner donc au peuple un prétexte d'exercer ſa ſouveraineté, pour l'avertir en même temps que cette ſouveraineté n'eſt qu'illuſoire, un mot et rien au delà, la convention, d'ailleurs bien aiſe de ſe délivrer de tout ce qu'elle n'avoit pas jugé digne de ſon ſecret, ſe prépara dès le mois d'Août à appeler à elle un autre Gouvernement, ſous la condition de s'y retrouver presque toute entière; mais pour oſer lancer un décret qui eſt le comble de l'audace pour ceux qui l'ont rendu, le comble de l'humiliation pour la nation qui l'a ſanctionné, il falloit être déjà ſûr d'oppoſer à cette réclamation générale, qui alloit s'élever de toutes parts, une force active plus impoſante que tous les argumens ſans réplique de tous les partis. Ainsi donc la convention, obligée pour ſe conſerver de fronder l'opinion, ſe fit ſoutenir des Jacobins perſécutés par elle; ſes vues ſe portant au delà du moment préſent, elle ne fut pas fâchée de rengager la que-

relle entre les fansculottes et les propriétaires, et par la marche rétrograde des esprits, marche qui prouve, que dans un pays où il n'y a plus ni religion ni vertu, les intérêts, les principes changent avec les événemens, ces mêmes hommes qui avoient menacé la convention au deux Avril, et jeté fur le bureau de fes fecrétaires la tête du repréfentant Ferraud au vingt et un Mai, ont été ceux même. que par d'autres vues elle a appelés à fon fecours au mois d'Octobre. Si à cette époque les royaliftes de Paris, confondus parmi les modérés, en donnant le mouvement à toutes les fections avoient fu fe contenir, s'ils avoient caché foigneufement leur nombre, si les journaliftes, mis en vedettes par eux, avoient témoigné moins de confiance, si l'on n'avoit point fait ce que l'on fait et fera toujours, chanter victoire avant la bataille, la convention, indécife fur la quantité d'auxiliaires à folder, et furtout fur la vraie force de l'ennemi à combattre, n'eut peut-être pris que des demi-mefures et fe fut trom-

trompée dans ſes calculs ; mais rarement les républicains, ont-ils été dupes de leurs confians antagoniſtes ; leur fortune eſt établie ſur la mal-adresse de ceux-ci, leur puissance ſolidement assiſe ſur leur imprudence, et ſans doute ils doivent encore long-temps ſubsiſter, s'ils ne périssent que quand les royaliſtes auront appris d'eux l'art de profiter de leurs fautes, et d'écraſer leurs ennemis ; c'eſt donc à la nécessité de faire passer le décret despotique qui ordonnoit à la nation ſouveraine de conſerver les deux tiers de ſes répréſentans, que la convention, qui n'avoit fait encore que tempérer l'animosité qu'elle avoit excitée contre les Jacobins, ſe décida à les protéger ouvertement afin d'obtenir protection à ſon tour ; et pour échapper à ces mêmes royaliſtes, auxquels elle s'étoit livrée au printemps, de crainte de tomber dans les mains des terroriſtes, elle ſe jeta dans les bras de ces derniers en automne, changeant ainsi d'amis et d'ennemis, de voeux et de principes, comme la nature de ſaiſon.

Ce

Ce développement nécessaire, juſtifie assez et les ſections de Paris reſtées ſur la même ligne, en défendant comme en attaquant la repréſentation nationale, et même les braves ſansculottes conſéquens avec eux-mêmes. La convention ſeule, en faiſant volte face, a dû trouver au cinq Octobre, pour la traverſer dans ſes nouveaux desseins, tout ce qui, six mois plutôt, s'étoit levé pour la défendre; telles ſont les intrigues, qui ont amené cette journée pour la ſeconde fois trop célèbre dans les annales de la révolution, journée où la convention s'eſt enveloppée à dessein d'une grande force armée, a joué la terreur, provoqué les ſections, et tiré du ſein d'une criſe, qu'elle a excitée, le droit de s'inveſtir d'une plus grande autorité.

De

De la Journée du cinq Octobre.

La Journée du cinq Octobre ou treize Vendémiaire a ramené Paris à ce trente et un Mai, dont il croyoit que le neuf Thermidor l'avoit à jamais délivré. Tel eſt le cercle que parcourt un pays malheureux, abandonné à des factieux qui le déchirent, afin d'en pomper toutes les richesses: ils ont beau disparoître, l'orgueil de dominer, la passion de tout envahir, l'esprit d'intrigue reſtent; la France forcée d'obéir, change de Gouvernement et de maîtres, mais elle ne change point d'esclavage; et ſes repréſentans chargés de ſon bonheur, traitant la félicité publique comme l'ouvrage de Pénélope, défont à dessein la nuit ce qu'ils ont fait le jour, pour ne pas arriver à un terme qui ſeroit celui de leurs crimes et bientôt de leur pouvoir.

Les événemens du cinq Octobre influent trop ſur la situation du Gouvernement d'aujourd'hui, pour ne pas s'arrêter un moment

ment, non fur les détails de l'action, mais fur les caufes fecrètes qui ont armé les fections de Paris. Malgré le fecret impénétrable dont la convention avoit couvert fon retour vers le terrorisme, ce changement de fyftême n'avoit point échappé; cette foule d'obfervateurs, habitués depuis six ans à démêler au travers du bavardage de tribune, le vrai fens de ce qui fe dit, et de ce qui fe trame, cherchoient à pénétrer depuis quelque temps les projets myftérieux du Gouvernement; on avoit vu fuspendre d'un côté les massacres ordonnés contre les terroriftes, de l'autre recommencer au milieu d'une trêve la guerre avec la Vendée, changer de manière et de langage, ne plus désirer ni provoquer la paix au déhors, ne plus parler vengeance dans le midi, clémence avec Charette. et l'on fe préparoit à l'une de ces fecousses violentes, qui périodiquement viennent, à peu-près deux fois par an, plonger Paris dans les horreurs de la guerre civile.

La

La liberté de la presse propageoit au loin les idées qui circuloient rapidement dans Paris; Richer Serisi, Poncelin, tous les journaliſtes, s'enhardissant chaque jour, s'égayoient ſurtout, ne respectoient plus rien, provoquoient à tout, et ramenant l'attention et le ridicule ſur les repréſentans, achevoient d'uſer le peu de considération qui reſtoit à une assemblée, qui dans le cours de trois ans a tout approuvé, tout blamé, tout défendu, tout ſouffert, tout autoriſé et tout condamné. Les pourparlers avec la Vendée avoient amené nombre de royaliſtes dans la Capitale, plusieurs y étoient restés, quelques uns avoient établi une communication avec elle, on cherchoit à former une chaine et à pousser à l'inſurrection les Départemens intermédiaires, ils y étoient déjà portés, quelques prêtres, quelques Emigrés s'y étoient glissés, le manque de ſubsiſtance, le mécontement général, et l'espoir de ſe trouver ſecourus de tous les côtés devoit faire le reſte; mais il fal-

loit

loit pouvoir profiter de tout cela, répandre du numéraire, gagner les autorités ſubalternes, prévenir Charette, et faute d'argent et d'enſemble, on ne prit que des demi-meſures; c'eſt dans cet état de choſes que le décret inſolent du cinq Fructidor, décret qui ordonnoit à la France de perpetuer ſon esclavage, donna libre carrière à toutes les trompettes du parti royaliſte. Au lieu d'attendre, on ſe hâta; les inſurrections partielles de Chartres, de Dreux, Nonancourt, Nógent le Rotrou éclatèrent trop-tôt et l'une après l'autre; l'affront fait au repréſentant Le Tellier, mort comme Caton à Utique, porta malheureuſement l'énergique, le clairvoyant Bourdon de l'Oiſe ſur les lieux dont il eut fallu faire tout au monde pour l'écarter; on craignit d'être découvert, trahi, et l'on fit ce qu'on fait toujours quand on n'a pas tout prévu, on ſe dépêcha d'attaquer de peur d'être ſurpris. Si l'on s'étoit contenté de répondre à un décret tyrannique par cette force d'inertie si embarras-

san-

sante pour les autorités; si l'on avoit continué à pulvérifer les manoeuvres de l'assemblée par des décrêts hardis et raifonnés comme ceux des fections le Pelletier, de Guillaume Tell, du théatre françois, de la Halle aux bleds; si, fe fervant de la conftitution elle-même, puisqu'on pouvoit battre fes ennemis avec leurs propres armes, on eut continué de prouver qu'il y avoit violation à la liberté et oppression de la convention fur le peuple; si l'on avoit mis autant de fang-froid que d'esprit, autant de bon fens que de courage; si l'on avoit voulu ne rien faire à demi, ou combattre fans délibérer, ou délibérer fans combattre; si enfin les meneurs de cette journée n'eussent pas été des propriétaires riches, des pères de famille, des gens entravés par mille fentimens, qui retiennent et rendent malgré foi pusillanimes, on pouvoit tirer un grand parti du cinq Octobre, jour, de tous ceux de ce genre dans lequel la convention a couru le plus de danger tant que l'on n'a fait que la menacer, et où dans le fait elle

a eu le moins à craindre, du moment que l'on en eſt venu aux priſes avec elle. C'eſt encore une queſtion à réſoudre que celle de ſavoir si les ſections, armées ſeulement pour en impoſer, ont eu ſerieuſement le projet de combattre. C'eſt une perfidie ſans exemple que celle de la convention qui a oſé avancer, que quelques grénadiers, ſous le prétexte de fraterniſer, avoient les premiers tiré ſur des ſoldats ſans défenſe, qui leur tendoient les bras, ce fait n'eſt ni vrai ni vraiſemblable, mais on ſe ſouvient de la fable du Loup et de l'Agneau, et l'on voit qu'il falloit un prétexte pour entamer la querelle. Il eſt probable que la convention n'avoit cherché dès la veille qu'à exciter à l'inſurrection; la marche du Général Menou, que l'on a fait ſemblant de pourſuivre depuis, n'étoit que la fausse attaque, car les dispositions de Barras étoient déjà prêtes et ſa nomination préparée; mais pour s'envelopper aux yeux de la France des terroriſtes du trente et un Mai, du neuf Thermidor, du

dou-

douze Germinal, du vingt et un Mai, il falloit feindre de grands dangers, et masquer encore ce bataillon de fansculottes, dont on s'entouroit, du nom de patriotes de 89.

Les fections, quoiqu'inftruites, crurent trop à cette feinte terreur de leurs ennemis; menées par un très-foible parti dans la convention, parti à la tête duquel on ne place pas Lanjuinais fans raifon, elles n'avoient ni généraux, ni munitions, ni même douze cartouches à distribuer par homme; environnée à fon tour par des canons chargés à mitraille, enveloppée par trois colonnes, que pouvoit faire la fection le Pelletier, celle qui s'étoit mife à la tête de toutes les autres? vaincre ou périr, imiter Legendre au vingt et un Mai, marcher fur la convention, enlever la falle d'assaut le fabre au poing, et mettre du haut de la tribune tout ce qui feroit refté dans l'assemblée hors de la loi; mais pour cela, il eut fallu être Legendre lui-même, avoir fon énergie, et celle des bourgeois de Paris

qui ont laissé, au milieu d'eux, massacrer leur roi, ne passe pas la prise de la bastille ouvrant ses portes sans défense.

Sans doute que le parti royaliste, ou pour mieux dire ce parti des républicains dont les royalistes étoient l'ame, et quelques bourgeois de Paris les dupes, pouvoit, armé de cette portion de puissance remise aux assemblées primaires, embarrasser plus long-temps la convention, et gagner par sa fermeté des partisans dans ces Départemens, aussi prêts à se rallier à l'étendard de la révolte qu'incapables de le lever. Mais c'étoit en gagnant du terrein pied à pied, et non en voulant tout emporter d'autorité, que ces sections, auxquelles on n'avoit laissé des armes et de la poudre, que ce qu'il en falloit pour faire du bruit, devoient attaquer les représentans, et les livrer à la malveillance dont ils étoient environnés; en faisant durer cette guerre de plume qui fatiguoit la convention, en la harcelant, en la couvrant de tous les crimes qu'elle a souf-

ferts pendant ſon *long parlement*, on laiſſoit aux provinces le temps de revenir ſur le decret des deux tiers, on regagnoit la majorité des assemblées primaires, et l'on entravoit par des formes, ces mêmes repréſentans, qui ont ſu les appeler à leur ſecours, et rattacher la foule des gens ſans caractère au nom de leur conſtitution, comme ces Druides hypocrites, ſe faiſant obéir au nom des oracles qu'ils avoient dictés.

De la Constitution de 1795.

Si l'on croit que la Convention a pu être intérieurement flattée de l'avantage qu'elle a remporté à la journée du cinq Octobre, que l'on ſoit bien perſuadé que le Gouvernement d'aujourd'hui eſt loin de ſe regarder ſolidement assis ſur une réconciliation aussi équivoque. L'autorité, que l'on obtient par la force, ne peut plus ſe maintenir que par elle, on ne ramène pas l'opinion que l'on a choquée, et

des hommes qui font profession de ſavoir comment on mène les hommes, après de pareilles luttes, ne s'attendent pas à transiger avec eux. Autant la révolution du neuf Thermidor avoit enivré les Parisiens d'espérances, autant celle du 13 Vendimiaire ou du cinq Octobre les a replongés dans ce silence morne, qui décélant l'indignation n'attend pour éclater qu'un nouvel accès d'énergie. Ce feu caché dans les coeurs s'y conſerve ſous l'apparence de la résignation, mais si la terreur l'y concentre, le désir de la vengeance l'y tient allumé, et ceux qui n'oſent encore briſer leur nouvelle chaine, s'occupent déjà ſourdement à la limer. Perſuadées que l'on trame contre elles, les factions qui gouvernent n'attendent que des formes de rigueur la ſoumission qu'elles exigent, et la nécessité ſe joignant au ſyſtême qu'elles ont adopté, elles préférent à l'inutile ſoin de ramener les ſections de Paris, le droit de déployer à leurs yeux un ap-

pareil

pareil de puissance, qui dumoins leur en impofe long-temps. Mais pour fe rattacher cependant cette partie du peuple, qui fe laisse éternellement féduire par tout ce qui a l'apparence de changement, la convention s'eft hâtée après le cinq Octobre de proclamer cette conftitution, qui, bien plus inapplicable aux circonftances que toutes celles que l'on a fuccessiment acceptées et rejettées, doit fervir pour un moment de hochet à la nation à laquelle on l'offre, conferver le droit d'en faire une autre, et perpétuer ainsi de rêverie en rêverie, cette enfance de la République Françoife, qui convient si bien à ceux qui fe font partagés fa tutelle.

C'eft au moment où la convention a tout-à-coup changé de fyftême, que la conftitution a été promptement rédigée par une commission, chargée par ce travail de diftraire l'attention; calculée fur les principes nouvellement adoptés; deftinée non pas à la tranquillité de ceux qui la reçoivent mais à l'utilité de ceux qui la donnent, cal-

quée enfin ſur toutes les autres, elle n'a resserré les pouvoirs en moins de mains, qu'afin de donner à la faction dont elle eſt l'ouvrage, non plus de moyens pour ſe faire reſpecter, mais plus d'armes pour ſe défendre.

En ayant l'air de placer cinq têtes ſous une même couronne, le pouvoir exécutif n'eſt, comme dans tout Gouvernement répreſentatif, une autorité respectable qu'autant qu'il eſt ſoutenu par le parti dominant. Dans un pays en révolution, on peut recréer des noms, diſtribuer les débris de la Royauté à qui on veut, les rassembler, les disperſer, ce n'eſt jamais celui qui repréſente, qui regne, mais bien la faction dont il eſt à la fois et le manequin et l'ouvrage. Ce qu'on voit, ce qu'on entend, n'eſt pas ſérieuſement ce qui s'agite, les acteurs parlent, mais c'eſt derrière le rideau que l'on diſtribue les rôles; ce qu'on discute a toujours été décidé d'avance, la liberté des opinions n'eſt qu'un jeu comme celle des individus, et le

le décret qui a l'air d'être la loi du jour, n'eſt au fond que le réſultat du conſeil ſecret de la veille.

La Conſtitution de 1795 n'a donc apporté aucun changement à la France ; elle étoit l'été dernier ce qu'elle eſt aujourd'hui, gouvernée alors par la majorité de la convention, rassemblée dans une même enceinte, dominée à préſent par la même majorité, disperſée dans trois palais différens. Pour donner un nouveau ſpectacle à la nation blaſée ſur ſes anciens repréſentans, on a inventé des coſtumes *) recréé des gardes d'honneur, des miniſtres, des audiences, ressuscité le cérémonial si né-

*) Un manteau bleu, un pantalon rouge, une ceinture blanche; un manteau blanc, une ceinture rouge, un pantalon bleu. etc. etc. Telle eſt l'ingénieuſe diversité inventée par l'évêque Grégoire et ſes collegues : c'eſt cependant l'image parfaite de la révolution elle-même, qui, reprenant ſans cesse les mêmes formes, n'offre pour toute diversion que, le despotisme, l'anarchie et l'ariſtocratie, qu'il n'eſt permis de changer que contre, l'ariſtocratie, le despotisme, et l'anarchie etc.

cessaire au maintien de l'autorité, redonné en dépit des droits de l'homme tous les joujous qui flattent la vanité, et amusé par des plumes, des rubans et des broderies tous ces factieux enchantés de singer les grands qu'ils ont abattus, sous la condition expresse, que chacun à son poste ne cessera de se rappeler, qu'il n'est là, que comme vedette de la faction qui l'y a placé.

En divisant le pouvoir législatif en deux assemblées, la convention a eu l'air de se plier à l'opinion, qui paroissoit désirer ce nouveau partage; mais ce n'est qu'à son intérêt qu'elle a sacrifié. Obligée de faire une part à ce modérantisme qu'elle a trop long-temps relevé pour s'en défaire tout-à-coup, elle a cherché à le reléguer dans le conseil des anciens, qu'elle a rendu par la constitution même, un intermédiaire inutile; se réservant toute l'influence dans le conseil des cinq cents, seul héritier de la toute-puissance, elle s'est promis de ce poste important, de diriger tout l'ensemble, n'a vu dans cette division adroite qu'un moyen honorable de

se

ſe débarrasser de tout ce qui pouvoit obſtruer ſa marche un jour, et l'empêcher d'écraſer ce *nouveau tiers*, qui déjà n'aspire qu'à lui ravir ſon autorité.

Si l'on ne ſentoit la cruelle nécessité qui ramène le Gouvernement au terrorisme, si l'on pouvoit ſe flatter encore que le cri de l'humanité fit taire celui de la sureté, qui pourroit en douter en voyant à la tête de ce directoire exécutif cinq repréſentans, qui tour à tour ſortis de l'antre des Jacobins, ont été accuſés, dans ce moment si court d'indulgence, où un crime en France a oſé s'appeler un crime? Carnot à la veille d'être enveloppé dans la disgrace des décemvirs, regne aujourd'hui, et le fort, disperſant à ſon gré tous les ſuccesseurs de Robespierre, envoie les uns au bout du monde en exil, tandis qu'il place les autres ſur les marches de ce trône, que tous enſemble ont renverſé.

Rien ne ſert mieux à prouver que le Souverain, c'eſt à dire ce qui ordonne et fait loi, eſt reſté tout entier dans le con-

conſeil des cinq cents, que cette attention de la faction dominante à ne nommer aux premières places, que ceux qui chez elle n'ont occupé que les ſecondes ; ſemblable à ces citoyens Romains qui faiſoient des rois et dédaignoient de l'être, elle ne regarde les membres du directoire exécutif ainsi que les miniſtres, que comme des lieutenans qui relèvent d'elle, et l'Abbé Syèyes, en refuſant d'aller siéger dans ce directoire, pour ſe rejeter dans le conſeil des cinq cents, a fait voir par cette préférence, que ce qu'on pouvoit croire la tête de l'état n'en eſt véritablement que le bras.

Les prérogatives du Conſeil des anciens, cette initiative qui lui eſt accordée, ce droit de ne donner l'exiſtence à rien, mais de paraliſer tout, toutes ces entraves n'en ſont point aux entrepriſes du conſeil des cinq cents ; celui-ci, compoſé de jeunes gens entreprenans, fera reculer quand il voudra une assemblée de membres plus calmes et déjà fatigués des dissensions civiles ; ainsi tous ces remparts de la liberté

té ne ſont que des chimères, et ne promettent que bien peu d'obſtacles aux factions, le jour qu'elles voudront les renverser.

Amuſé par les audiences du directoire, par ce faſte auquel ſes yeux ſe refont avec plaisir, occupé des demandes des miniſtres, des refus des conſeils, de l'embarras de tout le monde, du mouvement rapide de ce numéraire que l'on lui arrache et qu'il regarde, tombant de cascade en cascade, fuir et s'éloigner pour jamais de lui, le républicain indécis, examine, ſe tâte, obſerve, croit de bonne foi que la conſtitution va marcher, redoute tout ce qui peut l'entraver, en meſure les proportions, cherche à en ſaisir les rapports, ſe perd dans tous ſes calculs, et ne voit pas que ce ne ſont que des vapeurs, qui, condenſées en nuages, cachent derrière mille formes fantastiques la foudre qui doit un jour en ſortir.

Ce ſeroit trop remplir le ſeul but de ceux qui l'ont faite, que de s'arrêter à examiner les vices réels de la conſtitutiou d'aujour-

jourd'hui; si une majorité puissante ne l'avoit pas créée comme une transition nécessaire entre ce modérantisme qui affoiblissoit tous ses pouvoirs, et la terreur qui doit les relever, elle trouveroit un jour en elle mille principes de destruction; mais ce n'est pas le temps qui s'apprête à la faire périr, et ceux qui l'ont donnée à la France lui préparent des coups plus certains. Pouvoir exécutif, conseils des cinq cents, des anciens, pouvoir judiciaire, tous ne sont que des phantomes qui cachent aux yeux les factions qui se tiennent derrière. Que l'on se dispute donc plus ou moins sur l'étendue des droits de chacun, sur les bornes de leur autorité, sur leur influence réspective, tous ces pouvoirs, n'agissant que d'après la même volonté, ne sont qu'elle; ce sont les membres qui ne peuvent un moment se séparer de l'estomac qui leur porte ses sucs nourriciers, ou, pour peindre cette constitution d'un seul trait qui lui soit plus analogue, c'est une hydre à trois

tê-

têtes dont la convention eſt encore le coeur.

De la Marche du Gouvernement depuis le 5 Octobre.

Un nouveau Gouvernement, au moment où il s'établit, eſt toujours sûr de jouir de cette espèce de tranquillité, qui naît de l'attention avec laquelle on l'obſerve; ſans inſpirer la confiance, il occupe la curiosité; ceux, qui viſent à le traverſer, examinent ſa foiblesse; ceux, qui espèrent en profiter, cherchent où eſt ſa force, et dans ce changement éternel de places et d'hommes, chacun, les yeux fixés ſur la roue de fortune, attend le lot qui doit en ſortir pour lui. Cependant les vainqueurs du cinq Octobre, habitués à de pareils ſuccès, et peu éblouis d'un avantage remporté ſur l'opinion, ſe ſont hâtés d'appeler la conſti-

ſtitution à leurs ſecours, non ſeulement pour ſe défaire de quelques collègues incommodes, mais encore pour puiſer dans cette conſtitution même assez d'autorité pour s'en passer un jour. Marchant à ce but, ils ont ſous le masque de l'indulgence, proclamé une amniſtie adroite, qui, rouvrant toutes les baſtilles de la France aux coriphées des Jacobins, rejette dans le ſein de ce malheureux pays des ſcélérats, d'autant plus affamés de crimes, qu'ils ont été plusieurs mois à redouter le châtiment de tous ceux dont ils ſont couverts.

Sans doute que ſans des raiſons de ſureté, qui l'ont emporté ſur cette clémence des *deux tiers*, on eut désiré pourſuivre avec plus d'acharnement les royaliſtes, qui dans Paris oſoient menacer la république; mais il eſt des plaies dangereuſes à ſonder, en ne cherchant que des Vendéens ou des Chouans, on pouvoit trouver de véritables républicains, aimant de bonne foi cette modération que l'on avoit protégée hautement, et professant leur horreur pour le Jacobinisme;

me; cette découverte eut été inutile à faire, elle auroit entraîné des explications que l'on redoute, et prouvé ce retour fur lui-même, que le Gouvernement a intérêt de déguifer, du moins jusques au jour, où resaisi de tous les pouvoirs, il dédaignera de fe cacher derrière la conftitution actuelle. Avant de remonter les échafauds, il faut réhabituer le peuple à cette idée, reformer les tribunaux un moment abandonnés à la juftice, rechoisir des juges, ou des assassins privilégiés, et furtout écarter fans commotion de toutes les places, ces royaliftes qui fous le règne de la modération s'en étoient promptement emparées; c'eft à ce travail que le Gouvernement eft férieufement occupé depuis fon inftallation; les coftumes, les audiences, la pompe fouveraine amufent le peuple, courant du confeil des cinq cents à celui des anciens, escortant les messagers d'états jusques au palais du directoire, admirant ftupidement des démocrates, singes des grands qu'ils ont abattus,

et ne s'appercevant pas que l'on détruit pendant ce temps là derrière lui, tout ce qui peut le foustraire à cet asservissement qu'on lui prépare une feconde fois.

Le Gouvernement pour rendre fes oracles, a eu foin de s'établir fur un trépied qui lui promet l'aveugle obéissance de tous ceux qui l'entourent; ces trois décrêts qui prouvent avec quelle adresse il marche à fon but font: la création de douze municipalités établies fur les ruines des fections, l'amniftie qui remet les propriétaires fous le couteau des terroriftes et la loi du 3. Brumaire, qui interdit à tout parent d'Emigrés, même à un dégré éloigné, d'occuper aucune place dans l'état; ainsi, dès les premiers pas, il écarte tout ce qui n'étant pas jacobin prétendroit à foutenir la conftitution, dégoûte les bourgeois de Paris de fe trouver dans ces nouvelles municipalités, où des terroriftes déjà jouent le premier rôle, et fe menage par l'application d'une loi, qui peut atteindre presque tout ce qui n'eft pas abfolument de la lie du

peu-

peuple, le droit de chasser de ſon ſein tout repréſentant, qui tentera d'y parler le ſeul langage qui fut permis après le fameux 9 Thermidor.

Tant de précautions cependant annoncent ce qui eſt, la nécessité de les prendre, ou de ſe voir culbuté par cette opinion, qui ſourdement mine ſous l'apparence de l'obéissance, comme ces laves brûlantes qui bouillonnent ſous des campagnes couvertes de fleurs; en ſe partageant la ſouveraineté, en donnant aux Jacobins toutes les places de confiance, les deux tiers décèlent leurs desseins, lèvent le masque et préviennent leurs ennemis de tout ce qu'ils ont à redouter.

Cependant les nouveaux membres, envoyés dans les deux conſeils, ont déjà quelqu'espoir de s'y faire un jour et des ſoutiens et des amis *); les Rovère les Sa-

*) L'uſage de mener les assemblées, de gouverner au ſein du tumulte, de faire naître ou de calmer les agitations, d'étouffer par des cris le bruit de la ſen-

ladins ne ſont pas les ſeuls, qui s'oppoſent au ſyſtême de la terreur, il en eſt d'autres inutiles encore à désigner; c'eſt dans le Gouvernement lui-même qu'il faut attendre que cette division ſe fasse, elle naîtra tôt ou tard des passions même des factieux, qui, toujours d'accord ſur les crimes ne le ſont pas également ſur le partage des dépouilles. Ce changement dans les opinions, ce retour dans les idées pour être lent n'en eſt pas moins sûr, mais tant que le directoire

ſonnette du président, de braver les huées des tribunes ou de s'en faire étayer, eſt devenue en France le véritable art de regner. Mais ce talent, nécessaire à la faction qui veut s'élever, ne peut que nuire à celles qui dominent, et les nouveaux législateurs ont ſu, par une meſure de police, en forçant les membres des deux conſeils à occuper dans le silence des places désignées par le ſort, retarder du moins les progrès de toute association, qui pourroit tenter de ſe former; ce réglement, qui n'a l'air que de chercher à rendre aux délibérations ce ton de décence et de raiſon, qu'elles n'ont jamais eu dans les trois législatures, prouve l'adresse profonde de ceux qui couvrent toujours leurs passions du masque de l'intérêt public.

toire exécutif aura des ambassades à promettre, des diplomanes à faire voyager, des officiers à promuer en grades, des graces à diſtribuer, des moyens d'exiſtence à donner; tant que les bureaux, les adminiſtrations de départemens, de diſtricts, les agens de tous les genres, les fournisseurs de toutes les espèces ne ſeront pas nommés, la foule ſe ramassera autour de lui, et l'intérêt perſonnel tiendra en ſuspend tout ce qui l'assiège. Le jour au contraire, où la diſtribution des honneurs, des richesses ſera finie, où ſur ſa porte on lira cette inſcription terrible que le Dante avoit imaginée pour un autre enfer: *ici l'on perd l'espérance*, le jour enfin, où les honnêtes gens, délaissés, ſans crédit, ſans places ne verront autour d'eux que des poignards levés, des échafauds dressés, et des têtes s'amoncelant ſur des têtes, ce jour là le déſespoir renaîtra dans tous les coeurs, et si ce ſentiment ne donne, ni force, ni prudence, ni moyens de s'entendre et de ſe réunir, il donne du moins un grand

mépris pour la vie, et embarrasse l'ennemi, en nécessitant ces mouvemens qui lui présentent à frapper à la fois tous ceux dont il préféreroit se défaire l'un après l'autre.

Avant de passer sous un pareil régime, il est plus que probable, que Paris fera un nouvel effort pour s'y soustraire, mais s'il n'a pu réussir, divisé en sections, menées par des citoyens éclairés, que peut-on espérer d'une insurrection qui aura le double objet de renverser le Gouvernement et de secouer le joug des douze municipalités créées par lui et pour lui? L'emprunt forcé est sans doute une mesure violente que l'état déplorable des finances nécessite, mais cette affectation de répandre dans le public un bilan effrayant, de confier à tous les journaux les demandes exorbitantes des ministres, a pour but, bien plus encore d'écraser les propriétaires, que de subvenir promptement à tous les besoins de l'état. Cet emprunt devenu par sa forme une taxe arbitraire

arme

arme naturellement la classe qui peut y échapper contre celle qu'il doit frapper; ſous le nom d'agioteurs, mot qui remplace aujourd'hui dans l'esprit du peuple celui, que l'on lui a fait ſuccessivement attacher à ceux de nobles, de privilégiés, de rentiers, de banquiers, de propriétaires, on veut promptement dépouiller tout ce qui pourroit encore par quelque richesse conſerver la plus légère influence; en obſervant les progrès de la majorité, depuis le 5 Octobre, progrès étonnans pour un Gouvernement naissant, on feroit prêt à s'étonner d'une organiſation si prompte, si l'on ne ſe rappeloit pas que c'eſt la convention dans toute ſa vigueur, rajeunie et métamorphoſée en trois pourvoirs concentrés en elle. Trois mois d'alliance entre la majorité et les Jacobins ont déja réparé cet état de foiblesse, dans lequel le modérantisme avoit jeté la république; Paris voit ſur ſa tête s'amonceler les nuages, et retombé dans l'apathie, il lui reſte à peine la force de tourner triſtement les

yeux vers l'horiſon qui ſe noircit ; à l'exception de cinq cents factieux qui triomphent, et de ces terroriſtes, qui ne ſont pas ſans espérance de leur faire payer cher un jour leur appui, tout gémit, tout tremble, et chacun, redescendant timidement dans ſa conſcience, ſe demande avec effroi quel eſt le ſentiment vertueux qu'il a assez manifeſté pour le conduire bientôt à l'échafaud.

Conclusion du tableau de la France.

Tel eſt, tracé ſans passions, écrit ſans préjugés, préſenté ſans amertume, ce tableau d'un pays, ſur lequel l'univers a les yeux fixés. Si chacun ne le regardoit pas à travers cette lunette qui grossit tout ce qu'on désire y trouver, qui rapetisse tout ce qu'on eſt fâché d'y voir, mieux inſtruits ſur la vérité, on calculeroit d'une manière moins vague, on commettroit moins d'erreurs,

reurs, on auroit moins de regrets, et si l'on vivoit plus tard en espérance, on exifteroit plutôt en réalité.

Si la France étoit une république, abandonnée à tous les inconvéniens de la démocratie, agitant fes torches fur une étendue, qui ne pourroit qu'énerver fes pouvoirs, on auroit bien raifon de croire, qu'un Gouvernement aussi foible ne feroit plus en état de réfifter; mais ce pays, où la monarchie eft profcrite, vit fous le Gouvernement monftrueux qui en a toute la vigueur fans en avoir les avantages. Ce n'eft plus fous le régime populaire qu'il gémit, c'eft fous le fceptre d'airain d'un tyran à cinq cents têtes; ce fouverain fans appel, qui l'a créé, règne fur lui fans partage; si la voûte de l'édifice qu'il a ébranlé eft près de s'écrouler, feul encore il la foutient de fes bras nerveux; mais s'il fent enfin qu'il faut un jour la laisser retomber, que l'on foit bien sûr d'avance qu'il cherchera en écrafant fes ennemis à s'enfévelir avec eux fous les mêmes ruines.

On compte trop ſur les cauſes physiques qui affoiblissent la France, et point assez ſur les cauſes morales qui la ſoutiennent; on la croit trop abandonnée de la nature qui a tant fait au contraire pour elle; on ne veut pas concevoir ce que l'art de conduire, de ſtimuler les hommes a pu lui valoir; on confond ce qui la rendoit heureuſe avec ce qui la rend puissante; on lui ſuppoſe les mêmes beſoins; on lui cherche les mêmes ressources, et l'on aime mieux croire au merveilleux, crier au prodige, s'indigner contre des ſuccès si longs, si conſtans, murmurer enfin contre cette juſtice éternelle qui permet que tant de malheurs ſe prolongent encore, que d'obſerver pourquoi ce pays a réſiſté pendant ſept années à cette foule de maux, dont presque tous emportoient leur correctif avec eux.

La guerre a dépeuplé les campagnes, mais le défaut de luxe a chassé la plûpart des ouvriers des villes; le manque

de

de beſtiaux a ôté des engrais, on a enſemencé beaucoup de terres vierges, et les années ont été favorables; le commerce extérieur n'a rien vivifié, mais les courſes des corſaires ont été long-temps heureuſes; les manufactures ſont tombées, on n'a fait que ſe priver, et l'on n'a rien demandé à l'étranger; on a eu, au bout de trois ans, beſoin d'importer des bleds, des cuirs, des denrées de première nécessité, on les a échangés contre un mobilier immenſe, propriété et jouissance de gens que l'on n'a plus ſous les yeux; on a fait une guerre de mer déſaſtreuſe; on a fait une guerre de terre ſans exemple pour le bonheur; on a perdu les colonies; on a conquis le Brabant, la Hollande, et une portion de l'empire; on a abandonné en Amérique et dans l'inde des établissemens d'un grand avantage; on garde en Europe, pour les redemander, des ôtages d'un grand prix; on s'eſt épuiſé en ſoldats, mais on a fatigué ſes ennemis; on a jeté les finances dans un abyme; on a plongé celles des autres

tres puissances dans des gouffres bien profonds ; on a perdu à dessein une belle armée, on a formé de ses débris quatorze armées qui toutes, à présent, ont l'expérience des sièges, des retraites de tous les genres de revers et de succès ; on a appauvri la nation, on a enrichi tout ce qui étoit à redouter ; on a outragé, volé les anciens propriétaires, on a confié le soin de rendre leur vengeance inutile à tous ceux à qui l'on a donné leurs dépouilles ; on n'a point ménagé les esprits, on a exaspéré des cœurs aigris, mais on a déjoué leurs entreprises, et veillé tous leurs desseins ; on a nourri par des vexations inouies les regrets que l'on porte à la monarchie, on les a comprimés par des supplices et des cruautés ; on a fait souffrir le peuple, on a su le mettre aux fers ; on a aliéné cette ville qui créa et protégea la révolution ; on lui a ôté son influence ; on a laissé fermenter le mécontentement dans quelques départemens ; on les isole ; on les observe, et cent mille agens salariés par la nation

les

les espionnent et répondent de leur ſoumission; on a prêché l'athéisme, on eſt revenu à la tolérance le jour, que l'on a vu que par l'impiété on rattachoit à la religion; on a permis tous les cultes, mais on compte ſur l'inſouciance générale; on a donné six mille loix à la France, et l'on juge d'après une ſeule la volonté de ceux qui la dominent; on lui a ôté toutes les autorités légitimes, on les a remplacées par des hommes qui ſont perdus, s'ils font un faux pas; on a eu l'air de la livrer à la démagogie, on l'a tenue ſous la verge du despotisme; on a déclaré le peuple ſouverain, on ne lui a pas laissé nommer ceux qui le repréſentent; enfin on lui a donné une conſtitution qui doit le rendre libre et foible, et l'on ne le laisse pas au contraire ſortir de ce Gouvernement révolutionnaire qui le rend eſclave et puissant.

Telle eſt la marche de cette révolution pendant laquelle ceux, qui l'ont obſervée, n'ont pas vu, que des meſures dont la plûpart emportoient avec elles leur remède,

at-

atténuoient en cela le mal que l'on croyoit qu'elles devoient faire. La France s'eſt trop ſouvent montrée le contraire de ce qu'on la ſuppoſoit, pour que l'on ne convienne pas que ce qu'on écrit et dit d'elle, n'eſt jamais ce qu'il faut en conjecturer ; on a trop compté ſur la rapidité avec laquelle elle couroit à ſa perte, tandis que c'eſt lentement qu'elle s'achemine vers cet anéantissement, châtiment juſte, mais ſévère de l'aveuglement de ſes habitans ; ce n'eſt point de ce que cet état de criſe exiſte, qu'il eſt permis de s'étonner, c'eſt de ce que l'asservissement d'une nation éclairée et brave continue ; le règne de la démocratie peut plus ou moins durer, mais il doit finir, et ſes adieux ſeront ceux de Médée. Que bien loin donc d'attendre avec impatience une pareille cataſtrophe, chacun frémisse de ne devoir un ſort plus tranquille, qu'à une criſe aussi fatale à l'humanité, et que ceux, qui, vivant de privations, n'ont pas un ſouvenir, une ſeule idée qui ne leur rappelle l'injuſtice de ce

peu-

peuple malheureux, ſe réſerve, pour toute vengeance, le droit de verſer des larmes ſur l'avenir qui l'attend.

Il n'exiſte qu'un parti à prendre aux factions qui gouvernent, c'eſt celui de ſe laisser aller à l'opinion, ou d'achever de la muſeler ; on aura beau varier les noms, éviter de reproduire les mêmes mots, le moule aux formes neuves eſt briſé, et il faut, quand un Gouvernement s'établit ſur tant d'injuſtices, qu'il ſe laisse renverſer par la raiſon ou qu'il l'enchaîne.

La paix ou la guerre, voilà le thermomètre qui va ſervir à juger le parti que le Gouvernement d'aujourd'hui doit prendre, la paix nécessite le règne de la modération, de la douceur ; la guerre celui de la terreur. Que l'intérêt de la république s'y trouve ou non, qu'une campagne de plus l'épuiſe, que toute cessation d'hoſtilités lui laisse l'espoir de ſe raffermir et le temps de guérir ſes plaies toutes ſaignantes, ce n'eſt plus là où la queſtion réside, ce n'eſt pas de cette nation malheureuſe dont

il s'agit quand on parle d'elle, mais de ceux dont elle eſt devenue la propriété; si pour prolonger leur exiſtence, éterniſer leur autorité, ſatisfaire leur vengeance, il faut achever de verſer tous les maux ſur elle, que les cabinets de l'Europe ſe diſent bien d'avance, que leur choix ne dépendra que de leur propre ſureté.

Une république aussi vaſte que la France, couverte de malheureux et de mécontens, ne peut ſubsiſter que par l'effroi que ſon Gouvernement inſpire; les thermidoriens en ont trop fait l'expérience, pour rouvrir la carrière à tous ces raiſonnemens qui tuent l'obéissance. Ce n'eſt pas le lendemain d'un combat contre l'opinion que l'on la rappelle, et quand au milieu d'une masse d'hommes, qui, si elle vouloit un moment réfléchir, anéantiroit ceux qui la mènent, on n'a qu'une ſeule arme à employer, une ſeconde fois on ne la briſe pas dans ſes mains. Les compagnons de *Fernand Cortès* entourés de Mexicains murmurans, n'imaginèrent pas de jeter ces

fou-

foudres qui leur répondoient de la docilité de ce peuple brave, mais étonné, ils leur montroient ces tonnerres venus d'Europe pour mettre aux fers le nouveau monde, et la terreur, qu'ils leur inspiroient, sauvoient seule quelques centaines d'oppresseurs, de la juste colère de plusieurs millions d'opprimés.

Le Gouvernement d'aujourd'hui connoît ses nombreux ennemis, et ne s'attend pas à transiger avec eux ; il sait que la France est pleine de gens trop maltraités par la révolution pour l'aimer, et quelque soient les démonstrations affectées que la peur lui prodigue, il a la conscience et la justice de n'y pas croire ; il compte sur une grande soumission tant qu'elle sera forcée, sur une haine implacable, dès qu'elle pourra éclater ; il sait qu'outre la Vendée et la Bretagne, une partie du Maine, quelques cantons de la basse Normandie, le Forès, les Cévennes, quelques départemens du midi sont couverts d'hommes, qui, dépouillés de leur propriété

et habitués à la vie vagabonde, s'arment, non pas peut-être par un désir bien prononcé de ramener la monarchie, mais par celui de vivre au milieu du trouble aux dépens de la république ; il ſait que dans Paris il exiſte un foyer de mécontens qu'il peut comprimer, mais qu'il lui eſt impossible d'éteindre ; il ſait que tous ces modérés, ces royaliſtes conſtitutionnels qu'il a appelés en Avril, en Mai dans tous les bureaux d'adminiſtration, et dont il cherche à ſe défaire aujourd'hui, n'ayant plus d'autre état que celui de frondeur, ne laisseront pas échapper une occasion de l'entraver dans ſes desseins ; il ſait enfin que la France n'eſt plus compoſée que de deux espèces d'hommes, dont l'une grossière et féroce crie meurtre et pillage, tandis que l'autre plus inſtruite, plus nombreuſe, mais plus timide, n'attend que le moment de crier vengeance et propriété.

Menacé de tous côtés au déhors, il n'eſt pas ſans inquiétude ſur les coups que dans

ſon intérieur on peut lui porter; il voit assis auprès de lui un *tiers* de nouveaux députés, qui, ſeuls repréſentans légitimes de la nation, ſemblent n'avoir eu d'autres mandats d'elle, que celui de la délivrer de ceux qui l'oppriment; il voit autour de lui dans ces Jacobins, devenus ſa garde prétorienne, des ſcélérats auxquels il n'a fait grace que par intérêt, qui le ſavent tout comme lui, et qui ne lui pardonnent pas de les avoir si long-temps fait trembler; malgré le beſoin de ſe livrer à eux, il ne voit pas ſans effroi l'enceinte, où il réside, protégée et gardée par ces mêmes terroriſtes, qui la forcèrent au douze Germinal et au vingt et un Mai; enfin entouré d'ennemis, enveloppé de ſoupçons, frappé de terreur lui-même, il ne conçoit d'autres moyens d'échapper, que de faire trembler les premiers tous ceux qui pourroient l'effrayer, et d'amener les malheureux françois, comme ſous Robespierre, à concentrer une ſeconde fois toutes leurs idées en une ſeu-

le, le dégoût de la vie, et cependant la crainte de la mort.

On a fans doute quelques raifons de croire, que les factions qui ont envoyé à l'échafaud ce tyran, dont elles pourfuivent encore la mémoire, qui ont déporté Billaud et Collot d'Herbois, fait mourir Carrier et Lebon, pourront difficilement remonter les foudroyades de Lyon, et ces infâmes foupapes deftinées à confier à la Loire le fecret horrible que fes eaux fanglantes ont revelé; ce n'eft plus ce genre de tyrannie que le Gouvernement actuel fonge à relever; il n'a pas conçu, comme Robespierre, l'idée que ce monftre croyoit fublime, de réduire la population de la France république au deux tiers de celle de la France monarchie; il ne veut point s'aliéner le grand nombre, et c'eft avec l'apparence de la juftice qu'il veut commettre fes cruautés; mais parce que Paris ne fera pas tous les jours effrayé du fpectacle impofant de foixante victimes traînées à l'échafaud, parce que le petit peuple de

Lyon

Lyon ne ſera pas tué par des canons à mitrailles, les Nantois et les Vendéens noyés par milliers, la France n'en repassera pas moins ſous le régime de la terreur.

Plus adroits que ceux qui les ont précédés, inſtruits par leur faute, les factieux, qui regnent aujourd'hui, préfèrent dépouiller les riches, les réduire à la miſère la plus affreuſe, hériter d'eux ſans confiscations, et les rendre tout entiers au néant en leur arrachant leur fortune, que de verſer un ſang inutile et qui ne peut que les rendre odieux. Leur but n'eſt pas d'épargner leurs ennemis, mais de ne pas les frapper tous indiſtinctement; tant qu'ils auront la force en mains, ils provoqueront ces inſurrections partielles, qui leur procurent de temps en temps les moyens de déployer leur puissance, de choisir quelques têtes, d'épargner les moins marquantes, d'en impoſer par une clémence affectée, et enfin de resserrer davantage les pouvoirs dans les mains de ce directoire, auquel ils les ont confiés. Si ce terrorisme n'eſtpas celui de Robes-

pierre, qui s'étendoit sur tous les individus, qui atteignoit toutes les classes, il n'en sera que plus terrible, car il conservera le masque de l'humanité, au milieu de l'injustice la plus barbare; parce qu'on parlera moins d'échafauds, on se croira le droit de pomper toutes les richesses des propriétaires ; et l'on jouera l'innocence et la vertu, parce qu'on enverra mourir lentement de faim et de douleurs au fond d'un grenier, le malheureux que Robespierre eut en une heure délivré de la vie sous le fer de la Guillotine.

Pour la première fois les législateurs en reviennent à ce qu'ils avoient dédaigné jusqu'ici, ils veulent faire le mal qui leur est utile sous l'apparence hypocrite du bien ; le peuple condamné à ne jamais pénétrer plus loin, que cette écorce que l'on lui présente, ne sent pas qu'il est enveloppé des mêmes filets qu'en 93, et si l'on ne voit pas renaître les mêmes expressions, les mêmes mots, si l'on ne perd pas comme alors toute pudeur, toute retenue, on pour-

pourra le réduire au même silence et le ramener à la même ſtupeur.

Tel eſt ce terrorisme nouveau qui menace la France ; régime terrible, qui, remettant et les propriétaires et les propriétés ſous la main d'un Gouvernement obéré, eſt le ſeul qui lui convienne ; et l'on voudroit ſe faire encore l'illusion de croire, que, ſensible à la siuation déplorable de cette contrée dévaſtée aujourd'hui et ruinée pour un demi siécle, les factions, qui la gouvernent, conſentiront à signer une paix nécessaire au peuple qui la désire, tandis qu'elle eſt nuisible à leur autorité. On veut que des gens qui ont immolé le bonheur d'une génération d'hommes à leur fortune, tout-à-coup redevenu juſtes, s'immolent à leur tour pour elle ; on croit qu'ils vont finir la guerre pour que dans le silence de la paix chacun puisse ſonger davantage à ſes malheurs domeſtiques, pour que cinq cents mille ſoldats leur redemandent leurs propriétés perdues et la plûpart leurs famil-

les moissonnées; mais pour faire tant de ſacrifices à la raiſon, à l'humanité, il faudroit que les plus coupables des hommes, en devinssent les plus vertueux, et c'eſt toujours ſur de pareils miracles que l'Europe calculant, poſe des baſes de pacifications, qui, établies ſur de telles hypothèſes, s'écroulent, et ne lui laissent chaque année que le regret d'être éternellement dupe, parce qu'elle eſt éternellement aveuglée.

Il ne ſuffit pas de désirer la guerre, pour fournir aux frais immenſes que la campagne de 1796 doit entraîner, mais si ces frais ne ruinent que la nation ſans ruiner ceux qui la mènent, ces derniers ne lui ſacrifieront pas leur autorité. Sans doute que l'emprunt forcé, en diminuant l'engorgement des assignats, en ſervant à retirer de la circulation quelques milliards, n'augmente point la richesse de l'état, mais il appauvrit l'agioteur et le royaliſte; il ne donne point d'armes pour ſe battre aux frontières, mais il en

en ôte pour être battu dans Paris, il n'eſt pas une opération de finance, mais une meſure de ſureté, et prouve que, tandis que l'on croit le Gouvernement très-intrigué à faire face aux ennemis de la république, ce n'eſt que de ſes ennemis particuliers dont il s'occupe; cette manière de refermer la plaie avant de la guérir, prouve assez, que, réduit aux palliatifs, on n'espère plus de vrais remèdes, ou qu'on cherche ſérieuſement d'autres ressources que quelques millions de numéraire extorqués à la peur, et ſuffiſant à peine pour faire marcher une machine, qui va bien plus ſouvent par l'impulsion de ſon propre poids que par l'adresse de ceux qui la dirigent; quand on aura repompé tout le papier, arraché tout l'or et l'argent, quel moyen pourra-t-il reſter encore? celui dont Robespierre avoit toujours espéré de ſe ſervir, le ſol entier de la république, mis en réquiſition ſous la disposition de ſes législateurs, afin de ſauver la patrie.

Mais pour faire croire à toute une nation que l'univers confpire contre elle, que l'on s'acharne à lui contefter fa fouveraineté, il faut bien s'entourer d'ennemis menaçans, avoir l'air de faire des efforts inutiles pour fatisfaire à leurs voeux trop exagérés, crier par fois à la trahifon, leur prêter des desseins qu'ils n'ont pas ou qu'ils ne doivent point avoir, et paroître craindre qu'une feconde fois leurs armées ne viennent fouler le territoire de la liberté.

Sans doute que ces tournures oratoires font ufées auprès même de ceux qu'elles enthousiasmoient autrefois, mais elles font encore une monnoie dont les fots fe payent, et si le Gouvernement feignoit avec fon adresse ordinaire d'être environné de dangers pressans, la foule des indécis, ralliée un moment aux terroriftes, aideroit-elle même à fe dépouiller, et les propriétaires fans avoir befoin d'un jugement arbitraire pour perdre leur vie et leur fortune, ne conferveroit l'une qu'à con-

dition

dition d'abandonner l'autre ſans murmurer.

En ſe décidant au contraire à faire la paix, le Gouvernement, réduit à trouver le bonheur de l'état dans ſa ſeule ſagesse, et la reſtauration des finances dans la valeur des biens nationaux, ſe prive, faute de grands dangers à courir, du droit d'invoquer de grandes meſures; il ſait ainsi que tout le monde, que si la paix décidoit entièrement du ſort de la France, ſon intérêt ſeroit de la demander; mais parce qu'un congrès auroit l'air de la reconnoître une république, s'enſuivroit-il que l'on renonceroit entièrement à la revoir une monarchie? Ce n'eſt plus ceux qui gouvernent aujourd'hui, qui peuvent ſe croire tranquillement républicains, parceque l'on conſentiroit à leur laisser prendre ce titre; si cet accord étoit unanime, si une pareille paix pouvoit être sincère, légitimant toutes les confiscations, elle donneroit une valeur réelle aux assignats, ſerviroit de garantie à leur hypothèque, cau-

cautionneroit le Gouvernement, et feroit du papier le plus avili, celui de toute l'Europe, qui, assis ſur la plus ſolide baſe, auroit bientôt le plus de crédit. Mais qui peut penſer aujourd'hui qu'une formule diplomatique répondroit aux françois de la bonne foi de ſouverains forcés par la nécessité de légitimer tous leurs crimes? quand ils feindroient d'y croire, cette paix les délivreroit-elle de tous ces mécontens, qui, couvrant les départemens, ne peuvent un moment laisser la confiance ſe rasseoir? Tant qu'il y aura une Vendée, des royaliſtes, des gens dépouillés, malheureux, inquiets, qui peut regarder comme ſolide l'acquisition des biens nationaux? Roederer l'a dit, et ce cri de la conſcience chez un pareil homme doit faire autorité; au bout d'un siècle on a vu rentrer dans des biens injuſtement confisqués, ces mêmes calviniſtes chassés par l'impolitique révocation de l'édit de Nantes; après cent ans ils ont réclamé, et la juſtice qui jamais ne doit

doit vieillir, les a écoutés. Et qui pourroit après cet exemple compter ſur des confiscations illégitimes? ce n'eſt pas tout de vouloir profiter d'une injuſtice, pour acheter des biens extorqués, il faut croire à la ſureté du marché qu'on fait, du moment où l'on refuſe d'y donner une valeur réelle, en dépit de ſa cupidité on obéit à ſa conſcience, et les républicains en laissant avilir les assignats, ont prouvé qu'eux-mêmes avoient intérieurement ſenti la loi ſacrée de la propriété crier plus fort, au fond de leurs coeurs, que tous leurs inſuffiſans ſophismes.

Quel eſt l'homme en France, quelqu'exalté qu'il puisse être, qui ſe perſuaderoit, parce que quelques ambassadeurs auroient signé la paix avec la république, que véritablement à Berlin, à Vienne, à Londres, dans tous les cabinets on feroit des voeux pour ſa tranquillité? Les françois ne ſe font plus d'illusions pareilles ; ils ſont conſéquens dans leurs idées, et ſentent qu'en ébranlant tous les trônes ils ont trop offenſé les rois,

pour

pour qu'une telle réconciliation puisse de leur part être sincère. Ceux qui les mènent, calculent avec raiſon que si faute d'argent on renonce à les combattre à leurs frontières, on saura s'en procurer assez du moins pour attiſer le feu qui ſourdement les conſume ; que la Vendée ne pouvant plus faire de paix avec eux, c'eſt là que que l'or de l'Allemagne, les guinées de l'Angleterre peuvent leur porter des coups mortels ; qu'enfin cette paix si nécessaire à leurs ennemis, en leur laissant reprendre haleine, ne peut leur apporter comme à eux le repos ; qu'elle change la guerre extérieure en guerre civile, rappelle au centre, des armées bien plus dangereuſes là qu'aux frontières, redonne des ressources aux royaliſtes, affoiblit les leurs, partage leurs ſoins, diminue leur influence, force tous les françois à prendre part à leurs querelles, désorganiſe les autorités ſubalternes, fait naître des ſactions, et ramène enfin ce beſoin de l'ordre qui nécessite le retour à la monarchie. . . . .

Mais

Mais comment faire la guerre? qu'espérer de la première campagne, et qui peut fournir non ſeulement à une telle dépenſe, mais à recruter les armées manquant de ſoldats? ces queſtions dans la bouche de tout le monde ſont ſans doute difficiles à reſoudre, mais il n'eſt pas non plus impossible d'y répondre. Les factieux qui gouvernent cette république repréſentée toujours comme écraſée, et cependant toujours écraſante, ſont assez habitués aux prodiges pour que l'on ſe méfie des apparences; on a beau exagérer les pertes des armées, ajouter à tout ce qui a pu périr dans les combats tout ce que les maladies ont moissonné, la première réquisition n'a point encore marché toute entière, et voici la première fois que l'on s'occupe avec rigueur à employer cette meſure. Si l'on calculoit d'après les gazettes, et d'après les lettres, ce que la révolution coûte d'hommes à la France, il y a long-temps que ſon territoire feroit abandonné à des enfans, à des femmes et à

des

des vieillards; les insurrections n'ont point été aussi meurtrières; l'humanité a trop perdu, mais l'imagination a encore été plus cruelle que la république; en hommes, en ressources, en argent même, la France n'eſt point ce qu'on la dit; il y a long-temps qu'elle ſeroit redevenu ce qu'on voudroit qu'elle fut, si l'on avoit approché de la vérité. Que l'on croie donc qu'elle peut encore recruter des ſoldats; et si l'on ſonge que la paix faite avec la Prusse et l'Espagne lui donne le moyen de rassembler davantage ſes forces; que les derniers ſuccès en Italie ne l'obligent plus à y envoyer des renforts, on ſe dira avec raiſon, que c'eſt assez espérer que de croire, que les armées de l'Empereur ſeront au printemps aussi complettes que celles que l'on aura à leur oppoſer. Mais comment faire ſubsiſter tant de milliers d'hommes? en obligeant la nation entière à les approvisionner d'abord, et en cherchant enſuite à reporter la guerre au delà du Rhin; que la campagne ſoit malheureuſe pour la république, elle entraîne des ſuites bien

moins

moins dangereuſes pour elle, que ſes ſuccès ne le feront pour ſes ennemis; retranchée derrière les places, elle peut être réduite à laisser reprendre ces forteresses: telles que Namur, Maeſtricht, Wenloo, Ruremonde, qui ne ſont pas depuis assez long-temps réunies à elle, pour qu'elle y prenne un grand intérêt; que le ſort des armes au contraire lui ſoit favorable, ce qui a été déjà trop ſouvent, pour n'être pas encore possible, jusqu'où le beſoin de chercher ailleurs ce qu'elle n'a plus, ne peut-il pas l'entraîner? Combien l'on ſeroit étonné si l'on avoit en même temps ſous les yeux, le plan de campagne que le Maréchal de Clairfait trace en ce moment à Vienne, et celui que Carnot préſente à ſes collègues au directoire; peut-être verroit-on d'un côté le dessein d'enlever l'Alſace, d'attaquer quelques places de Lorraine, de menacer encore Paris si près des frontières par la diſtance et si éloigné par l'art, tandis que de l'autre on retrouveroit les desseins gigantesque de ce Mithri-

 da-

date concevant encore, au milieu des revers, l'espoir de porter toutes ſes forces au centre de l'Italie; c'eſt une erreur de croire le directoire, et les factions qui ſont derrière lui, aussi inquiètes qu'elles affectent de le paroître; un mouvement dans Paris, un échéc dans la Vendée, un raiſonnement adroit d'un journaliſte les occupent plus que les menaces des puissances, et toutes les tracasseries des cabinets. Surs de tromper dès qu'ils négocient, les républicains ſe livreront toujours à des pourparlers inutiles, enchaîneront l'activité de leurs ennemis, éternellement pris à leurs armiſtices; leur feront ce qu'ils ont fait, depuis trois ans, perdre l'hiver tout entier à rêver à la paix, et ſe trouveront au printemps, comme les autres années, en état d'entrer en campagne, quand tout le monde croira encore à leur mpossibilité d'agir.

Si l'expérience des revers que l'on a éprouvés dans une guerre, où les ſuccès ont été aussi journaliers, pouvoit permettre de ſuppoſer qu'après avoir été battus quinze grands

mois

mois de ſuite, il eſt possible de l'être encore; si au lieu de ſonger à reconquérir, on penſoit à conſerver; si la Prusse plus que dégoûtée du traité de Basle, reprenoit ſon vrai rôle, celui de protéger le Nord de l'Empire, et de redemander l'indépendance de laHollande; si ces demandes ſe faiſoient de façon à ſe faire écouter, c'eſt à dire à la tête d'une armée ſur le bas-Rhin; si l'Angleterre, qui a tant prodigué d'or, renonçoit à quelques pointilleries diplomatiques pour faire un ſolide uſage de ſes ſubsides et renouer le traité de la Haye avec le cabinet de Berlin; si l'on cessoit enfin de croire à la paix, uniquement parce qu'on la désire, et si l'on ſe préparoît à la guerre quoique l'on veuille l'éviter, quelque brillans que fussent les projets de Carnot, certes ils échoueroient contre cet enſemble, cetaccord bien plus précieux que des tréſors et des armées; et le Ballon enflé pouvant tout à coup éclater, le Gouvernement françois, mépriſé à cauſe de ſes revers, verroit bientôt ce qu'eſt l'empire du crime, quand le crime cesse d'être heureux.

Errata.

Pages	20	Ligne	19	pourvoirs lisez pouvoirs.
—	24	—	4	l'un lisez l'une.
—	48	—	16	tapports lisez rapports.
—	102	—	24	toubillon lisez tourbillon.
—	125	—	3	d'Athée lisez d'Athées.
—	182	—	14	et 15, cent mille hommes à ſes ordres, liſez cent mille hommes à diſpoſer pour combattre la Vendée.
—	194	—	13	quelques lisez quelque.
—	207	—	2	la lisez le.
—	247	—	17	pourvoirs lisez pouvoirs.
—	249	—	17	qui lisez qu'il.

Avis.

La rapidité avec laquelle les événemens se succèdent, les lenteurs qu'entraîne nécessairement l'impression d'un ouvrage de cette nature, engage l'éditeur à faire paroître ce premier volume sans attendre celui qui doit bientôt lui succéder. Le tableau de la France est encore bien plus mobile que celui de l'Europe, il faut se hâter quand on l'a saisi, de le publier. On s'engage à faire paroître celui de l'Europe dans le courant de Mars prochain et plutôt s'il est possible.

DE L'ÉTAT RÉEL DE LA FRANCE

À LA FIN DE L'ANNÉE 1795

ET

DE LA SITUATION POLITIQUE DES PUISSANCES DE L'EUROPE

À LA MÊME ÉPOQUE.

VOL. II.

Je voudrois tout penser et j'oserois
tout dire . . . .

Les Incas DE MARMONTEL.

HAMBOURG
CHEZ PIERRE FRANÇOIS FAUCHE
1796.

Avertissement de l'Auteur.

Si en général on a traité avec beaucoup trop d'indulgence le premier volume de cet ouvrage, il eſt cependant quelques perſonnes qui y ont malignement ſuppoſé des intentions qu'ils ontfini par y trouver, plutôt parce qu'ils les y cherchoient, que parce qu'elles y étoient réellement, à cela voici ma réponſe:

„Un bon livre n'eſt pas celui qui ne „contient rien de mauvais, ou rien qu'on „puiſse interprêter en mal; autrement, il „n'y auroit point de bons livres: mais un „bon livre eſt celui qui contient plus de „bonnes choſes que de mauvaiſes; un bon

„livre eſt celui dont l'effet total eſt de me-
„ner au bien, malgré le mal qui peut s'y
„trouver. Eh! que feroit-ce, bon Dieu!
„si dans un grand ouvrage il étoit permis
„d'aller cherchant, avec une maligne ex-
„actitude, toutes les erreurs, toutes les
„propositions équivoques, ſuspectes ou
„inconsidérés, toutes les inconſéquences
„qui peuvent échapper, dans le détail, à
„un auteur ſurchargé de ſa matière, acca-
„blé des nombreuſes idées qu'elle lui ſug-
„gère, diſtrait des unes par les autres,
„et qui peut à peine assembler, dans ſa
„tête, toutes les parties de ſon vaſte plan?
„s'il étoit permis de faire un amas de tou-
„tes ſes fautes; de les agraver les unes
„par les autres, en rapprochant ce qui eſt
„épars, en liant ce qui eſt iſolé; puis,
„taiſant la multitude de choſes bonnes et
„louables qui les démentent, qui les ex-
„pliquent, qui les rachètent, qui montrent
„le vrai but de l'auteur, de donner cet
„affreux recueil pour celui de ſes principes;
„d'avancer que c'eſt là le réſumé de ſes
„vrais

„vrais ſentimens, et de le juger ſur un pareil
„extrait: dans quel déſert faudroit-il fuir?
„dans quel antre faudroit-il ſe cacher pour
„échapper aux pourſuites de pareils hom-
„mes, qui, ſous l'apparence du mal, pu-
„niroient le bien, qui compteroient pour
„rien le coeur, les intentions, la droiture
„partout évidente, et traiteroient la faute
„la plus légère et la plus involontaire,
„comme le crime d'un ſcélérat? y a-t-il
„un ſeul livre au monde, quelque vrai,
„quelque bon, quelqu'excellent qu'il puiſ-
„se être, qui pût échapper à cette infâme
„inquisition? non, il n'y en a pas un, pas
„un ſeul, pas l'évangile même; car le mal
„qui n'y feroit pas, ils ſauroient l'y mettre
„par leurs extraits infidelles, par leurs
„fausses interprêtations."

J. J. Rousseau, première lettre écrite de la Montagne.

TABLE

DES CHAPITRES.

IN-

DE

L'ÉTAT RÉEL DE LA FRANCE

À LA FIN DE L'ANNÉE 1795.

ET

DE LA SITUATION POLITIQUE

DES

PUISSANCES DE L'EUROPE

À LA MÊME ÉPOQUE.

Introduction.

La France abandonnée à des factions, qui la dévorent, eſt condamnée à paſſer à travers toutes les phaſes du régime arbitraire; car un pays qui a vingt-quatre mille loix *)

 et

*) C'eſt d'après un relevé exact des décrets rendus par les deux aſſemblées, conſtituante, législative et la convention nationale, que l'on ſait que le nombre des loix en France eſt d'environ vingt-quatre mille; ce n'eſt pas que toutes ſoient en vigueur, car les unes ne ſont deſtinées qu'à détruire l'effet des autres, mais encore faut-il, pour conſtater les délits ou les droits reclamés, avoir leur époque dans la tête; auſſi eſt-il plus facile aujourd'hui d'être lettré à la Chine et Mandarin de la dernière claſſe, que d'être juge ou adminiſtrateur en France, pour peu que l'on veuille faire ſon metier.

et ſept-cents Souverains, n'a réellement ni ſouverains, ni loix. Ce n'eſt donc que comme un dessinateur, qui, dans un intervalle entre deux orages, faiſit l'enſemble d'un paysage qu'il a ſous les yeux, que rapidement il eſt permis d'esquiſſer un tableau aussi obscur et aussi mobile; et tout en le préſentant, autant vrai qu'il eſt possible de le faire, il eſt juſte d'avouer que tandis qu'on le crayonne encore, il y a déjà mille traits qu'il faut achever de ſouvenir.

Mais pour peindre l'Europe, diviſée en différens états, que régissent d'anciennes loix, des conſtitutions conſacrées par le temps, des ſouverains encore possesseurs, non pas peut-être de toute la puissance de leurs prédécesseurs, mais d'une autorité aussi légitime que reconnue, il faut, si l'on veut être entendu, remonter un peu plus haut dans les projets des cabinets, et ne pas craindre, que la ſcène varie si vîte, qu'on ne puisse comme pour

la France un ſeul inſtant en fixer l'époque ſous ſes yeux.

C'eſt à faire ſentir le danger des faux ſyſtêmes qu'un écrivain, qui désire être lu, doit s'appliquer; qu'importe de rappeler des faits, de s'appeſantir ſur des fautes, si ce n'eſt pour apprendre à s'en garantir; les regrets, qui ne ſervent pas de leçons, ſont des regrets perdus, et le tableau de la France ainsi que celui de l'Europe deviennent inutiles, s'ils ne rempliſsent le double objet de prouver, qu'autant la France eſt tombée dans un abyme de maux, pour n'avoir pas reſpecté une ſeule de ſes antiques loix, autant les cabinets de l'Europe, au contraire, ſe ſont égarés dans un labyrinthe d'erreurs, pour s'être entêtés à ſuivre leur vieille routine.

En politique comme dans tout, vouloir mieux que ce qui eſt bien, c'eſt faire un pas rétrograde vers le mal, et s'acheminer vers le pire; désirer de gagner où il n'y a qu'à perdre, c'eſt doubler la perte que l'on doit faire; penſer à acquérir des

états en perdant de la considération, c'eſt le dernier des calculs; vouloir tout bouleverſer, qnand tout eſt paisible, et ne ſe départir de rien quand tout change, c'eſt naviguer contre le vent, et uſer par des efforts inutiles les reſſorts de la machine que l'on eſt chargé de gouverner.

Telle eſt depuis long-temps la politique européenne; chaque état, mécontent de ſa tranquillité, ou pour mieux dire de celle de ſes voisins, a désiré de renverſer un ordre de choſes dans lequel ses rivaux pouvoient s'agrandir. On a maigri de l'embonpoint d'autrui, on a renoncé à ſa proſpérité pour nuire à celle des autres, et chaque puissance, en négligeant ſes propres forces, ne s'eſt occupé, que des moyens d'énerver celles de tous ceux qui ne tenoient pas à ſon alliance.

C'eſt cependant dans ce ſyſtême d'égoïsme, que l'on a formé l'esprit de la génération préſente; habituée à ne rien voir reſpecter de ce qui blesse où même con-

tra-

trarie l'intérêt perſonnel, cette génération a nourri de fausses maximes les factieux qui ſont tout à coup ſortis de ſon ſein, et l'on peut dire de ceux qui ont renverſé la monarchie en France, et de ceux qui menacent ailleurs les autorités légitimes, que tous n'ont vécu que depuis qu'un pernicieux ſyſtême a détaché chaque ſouverain de la cauſe générale de la ſouveraineté. Si leurs yeux ſe ſont ouverts pour la première fois ſur des fautes, leurs oreilles n'ont été frappées que d'un langage fallacieux; ils ont vu ceux qui n'exiſtoient que par des préjugés reſpectables et nécessaires, les attaquer et les ſapper dans tout ce qui n'étoit pas eux-mêmes, et ſans ſe rejeter dans l'histoire, ſans remonter au delà de l'époque où presque tous les agitateurs d'aujourd'hui ont reçu la vie, à quelle école d'injuſtice ces hommes injuſtes n'ont-ils pas été élevés?

La guerre de ſept ans, établie ſur une nouvelle et fausse politique, a été

 la

la première faute dont on ait pu leur parler dès le berceau *); plus âgés, leurs premières réflexions se sont portées sur le partage de la Pologne; ils ont vu trois grands souverains, donnant à l'univers le spectacle de la force dépouillant la foiblesse, et l'indifférence des autres rois sur cet attentat à la souveraineté, a été la première leçon dont ils se sont promis de faire usage. Dans

*) Il feroit injuste de ne pas compter au nombre des mauvaises leçons, que les peuples ont reçues depuis quarante ans, la guerre faite contre les Corses; c'est elle qui a donné par la suite le droit de dire à la France, qui faisoit une légère tentative pour entraver le premier partage de la Pologne, laissez-nous faire aujourd'hui, nous vous avons vus froidement secourir les Corses à votre manière, regardez-nous tranquillement à votre tour mettre fin aux affaires des Polonois. Que les grands cabinets de l'Europe jettent les yeux sur la conduite de celui d'eutre eux, qui avoient le moins besoin peut-être d'adopter pour systême ces petites ruses honteuses, et qu'ils se disent bien que la puissance, qui depuis trente ans protégeoit tous les révoltés de l'univers, en voulant tout affoiblir, s'est écroulée!

Dans leur jeunesse la guerre de l'indépendance des états unis de l'Amérique a servi sans doute aussi à les égarer; Louis seize, dont on rappelle à regret une faute, leur a fait voir ce que la jalousie et des intérêts mal calculés peuvent faire entreprendre, et l'Europe, applaudissant aux succès des Américains, leur a fait pressentir ceux qu'ils obtiendroient un jour, en détrônant à leur tour le protecteur de sujets rebelles.

Si la démagogie est l'oubli des véritables devoirs, si elle est toute morale immolée à l'intérêt du moment, il faut l'avouer, c'est de bien haut que ce don funeste est descendu jusqu'a nous, et si cet esprit dangereux menace aujourd'hui les trônes et les empires, c'est qu'il cherche à retourner vers sa source, comme ces vapeurs électriques qui remontent aux nues, dont elles arrivent, pour aller y former la foudre.

Cette insubordination générale, qui a tout délié en Europe, est un exemple bien dangereux, donné par ceux-là mê-

me qui n'exiſtent que par l'opinion; un amour effréné de l'indépendance a ramené les idées ſur la liberté individuelle, qui n'eſt que cet amour là; l'autorité pour ainsi dire a fatigué les mains qui en étoient dépositaires; les reſpects, les hommages ont gêné ceux qui étoient nés pour les recevoir; le désir de faire mal a fait concevoir le beſoin de ſe cacher; le dégoût d'obéir a fait renoncer au plaisir de commander; ſans en paroître plus ſages aux yeux de ceux qui penſent, on a perdu toute dignité aux yeux de ceux qui ne pensent pas, et si après de pareilles fautes on veut bien encore être ſurpris d'avoir couru quelques dangers, c'eſt bien plûtot de ce qu'il n'en a couté jusqu'à ce jour qu'une grande monarchie à l'Europe, qu'il eſt permis d'être étonné.

Les hommes de notre temps reſſemblant à ceux des siècles qui les ont devancés, l'hiſtoire n'eſt chez tous les peuples qu'un enchaînement de crimes dégoû-

goûtans, une liſte d'horreurs impossibles à croire si l'on n'a pas vecu de nos jours; mais les barbares, qui nous ont précédé, plus conséquens avec leurs vices, n'écartoient pas tout ce qui pouvoit en atténuer le danger, et, tout en commettant des crimes affreux, ils avoient laissé ſubsiſter des loix pour les punir, et une religion pour atteindre tout ce qui échapperoit à ces loix.

Que l'on cherche donc dans l'hiſtoire une longue ſuite d'erreurs, de fautes, de malheurs même, on n'y trouvera pas ce qu'il étoit réservé à ce moment ſeul de rassembler; on n'y verra pas les barrières qui retiennent les passions des hommes toutes brisées à la fois, la force ou la ſcélératesse pour freins uniques dans une contrée; le respect pour les ſouverains et les loix, ébranlé dans toutes les autres, la France enfin ſans droit humain, et l'Europe ſans droit public.

Mais pour bien faisir ce moment, pour hazarder quelques conjectures fur celui qui doit le fuivre, pour étudier le présent dans le passé, et l'avenir dans le présent, il faut, avant de présenter le tableau de l'Europe à cette époque, examiner rapidement la marche et les principes de quelques cabinets depuis la révolution de la France, voir ce qui a conduit à l'état d'épuisement où l'on eft, au manque de confiance que l'on fe témoigne, et diviser cette feconde partie en trois époques:

1) *Coup-d'oeil fur les Evénemens passés.*

2) *Tableau du moment où nous fommes.*

3) *Qu'a-t-on de plus probable à craindre ou à espérer pour l'avenir?*

Coup-

Coup-d'oeil ſur les Evénemens passés.

Des Européens considérés comme ne faisant qu'un seul peuple.

C'eſt une erreur, et une erreur qui coute déjà cher à l'Europe, que celle de croire que cette vaſte contrée eſt composée d'états si différens entre eux, si indépendans les uns des autres, qu'ils n'aient que des rapports de commerce, et de ces liaisons indirectes, qu'on peut à volonté former, briſer et renouer.

Cette hypothèse peut être vraie pour l'Asie, qui par ſa forme et ſon manque de population dans ſon intérieur, laisse à des grandes diſtances les principaux empires qu'elle renferme; elle peut aussi s'appliquer à l'Afrique, dont les déserts

brû-

brûlants forment un noyau impénétrable, autour duquel quelques peuplades circulent; à l'Amérique, cette colonie de l'ancien monde, qui jusques à nos jours n'avoit point imaginé de se soustraire à ses loix; mais pour l'Europe, rien de si pernicieux que cette fausse idée, sur laquelle cependant est échafaudée la politique d'aujourd'hui, politique dont l'édifice prouve en s'écroulant, sur quelle base il étoit appuyé,

Depuis le golphe de Finlande, jusqu'au détroit de Gibraltar, l'Europe aujourd'hui n'est plus habitée que par une même espèce d'hommes, entre lesquels, à la vérité, il y a beaucoup de nuances de caractères, mais pas une de ces différences choquantes que la nature s'est fait ailleurs une loi, ou un jeu d'observer. Ces hommes partagent à peu près les mêmes besoins et les mêmes goûts, vivent des mêmes fruits, s'abreuvent des mêmes liqueurs, s'habillent des mêmes étoffes, jouissent enfin des mêmes plaisirs; s'ils ne parlent pas le même langage, ils s'enten-

tendent du moins; et à l'aide de deux ou trois langues plus généralement adoptées, ils échangent leurs idées comme ces monnoies, qui, ſans avoir la même empreinte, ont cependant dans leurs mains la valeur réelle du métal dont elles ſont composées.

Ces rapprochemens physiques, si faciles à ſaiſir, ne ſont pas les ſeuls, qui condamnent les Européens à ne faire qu'une même espèce de peuple, vivant ſous différentes loix. Sans remonter bien loin dans l'hiſtoire, qui nous les peint toujours entraînés par les mêmes idées, partageant les mêmes entrepriſes, possédés du même eſprit; ſans reparler des Croisades, prêchées d'abord en France, puis adoptées dans tous les pays voisins; de la chevalerie, née dans les guerres contre les Sarrazins et cependant en honneur ſur les bords de l'Oder comme ſur les rives du Tage; ſans citer encore ces disputes éternelles de religion, répandues partout, cet amour renaissant des lettres passant de l'Italie en France, et dans les autres

con-

contrées, cette passion frénétique des découvertes, entraînant ſur les pas des Eſpagnols tout ce qui, comme eux, avoit des vaisseaux; qui ne voit pas, pour peu qu'il veuille réfléchir, que toutes ces maladies de l'esprit humain ont toujours été pour l'Europe de véritables épidémies ?

Quelle eſt l'invention importante ? quelle eſt celle d'une médiocre utilité, qui, concentrée chez un ſeul peuple, ne ſe ſe ſoit pas rapidement communiquée à tous les autres ? l'Allemagne a-t-elle conſervé long-temps celles de l'imprimerie et de la poudre à canon ? les Anglois jouissent-ils ſeuls des vaſtes conceptions de Neuton ? la boussole, l'art des signaux appartiennent-ils exclusivement à leurs inventeurs ? quel peuple a conſervé plus d'une campagne un moyen plus meurtrier de faire la guerre, et qui, d'après les penchans vicieux des hommes, peut douter, que les dons les plus pernicieux n'aient pas été de tous temps, ceux qui les ont liés le plus vîte ? reconnoit-on en Europe

rope non feulement des différences essentielles dans la conformation, mais encore dans les cultes, et dans les croyances? y voit-on, comme dans les autres parties du monde, un peuple adorer le feu, un autre le soleil, ou des idoles? à quelques juifs près, épars et tolérés, n'eft-elle pas toute chrétienne? car s'il exifte une nation, qui, placée à une de fes extrémités, vit fous une religion abfolument différente, cette nation par cette raifon même, n'ayant pu fe mélanger avec les autres eft regardée par elles, comme une colonie de l'Asie, que l'Asie, malgré trois siècles, a toujours l'air de reclamer.

C'eft en dédaignant d'approfondir ces vérités, ou en feignant de les ignorer, que ceux qui dans ce moment gouvernent les hommes, ont commis d'aussi grandes erreurs; ils ont cru que la pensée s'arrêteroit aux frontières des états, comme ces marchandifes qu'il ne dépend que d'eux d'y prohiber, et ils n'ont pas fenti que ces barrières, qui marquent les bornes des em-

empires, n'étoient rien pour l'opinion, qui favoit les reculer ou les franchir. L'expérience ne leur a point fervi, les fautes de leurs prédécesseurs ne les ont point éclairés, et ils fe font tous refufés à l'évidence de cette grande vérité, c'eft que toutes les nations de l'Europe, liées par tant de rapports directs, ne peuvent pas plus échapper aux convulsions, qui agitent une d'entre elles qu'une chaîne d'hommes, communiquant à une barre électrisée, ne peut échapper à la commotion que reçoit le premier de tous.

Sans doute que tant de conformités de moeurs, d'usages ne rapprocheroient pas entièrement des peuples, que la nature a placés à de grandes diftances les uns des autres, si le commerce ne les forçoit pas à les franchir. C'eft à ce siècle plus qu'à tout autre, que l'on doit ce mélange que la cupidité européenne peut feule expliquer; et si les Hollandois jouirent long-temps du droit exclusif d'être les colporteurs de tout l'univers, de nos jours

on

on a vu les vaisseaux du midi, engagés dans les glaces du nord, et les pavillons de la Baltique flotter dans le port de Livourne comme ſur les mers de l'Archipel.

La perfection des routes, l'établissement des poſtes, celui des gazettes ſur tout, qui entretiennent la circulation des nouvelles et le frottement des idées; tant de moyens de communiquer rapidement, qui manquoient à nos pères, ont dû changer les opinions, rapprocher les diſtances, effacer les préventions, renverſer les préjugés, augmenter, s'il eſt possible, le penchant des hommes à ſe singer en ſe blâmant, affoiblir le caractère diſtinctif de chaque nation, et ne plus laisser appercevoir entre elles ces limites, que quelquefois la nature leur donne, mais que la politique ne fait jamais que leur prêter.

Les dépositaires de l'autorité en Europe ont trop peu fait attention à deux grandes découvertes, qui, bien plus que l'intervalle de tant de siècles, séparent notre hiſtoire de celle des anciens. Ces

découvertes ſont l'imprimerie et la poudre à canon; elles ont ſervi, l'une à propager les ſciences, l'autre à remplacer la force et l'adresse; toutes les deux à disperſer des avantages, qui ſe trouvoient plus concentrés et le partage d'un plus petit nombre d'hommes; en répandant les connoissances, l'imprimerie a diminué l'importance attachée à l'inſtruction; en donnant des armes à tout le monde, la poudre a renverſé la chevalerie; et l'autorité ſouveraine, assise long-temps ſur trois baſes, l'érudition des clercs, le courage des nobles, et l'habitude du reſpect des peuples, ne s'eſt plus trouvée, un beau jour, repoſer que ſur ce dernier pivot.

Une diſtinction délicate à préſenter et cependant bien juſte à faire, c'eſt qu'autant il importe à la multitude de tenir à ſes antiques idées, parce que ſa sagesse, comme ſes proverbes, doit être le fruit de l'expérience, autant il eſt essentiel à ceux qui la gouvernent, d'obéir comme l'ombre

aux

aux progrès de la lumière, et de n'adopter jamais une morale, qui ſe roidisse contre les loix physiques de la nature. Faute de cette prudence, on ne remplace jamais ce qu'on a perdu, et l'on ſe croit encore les mêmes droits, quand tout ce qui peut les soutenir, s'eſt évanoui; cette réflexion, qui ne ramène que trop à cette caſte descendante, bien plutôt qu'héritière de l'antique chevalerie, eſt aussi applicable à tous les souverains, qui pour regner ont bien senti depuis plusieurs siècles la nécessité de changer les principes de leurs prédécesseurs, à mesure que les grandes découvertes faites par les hommes, changeoient les objets de leur culte, de leurs hommages et ſurtout de leur crainte.

Quand la navigation perfectionnée a ouvert aux européens la route de tous les ports de l'univers; quand elle a rendu trois parties du monde tributaires de la plus petite, le commerce ne s'eſt-il pas hâté de changer de route? la tactique moderne à ſon tour n'a-t-elle pas obéi aux

 nou-

nouvelles formes que l'artillerie exigeoit? pourquoi donc l'imprimerie, cette artillerie de la pensée, dont les effets ſont d'autant plus ſurs qu'ils ſont ſans explosion, n'a-t-elle pas excité une ſurveillance nécessaire?

Les hommes, chargés de veiller à la tranquillité générale, que l'on s'obſtine à croire heureux parce qu'ils ſont élevés, tandis qu'ils ne doivent cette grandeur qu'à la charge pénible de tout obſerver, ont fait une bien grande faute en voyant les nations ſe rapprocher entre elles, de n'avoir pas cherché à ſe rapprocher entre eux; avertis que depuis long-temps on s'essayoit à les combattre, ils devoient s'essayer à ſe défendre; regarder l'autorité ſouveraine comme le Palladium de la tranquillité publique, tous les trônes de l'Europe, comme ſous cette ſauvegarde commune, et ne laisser le commerce, l'imprimerie, les routes confondre des nations, si séparées autrefois les unes des autres, qu'en confondant aussi leurs pouvoirs reſpec-

pectifs, afin d'être toujours en état de faire face à la masse impofante de tant de millions d'hommes réunis. Lorsque des moeurs incompatibles féparoient entre eux les Européens; quand lesScandinaves habitoient les glaces du nord, les Germains, les Gaulois, les Slaves le Centre, les Gots, les Romains, les Grecs le Midi, certes les nuances étoient trop prononcées, les communications trop lentes, trop difficiles, les dialectes trop différens pour qu'on dût fonger à fe furveiller; mais depuis que toutes ces nations, tour à tour vainqueurs des Romains, ont été fe plonger dans ce creufet, où, trois ou quatre siècles de suite, une partie du genre humain a été fe refondre; depuis qu'elles en font toutes forties, également barbares, et que les mêmes moeurs, les ont graduellement ramenées au même niveau, le fyftême des gouvernemens a dû changer, et les différentes puissances fe regarder comme les parties d'un même tout. Entre nations de forces inégales, ce n'eft qu'une

 al-

alliance fédérative, qui puisse ſauver les plus petites de l'ambition de toutes les autres. La Suisse la première a fait voir ce que pouvoit valoir le faisceau, lorsqu'il étoit bien uni; le traité de Weſtphalie eſt une preuve que l'on a eu la sagesse un moment de ſentir l'importance de cette vérité; l'empire a ſervi de modèle à toute l'Europe, qui auroit dû l'imiter, et ſans obéir à aucune autre ſuprématie que celle de la raiſon et de l'intérêt public, les deux véritables ſoutiens des états, on auroit évité bien des maux, si d'un commun accord on avoit agi envers la France, à l'époque de ſa révolution, comme la fédération germanique devroit le faire si un jour une des souverainetés, qui la compoſent, oſoit donner ou recevoir un pareil exemple.

De l'intérêt que l'Europe avoit à s'opposer à la révolution.

C'eſt au moment, où tant de liens, déjà formés depuis long-temps, ſe reſſerroient de plus en plus tous les jours, qu'une nation grande par ſa population, ſes richesses, l'étendue de ſon territoire, ſes rapports commerciaux, tourmentée du beſoin de s'agiter et lasse de ſa proſpérité, s'eſt jetée au milieu des horreurs d'une révolution, que quelques malheurenx philoſophes avoient rêvés, mais que les plus exaltés d'entre eux n'avoient même pas osé espérer.

Que d'autres écrivains s'épuiſent à remonter à la cause première de cette cataſtrophe, que chacun la trouve dans ce qui l'a le plus choqué, ou dans ce qui perſonnellement lui a le plus nui, rien de plus simple; personne ne veut rendre au hazard la grande part, qui lui appartient dans des événemens de cette nature, et le coeur humain, aigri par les privations, aime

bien mieux chercher des coupables là, où il n'y a ſouvent que des malheureux; cependant il eſt permis, après six ans, d'enviſager d'une manière plus calme cet enchaînement de circonſtances, ce mélange de fautes et de maladresses, et bien loin de ſe renfoncer dans ce labyrinthe de réflexions, de conjectures, d'hypothéſes, dont tout le monde a perdu le fil, il eſt peut-être plus ſage et plus vrai, de rejeter tant de malheurs, ſur cette loi impérieuse de la nature, qui condamne à la destruction tout ce qui eſt l'ouvrage des hommes. Pour terminer ces éternelles querelles, on peut ajouter cette grande vérité: c'eſt que la France n'a passé de l'état tranquille, dans lequel elle étoit, à l'état révolutionnaire dans lequel elle exiſte, que par l'empire des loix phyſiques, ainsi que cette fertile Calabre qu'un tremblement de terre a renverſée, et que cette même abondance de richesses et de forces, qui faiſoit ſa prospérité, a causé ſa ruine, comme le feu élémentaire, qui dans ces bel-

les

les contrées eſt devenu, en changeant tout à coup de route, un fléau aussi déstructeur qu'il avoit été jusques alors une ſource intarissable de bienfaisance et d'utilité.

On accuse les puissances de l'Europe de s'être mêlées bien à tort des affaires de la France, et l'on ne veut pas convenir que c'eſt malgré elles qu'elles ont pris part à cette querelle. On les blame d'une précipation qu'elles n'ont point eue, et on ne veut pas leur faire honneur d une modération qui eſt une vertu dans le ſens de ceux, qui leur reprochent leur conduite; si cependant elles avoient envisagé la queſtion, ce qu'elle étoit dès ſon origine, un combat à mort entre l'homme qui n'a rien et le propriétaire, elles auroient pu étouffer dans leurs principes bien des maux qu'elles ont propagés, et elles ne ſe ſeroient pas laissé aller à cette première impulsion, qui leur a fait jouir de l'affoiblissement d'un grand pouvoir, et ne voir qu'un malheur individuel dans ce qui eſt et a toujours été une calamité générale.

Assail-

Assaillis de tous côtés par les écrits, quelquefois féduifans, toujours fpécieux des François, les fouverains, en écoutant aussi les écrivains de leurs propres nations, n'ont fait qu'entendre répéter les mêmes fophismes ; ils n'ont vu que le côté que l'on a laissé briller à leurs yeux ; la vérité n'a pu être confultée ; on ne la montroit nulle part encore, et ils fe font livrés, faute de mieux, aux oracles menteurs de quelques prétendus hommes d'état, qui, les premiers égarés, ne devoient guère prétendre à l'honneur d'être leurs guides.

Si le bouleverfement, qui a eu lieu dans un grand empire, étoit le premier de cette nature, il eût été permis fans doute de l'obferver avant de prendre un parti, mais qu'avoit-on befoin de confulter encore le temps, quand on avoit pour foi l'expérience? et comment ne calculoit-on pas qu'un changement de Gouvernement, d'opinion, de fyftêmes, d'intérêts fur tous les points, devoit finir par mettre une nation nouvelle à la place

ce de celle qui exiſtoit? Si le côté de la morale n'intéressoit perſonne, celui de la politique pouvoit inquiéter; il n'eſt pas dans la marche des événemens qu'un pouvoir uſurpateur ſe croie lié par les engagemens de celui qu'il a renverſé; en pareil cas les anciennes amitiés ſont ſuſpectes, les alliances d'elles-même ſe trouvent rompues, et l'on avoit droit de s'attendre d'avance, que les clubs de Paris ne tiendroient jamais aux traités signés à Verſailles. Si l'on ne vouloit pas voir dès-lors que la conduite de la France étoit attentatoire aux droits reſpectifs des nations, qu'elle renverſoit les baſes, ſur lesquelles la politique de l'Europe étoit appuyée, rien de plus simple, ce n'étoit point ignorance, c'étoit mauvaiſe foi, et la mauvaiſe foi n'ouvre point les yeux; mais que depuis on ait ſérieuſement blâmé des ſouverains, des précautions qu'ils ont dû prendre, c'eſt avoir pouſsé l'injuſtice à leur égard bien loin, et leur avoir reproché ce qu'on n'a jamais conteſté à la Hollande, le droit d'op-

po-

poser des digues à la mer qui menace de l'engloutir.

Mais qu'on ſuppoſe un moment, que les François en changeant de Gouvernement eussent reſpecté tout ce qui n'étoit pas eux, eſt-il donc bien vrai de dire, qu'une vaſte contrée placée au centre de l'Europe, lui ſervant pour ainsi dire de noyau, pas ſa situation heureuſe et ſon commerce, pût tout à coup changer de maîtres ſans renverſer, ſans ébranler du-moins cette voûte dont elle étoit depuis long-temps une des principales clefs? En déplaçant la France, qui nécessairement devoit perdre ou acquérir du poids dans la balance politique, que devenoit l'équilibre, auquel eſt attaché depuis cent cinquante ans la tranquillité de tant d'états, qui, ſans être toujours en paix, ont cependant de certaines baſes, ſur lesquelles ils ſe rallient? équilibre d'autant plus nécessaire que ces états, ne pouvant tous avoir les mêmes intérêts, ſe ſont partagés entre eux, et protecteurs ou protégés ſuivant leur

leur force ou leur influence, ſe meſurent, s'arrêtent, s'obſervent et s'assurent une indépendance, qui, grace aux passions des hommes, ne ſe trouve plus que là, où deux partis s'entravent et ſe ſurveillent chaque jour. Si l'on a eu la perfidie de nier, que le renverſement total des loix et du Gouvernement n'entraînoit pas dans un pays mille changemens, ſuite necessaire de nouvelles idées, qui naissent de principes nouveaux, l'hiſtoire n'en eſt pas moins reſté ouverte ſous les yeux de tout le monde, et ſans descendre dans des détails inutiles pour appuyer la plus juſte de toutes les assertions, il a été impossible de ne pas dire que la France, bornée comme toutes les autres puissances qui l'entourent, à une force armée limitée, a rompu tout équilibre du jour même, où elle a entouré le trône d'un million de ſoldats menaçans. „Ah! disent „ces écrivains, qui font aux autorités un „crime de ſe défendre, ce n'étoit point à „l'Europe, mal à propos effrayée, que pou-

„voit

„voit en vouloir cette garde nationale, „rappelant de nos jours les armées innom„brables de Xercès, on savoit dès-lors „qu'elle ne s'attaqueroit qu'à l'autorité „royale *), et qu'elle n'étoit organiſée „qu'afin de protéger ceux qui vouloient „ſapper ce même trône, qu'elle avoit l'air „de vouloir défendre ;" mais depuis quand, en politique eſt-il permis de croire plutôt les phraſes des beaux eſprits et les écrits des philoſophes, que les faits que l'on a ſous les yeux? Depuis quand, eſt-il prudent de s'endormir près du lion, qui ſommeille, sous la foi du conducteur grossier, qui promet de ne pas l'éveiller? Les peuples, et ceux ſurtout qui doivent prévoir pour eux ce qui peut leur nui-

*) Ainsi du moment que les Souverains étoient dans la confidence, qu'on n'en vouloit qu'à l'un d'eux, ils devoient ſe tenir tranquilles, s'honorer de cette marque de confiance et attendre patiemment leur tour; que l'on leur ait dit cela, rien de plus simple, mais qu'ils l'aient cru . . . voilà ce que l'hiſtoire dira envain à nos neveux.

nuire, devoient-ils donc croire aux égards et à la parfaite neutralité que pourroient garder des intrigans, qui avoient choisi le plus honnête des hommes, pour accabler en lui la ſouveraineté d'outrages? non, à l'époque même où toute la France forgeant des piques, en menaçoit déjà l'infortuné Louis ſeize, la tranquillité de toute l'Europe étoit aussi menacée. Le Véſuve ne vomit point des torrens de lave, ſans que l'Etna ne paroisse ému, et les naturaliſtes, en ſaisissant ces rapports, en arrachant à la nature l'un des beaux ſecrets cachés dans ſon ſein, ont indiqué aux vrais politiques, celui de cette prétendue philoſophie, bien plus redoutable que l'élément le plus déſtructeur.

Le reſpect religieux, que l'on doit aux propriétés, eſt le ſeul lien, qui cimente les différentes parties de la ſociété; tout a été détruit, du moment où, ſans être frappé de mort, on a oſé toucher à cette arche ſainte de la civiliſation; et pour prouver que cet atten-

tat eſt le plus immoral de tous, en cela ſeul qu'il entraîne le plus de funeſtes conſéquences, c'eſt qu'au milieu des horreurs et des massacres, qui ont déjà ſouillé l'hiſtoire de tant de nations coupables et barbares, cette violation du droit le plus ſacré a toujours excité l'indignation, même de ceux, qui ſe jouoient de la vie des hommes.

Mais il eſt plus d'une ſorte de propriétés, et voilà ce que les intrigans, qui ont fomenté la révolution françoiſe, ont méconnu à dessein; le reſpect et l'obéissance ſont des propriétés, que les peuples doivent garantir aux ſouverains, comme ces derniers doivent leur assurer et protection et juſtice.

En inſultant, en cherchant à avilir Louis ſeize, les François, dès 1789, attaquèrent ce principe, et les envahissemens, qui rapidement ſe ſont ſuccédés, n'ont été qu'une ſuite naturelle de la première inſulte de ce peuple envers ſon Roi.

En

En continuant à ſuppoſer que les principes avancés par les premiers architectes de la révolution, ne regardassent directement que la France, qui peut oſer nier aujourd'hui qu'ils ne dussent apporter de grands changemens dans toute l'Europe? Sans s'attacher au danger moral de ces mêmes principes, on peut calculer leur influence physique. La liberté des Nègres, en renverſant les colonies, devoit nécessairement diminuer un jour l'importance de la marine françoiſe, et effrayer par là les autres puissances maritimes, qui, telles que l'Espagne, ſont jalouses avec raiſon de la ſupériorité de l'Angleterre, reine des mers toutes les fois que la France ne tentera pas, sinon de lui ravir, du moins de lui disputer cet empire.

La république françoiſe, en dépouillant la maiſon de Bourbon du patrimoine immenſe, que les deſcendans de Hugues Capet avoient réuni à la couronne, comme un dépot confié à la loyauté de

leur peuple, devoit s'attendre aux justes reclamations de tous les princes attachés à cette maison par le sang. L'empire devoit voir, avec quelqu'inquiétude, diminuer chaque jour l'autorité et l'influence d'un des garans de son indépendance; Rome et Malthe se laisser ravir avec peine des propriétés, dont le temps avoit consacré la légitimité; et sans parler des attachemens personnels, dont il paroît qu'en politique on dégage tous les souverains, sans même prononcer sur la question délicate du culte, non pas renversé, mais déjà dédaigné, ce qui en matière de religion est pis qu'outragé, qui peut, si j'ose me servir d'un mot qui vient de ces mêmes novateurs, qui peut avoir *l'impudeur* de présenter l'Europe à l'époque de l'acceptation de la constitution, spectatrice désintéressée et indifférente d'un bouleversement, qui déplaçoit son commerce et renversoit sa Politique?

Mais c'est assez long-temps dédaigner de se servir de tous ses avantages; à des ad-

adverſaires ſans bonne foi, il faut répondre ſans ménagement. Oui, si les François, dans leur délire, avoient pu conſerver assez d'adresse pour n'attenter qu'à leur propre bonheur, l'Europe, l'Europe ſe devoit encore de ſurveiller ce peuple turbulent, comme tout état policé a droit de punir le suicide, dont l'exemple dangereux importe à la société, malgré ſon indifférence pour l'individu dont il la prive. Mais ce n'eſt point avec cette ombre de juſtice, que la France a prétendu ſe régénérer; ce n'eſt point en ſe reſpectant, et en reſpectant ſes voisins, qu'elle s'eſt occupée de ſon intérieur; si dès les premiers troubles qui l'ont agitée, si même dans ſes débats elle avoit témoigné cette circonſpection, qui n'eſt point dans ſon caractère, on ſe feroit contenté, en plaignant ſes erreurs, d'obſerver ſes folies; et l'on ſait à préſent par expérience, que pour peu que les démagogues, qui ont renverſé ce bel empire, eussent daigné en impoſer ſur leurs véritables desseins,

 on

on auroit laissé sapper de fait la fouveraineté, en fe contentant de la faire refpecter par des mots. Mais ce n'étoit point par cet efprit de ménagement que l'assemblée nationale étoit dirigée; fans égards pour les traités les plus folemnels, fans refpect pour la propriété, elle avoit déjà, tout en abattant cet arbre antique, qui la protégeoit de fon ombre, élagué d'une main dévaftatrice quelques branches des arbres les plus voisins. Elle avoit fupprimé des droits anciens, honorifiques, utiles de plusieurs Princes étrangers, qui avoient des possessions en Alzace. Vainement le chef de l'empire s'étoit intéressé en leur faveur; fans vouloir même écouter les reclamations les plus juftes, cette assemblée présomptueufe les avoient rejetées avec dédain.

De nouveaux fujets de crainte excitèrent avec raifon la follicitude des fouverains; la France réduisit l'infurrection des peuples contre l'autorité en syftême; le propos le plus facrilège fut avancé devant

elle,

elle, et ſtupidement elle y applaudit; On oſa dire dans l'assemblée nationale, que l'inſurrection, c'eſt à dire dans toutes les langues la révolte, étoit le plus ſaint des devoirs; et cette assertion, jetée dans le milieu de l'arène, fut pour la France cette boëte fatale, dont tous les maux ſortirent à la fois, ſans même y laisser l'espérance.

On publia les droits de l'homme; on omit à dessein de faire connoître ſes devoirs; on répandit de nombreux ouvrages, dirigés particulièrement contre les Souverains; et ces ouvrages, compoſés afin de délier à la fois tous les peuples de tous les pouvoirs, parurent en Angleterre, en Allemagne, dans tous les pays circonvoisins, et infectèrent tout à coup l'Europe, depuis les glaces de la Russie, jusques au midi brûlant de l'Italie.

Tant de ſottiſes par malheur ſe dirent, ſe répétèrent, s'écrivirent dans la langue la plus univerſellement adoptée; et, par une ſuite de cette fatalité attachée à faire

réussir, par le concours de toutes les circonſtances, la révolution françoiſe, cette langue qu'un siècle de gloire, et quelques grands écrivains avoient prêtée à l'Europe, afin d'y faire circuler plus rapidement la penſée, tout à coup transformée en un poiſon funeſte, ne ſervit qu'à répandre plus vîte ces belles phraſes philantropiques, ſavourées par des fous et adoptées par des intrigans.

Ce n'étoit point assez de bouleverſer la France par le fait, l'ardeur du prosélytisme s'empara de toutes les têtes; les François, ces prétendus ennemis du fanatisme, formèrent le projet de répandre leur doctrine parmi toutes les nations; un grand empire leur parut un champ trop resserré pour leur vaſte dessein; ce n'étoit point ſervir dignement l'humanité, que de la régénérer dans vingt-six millions d'hommes, et dans la chaleur du plus beau zèle, ils voulurent enſeigner la religion de l'égalité, comme les lieutenans de Mahomet annonçoient l'Alcoran

coran aux Arabes. Des missionnaires furent envoyés dans tous les états, pour séduire les peuples par l'amorce décevante et flatteuse d'une égalité chimérique, d'une liberté sans bornes ; et, afin que l'Europe attentive ne pût douter un moment de ce perfide dessein, un club s'éleva dans Paris, et se déclara publiquement le point central, d'où devoit désormais partir tout homme destiné à l'honneur de renverser les trônes, et à porter la discorde et l'anarchie jusques aux extrémités de la terre.

Envain les écrivains fallacieux, premiers historiens de la révolution, ont omis de transmettre les motions incendiaires faites dès les premiers jours de la liberté ; envain ceux qui l'ont observée, comme un amant avec sa loupe examine le portrait de sa maîtresse, ont caché ce que le désir d'ouvrir les yeux à tous les peuples, car il faut parler leur langage, a fait proposer et entreprendre ; ces philosophes modernes, cruels un moment par

philantropie et assassins par humanité, n'échapperont point à l'hiſtoire, qui fait juſtice; elle ne laissera point enſevelir dans l'oubli les menaces des jacobins, les vociférations de leurs tribunes, et ſurtout cette offre d'un héros du proſélytisme, précieux à transmettre à la poſtérité.

„Il ne faut que quelques braves comme „moi, disoit-il, et l'Europe ſera bientôt „délivrée de quelques tyrans; jurons-le „tous par ce fer que je tiens dans mes „mains, et chargeons-nous chacun de la „vie d'un de ces monſtres couronnés.“ *)

Sans

*) C'eſt aux jacobins d'Orléans que s'eſt faite, au mois de mars 1790, cette motion honorable, que toutes les gazettes transcrivirent, que tous les honnêtes gens ne purent lire ſans rougir pour leur patrie, et qui n'excita que le ſourire des Démocrates...... qui ne ſe rappelle pas que depuis, le Prussien Anarcharsis Cloots, ce féroce et ridicule Ambassadeur du genre humain, en condamnant l'infortuné Louis ſeize, ajouta: *et je condamne pareillement à mort l'infame Frédéric Guillaume*. Ces

pro-

Sans doute qu'il falloit, pour venir à bout d'un pareil dessein, plus que l'extravagance de le concevoir, plus que l'audace de le propofer, et tous les souverains n'ont dû leur vie qu'à la difficulté de l'entreprife et au manque de courage de quelques fcélérats pour l'exécuteur; mais après un pareil voeu, émi publiquement, encouragé, fouffert du moins par un peuple, qui fe difoit encore civilisé, que n'avoient point le droit de redouter ces mêmes souverains menacés dans les tribunes, non plus feulement par de faux principes, mais bien pas des poignards dont la pointe étoit dirigée contre leur fein. C'eft assez les défendre d'avoir embrassé, après y avoir été long-temps excités, une querelle qui leur étoit aussi perfonnelle. On ne peut les en

propos font les crimes de quelques hommes, mais que dire des assemblées qui les applaudissent et de la nation qui les souffre? .... c'eft cependant avec cette même nation que depuis.....

en blâmer, qu'avec la mauvaiſe foi avec laquelle on leur cherche depuis long-temps des torts. Dieu veuille pour eux, que la poſtérité les lave aussi bien d'avoir mal défendu leurs droits que de s'être engagés dans une guerre, que l'honneur joint à la politique leur a dit d'entreprendre, et que la politique ſeule leur a dit depuis d'abandonner ou de pourſuivre avec mollesse!

De tout temps il avoit été permis d'attacher quelque prix à ſes droits, et de chercher à ſauver ſa perſonne; Tout mortel, quelqu'obſcur qu'il fût, jouissoit de ces avantages; mais il a plu aux écrivains modernes de prétendre en priver les ſeuls Souverains, et ces *Magistrats du peuple*, ces *premiers fonctionnaires publics*, ont dû s'immoler pour ne jamais séparer leur cauſe de celle de leurs ſujets, tandis que ces derniers, ſollicités de toutes parts à s'en détacher par les conſeils de ces mêmes écrivains, on fait entre eux cauſe commune.

Eh

Eh bien! que l'on ſuppoſe encore, que par un dévouement, qui ſeul juſtifieroit aux yeux des hommes le reſpect religieux qu'ils accordèrent de tous temps à la ſouveraineté, les chefs des Gouvernemens, tous ceux enfin, qui pour le repos de la ſociété ſont chargés de l'emploi pénible de veiller pour elle, n'euſſent écouté que cet abandon imprudent, ils n'en auroient dû, qu'un peu plutôt pour le bonheur des peuples, et non plus pour leur propre ſureté, s'oppoſer aux efforts hardis de la révolution françoiſe, du moment ſurtout, qu'ils voyoient qu'elle cherchoit à franchir les limites de leurs états.

Peuples! de quelque coin de la terre que vous ſoyez, quelque ſoit la religion qui vous domine, les loix qui vous gouvernent, le ſouverain qui vous protège ou qui vous aſſervit, jetez à préſent un coup-d'oeil ſur ce beau pays, la patrie des philoſophes, et depuis ſept ans leur ouvrage. Vous n'avez point oublié l'époque, où riche d'un ſol fertile, il ſuffiſoit

à

à nourrir vingt-six millions d'habitans; vous n'avez point oublié non plus, que ſon induſtrie pompoit naguère votre numéraire; que ſes arts vous attiroient, et que si vous blâmiez avec quelque raiſon ſon luxe excessif, ſon faſte, ſa frivolité, vous ne pouviez vous empêcher de venir en foule rendre hommage à ſon goût et applaudir à ſa magnificence. Que reſte-t-il de tant d'opulence? où ſe sont épuiſées tant de ressources? où ſe ſont enterrées tant de richesses? Peuples! vous le ſavez aujourd'hui, tout eſt tombé dans le gouffre de la philoſophie moderne, et vous tous à préſent rangés ſur ſes bords, vous attendez avec effroi le moment où l'on doit vous y pousser à votre tour *). L'état ſeul

*) L'attrait de la démocratie eſt tel pour une certaine classe d'hommes, que c'eſt envain qu'on leur en prouve les inconvéniens, et qu'ils en ſentent eux-mêmes le danger; ils ſont devant ce gouffre comme la belette devant la gueule du ſerpent, un charme invincible l'attire, et la certitude d'être dévorée, ne peut l'empêcher de s'y précipiter.

ſeul de la France, le régime de ſang qui l'a dominée, le règne odieux de Robespierre, la guerre qui l'a dévaſtée, la famine qui la dévore, tous les fléaux qui la dépeuplent, juſtifient assez tout Gouvernement qui s'eſt oppoſé aux efforts de cette démocratie.

C'eſt pour prévoir, c'eſt pour prévenir les maux qui menacent les peuples, que la providence a assis des ſouverains ſur des trônes, et non pas ſeulement pour les réparer; ce ſont eux qui doivent écarter ces maladies de l'eſprit humain, qui déſolent et dévaſtent les empires, et ce ſont eux enfin, qui doivent combattre ſans cesse par des remèdes doux et humains, les progrès du poiſon que diſtribuent à dessein des malheureux chargés de faire autant de mal à l'humanité, que ces ſouverains ſont appelés à lui être utiles. Ce n'eſt point à la démocratie, à l'égalité, à la liberté que les Gouvernemens ont dû oppoſer de ſages barrières; tous ces

mots

mots n'étoient que des chimères et l'on ne prévient pas ce qui ne peut exifter; mais ces mots là entraînoient la mifère et la cruauté, des échafauds et la famine, et c'eft de tant de fléaux réunis qu'ils ont dû chercher à garantir les peuples, tandis que ceux-ci murmuroient encore de la tyrannie, qui ne vouloit point laisser arriver jusques à eux des dons aussi précieux à fe partager.

Mais à tant de motifs, dont un feul auroit fuffi autrefois, celui de la religion attaquée, de toute morale pervertie, il faut donc ajouter des argumens plus à la portée de tous les hommes, plus marqués par l'intérêt perfonnel; il faut juftifier aujourd'hui la raifon, ne plus avouer ce qui simplement eft honnête, rougir de ce qui n'eft que fage, ou du moins fe faire pardonner ces caufes fecondes par des avantages d'une valeur fentie par tout le monde, prouver enfin que non feulement les puissances avoient le droit

de

de ſe mêler de la révolution françoiſe et de s'y oppoſer de tout leur pouvoir, mais encore que la politique, telle que l'on conçoit ce mot dans tous les cabinets de l'Europe, en faiſoit une loi impérieuſe à cette coalition, qui a plus à rougir de ſa nullité, qu'à s'excuſer de ſon exiſtence.

Des Evénemens qui ont nécessité la coalition.

Louis ſeize un moment avoit été libre, et ce moment lui avoit ſuffi pour déclarer à toute l'Europe qu'il ſe regardoit comme priſonnier; cet aveu, qui depuis lui a couté la vie, gêna la mauvaiſe foi de ceux qui préféroient, depuis long-temps, le ſuppoſer d'accord avec ſon peuple pour dénaturer tous ſes droits. Il fallut en appeler au Roi fuyant à Varennes, de tous les décrets ſanctionnés par le Roi en ôtage à Paris, et renoncer à croire heureux

et libre, celui qui levoit vers le ciel d'innocentes mains, que l'on rechargeoit de chaînes. Malgré les phrafes oratoires d'une assemblée, devenue bien moins législatrice que fouveraine, il fallut s'en rapporter à des faits, laisser s'évaporer les mots, et fe convaincre que la France, et par contre coup toute l'Europe, revenoit rapidement du refpect qu'elle avoit si long-temps accordé à la fouveraineté.

Louis quatorze avoit trop habitué toutes les cours à regarder fa maifon comme montée au faîte des grandeurs, pour que la vie privée de Louis quinze, l'impolitique traité de 1756, et le gaspillage des finances depuis trente ans, eussent déjà pu effacer cette prépondérance accordée à regret à la famille des Bourbons; le fpectacle de plusieurs de fes princes fugitifs, errant en Italie et en Allemagne, flatta d'abord la vanité fatiguée d'un trop long hommage, mais il fervit en même temps à avertir du danger, et on fe trouva forcé de fe dire, qu'on n'a plus droit de

comp-

compter ſur rien dans l'univers, dès l'inſtant qu'un ſeul jour de délire peut renverſer neuf cents ans de confiance, de gloire et d'amour.

En cherchant à intéresser les peuples, et à identifier l'univers à leur cauſe, les Princes françois uſèrent de leurs droits, tandis que les ſouverains conſervèrent celui de ſe mettre en garde contre les ſéductions de tous les genres, employées par des gens exaltés, qui peignoient la France bien plus ce qu'ils croyoient qu'elle devoit être, que ce qu'elle étoit en réalité. L'Allemagne, partagée entre ſes nouveaux hôtes et ſes propres écrivains, n'entendoit de part et d'autre que le langage des passions, et jamais celui de la raiſon, qui pouvoit ſeule l'éclairer ou la prémunir. Ballottée entre tous les extrêmes, comme s'il n'exiſtoit aucun milieu entre des prétentions exagérées et des ſophismes empoisonnés, elle crut qu'il falloit opter et ſe jeter aveuglément dans les bras d'un des deux partis. Sans doute alors

 que

que ceux, dont la caufe étoit la plus jufte et la plus analogue au caractère franc et droit des Allemands, avoient beaucoup d'avantages fur leurs adverfaires; fans doute qu'il ne tenoit qu'à eux, avec un peu d'adresse, de s'attacher aussi facilement les coeurs, que de gagner les efprits, mais il falloit d'abord chercher à plaire par des égards, fe captiver jusques à adopter en partie les manières de ceux auxquels on demandoit l'hospitalité, fe rappeler que la légéreté d'une nation tranchoit trop vivement avec la circonfpection de l'autre, fe plier au cérémonial, ne point plaifanter de l'étiquette, ne point fe choquer d'ufages qui n'étoient pas les siens, et ne point afficher une fupériorité que l'homme, qui vit tranquille et chez lui, a bien le droit de contefter à celui qui n'a pas fu être aussi fage ou du moins aussi heureux; fiers au contraire de la bonté de leur caufe, de cette générosité chevaleresque, qui femble être attachée à l'abandon de fa fortune, gâtés par cette efpèce d'hommage que l'Eu-

rope

rope a si long-temps payé à la France, qu'elle voudroit lui refuser et qu'on oublie difficilement quand une fois on l'a reçu, les françois, répandus dans toute l'Allemagne, ne crurent point qu'il fût possible de faire tort à des sentimens honnêtes, en dédaignant quelques formes, d'une bien petite importance auprès des principes qu'ils défendoient. Prévenus de leur côté et bientôt injustes, les Allemands prirent quelques étourderies pour des insultes faites à dessein; choqués de l'imprévoyance, avec laquelle ils voyoient se préparer gaiement à la démarche la plus sérieuse, ils crurent trouver de mauvais coeurs là, où il n'y avoit que de mauvaises têtes, et refroidis assez par de fausses apparences pour ne plus aller à la recherche de qualités réelles, ils se détachèrent de la cause de la royauté, à mesure qu'ils s'éloignèrent de ses imprudens défenseurs.

C'est à cette époque, que les souverains purent s'appercevoir combien les nouveaux

principes des prétendus droits de l'homme, tous ces preſtiges d'égalité, de liberté, faiſoient dans leurs états des progrès rapides, C'étoit particulièrement dans cette Allemagne, où l'inſouciance et la foiblesse des Gouvernemens, laissoient circuler une foule d'écrits, ſemés à dessein de préparer les eſprits à l'inſurrection, que les factieux les plus habiles, attirés par des mains protectrices, avoient répandu le plus hardiment leurs poiſons.

L'empire, morcelé en petits états, offroit une ſurveillance moins exacte et moins dangereuſe; on ſavoit qu'il y existoit quelques ſujets réels de mécontentemens, que là, plus que partout ailleurs, il regnoit une foule de ces petits abus, qui choquent beaucoup plus les peuples qu'ils ne leur nuiſent; on eſpèroit envenimer de légères blessures, achever d'aigrir des coeurs prévenus, et profiter habilement de tous les partis afin de les asservir. D'ailleurs on ne pouvoit douter de cet eſprit de philoſophie, répandu

dans

dans les ouvrages de quelques écrivains allemands ; on avoit obſervé l'avidité avec laquelle toutes leurs maximes dangereuſes avoient été ſaisies ; on connoissoit l'amour de ces auteurs pour la Méthaphysique, leur penchant pour les ſophismes, et la préférence qu'ils avoient oſé publiquement accorder à cette religion naturelle, pour laquelle ils venoient depuis vingt ans de ſe prononcer. Si l'ignorance des Espagnols, si la ſuperſtition des Italiens, si l'esprit national des Anglois avoient effrayé cette propagande ; appliquée ſans relâche à empoisonner l'Europe, elle comptoit ſur l'inquiétude des Belges, l'apathie des Hollandois et ſurtout ſur l'avidité des Allemands à ſe ſaisir de toutes ces rêveries, enveloppées à dessein dans de profonds myſtères.

A cette exaltation près, qui, donnant au caractère volcanique des françois la vertu inflammable de la poudre, les rend plus propres aux émotions populaires, on accordoit à ces derniers l'honneur d'être

de tous temps le peuple de l'Europe le plus avide d'émotions nouvelles; on se rappeloit la puissance effrayante de ce fameux tribunal secret *), dont l'atrocité enveloppée d'un voile religieux, le seul alors qui put tout cacher, n'avoit que trop d'analogie avec les clubs jacobiques; on se souvenoit que, soit raison des peuples ou politique des souverains, l'Allemagne en s'étant la première saisi de la doctrine évangélique, avoit fait voir que rien ne coutoit à ses peuples, pour soutenir une opinion, une fois qu'ils l'avoient adoptée.

Tant de titres méritoient bien les soins qu'on prenoit pour agiter l'empire, livré par l'insouciance de ceux qui le gouvernoient à tous les coups des Démagogues, et

*) Ce n'est point en dédaignant ce tribunal que les souverains de l'empire sauvèrent leurs vies et leur trône; c'est en s'initiant dans ses secrets; en renversant par la force cette puissance que l'opinion avoit créée, et non pas en élevant autels contre autels, et argumens contre sophismes.

et les princes Allemands, condamnés à ne voir le mal que quand il deviendroit bien difficile à réparer, s'étoient donné un chef ſans avoir ſeulement ſongé à s'entendre, et en cas de beſoin à ſe réunir.

Léopold venoit de monter ſur un trône, dont l'ambitieux Joſeph avoit briſé tous les ressorts à force de vouloir les tendre; il ſuccédoit à un ſouverain philoſophe à la manière des philoſophes de ſon temps, croyant dominer ſon siècle en ſe laissant dominer par lui, heurtant tout, ne ſatisfaiſant perſonne, choquant au contraire tout le monde, renverſant ſans édifier, et tourmenté du désir d'occuper la renommée à tout prix, comme si un Empereur avoit beſoin, ainsi qu'un simple berger, de brûler le temple d'Ephèſe afin de faire parler de lui. C'eſt avec ce caractère plus opiniâtre que ferme, cet esprit plus tranchant que vaſte, ces petites lumières et ces demi-talens que Joſeph, fatigué de l'ascendant du grand homme, qui tenoit ſa puiſsance en échec,

 avoit

avoit imaginé rivalifer avec lui, et n'avoit fervi qu'à prouver, que la marche du génie eft aussi simple que celle de la médiocrité eft embarrassée.

Léopold, en fuccédant à fon frère, étoit loin d'adopter fes projets; Prince éclairé mais timide, il venoit d'essayer fur un peuple, qu'il avoit rendu heureux, des principes pour gouverner, établis fur la véritable philofophie; peut-être l'habitude de regner fur un pays d'une médiocre étendue avoit-elle retréci fes vues, reftreint fon ambition, mais attaché sincèrement aux toscans, qu'il avoit désiré de rendre heureux, il regrettoit au milieu de fes nombreux domaines un champ moins vafte, dont fon oeil paternel, embrassant mieux l'enfemble, pouvoit encore diftinguer, fuivre, et protéger le dernier de fes fujets. En croyant que les Souverains ne doivent point abufer d'un pouvoir, qui n'eft peut-être jamais plus réel, que quand ils en font un prudent ufage, Léopold étoit loin de penfer que le peuple, qui n'eft jamais

lui,

lui, mais le jouet de quelques factieux, qui le font parler, eût le droit de reprendre à sa volonté, ce qu'il avoit aliéné pour son bonheur, et surtout pour sa tranquillité. Il voyoit avec une vive inquiétude les maximes hardies, qui se répandoient du sein du foyer de la rébellion, et le succès de l'insurrection des françois lui paroissoit un exemple, qui devoit à la longue troubler, non seulement ses états, mais perdre l'Europe entière. A ces raisons, bien suffisantes pour entraîner un monarque humain, il s'en joignoient, faites pour déterminer un Prince aussi sage. La politique le lioit, encore plus que le sang, à ce Roi que l'on avoit déjà dépouillé, non seulement d'une partie de son pouvoir, mais encore de toute son influence; il perdoit en lui un allié puissant; il désiroit le servir, mais il sentoit le danger de ne le faire qu'à demi, et il voyoit, avec douleur, qu'une guerre ruineuse contre les Turcs achevoit de dévorer ses finances, et de le mettre hors

d'état

d'état d'en impofer assez à l'Europe, pour lui rendre fa tranquillité.

Moins prudent, mais non pas moins loyal, animé de cet efprit chevaleresque, que l'on aimeroit à retrouver plus fouvent dans les Rois, si la politique ne renverfoit pas la noble franchife, comme la poudre à canon les héros, le Roi de Suède s'étoit depuis long-temps prononcé comme l'ennemi perfonnel de la révolution; c'eft en soldat et non pas en souverain qu'il prétendoit la fervir, et si la mort ne l'avoit pas arrêté, on ne fait pas ce qu'un pareil Prince eût pu faire faire par fon exemple.

C'eft à cette époque, que Louis feize, après avoir confulté l'Empereur, fe décida à fe rendre à Montmédi; on fait à quoi a tenu ce plan, qui devoit épargner à la France tous les maux qui l'accablent, tous les crimes qui la déshonorent, et combien les plus petits accidens retardent ou accélèrent la chute des grands empires. Léopold, inftruit et de moitié dans ce projet, fe hâtoit de revenir de Tos-

Toscane à Vienne pour feconder de là les vues fages et modérées de Louis feize; il venoit de signer à Pavie l'engagement de l'aider à fe venger de fon peuple, comme il désiroit de le faire, c'eft à dire, en le rendant heureux, et si ce traité, fecret encore pour bien des gens, eft une preuve de l'agression des puissances, il faut renoncer à toute juftice, si l'on ne convient pas que les maximes lancées du haut des tribunes de l'assemblée nationale, n'attaquoient pas bien plus directement les souverains, que les promesses de médiations du pacifique Léopold n'attaquoient la liberté des françois. D'ailleurs qui oferoit nier que l'Empereur n'eût pas déjà des droits réels à fe préparer à repousser l'outrage par la force? qui foutenoit les patriotes du Brabant, dont l'énergie étoit déjà aux abois? qui formoit des voeux et des plans pour lui enlever la riche Belgique, si ce n'étoient ces mêmes factieux dont il ne vouloit que s'assurer la neutralité? Les agresseurs véritables

font

ſont ceux, qui ont cherché long-temps à ſusciter une guerre d'intrigue, et la première de toutes les hoſtilités n'eſt pas celle que l'on a faite, les armes à la main.

Stimulé par la priſon de Louis ſeize, mais épuiſé par la guerre des Turcs, affoibli par celle du Brabant, Leopold crut qu'il étoit temps d'étouffer des querelles d'un intérêt ſecondaire, et replaçant la politique au vrai point de vue, où elle devroit toujours être, il engagea le Roi de Prusse à se réunir à lui à Pilnitz. C'eſt là que, dégagés d'une partie de ces formes diplomatiques, qui coutent des amis aux Rois et de véritables protecteurs aux peuples, Frédéric Guillaume et Léopold signèrent franchement une convention, qui prouve que le bien eſt ſouvent dans le coeur des Souverains et le mal dans cette fatalité, qui leur donne le pouvoir, à la charge de n'en pas jouir.

L'Empereur et le Roi de Prusse, convaincus de la captivité du Roi de France, convaincus de l'immoralité des factieux qui l'en-

l'entouroient, jurèrent alors de le délivrer de ses honteuses chaînes, d'arrêter dans son cours ce torrent de rébellion, qui menaçoit de submerger l'Europe entière, et promirent au Comte d'Artois de fermer les yeux sur ces rassemblemens hostiles, que l'on commençoit à faire sur les bords du Rhin. Mais Louis seize, intimidé par la crainte des dangers, qu'il faisoit courir à tout ce qui lui étoit cher, Louis seize le plus dévoué de tous les hommes, mais le plus foible à force de vertus, dominé par un parti, qui, pour avoir des formes plus respectueuses, n'en étoit pas moins dangereux pour lui, tout à coup se détermina à accepter la constitution, en y joignant une lettre, qui pouvoit ne plus laisser de doutes sur son indépendance à ceux, qui, éloignés de ce foyer d'intrigues, aimoient encore à se flatter que les malheurs de la France étoient près de se terminer.

De ce nombre il faut compter Leopold, qui ne faisoit la guerre qu'avec répugnance;

ce; ce Prince d'après ſes principes modérés, d'après ſon exemple en Toscane, croyoit du fond de ſon coeur, qu'un Roi de France, pour être un peu moins puiſsant, n'en feroit qu'un peu plus heureux; cette erreur fut alors celle de beaucoup d'honnêtes gens, qui, trompés long-temps ſur les dimensions de la France, et ſur le caractère des françois, tels qu'ils ſe ſont montrés depuis, n'ont pu juger des cauſes que par les effets, et devoient ignorer alors, que cette conſtitution étoit inapplicable à une grande monarchie, où le monarque reſtoit ſans considération, ſans influence et ſans pouvoir.

Ce fut donc de bonne foi, que l'Empereur, qui, pour ſe tromper en ce moment, n'en voyoit pas moins aussi juſte encore que bien des gens qui l'accuſoient, retira ſa parole donnée, en motivant ce changement, ſur celui que l'acceptation de Louis ſeize avoit apporté, et le Roi de Prusse, revenu d'une espèce d'enthousiasme qu'il avoit éprouvé un moment, ſe hâta,

ta, à l'exemple de Léopold, de rentrer dans le dédale tortueux de ſa politique ordinaire; c'eſt à ce changement dans les dispositions des cabinets de Vienne et de Berlin, qu'il a fallu remonter, pour calculer avec juſtesse la cauſe du manque total de moyens pour faire la guerre, et la mesquinerie des forces que l'on a voulu employer quelques mois après, pour donner la loi à un pays, qui comptoit un million de bras armés. Delà vient que l'on a perdu à dessein une année entière, pendant laquelle le parti démocratique n'a pas perdu un ſeul jour; delà viennent les demi - meſures et la naissance de cet eſprit de méfiance, qui n'a jamais abandonné tous les membres de la plus formidable, comme de la plus incohérente de toutes les coalitions. A ces cauſes l'hiſtorien impartial pourra ajouter, ſans doute, les extravagances répétées, colportées par ceux, qui, ſortant tous les jours de la France, égaroient l'opinion ſur l'état réel de ce pays, et apprenoient en Allemagne

ce qu'ils avoient à dire ſur Paris, par la nécessité indispenſable de ſe monter au ton exagéré des premiers venus, ſous peine de passer pour Royaliſtes tièdes, et bientôt pour des hommes ſuspects.

Mais encore une fois, ce n'étoit point à ces tableaux aussi brillans que menteurs, que l'on s'en rapportoit à Vienne, ni à Berlin; les Miniſtres, inſtruits de toutes parts, ſavoient trop bien de la bouche même des démocrates, que rien n'étoit plus faux que ces belles espérances, et rien de si incertain que ce parti, que les royaliſtes prétendoient s'être menagé, et si depuis on s'eſt rejeté ſur eux de la foiblesse et du denuement des armées, c'eſt qu'il eſt des degrés de malheur, qui ſemblent dispenſer l'injuſtice de chercher même de la vraiſemblance dans ſes abſurdes accuſations. Revenue aux idées les plus pacifiques, l'Europe laissa tout l'hiver de 1792 les républicains achever de miner la monarchie; non ſeulement on ſe garda de provoquer la France, mais bien loin

loin de reclamer avec dignité contre les infractions faites au traité de Weſtphalie; on prit une attitude craintive de laquelle peut-être eſt née la confiance et tous les succès des François.

Léopold mourut, et ſes états héréditaires passèrent à ſon fils; enlevé rapidement au moment où le Roi de Suède venoit d'être assassiné, ſa mort donna l'épouvante à toutes les cours, jeta l'effroi dans le coeur de tous les souverains, et comme il faut toujours ſoupçonner pour les Rois des cauſes extraordinaires, comme s'ils n'appartenoient pas à la nature, on ſe hâta d'accuſer la révolution de France de deux événemens, auxquels il paroît qu'elle n'a d'autres rapports que cet eſprit de frénésie et d'audace, qu'elle inſpira au meurtrier de Guſtave trois.

L'empire, effrayé de tant de malheurs, eut le bon eſprit de ſentir, que ce n'étoit plus le moment de perdre, en des formes inutiles, le temps qui devenoit plus précieux chaque jour, et François ſecond que

tout portoit à la couronne impériale, ſuccéda en réunissant les ſuffrages, au rang comme à la puissance de ſon ſage prédécesseur.

Sans doute, qu'il étoit permis de croire, qu'il ſeroit facile de rattacher à une cauſe aussi juſte, que celle de Louis ſeize, un Prince encore dans cet âge, où la politique n'abſorbe pas tous les autres ſentimens, et où il eſt permis de ne pas compter ſon intérêt pour tout et l'intérêt général pour rien ; on ſavoit que François ſecond, né brave, élevé dans les camps, devoit désirer la guerre, et que l'élève de Joſeph devoit aimer à entreprendre. Mais ce qu'on devoit calculer, c'eſt que rarement un jeune souverain oſe ſe livrer d'abord à ſes premières impulsions, et que, si Vienne changeoit de maître, probablement la politique autrichienne n'en ſuivroit pas moins la même routine.

La mort de deux grands Souverains, n'apporta donc que très-peu de changemens à la cauſe des royaliſtes, et la coalition,

qui

qui devoit ſe renouer bientôt, en perdant un Roi dont la loyauté auroit pu déjouer plus d'un dessein perfide, n'y gagna qu'un jeune chef, plus ſusceptible que Léopold à ſe laisser entraîner.

Si l'Angleterre avoit été d'une grande influence dans les premiers troubles, question au moins énigmatique, il ne faut pas en inférer par l'inaction qu'elle affectoit en ce moment, qu'elle étoit indifférente ſur les affaires du continent. Vedette placée pour en obſerver la politique, et pour la diriger plus ou moins, par l'influence que lui donnent ſes forces maritimes, et la masse de ſon crédit, elle obſervoit au dehors, et s'occupoit dès-lors au dedans de diriger l'esprit public vers la guerre.

Pour ramener les Anglois, partagés au moins ſur la révolution, qui agitoit leurs voisins, pour étouffer les partis qui ſe formoient, pour contenir cet eſprit de vertige, d'autant plus dangereux, que chez un peuple qui jouit d'une grande li-

liberté, il exiſtoit plus de moyens de le répandre, il falloit une adresse égale à celle de ceux, à qui ces ſoins délicats étoient confiés, et ces miniſtres, occupés dans l'intérieur à ſe défendre, et à parer tous les coups que lui portoit l'adroite propagande, ne pouvoient que ſurveiller la politique de l'Europe ſans la diriger, et attendre du temps, et des propres excès des François, le moment où la masse entière des propriétaires ouvriroit enfin les yeux.

Ce que l'hiſtoire aura de la peine à concevoir, c'eſt que, dans toute cette époque, l'Europe n'ait jamais rien fait que d'après le mouvement que la France lui a imprimé. C'eſt elle, qui avoit rompu le traité de Weſtphalie dont elle étoit garante; c'eſt elle qui avoit refuſé d'entendre des réclamations ſages là, où on ne lui devoit que des menaces; c'eſt elle, qui injurioit les souverains, qui protégeoit les révoltés, qui fomentoit partout les troubles, gageoit des factieux, publioit ſa politique,

ſe

ſe vantoit d'en impoſer à tous ſes voiſins, tandis que ces mêmes voiſins, muets d'étonnement et frappés de ſtupeur, attendoient ſans prendre aucunes meſures ce qu'elle ſeule alloit décider d'eux. Que l'on n'aille donc plus s'étonner de l'audace, de l'énergie, de la force que la France a déployée dans cette guerre, et qu'on ſe hâte d'en chercher les cauſes dans l'indéciſion, et la foibleſse, qui ſemblent avoir été le partage excluſif de ſes ennemis. Non ſeulement la conſtitution ne marchoit pas, mais chaque jour elle s'embarraſsoit davantage; la méſiance qui regnoit entre le Roi, que l'on n'appeloit plus que le pouvoir exécutif, et cette légiſlature, lie de l'aſsemblée conſtituante, et deſtinée cependant à être remplacée par quelque choſe de pis qu'elle encore, étoit déjà à ſon comble.

Les miniſtres ne faiſoient plus que traverſer le conſeil, et ils ſe ſuccédoient avec une rapidité, qui prouvoit que la conſtitution avoit oublié de leur aſsigner une

place, où ils pussent inſpirer quelque confiance, et ſervir le Roi. Un puissant parti ſe formoit dans l'assemblée, et déjà il manifeſtoit hautement ſon voeu pour la république, lié encore aux Jacobins dont il devoit s'éloigner un jour, pour s'en rapprocher une ſeconde fois, il acquéroit de l'influence, tandis que les feuillans, partiſans de cette conſtitution, qui ſortoit de leurs mains, perdoient ſensiblement la leur; la cour embarrassée, et habituée à ne prendre que des partis malheureux, ſe jetoit dans les bras de ceux qu'elle croyoit les moins coupables; n'ayant plus que ce triſte choix à faire, et l'on en étoit au point de ſentir de tous les côtés, qu'une violente cataſtrophe pouvoit ſeule mettre fin à cet embarras général. Dumouriez, poussé par ſes intrigues et porté par ce parti de la Gironde, qu'il étoit bien décidé à trahir, à ſervir, à abandonner ſuivant les circonſtances, parvint au miniſtère dans un moment où le Roi, forcé de choisir parmi des talens obſcurs, et des

noms

noms qui lui étoient inconnus, nommoit au hazard tous ceux que les différentes factions ſavoient habilement placer sous ſes yeux; arrivé ſans autre plan que celui de tout brouiller, afin de tout dominer, il ne conçut point l'idée d'anéantir la royauté, d'élever ſur ſes débris une république, et de perdre la France en la livrant aux désirs de faire des conquêtes, mais il ſongea à ſon intérêt perſonnel, et regardant tout ce qui reſtoit de Généraux françois autour de lui, ce miniſtre ambitieux brusqua une déclaration de guerre, certain d'être appelé à y jouer le premier rôle. Cette bouffée de vanité, de l'homme le plus impudemment préſomptueux, de tous ceux, qui depuis Necker ont cherché à jouer un rôle, prouve cependant que Dumouriez jugeoit habilement où en étoit dès-lors réduit ſon pays, puisqu'il s'en regardoit déjà comme le défenſeur et l'espoir.

Les raiſons les moins ſolides étoient aſſez ſuffiſantes, pour un homme auſſi léger, et qui vouloit arriver à ſon but; il ſut trouver, dans la lenteur du cabinet de Vienne, et dans les réponſes froides et entortillées du Prince de Kaunitz, le prétexte qu'il cherchoit et qu'il auroit fait naître d'autres cauſes; et il pouſſa le Roi, qui, d'un autre côté entraîné et mal conſeillé, crut que la guerre, en éloignant de Paris beaucoup de gens dangereux, rameneroit un autre ordre de choſe, et forceroit l'Europe à ſe mêler de ſes intérêts. Ce fut donc d'après cet eſpoir de Louis ſeize, et les menées du miniſtre des affaires étrangères, que ſans magazins ſur les frontières, ſans officiers et ſans diſcipline dans les armées, la France ſous les auſpices les moins favorables, commença la guerre la plus mémorable de toutes celles de ſon hiſtoire; guerre dont les réſultats ont été d'autant plus étonnans qu'elle de-

voit

voit y épuifer l'Europe et s'y ufer toute entière.

De la Coalition.

Si des fautes réciproques ont signalé les commencemens de cette guerrre, si les françois l'ont déclarée fans moyens, si les alliés l'ont vu venir fans un feul plan de défense, les uns et les autres ont tiré des fruits bien différens des leçons qu'ils fe font mutuellement données.

L'effet de la coalition a été le contraire de tout ce qu'on s'en étoit propofé; aguerrir les troupes françoifes, prolonger l'anarchie, appeler les fuccès aux frontières, les françois au centre des pays qui les avoisinent, protéger tout ce qu'on vouloit renverfer, anéantir jusques au nom de la monarchie qu'on vouloit défendre, former au centre de l'Europe une puis-

puissance toute militaire, rendre guerrier un peuple actif, qui ne peut le devenir qu'aux dépens de la tranquillité de tous les autres, l'arracher à ſa frivolité naturelle afin de lui faire développer toute ſon énergie, porter le découragement à force de revers dans les armées les plus ſavantes et les mieux disciplinées, tel a été le ſort d'une grande alliance, qui n'a jamais repoſé ſur la ſeule baſe ſolide des traités, la bonne foi et la juſtice.

Méfiance envers ſes alliés, dédain envers ſon ennemi, tels ſont les deux ſentimens qui ont cauſé des maux ſans remède; si les ſuccès des françois ont fait revenir du dernier jusques à l'excès contraire, rien n'a pu corriger de l'autre; le beſoin de vaincre, la nécessité de ſauver ſon pays, l'amour de ſa propre conſervation, rien n'a pu faire céder le ſentiment de la jalousie; les premiers pas ont été des erreurs, les ſeconds et tous ceux qui les ont ſuivis, des fautes; les puissances, égarées dès le but, n'ont pas vu un ſeul

ſeul jour la vérité, et la révolution à été en cela si complette, que, ſoit pour attaquer, ſoit pour ſe défendre, dans toutes les classes, chez tous les peuples qui s'en ſont mêlés, partout l'intérêt lui-même a été ſacrifié à la vanité.

Un coup-d'oeil rapide ſur la marche de la coalition ſuffira pour convaincre de cette vérité; on y verra dès les premiers pas la méfiance entraver tous les plans, la politique arrêter tous les efforts, la jalousie affoiblir tous les ſacrifices, l'inquiétude changer toutes les volontés, et l'Europe regarder ſans cesse la France à travers le prisme trompeur, que des intrigans ont mis ſous ſes yeux.

Le malheur de la coalition, dès ſon principe, a été de réunir deux puissances rivales, qui, pour combattre la France, n'ont pu ſe faire le ſacrifice de leur animosité réciproque; si l'une et l'autre avoit ſenti l'importance de la mission qu'elles vouloient remplir, si à des raiſons politiques, elles avoient un moment ajouté de ces rai-

ſons

ſons morales, qui ont plus de rapports qu'on ne croit aux loix physiques qui gouvernent les empires, certes, ſacrifiant des intérêts devenu ſecondaires, elles auroient plus franchement concouru au même but.

Soit qu'ils n'aient pas voulu effrayer les ſouverains, ſoit plutôt qu'ils ſe ſoient trompés eux-mêmes, les miniſtres n'ont jamais préſenté à leurs maîtres la queſtion ſous ſon point de vue véritable; la guerre a été entrepriſe comme une meſure de ſureté, pour maintenir le traité de Weſtphalie, et non comme une ſatisfaction ſolemnelle demandée par tous les ſouverains outragés. Si la Prusse la première a quitté la coalition, si elle s'eſt détachée avant toutes les autres puissances de cette masse insignifiante et paralyſée dès ſon principe, si ce coup d'adresse en politique eſt une grande erreur en moralité, le cabinet de Vienne n'eſt pas aussi ſans reproche à ſe faire, et ſans parler de l'ambition déplacée qu'il a témoignée pendant

toute

toute une guerre, qui, à quelques mois près, n'a été qu'une longue ſuite de déſaſtres, il eſt juſte de dire que c'eſt lui, qui, dès l'aurore de cette coalition formidable, a jeté au milieu des plans cette indécision, ce froid, ce louche dont on n'eſt plus ſorti depuis. L'Autriche, épuiſée par une longue guerre, a rougi dès le mois de Mars 1792 de faire à la Pruſſe un aveu néceſſaire pour le préſent, mais peut-être dangereux pour l'avenir; ce premier état, ſur lequel il a fallu établir les premiers plans, a été un état ſi peu exact des forces qu'elle pouvoit employer, que tous les malheurs de la première campagne n'ont été dus qu'à ce manque d'exécution dans les promeſſes du cabinet autrichien. Ce n'étoit pas le tout de s'armer enſemble, et de ſe déſigner un ennemi commun, il falloit convenir de ce qu'on vouloit faire, et ſavoir comment, en cas de victoire ou de retraite, on partageroit franchement la bonne et la mauvaiſe fortune. En ne s'ar-

mant

mant que pour une queftion de morale, en ne marchant véritablement que pour replacer un grand Roi fur le trône, et ôter à l'Europe l'exemple pernicieux d'un envahissement de pouvoirs; certes ce projet, ne renfermant d'autre profit apparent que de la gloire, le partage fe trouvoit naturellement fait par les deux fouverains qui confentoient à y concourir; mais c'étoit là malheureufement le plan oftensible, et non celui qui fecrettement agitoit l'une et l'autre Cour; Louis feize pouvoit bien au milieu de ces projets incohérens entre eux, fe retrouver pour quelque chofe et rattrapper une partie de fon autorité, mais le grand mobile des deux Souverains n'étoit pas le feul désir de le défendre; l'Autriche reveillée tout à coup fur fes prétentions fur l'Alface, fur les droits qu'elle fe croyoit fur la Lorraine, ne pouvoit résifter noblement aux charmes des circonftances; on fe difoit à Vienne, que dans l'intervalle de plusieurs siècles il ne fe préfenteroit pas une feconde occasion de pénétrer dans un royau-

royaume vraiment impénétrable, et qu'il falloit un Roi à la merci de ſes ſujets pour venger l'Europe de ce Roi, qui si ſouvent mit tant de nations à la sienne.

De ſon côté à Berlin, si l'on ne voyoit pas de conquêtes raiſonnables à faire en France, si la situation géographique des deux monarchies empêchoit de faire un rêve aussi ſéduiſant, on étoit forcé de ſonger, autant que possible, à conſerver l'équilibre avec l'Autriche, et à s'agrandir en proportion de ce qu'elle pouvoit gagner; la Pologne étoit le champ de bataille où la politique prussienne ſe promettoit de prendre tous ſes ébats, et les prussiens, tout en marchant ſur la Champagne, croyoient ne pas tant s'éloigner, qu'ils en avoient l'air, des environs de Varſovie.

Si l'Empereur, dès le commencement, avoit voulu se lier, et conſentir à rentrer, même après les plus grands ſuccès, dans les bornes étroites du traité de Weſtphalie, le Roi de Prusse, dont la politi-

que n'a été égaré que par jalousie, auroit ſans doute repris le ſeul ſyſtême, qui pouvoit faire réussir, et ſe ſeroit livré à cette confiance, si aiſée à s'établir, quand de part et d'autre on n'a que des projets que l'on peut ſe dire. Le mal de la coalition, c'eſt qu'en la formant on n'a ſongé qu'au préſent, comme si l'avenir n'engloutissoit pas toujours d'avance l'inſtant dans lequel on eſt. Incertain de ce qu'on pouvoit devenir, perſuadé que de très-grands ſuccès pouvoient un jour être nuisibles à l'intérêt de chacun, on n'a plus rien tenté pour les obtenir; un faux point d'honneur a fait tenir une partie des engagemens pris, et une véritable méfiance a fait prendre le parti de les rendre aussi illusoires qu'inutiles; décidé à ne plus réussir, et beaucoup plus inquiet de ſon allié que de ſon ennemi, on a eu l'air d'agir, comme si l'ennemi étoit l'allié, comme si l'allié étoit l'ennemi; telle eſt la baſe ſur laquelle s'eſt échafaudée cette malheureuſe campagne, dont l'effet déſastreux

treux a été de forcer les françois, qui ne pouvoient encore deviner tant de foiblesses et d'erreurs, à ſubſtituer brusquemeut à une vieille monarchie en décrépitude, une jeune république entraînant avec elle les formes les plus vicieuſes pour des temps paisibles, mais aussi celles qui apportent le plus de vigueur pour un moment aussi orageux.

Si la politique eſt dispenſée de moralité aux yeux de bien des gens, qui ont intérêt de cacher la deſtinée des empires dans ſes replis entortillés, c'eſt une erreur univerſelle qu'on ne peut détruire qu'en rappelant tout le monde à la bonne foi, c'eſt à dire en recommandant une chimère à la place d'une injuſtice. Mais il eſt de ces fautes que l'humanité ne peut passer, de ces fautes qui l'offenſent ſans ſervir cette politique qui les prodigue, et de ce nombre, la plus monſtrueuſe aux yeux de l'histoire, ſera ſans doute celle d'avoir permis l'armement des émigrés.

Envain, dira-t-on, que l'on ne s'eſt rendu qu'à leurs cris, que l'on n'a cédé qu'à leur impatience, l'impartiale poſtérité ne ſe payera point de cette raiſon puérile; elle ſaura faire une différence, auſſi juſte que ſévère, de gens outragés, dépouillés, bannis, nourriſſant dans leur coeur le ſentiment de l'honnêteté de leurs principes, et le beſoin de ſe venger de longs outrages, avec des hommes d'état, qui, si peu passionnés depuis, étoient déjà les maîtres de juger de ſang-froid de la ſageſſe et de l'humanité, du refus qu'ils avoient à faire.

Le médecin, chargé de rendre la ſanté, n'écoute plus les fantaisies du malade, ce n'eſt point à ſes demandes qu'il cède, c'eſt à celles de la nature qu'il ſe plie, et il ſe garde d'appaiſer la ſoif de l'homme, qu'une ſoif ardente dévore, malgré que ce dernier réclame tout ce qui peut momentanément l'étancher.

Dès l'inſtant que l'Autriche et la Pruſſe n'étoient plus décidées à uſer de toute leur

leur puissance pour rétablir la monarchie, du jour où l'on n'avoit pas juré de mettre fin à cette importante querelle, où la question morale de soumettre un peuple, attaquant les principes de la souveraineté, n'a plus été la question positive, l'armement des émigrés a été aussi impolitique que barbare. Quoi! l'on a consenti, pour avoir quelques soldats de plus, à sacrifier une grande partie des propriétaires de la France; on a pu voir avec insouciance trente mille individus, se vouant à la loyauté de deux souverains, se séparer de tout ce qui leur étoit cher, sans avoir la certitude de les en dédommager; on concevoit la possibilité de ne pas réussir, tandis qu'on continuoit à les adopter, et dans le doute de les perdre ou de les servir on agissoit comme si l'on ne devoit plus les abandonner. En les associant aux desseins que l'on nourrissoit en secret, ce n'étoit plus à la restauration seule de leur Roi que l'on les destinoit, mais peut-être à une conquête qui pouvoit devenir fatale

à leur patrie; en faifant ce que la politique permet, ce que l'exemple de tous les temps, de tous les peuples autorife, le plan de gagner à cette campagne, de détacher du royaume que l'on venoit fecourir, quelques provinces pour fe dédommager des frais de la guerre, on entraînoit de malheureux françois à la dépouille de leur patrie, et l'on transformoit ainsi en un véritable crime, ce dévouement qui n'étoit chez eux qu'un élan de courage et de vertu.

Non, les puissances ont eu beau depuis essayer de rendre au malheur refpectable cet hommage qui ne peut pas toujours lui fuir, elles ne fe tairont jamais entièrement de cet armement impolitique, et de la dislocation inhumaine de deux armées auxquelles on a laissé pour licenciement, le défespoir, la mifère, et l'échafaud*).

En-

*) Puissent un jour, pour l'honneur de ce siècle, de l'humanité et furtout des fouverains, bien des pages de notre hiftoire fe trouver rongées par le temps!

Enrôlée ſous les bannières de deux grands Rois, adoptée, caressée par l'un d'eux, qui n'écoutoit, et les accueillant ainsi que l'élan d'un coeur droit et pur, la noblesse d'un grand empire a passé en un jour, en une heure, de l'attitude la plus fière à l'opprobre le plus humiliant. Abandonnée par les premiers nobles de l'univers, elle n'a jamais si bien ſenti que ſes droits étoient chimériques, ſes avantages imaginaires, que par cette leçon terrible qu'elle a reçue de ceux qui étoient nés pour la protéger; des démagogues lui avoient répété, que les siècles de la chevalerie n'étoient plus, que le temps avoit mis ſes parchemins vermoulus en poudre, des Rois, des Souverains ſeuls le lui ont prouvé; envain quelques esprits droits, quelques coeurs honnêtes lui ont fait ſentir que des malheurs ne ſont pas des cri-

 mes

temps! puissent nos neveux n'en ramasser que quelques cahiers épars, et ſe contenter d'en lire quelques feuilles!

mes, qu'une misère dont la ſource eſt aussi honorable, eſt une vertu; la générosité de quelques ames grandes *) n'a pu la dédommager entièrement de l'indélicatesse des petites; étrangère par-tout, en butte à l'ironie ou à la persécution de tout ce qui aime ceux qui la persécutent, elle n'a recueilli de ſon attachement à la royauté et aux anciennes loix de ſon pays, qu'un arrêt sévère qui la proſcrit à jamais; en France on la condamne à la mort, mais cette mort n'eſt point ignominieuſe; dans tout le reſte de l'Europe on la laisse vivre, et cette vie eſt presqu'une ignominie.

Dé-

*) En rendant hommage à ces ames là, peut-être faudroit-il faire juſtice de ces malheureux égoïſtes, qui, ſans égards pour leur rang et leur caractère, ont dérogé en faveur des émigrés aux droits ſacrés de l'humanité; mais la même page, qui ſeroit honorée par le nom des uns, ne ſera point souillée par celui des autres; on n'accolera point enſemble la bienfaiſance et la cruauté, et la reconnoissance, en gardant le silence, payera peut-être la vertu par un effort égal à tout ce qu'elle a pu faire.

Déchirée ſans cesse par le souvenir de ce qu'elle a été, par la certitude de ce qu'elle eſt, par l'indécision de ce qu'elle ſera, on la laisse, ſe saisissant de tous les moyens d'exiſter que l'on ne lui arrache pas, donner à tous les démocrates du monde le ſpectacle impolitique d'une dégradation perpetuelle. Ecrasée par le malheur, abandonnée au hazard, en proie à la nécessité, elle ne peut vivre ſeulement de ſouvenir, et chaque jour elle achève de ſatisfaire les voeux des philoſophes, bien plus flattés de la mort morale qui la tue, que de l'échafaud qu'ils lui ont dressé. Errans aussi, plus à plaindre encore qu'elle, parce que ſes malheurs ſont tous à la fois dans leur coeur; ſes chefs, chargés de leur propre douleur et de ſon infortune, donnent à l'Europe charmée, le ſpectacle de la grandeur touchant bientôt à l'oubli. Réduits à ce que ſont des hommes, quand aucuns preſtiges ne les environnent plus, ils apprennent à ces peuples, dont les plus ſages les payent de quelque pitié, ce que

 peu-

peuvent devenir à leur tour ceux qui ne ſont au dessus d'eux, que parce qu'ils n'ont pas encore brisé le piedeſtal qui les élève; ainsi les souverains, ſecondant les plans des démagogues, et accomplissant les vaſtes projets des désorganiſateurs de la société, ont détruit le culte dont ils ſont eux-mêmes les idoles, comme ces conquérans, qui laissent renverſer les ſtatues des Dieux, afin d'arracher du coeur des peuples conquis un reſpect qu'ils ne peuvent plus ressentir pour des marbres mutilés.

Les erreurs de la campagne de 1792 auroient pu ſervir de leçons, si le ſentiment, qui en étoit cauſe, n'avoit pas ſubſiſté, et peut-être même augmenté de force dans l'année qui l'a ſuivi; pour revenir ſur ſes pas, il auroit fallu faire des aveus pénibles, rentrer dans des explications épineuſes, et abandonner cette politique si funeſte à bien du monde, si utile à certaines gens. La campagne de 1793 commencée ſur des auspices heureux, pouvoit promettre de grands ſuccès, mais si

le

le défaut de celle qui l'avoit précédée, avoit été de trop compter ſur l'opinion, celui de celle-ci fut entièrement de la dédaigner, et de manifeſter par la priſe de Condé, le plan de tout devoir à la force, et encore une fois de tout conquérir. De tous les malheurs que la coalition a éprouvés depuis, il n'en eſt pas qu'elle puisse mettre au rang de ſes déſaſtres à plus juſte titre que la capitulation de Valenciennes; ce ſuccès apparent, en donnant de l'énergie à toute la France, en électriſant jusques aux indifférens, même jusques aux royaliſtes, a achevé de détacher la Prusse, dégoûté de faire de grands efforts pour donner des places à ſon ennemi et une frontière à la Belgique. De ce plan impolitique eſt né tout à coup ce manque d'enſemble dans les opérations des armées, qui, placées dès-lors chacune pour leur propre compte autour de la France, ne ſe ſont plus prêtées d'autres ſecours, que ceux qui importoient à leur sureté réciproque. Rois d'un élément qui ſe courbent ſous

leur sceptre comme ces flots que les poëtes nous préfentent dociles au trident de Neptune, des Infulaires nés marins, ont voulu diriger les opérations de guerre du continent; écoutés parce que le grand malheur des gens à argent eft d'être aisément crus, les Anglois ont décidé du siège de Dunkerque, et tandis que les plus grands généraux de l'Europe restoient dans une inaction qui indignoit autant les honnêtes gens qu'eux, les plus grands financiers de l'univers décidoient d'une opération militaire. De pareils plans ont l'issue à laquelle on doit s'attendre, et la campagne de 1793, en finissant par une faute aussi grave que celle de la bataille de Maubeuge, a laissé aux François un gage certain de la gloire qui les attendoit pour la campagne fuivante.

Depuis qu'il n'étoit plus queftion de fe cacher le dessein de morceler la France, le Roi de Prusse étoit allé chercher en Pologne fa part de la Flandre ou de l'Alface, provinces qu'il ne pou-

pouvoit jamais convoiter; et retiré de la coalition, du moins comme partie agissante, il sembloit qu'il n'eût laissé une armée dans les Deuxponts, que pour sauver, sur les lignes de la Motter, l'armée de Wurmser d'une déroute absolument complette. Pour le rattacher à une alliance, qui ne méritoit plus ce nom, l'Angleterre, qui avoit besoin d'une puissante diversion, afin d'épuiser les ressources de la république, et la forcer de négliger sa marine, offrit au cabinet de Berlin des subsides qu'il accepta; le traité fut signé à la Haie, et les Anglois, en payant la campagne de 1794, se crurent le droit de la diriger; comme si l'argent et les combinaisons des politiques pouvoient l'emporter sur les règles de la tactique, la nature du terrein, et l'empire des circonstances.

On compta à Londres sur des plans combinés à la Haie, comme un amateur compte sur la beauté d'un tableau, en raison du prix qu'il lui coute. A Vienne on compta sur la bonne volonté de Londres

dres, et l'on ſe livra à un plan de campagne qui n'avoit d'autre défaut que d'être trop vaſte *) et de deſtiner des hommes à faire la guerre des géans.

On n'avoit point assez calculé alors, ce à quoi on ne ſonge pas non plus assez aujourd'hui, c'eſt que plus la France eſt malheureuſe, plus elle eſt guerrière et difficile à vaincre. Le désespoir ſert mieux les hommes que la raiſon quand il s'agit de défendre ſa vie, et quelque dégoûté que l'on ſoit de l'exiſtence, on la vend cher, quand on veut vous l'arracher. Les françois, placés alors entre une mort ignominieuſe, ou celle qui approche le plus de leur caractère entreprenant,

*) on a accusé, juſtifié, inculpé, blamé, loué Mr. le général Mack, comme on a parlé de tout depuis six ans, c'eſt à dire toujours avec passion, jamais avec raiſon. Pour juger un homme reconnu habile, il faudroit avoir ſon plan ſous les yeux, savoir si les forces effectives étoient celles que l'on lui avoit promiſes, et si c'eſt enfin ſon plan tout entier, ou une partie que ſeulement on a employée.

nant, n'étoient plus les mêmes, et tout ce qui contribuoit puissamment à en faire les plus malheureux des hommes, servit à en faire autant de héros. C'est dans cette disposition que se trouva en 1794 la même armée, qui sur le même terrein au commencement de 1792 ne pouvoit pas envisager de sang-froid l'ennemi; conduite par des généraux expérimentés, dirigée sur des plans d'un comité aussi profond en scélératesse, qu'en instructions et en habileté, elle reçut sans s'ébranler tout le choc de la puissance autrichienne, et partit du plus grand danger qu'elle eut couru, pour s'élever au plus haut point de gloire où elle ait atteint. Malgré la manoeuvre imprudente ou simplement malheureuse qui livra la West-flandre à Pichegru, sans doute que la conquête du Brabant eut couté encore plus d'efforts aux françois, si l'empereur n'eût pas écouté alors un ressentiment que l'on avoit cru effacé, et qui n'étoit qu'étouffé dans son coeur. Au moment de faire de grands

ef-

efforts pour ſauver les riches provinces que ſes armées couvroient encore, on lui rappela le danger de ſacrifier ces Allemands, ces Hongrois si dévoués à ſa maiſon, à la défenſe incertaine de quelques provinces impatientes du joug que depuis si long-temps elles portoient. Séduit, comme on l'eſt quand on en croit plus ſes miniſtres que ſon coeur, François ſecond ſacrifia le Brabant à ſa colère, comme si les pères et les Rois devoient jamais ſe livrer à ce ſentiment cruel, et la retraite la moins prévue, la plus extraordinaire, la plus déſaſtreuſe, livra à la France aux abois, un pays égal au tiers de ſon territoire. En abandonnant l'excellente position d'Anvers, de Malines, et de Maeſtricht *) en repassant tout à coup

*) On ne conçoit pas, pour peu que l'on ait d'idée de la force de cette position, si connue de tous les généraux, ce qui a pu déterminer à ne pas tenter au moins d'y tenir; ou pour mieux dire on ne le conçoit que trop.

coup la Meuſe, l'Empereur crut ſans doute forcer le Roi de Prusse à faire quelques efforts pour défendre la Hollande, qu'il ne prétendoit pas ſauver pour lui; mais cette année il étoit dit, que les républicains devroient tout aux calculs des Rois, et les François, en ſe trouvant ſept mois après dans Amſterdam, ont eu raiſon de ſe dire, que la politique des cabinets de l'Europe ſervoit mieux la démagogie que ſes cinq cents mille soldats. Après un pareil abandon, après avoir, plutôt que de ſe rvir réciproquement, l'un perdu ſes provinces, l'autre ſon alliée la plus fidelle, il étoit impossible de ſonger à conſerver même l'ombre d'une coalition que l'or de l'Angleterre ne venoit plus alimenter, et la paix de la Prusse, ſuite nécessaire de tant de refroidissement n'a été, en 1795, qu'une conséquence assez juſte des erreurs de 1792, des indécisions de 1793 et des fautes de 1794.

Ce n'eſt point dans ſon exécution que cette coalition a des reproches à ſe faire,

 c'eſt

c'eſt dans ſes principes ; pas un succès qui ne ſoit dû aux armées, pas un revers qui n'appartienne à la politique ; que l'on ſe garde donc bien de juger les événemens par les résultats, et de croire qu'une association de grands Rois n'ait pas le pouvoir d'écraſer une association de grands scélérats ; cette idée, qui ne permet même pas de profiter pour l'avenir, des malheurs du passé, cauſe cette inaction coupable dans laquelle l'Europe eſt aujourd'hui plongée ; en changeant de baſe, en commençant par des aveus presque déjà faits, puisque les événemens ont tout décélé ; en convenant de ce qu'on veut faire ; en fixant invariablement ce que l'on s'oblige à conſerver ; en considérant enfin l'Europe, ne fut-ce que pour un moment, comme une ſeule république, dont toutes les parties ont la haute police ſur celles que l'ambition voudroit égarer, on donneroit à cette coalition, qui a tant de bras à ſes ordres, tant de têtes pour les diriger, ce qu'elle n'a jamais eu, une ame pour

pour la ſoutenir, la confiance générale pour l'étayer.

Si jamais motif de guerre fut juſte, c'eſt celui qui a mis à toutes les puiſſances les armes à la main; mais ce n'étoit pas le tout de ſe réunir, il falloit s'entendre; il falloit enviſager la queſtion, ſe dépouiller de toute autre prétention, et fouler aux pieds la vieille politique. Il ne falloit pas, parce que les François ont menacé tous les Rois, et renversé une monarchie, arriver précisément pour partager les dépouilles du Souverain, que l'on avoit l'air de protéger. Il falloit, attaquant l'immoralité d'une grande nation, mettre moins d'immoralité dans ſes actions, moins d'animosité entre soi, ne pas jouir, si longtemps du moins, des convulsions domeſtiques d'un beau royaume, dont le plus grand crime étoit d'avoir inſpiré l'envie, et ſurtout ne pas pouſſer le délire jusques à chercher dans une attaque directe à tous les pouvoirs ſouverains, non ſeulement un moyen sûr de conſerver ſon autori-

torité, mais encore une occasion merveilleuſe, pour s'affermir par des conquêtes et gagner tous aux dépens d'un Roi détrôné.

On s'eſt armé autour de la France, mais jamais on ne s'eſt armé contre elle; perdant de vue l'intérêt général, qui glisse si vîte ſur tous les coeurs, chacun n'a penſé qu'à ſa haine particulière, qu'à ſa petite politique de tous les temps. On n'a jamais voulu voir qu'une grande queſtion étoit agitée entre les peuples et ceux qui les gouvernent; et qu'avant de ſe disputer entre ſouverains, il falloit décider si vraiment on le ſeroit toujours. Routiné à la beſogne ordinaire, aux événemens, plus au moins prévus, aux tracasseries journalières chacun eſt reſté enveloppé dans ſon ſyſtême, ſans s'appercevoir que tout changeoit autour de lui, et les puissances coalisées, en faiſant la guerre à l'opinion, n'ont oublié dans tous leurs plans, rien, si ce n'eſt d'at-

ta-

taquer ce qu'elles avoient le plus d'intérêt à combattre.

La coalition n'a exifté que de nom; elle n'a été que ce qu'il en falloit pour inquiéter le peuple françois, et le forcer de se rallier au pouvoir de la Convention; jamais les armées n'ont marché fur le même plan, ni travaillé à la même caufe. La politique, louche dans toute la valeur de ce mot, n'a pas voulu regarder en face d'elle, mais toujours de côté, et l'on a perdu à s'obferver le temps qu'on devoit employer à battre fon ennemi.

On a fait la guerre de 1792, comme on a fait celle de fept ans, comme on auroit fait toute autre; on a attaqué la France en révolution, comme si l'on n'avoit eu affaire qu'au cabinet de Verfailles; la différence d'une volonté générale à foumettre, ou d'une réunion de courtifans à déjouer, n'en a point apporté dans les mefures, et l'on s'eft contenté de rire du mot de nation en masse, tandis que cette expression, ridicule dans une tribune, préfen-

ſentoit en exécution une image impoſante qui devoit donner à penſer.

Il y a peu de hazard dans le monde, les hommes ſe ſervent de ce mot pour s'alléger au beſoin du poids de leurs erreurs ; tout obéit à des loix immuables, et ce qui n'a point réussi, ne doit qu'au manque de combinaiſons juſtes ſon manque de ſuccès. Que l'on cesse donc de ſe rejeter ſur la fortune dans la guerre déſastreuſe, dont on veut à toute force ſortir ; les François n'ont eu des victoires, que parce qu'on l'a bien permis, et du moment que ſans plan, ſans accord, on ne vouloit que ſe ranger devant eux, il étoit clair, à bravoure égale, qu'avec plus d'hommes, plus d'énergie, ils passeroient ſur le ventre de leurs ennemis.

On doit une juſtice aux Généraux, et l'on ne peut trop ſe hâter de la leur rendre, c'eſt que dans toute cette guerre ce ne ſont pas eux qui ont conduit leurs armées, mais les cabinets. La politique, qui ne s'occupoit autrefois que des traités et des alliances, a voulu, afin de gâter tout,

ſe

ſe mêler de tout à la fois ; c'eſt elle qui a arrêté le Maréchal de Cobourg après Neerwinde et la déſertion de Dumouriez ; c'eſt elle qui deux fois a enchaîné le Duc de Brunswick, vainqueur à Kayſerslautern et à Pirmaſens ; c'eſt elle qui a fait attaquer Mayence avec molleſſe, évacuer les lignes de Wiſſembourg ſans néceſſité, abandonner la Flandre et le Brabant ſans les défendre, livrer la Hollande à tous les élémens, et c'eſt encore elle qui, laissant paſſer le Rhin aux françois, mettoit à leur diſcrétion l'Empire, si le Maréchal de Clerfait n'avoit eu l'habileté et l'audace de vaincre et de renverſer ſes projets. Qu'on rejette donc tant de malheurs ſur ceux qui en ſont cauſe et non ſur de braves militaires, qui tous n'avoient pas le même génie, mais dont aucun n'étoit capable de faire de pareilles fautes ; si on avoit voulu leur accorder plus de confiance, si l'on étoit convenu dans les cabinets du but où l'on en vouloit venir, point de doute que l'on ne leur eût donné

carte blanche, ou du-moins des pouvoirs d'une plus grande étendue; mais chaque cour, inquiète des projets de toutes les autres, n'a jamais pu que tâtonner, agir au jour la journée, et perdre à délibérer un temps qu'il falloit employer à agir.

Tel eſt l'effet des desseins injuſtes, c'eſt qu'il faut nécessairement les cacher; on ne ment point à ſa propre conſcience, et rarement quand on eſt coupable échappe-t-on à l'embarras que l'on éprouve et que l'on craint à chaque pas de déceler. Pourquoi dans une coalition qui demandoit de l'enſemble dans les plans généraux, mais des variations dans les mouvemens particuliers, n'a-t-on jamais établi un point central que l'on auroit pu appeler, à bien juſte titre, le comité de ſalut public européen? c'eſt que là il auroit fallu s'expliquer avec quelque bonne foi, et qu'en dépit de cet art de dire des riens, si bien connu de nos politiques, on auroit été trop ſouvent en préſence les uns des autres pour ne pas ſe de-

deviner, et qu'au hazard d'être toujours en arrière des événemens, il valoit mieux tout mener des quatre coins de l'Europe, et laisser des depêches bien obſcures, embrouiller la vérité que l'on n'avoit point envie d'éclaircir.

Tant d'erreurs ſont parties d'un faux principe, et ce principe ſubsiſte dans toute ſa force; si l'on ne peut le combattre et le déraciner, envain rassemblera-t-on encore des armées, on ne fera que des tentatives inutiles, et conſolider tout ce que l'on voudroit détruire. Si l'on continue de croire à la possibilité de voir s'établir une république, au centre même de l'Europe, ſur les débris d'une monarchie; si l'on conſacre le droit que tout peuple quelconque ſe croit en ce moment, de renverſer ſon Gouvernement, de changer ſes loix et de bouleverſer par ſes discours et ſon exemple l'ordre ſocial, le plus ſage eſt d'être conſéquent avec ſoi-même, de faire la paix avec les françois, de reconnoître leur Gouverne-

ment, et de ne pas chercher à prolonger les maux d'une nation dès qu'elle ne paroît plus coupable. Des maximes avancées avec adresse ont pénétré dans le coeur de ceux qui gouvernent, et les ont tellement séduits qu'ils en sont venus à douter, par respect pour les sophismes des écrivains, de la légitimité de leurs droits; on leur a fait envisager la guerre à faire à la France sous un point de vue politique, en leur disantqu'elle étoit juste, tandis que ce n'est que sous un point de vue moral qu'elle ne soit pas une injustice.

Si Frédéric le Grand vivoit, son oeil de linx eut depuis long-temps percé à travers les enveloppes dont on cherche à couvrir la question la plus simple; il eut senti ce qu'il sentoit pendant la guerre immortelle, où toute l'Europe étoit conjurée contre lui, que dans les grands dangers, il faut puiser une grande énergie et que l'arme la plus terrible est celle qui frappe le plus rapidement

ment

ment les esprits; et perſuadé qu'une guerre doit avoir le caractère de la cauſe qui la fait entreprendre, il n'eut pas pris la même marche pour châtier un peuple rebelle que pour enlever à l'improviste une province, ou défendre ſes propres états. Si ce monarque, entraîné par une ambition qui l'a toujours si bien ſervi, un moment ſe fut égaré, promptement éclairé ſur le danger, il ſe feroit hâté de rentrer dans la queſtion, et mettant une grande et juſte importance à écraſer les inculpations des démagogues par la plus victorieuſe des réponſes, l'accord et la probité des Rois, la coalition dans les mains de cet Hercule, n'eut point eu le ſort humiliant de Théſée attachée aux portes même des enfers, et condamné par ce ſupplice à attendre qu'un autre héros vint l'arracher à cette inaction honteuſe.

De

De la révolution de France, opposée à toutes celles qu'on a voulu lui comparer.

Tant que l'on perſuadera aux ſouverains, que la coalition françoiſe ressemble à toutes celles, qui ont fait passer une nation du Gouvernement monarchique au Gouvernement démocratique, on les entretiendra dans une tiédeur, qui doit naître naturellement de l'impossibilité depuis longtemps annoncée, d'empêcher un grand peuple, quelqu'extravagante que ſoit ſa volonté, de l'accomplir. L'axiome, le plus nécessaire à combattre, eſt celui qui été avancé par tout le monde, et que rarement on a cherché à relever, puisque les gens qui aiment la ſouveraineté y croient comme ceux qui l'égarent: *Toute nation qui a voulu être libre, disent-ils, est parvenue à ce but en vertu de cette volonté, et la France peut user de ce droit comme elles.*

Pour qu'un pareil argument fût juſte, il faudroit qu'il ne s'appuyât pas ſur des ba-

baſes fausses, et si la révolution de la France n'a ni les ſymptômes, ni les formes, ni le caractère, ni même le but de toutes celles que l'on a cherché à lui comparer, il eſt prouvé qu'il n'eſt plus permis de s'étayer d'aucun exemple, pour en juſtifier la cauſe, et pour en prédire la durée.

Les comparaiſons avec les peuples anciens ſont inutiles; elles ſervent à étaler une érudition, qui étonne quelquefois mais rarement ſatisfait, car en fait de procès de cette eſpèce, la ſcience ne peut valoir le bon ſens. La Grèce pouvoit transformer des royaumes, qui ne ſeroient pas des principautés de nos jours, en républiques, flotter entre tous les genres de Gouvernemens, changer de ſyſtêmes et d'erreurs; de tels orages, comme l'a dit Linguet, en parlant des anciens troubles de Génève, n'étoient que des tempêtes dans des verres d'eau; que les philoſophes, les grands hiſtoriens aient donc eu l'art de rendre importantes les plus miſérables querel-

relles, cette adresse fait honneur aux Grecs, il plaide pour leur goût, prouve leur amour pour les ſciences, leurs progrès dans les arts, la juſte admiration des peuples barbares envers eux, mais elle ne donne le droit à perſonne de venir citer Sparte, Corinthe ou Athènes, quand on voudra parler d'une contrée, qui renferme quarante-quatre mille municipalités, dont la plûpart eussent fait autant de républiques en Grèce.

Pour s'appuyer d'un exemple qui puisse faire autorité aujourd'hui, il faut l'aller chercher dans l'hiſtoire moderne, parler de peuples qui ont eu à peu-près le même berceau que nous, une religion ſemblable et chez qui les grandes découvertes, qui ont tout changé ſur la terre, la navigation, l'imprimerie et la poudre, ont été connues.

Que Rome ait haï pendant plusieurs siècles ſes Rois, qu'elle ait chassé Tarquin et réſiſté depuis Silla jusques à Auguſte à tous les genres de tyrannie avant de repasser ſous l'autorité d'un ſeul, Rome

ne

ne peut ſervir d'exemple à un pays qui ne prétend pas plier ſous le joug d'une ville souveraine; chez les romains le régime populaire n'a eu qu'une autorité passagère; presque toujours il s'eſt trouvé étouffé ſous l'ariſtocratie, et du jour, où l'étendue de leur territoire a exigé des ressorts plus vigoureux dans leur gouvernement, le pouvoir, concentré dans les ſeuls sénateurs romains, n'a plus fait voir qu'une ville reine gouvernant vingt peuples ſujets. C'eſt donc à l'hiſtoire moderne qu'on doit redescendre, et c'eſt chez elle qu'il faut de bonne foi chercher à la révolution françoiſe ces rapports qui exiſtent, non avec les événemens auxquels ſans cesse on l'assimile, mais avec *la réformation* à laquelle perſonne ne l'a comparée jusqu'ici.

S'il jamais il y eut une autorité que l'on puisse mettre au-dessus de celle des derniers Rois de France, c'eſt l'autorité qu'exercèrent les Papes dans les siècles, où ils diſpoſoient des couronnes, et partagoient le globe à des princes que leur puissance

ne

ne mettoit point à l'abri de leur clémence ni de leur courroux. Inveſtis de ce reſpect religieux, qui chez des peuples fanatiques eſt ſans bornes, ils regnoient en Europe ſur les conſciences, comme les fils d'Henri quatre ont regné en France ſur l'opinion, et cependant, c'eſt au milieu de toute leur gloire, qu'un moine obſcur entreprit de les attaquer. Né avec du génie, au dessus de ſon siècle par la ſeule conception de ſon projet, Luther, de la poussière d'un cloitre, imagina de renverſer cette puissance colossale, que de grands souverains n'oſoient même pas heurter. Pour détruire, il ne parla que de réformer, proportionnant ſes desseins à ſes forces, ſon entrepriſe à ſon autorité, il eut l'adresse de flatter les passions des hommes en ſe voilant du langage de la raiſon; armé d'abus ſans nombre, qui éclatoient de toutes parts, il ne fit que dévoiler les fautes de Rome, promettre un remède à tant de maux, et détacher lentement l'opinion, flattée de céder à cet appât éter-

éternel que les hommes, et ſurtout l'eſpèce d'hommes à laquelle il s'adreſſoit, ſentent pour les maximes nouvelles.

Mais aux projets de Luther, il falloit, comme au vaſte plan de ceux qui l'ont imité dans ſa marche et non dans ſes principes, que la politique, toujours prête à donner la main à tout ce qui peut troubler l'union générale, alors comme aujourd'hui, ſe crût intéreſſé à l'appuyer. L'art de l'appeler à ſon ſecours, celui d'exciter au milieu de quelques querelles de controverſe l'ambition des ſouverains, celui ſurtout de préſenter aux Princes allemands la réformation comme un double moyen de ſecouer le joug de l'Autriche, et de braver les foudres du Vatican, fut celui, dont cet homme adroit et habile ſut tirer le plus grand parti. En flattant des Princes éclairés, en leur préſentant avec chaleur et ſurtout avec éloquence des argumens, que les déſordres du clergé ſembloient rendre ſans replique, le réformateur n'omit point de leur montrer, par

une conséquence bien simple de la réformation elle-même, les biens du clergé déjà ſous leurs mains, et l'appât si ſéduiſant, si entraînant de s'enrichir en croyant n'obéir qu'à ſa conſcience, fit autant de proſélytes à Luther, que cette adreſſe, avec laquelle il oppoſa toujours les déſordres de Rome à la simplicité de l'Evangile.

Dans le bouleverſement qui eut lieu alors dans l'empire, comme dans celui qui exiſte encore en France, le plus grand pas, qui ait été fait contre la puiſſance que l'on a voulu abattre, a été la violation du reſpect dû à la propriété. Ce coup porté a mis dans l'une et l'autre circonſtance un intervalle immenſe entre ceux qui le reçurent et ceux qui osèrent le frapper, et comme le bienfait attache ſouvent le bienfaiteur plus que l'obligé, de même, on a vu la haîne de l'offenſeur redoubler en raiſon de l'offenſe, et le bourreau ſurpaſſer en animosité ſa victime. Tant qu'il n'exiſte entre les hommes que quelques divisions

de

de mots, les facrifices pour s'entendre et fe rapprocher font de si peu d'importance, que ceux, qui veulent éternifer ces disputes, ont toujours droit de les redouter; Luther l'avoit habilement senti; le mariage des prêtres, agité dans plusieurs conciles et plutôt mefure de police dans l'églife que dogme, pouvoit, ainsi que quelques autres queftions déjà proposées, ne pas laisser une séparation éternelle entre la réformation et la cour des Papes; il pouvoit fe trouver un jour fur la chaire de St. Pierre quelques uns de ces hommes de génie, qui favent ramener, et concilier tous les efprits; Rome pouvoit céder quelque chofe; plus de tolérance de fa part pouvoit séduire tant de souverains ébranlés, mais encore fourdement attachés à leur ancienne doctrine, tandis qu'en appelant une partie de fes disciples au partage des biens sécularisés, c'étoit rompre avec l'églife catholique de manière à ne plus renouer avec elle, et c'étoit furtout intéresser des milliers de propriétaires à s'oppofer à un

 re-

retour, que d'un autre côté l'animosité de ceux que l'on offenſoit au moins autant dans leur intérêt que dans leur croyance, rendoit plus impossible chaque jour,

C'eſt, en adoptant ce principe, que les novateurs d'aujourd'hui ont identifié à leur propre cauſe tant de gens à qui elle étoit indifférente dès ſon origine, et qu'ils ſe ſont créés autant de zélés défenſeurs qu'ils ont trouvé de gens disposés à receler leurs riches dépouilles. Pour achever un parallèle qui n'a rien d'injurieux pour le modèle, puisqu'il ne montre que l'adresse de Luther à intéresser à ſa doctrine, et la scélératesse de ses imitateurs pour ſe faire, non pas des disciples, mais des complices, il faut examiner ce que la différence des temps a dû apporter de changemens dans la marche de l'un et dans la conduite des autres. Avant d'attaquer le clergé et les papes, Luther par ſon éloquence jeta dans l'esprit d'un peuple avide de nouveautés, quelques maximes dont il sut ſe faire une baſe ſur laquelle il de-

voit

voit bâtir un jour un plus grand édifice; il se garda de forcer ses ennemis à se mettre en garde contre les coups qu'il vouloit leur porter; hardi, mais d'abord circonspect, il n'attaqua que des abus réels, ne blâma que des choses blâmables, long-temps tourna autour des formes avant d'en venir aux principes, et sut voiler le projet le plus audacieux qu'un homme, sans autre appui que son génie, ait osé former, de toute la modération qui devoit le faire réussir. *) Sans précurseur, sans écrivains qui eussent préparé à l'entendre, il eut à vaincre toutes ces difficultés dont les philoso-

 phes

*) Jean Huss, et Jérome de Prague élevèrent bien quelques schismes dans l'église, mais c'étoit dans un temps où les querelles scholastiques en faisoient naître chaque jour, et la prétendue prédiction de Jean Huss, qui annonça la venue de Luther, n'est qu'un de ces jeux de mots dont on fait toujours des applications après coup. Il faut savoir qu'en Bohemien, Huss veut dire *oie*, et Luther, *cigne*, et que Jean Huss s'écria dans son bucher, vous faites brûler l'oie qui vous accuse, mais un jour le cigne viendra, et vous serez renversé.

phes de ce siècle ont épargné les plus épineuſes à nos modernes législateurs, et il dut tous ſes succès aux désordres du clergé, aux fautes politiques des papes, et à la sécurité dangereuſe d'un parti qui le dédaigna. Ne pouvant pas deviner que l'on auroit l'extravagance de parler un jour aux hommes en état de société de cette liberté chimérique, qui ne peut leur convenir même au milieu des bois, il offrit la liberté qui séduira toujours, celle de la conſcience; ne parla pas des droits de l'homme mais promit la liberté religieuſe, comme ceux, qui l'ont singé ſans l'imiter, ont promis la liberté individuelle. Que l'éloquence de ce réformateur; que la force de ſes raiſonnemens, l'enoncé de ſes principes, la ſagesse de ſes discours aient éclairé plusieurs peuples, ou que ſon adresse les ait ſeulement ſéduits ou trompés, c'eſt ce qu'on ne prétend en rien discuter ici: *On ne décide point entre Genève et Rome*, ce n'eſt que ſous un point de vue politique, que cette queſtion doit être envi-

fa-

ſagée, et c'eſt ſous cet aſpect que l'on peut ajouter, que le plus grand tort de la religion catholique au seizième siècle, et de la monarchie au dix-huitième, a été de n'avoir à oppoſer à des principes nouveaux, à des idées nouvelles que de vieilles et importunes vérités. Pour achever le parallèle, que l'on cherche donc dans toutes les révolutions des empires deux événemens qui, au nom de principes plus modérés, d'une plus douce philantropie, aient fait répandre plus de sang, et entraîné plus de suites funeſtes que la réformation et la révolution de France; la première a occasionné un siècle de massacre et de guerre, la seconde a déjà entassé dans ſept ans, pour plusieurs siècles de crimes, et l'une et l'autre ont ſervi à prouver, que pour renverſer ſoit un culte révéré, ſoit un état florissant, les hommes de tous les temps, de tous les pays n'ont qu'une marche et ſont condamnés aux mêmes excès.

Si un célibataire, après avoir aliéné ſa liberté par un voeu au moins imprudent, a voulu redevenir libre; si quelques factieux d'une classe ſubalterne ont voulu renverſer tout ce qui étoit au dessus d'eux; si tous ont réussi, ces événemens diſent assez, que tout ce qui a de grands talens ou une grande opiniâtreté mérite ou arrache des ſuccés; mais l'assertion, que toute nation, qui a voulu être libre, eſt parvenue à ce but, n'en reſte pas moins essentiellement aussi dangereuſe qu'inapplicable. L'exemple cité mille fois des Suisses, des Bataves, des Américains, ne peut tromper que ceux qui volent au devant de la séduction, et ce n'eſt qu'en jetant un coup-d'oeil ſur les cauſes, qui ont fait passer ces différens peuples du gouvernement monarchique à l'indépendance politique, que l'on pourra ſe convaincre, que l'on ne peut rien arguer en faveur de la France, de trois révolutions, qui n'ont aucun rapport avec la sienne.

Des

Des débris de la puissance de Charlemagne il s'est formé au dixième siècle une foule d'états indépendans, comme de la succession d'Alexandre on vit naître jadis des empires; l'Europe réunie pour ainsi dire dans la main de ce grand homme, après lui, se trouva divisée; l'anarchie remplaça la plus grande monarchie de l'histoire moderne, et comme il fallut qu'elle prît le caractère des temps d'alors, elle devint, au lieu de la démagogie, ce régime féodal, fondé sur la force des grands et sur l'ignorance des vassaux. Venise, Pise Gênes, et successivement quelques places de commerce, telles que les villes anséatiques se formèrent seules en républiques, mais ces républiques étoient des comptoirs plutôt que des états, et si depuis elles se livrèrent, gâtées par la prospérité, au désir de s'étendre et de dominer, elles n'appelèrent personne à partager la souveraineté, toujours renfermée dans leurs murs.

La Suisse eſt le premier pays de l'Europe qui ait renoncé à la monarchie pour adopter le régime populaire, mais la Suisse ne ſut jamais une monarchie elle-même, *) portion des vaſtes possessions des Comtes de Hapsbourg, elle n'étoit qu'une province, privée de la préſence de ſes ſouverains, et abandonnée à ces vexations qui depuis les proconſuls, les vice-rois, les gouverneurs et les repréſentans du peuple françois ſont le partage des démembremens d'empire. Mais si ce pays étoit ſoumis à la maiſon d'Autriche, s'il renfermoit ſon premier patrimoine, **) cette su-

*) On n'entend parler ici que des premiers cantons fédérés; tout le monde ſait que le reſte de l'Helvétie morcelée en différens petits états, étoit, comme tout l'Empire, sous la Souveraineté de l'Empereur et non sous l'autorité immédiate des Ducs d'Autriche.

**) Si la maiſon d'Autriche remonte à Verner d'Alsace et peut-être plus haut, ne peut-on pas cependant regarder Rodolphe comme le fondateur de ſa puissance.

suzeraineté avoit été plus d'une fois conteſtée, jamais franchement reconnue, et la révolution, qui en affranchit toute l'Helvétie, peut être aussi bien regardée comme le manque de succès des Ducs d'Autriche, pour en achever l'asservissement, que comme la révolution d'un peuple retournant à la liberté. En ſe prêtant à l'histoire fabuleuſe et reconnue aujourd'hui pour telle, *) des efforts généreux d'un père outragé; en croyant que l'injuſtice de Gesler a produit l'indépendance des premiers cantons, qui peut trouver dans cette énergie de quelques braves et ruſtiques montagnards les menées sourdes, les factions, les troubles, excitées par les

*) Il a paru en Suisse, il y à quelques années, un ouvrage fort bien fait qui renvoie l'hiſtoire de la pomme de Guillaume Tell aux contes de ma mère l'oie; les gens sensés n'y croient plus, mais les gouvernemens auront toujours l'air d'y croire, et Tell reſtera armé de toutes pièces ſur toutes les fontaines, parce qu'il faut pour rendre les peuples heureux, des hochets et non des sophismes.

les rusés démagogues de nos jours? En refuſant de rendre aux empereurs foi et hommage, la plus grande marque de souveraineté d'alors, les Suisses imaginèrent-ils de renverſer toutes les loix de leur pays à la fois, de s'entourer de ruines, et de ſe battre au milieu des décombres de leur patrie. Agreſtes, simples, vigoureux, semblables à l'espèce de nature ſauvage qui les a plus protégées encore que leurs propres armes, ils reſpectèrent toujours les signes de la féodalité, et s'ils en détruisirent par la suite les veſtiges, ce fût plutôt en dédommageant ceux qui leur en firent le ſacrifice, qu'en les y forçant par une injuſtice qui n'étoit pas dans le coeur d'un peuple, qui n'a ſouillé d'aucune tyrannie ſon amour pour la liberté. *) Et l'on

*) Comme elle eſt intéressante cette hiſtoire où l'on voit un peuple vainqueur des Allemands et des Bourguignons, marchander les armes à la main à chaque baron ses droits honorifiques, et rendre au droit sacré de la propriété, cet hommage que la force a dû de tous temps à la juſticé,

l'on voudroit comparer cette marche lente et prudente, humaine autant que le peut-être un grand effort, qui éprouve une grande résistance, avec ces conspirations, ces convulsions jamais prévues, toujours nées de l'incohérence des hommes et des principes, qui constatent la révolution françoise; on voudroit qu'un pays, qui, grand dans son ensemble comme une ou deux provinces de France, a eu la sagesse, afin de se rapprocher des formes démocratiques, de se morceler dans treize états, qui tous ont eux-mêmes des Alliés ou des sujets, fut le modèle exact d'une république, qui, de peur de n'être pas assez gigantesque, non seulement se déclare une et indivisible, mais appelle à son secours tout ce qui peut achever de la rendre démesurée.

Depuis ce premier succès, auquel au reste les Souverains d'alors comme ceux d'aujourd'hui n'auroient pas dû se prêter, la Hollande est le second pays, qui ait donné l'exemple d'une nation changeant

en-

entièrement de gouvernement malgré les efforts de ſes maîtres. Le caractère de la révolution qui a arraché les provinces unies à cette même maiſon d'Autriche, dont le ſort a été de voir deux républiques ſe former dans ſes vaſtes domaines, ſe rapprocheroit un peu plus, ainsi que les temps, de celle que l'on veut éternellement lui comparer, si, comme les Suisses, la Hollande n'eût pas été une province d'une autre monarchie et non une monarchie elle-même; ce n'étoit point au milieu des Bataves que le Souverain, auquel ils obéissoient, faiſoit ſa résidence; abandonnés aux caprices d'un gouverneur, ils n'éprouvoient de la royauté que ce qu'elle peut avoir d'amer, ſans ſe ressentir jamais de cette protection paternelle, qui eſt ce qu'elle a de plus doux; tributaires plutôt que ſujets, ils secouèrent le joug des Espagnols plutôt que celui de leur Roi, et s'ennuyèrent, ſe ſentant le courage de former une nation indépendante, de n'être attachés qu'aux revers

d'un

d'un peuple juſtement célèbre alors, ſans rien partager de ſa gloire.

Si l'on veut comparer ce mouvement d'indignation des hollandois d'alors, à l'inconſtance des françois d'aujourd'hui, si l'on veut retrouver dans la révolution d'Hollande qui n'a entraîné avec elle que trop d'excès, quelque choſe qui ait approché des horreurs de celle qui s'eſt faite ſous nos yeux; si l'on veut essayer de prouver que le ſentiment, qui fit que des Bataves ne vouloient pas être ſujets d'un prince eſpagnol, habitant à quatre cents lieues d'eux, eſt abſolument le même que celui qui a poussé des françois à assassiner leur Roi, né leur compatriote et du ſang de tous leurs Souverains *), qu'on ſe

*) C'eſt une remarque singulière à faire que celle-ci : Louis ſeize étoit le ſeul monarque de l'Europe qui fût originairement du pays ſur lequel il regnoit; que l'on parcoure tous les autres trônes, on y trouvera ou des allemands ou des françois, et c'eſt d'autant plus juſte aujourd'hui que la Pologne n'exiſte plus.

ſe contente de pareils ſophismes; ils ſuffiſent à qui désire être abuſé, mais qu'on ne les donne plus pour des argumens ſans replique à ceux qui ne cherchent que la vérité. Ce n'eſt point en vertu des droits de l'homme et des maximes des philoſophes, que les Suisses et les Hollandois ſe ſont armés et ont répandu le ſang, c'eſt franchement en vertu des droits du plus fort; ils étoient humiliés de vivre ſous le joug de leurs Souverains, ces Souverains, quand ils ſe ſont révoltés, ne les appeloient point autour d'eux pour y réformer les loix, y corriger les abus, y chercher le bonheur; ils ne les avoient jamais vus, ils ne les connoissoient que par des lieutenans farouches; s'ils ſe plaignoient, on dédaignoit de leur répondre; s'ils désiroient être ſoulagés, on ne les invitoit pas à en préſenter les moyens, et si enfin l'ambition de quelques hommes les entraîna dans des révoltes auxquelles la fortune a ſu donner un autre nom, avant de

de-

devenir de vertueux citoyens, ils ne furent pas du moins les plus cruels comme les plus ingrats des hommes.

Depuis cette feconde lutte à laquelle la réformation a achevé de donner un autre caractère et moins de rapports avec celle dont l'infouciance de tous les cultes eft la bafe, les excès du long parlement d'Angleterre ont amené peut-être des événemens, qui, ayant entraîné le même crime, fembleroient fe rapprocher davantage de ceux dont nous fommes témoins; mais ces combats de factions, les mêmes dans leur marche, comme dans leurs fuites funeftes, ne fe trouvent plus avoir aucune analogie, quand on fonge que l'Angleterre ne jouit jamais mieux des avantages du Gouvernement monarchique que pendant l'interrègne où elle fe déclara république, et qu'elle s'affermit aussi rapidement dans les mains de l'assassin de Charles premier, que la république françoife s'eft épuifée dans celles des assassins de Louis feize.

L'Amérique ſeule a donc donné l'exemple d'une vaſte contrée voulant ſe former en république, et régir ſous le Gouvernement démocratique, un pays d'une immenſe étendue; ſéparée de ſa métropole par l'océan, elle a profité de la difficulté de ſoulever le poids d'une pareille guerre avec un levier de quinze cents lieues de longueur, et ſecondée par la France, à qui elle a vendu bien cher les témoignages de ſa reconnoissance, elle a fait reconnoître ſon indépendance. Sans discuter les droits qu'une colonie peut avoir à ſe ſouſtraire à la mère patrie, qui s'eſt épuiſée pour la créer; ſans demander, si cet abandon eſt ingratitude ou juſtice, qu'on cherche dans la révolution des états-unis d'Amérique ce qui peut avoir rapport avec celle de France, et jusqu'à quel point eſt poussé la ressemblance *). Ce pays ain-

*) Il vient de paroître en Allemagne un excellent ouvrage qui ne laisse rien à désirer ſur cette matière, qu'on ne peut qu'effleurer ici; il prouve jusques à l'évidence la différence que la populati-

ainsi que la Suisse et la Hollande a-t-il jamais prétendu fondre une république dans le même moule qu'une monarchie? s'eſt-il au ſein de la proſpérité condamné à tous les fléaux? a-t-il travaillé à ſa ruine pour faire la fortune de quelques intrigans? non; il eſt habité par un peuple agriculteur, laborieux, simple, vierge comme le ſol qu'il féconde, ſauvage presque comme les forêts qui ſe reculent devant lui, et non par le peuple le plus riche, le plus ſenſuel, et ſurtout le plus uſé de l'univers. En prétendant gouverner démocratiquement une contrée bien plus vaſte que la France, le congrès a ſenti la nécessité de la diviſer; il n'a pas formé quatre-vingt-trois départemens pour les réunir à huit ou neuf autres, et ne faire qu'un ſeul et

 mê-

tion, la nature du ſol, le caractère des peuples et mille autres choſes mettent entre la révolution des états-unis d'Amérique et celle de France. Cet ouvrage, qui mérite a tous égards d'être traduit en françois, est de Monsieur Zimmermann conſeiller de cour et professeur à Brunſwick.

même tout, mais au contraire c'eſt un même tout qu'il a partagé en treize états différens par leur force, et leur conſtitution, c'eſt enfin une nation, qui ſans luxe, ſans ſuperflu, ſans oisiveté, flegmatique par caractère, ſage par habitude, iſolée du reſte de l'univers par des mers ou des déſerts inconnus, la première a ſecoué l'asservissement du nouveau monde, et non une nation au centre même de plusieurs empires rompant le pacte ſolemnel qu'elle avoit avec tous.

Ainsi, cessant de ſe laisser ſéduire par des mots, on voit que les trois républiques, dont on vient de parler, ſont bien loin d'avoir eu la même origine que celle de France; si ces peuples ont voulu être libres, et l'ont été, ce n'eſt pas par le ſeul effet de leur volonté, mais par des ſuccès qu'ils ont dû à l'avantage d'avoir combattu dans des terreins difficiles, tels que les Alpes, des marais et des pays inconnus; assez prudens pour ſe renfermer dans leur voeu d'indépendance, ils

n'ont

n'ont rien été chercher au delà; et le plus puissant d'entre eux, ne formant au plus qu'une association de trois à quatre millions d'hommes, ils ont dû exciter bien moins la ſurveillance de la ſociété, qu'une masse de vingt-six millions dont les efforts ont bien moins le caractère de la naissance d'une république, que celui de la fondation d'une nouvelle réligion établie ſur une liberté imaginaire et une égalité chimérique.

Mais si ces révolutions ont réussi, c'eſt bien moins par les propres efforts des peuples qui les ont faites, que par l'appui des puissances, qui à ces différentes époques les ont permiſes. Pour s'y prêter du moins elles y eurent un intérêt direct; la politique les juſtifia pour ainsi dire de l'immoralité de leur conduite; et cette raiſon d'état, qui n'eſt que le bien qui peut réſulter, pour le pays qu'on gouverne, du mal que l'on ſouffre ou que l'on cauſe à celui qu'on ne gouverne pas, leur ſervit d'excuſe.

cuſe. Si la maiſon d'Autriche n'eût pas été harcelée par la guerre des Suisses, peut-être que l'empire eût fini par être écraſé et que les Ducs de Bourgogne eussent acquis trop de prépondérance ſur les Rois de France; si le Roi d'Espagne n'avoit pas été occupé des troubles de laHollande, la ligue probablement ſe fût conſolidée, et Henri quatre n'eût jamais regné, et si la guerre de l'indépendance n'eût point existée, la marine françoiſe, trop humiliée en 1763, n'auroit jamais pu s'élever à ce point de ſplendeur, auquel elle n'a fait que toucher; ainsi partout le mal a produit quelque bien aux souverains qui l'ont laissé faire, et il étoit réſervé ſeulement à cette époque mémorable de l'histoire de voir la fortune, conſacrant les efforts de l'injuſtice, propager le mal ſans que perſonne eut intérêt à le ſouffrir, la France devenir une république ſans rien démembrer de la monarchie qu'elle remplace, et la cauſe des Rois abandonnée

à

à des furieux, ſans qu'un ſeul d'entre eux ait reçu, pour prix de tant de foibleſſe, d'autre récompenſe jusqu'à ce jour, que celle d'entendre plus d'un écho répéter autour de lui ce ſerment exécrable, *) que les françois viennent de faire avec tant de ſolemnité.

*) Un ſeul repréſentant a eu l'honnêteté de dire que la haine qu'il vouoit à la royauté ſe renfermoit dans les bornes de la république, cette reſtriction n'a été imitée par perſonne, et il y a cependant dans Paris des envoyés de Souverains.

Tableau du préſent.

Si c'eſt une tache pénible que celle de n'avoir qu'à s'indigner sur des crimes ou à gémir ſur des erreurs, c'eſt en même temps un devoir doux à remplir que celui de chercher, quel peut-être le terme des uns, quel peut-être le remède des autres. L'artiſte, qui porte le fer ſur des membres mutilés, étouffe par humanité l'impression que lui fait la douleur, et plus ſon coeur s'attendrit ſur les maux qu'il cauſe, plus ſa main ſe rassure, et ſon inſtrument ſe raffermit. Què l'on ne cherche donc pas dans quelques expressions hardies, qui peuvent échapper à un écrivain, auquel il eſt impoſſible de ne pas blâmer ce qui n'a produit que des maux, un beſoin amer de diſtiller le fiel dont ſa plume n'eſt point abreuvée. C'eſt contre cette fatalité qui empêche tant d'honnêtes gens de s'entendre, qu'il ſe déchaîne,

ne, c'eſt parce que les événemens ont tout décelé qu'il les relève, c'eſt pour empêcher de confondre les aveugles avec les coupables qu'il oppoſe au tableau de la France celui de l'Europe, et c'eſt parce qu'il croit les ſouverains, les miniſtres, les cours, les cabinets calomniés au tribunal de l'univers qu'il ſe hâte de ſéparer les erreurs de l'eſprit, des imputations faites au coeur. S'il accuſe, ce ne ſera la probité de perſonne, mais la fausseté des opinions; s'il inculpe, ce ſeront les principes et non les hommes; en déclarant que, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, tout ce qui l'habite s'eſt plus ou moins trompé ſur la révolution qui l'agite, il ſoulagera la vanité de tous ceux, que fatigueroit l'idée d'une perſpicacité qu'ils n'ont point eue; et l'on ne rougira pas plus à l'entendre, d'un retour tardif vers la raiſon, que nous ne rougissons d'appercevoir la lumière après les peuples qui habitent à l'orient de nous.

L'Europe étoit floriſsante il y a quelques années; elle ne l'eſt plus aujourd'hui,

d'hui, le commerce par-tout y ranimoit toutes les richesses, et malgré ce combat perpétuel de tous les peuples, cherchant, à force d'induſtrie à s'arracher le fruit même de leurs travaux, tout le monde gagnoit à cette lutte, puisque l'activité des hommes eſt la vraie richesse des nations. Non ſeulement le commerce avoit ſait les plus grands progrès, mais les manufactures, à l'aide des ſciences, s'étoient perfectionnées, l'agriculture étoit améliorée, les arts encouragés avec plus de ſoins et dirigés vers un but plus utile; un mieux général s'étoit fait ressentir, un dépérissement univerſel lui a ſuccédé, le mal-aiſe a remplacé l'aisance, l'inquiétude le contentement, cet état de ſplendeur n'eſt plus, et si celui qui le remplace eſt le crime d'une ſeule nation, il eſt aussi l'erreur de toutes les autres.

Quel eſt le pays en Europe, qui depuis quarante ans n'avoit pas éprouvé les avantages d'une adminiſtration plus éclairée? Sans parler de la France, qui ſe retrou-

trouve toujours douloureuſement ſous la plume quand on veut écrire le mot de proſpérité, la Russie, ce bloc ſauvage ébauché par Pierre premier, venoit de ſe perfectionner ſous le ciſeau d'un artiſte encore plus habile, la Suède s'étoit créé une marine et des manufactures; le Dannemarck l'avoit imitée; l'Angleterre à force d'art avoit non ſeulement découragé tout ce qui vouloit la ſuivre, mais décuplé les efforts de ſa population; le Portugal étoit ſorti des langes de l'enfance; l'Espagne ſongeoit à chercher le potoſe dans ſon propre ſein; l'Italie à ſe rapprocher de ſon siècle, et l'empire à ſecouer le joug de l'induſtrie de tous ſes voisins en employant aux manufactures un peuple patient et laborieux. Si cette activité générale faiſoit honneur aux Gouvernemens; le contraire ſans doute ne fait pas leur éloge, mais n'eſt-ce pas aussi dans cette ſplendeur qu'il faut aller chercher les cauſes de la décadence, ainsi que dans ce mieux le germe de la deſtruction? et peut-

être

être, pour être juste, faut-il finir par ne blâmer que cette insouciance, qui n'a pas fait assez combattre contre un mouvement rétrograde qu'on pouvoit retarder du-moins et auquel on a trop-tôt obéi?

Avant de passer au moment présent, combien n'auroit-on pas le droit de s'effrayer, si l'on s'arrêtoit plus long-temps sur celui qui l'a précédé? Pourquoi du nord au midi, cet accroissement de force, que chaque pays sembloit prendre, s'est-il suspendu? pourquoi, parce qu'une branche d'un arbre immense s'est tout à coup desséchée, toutes les autres ont-elles commencé à dépérir? c'est que ce mal étoit dans la racine qui tient au tronc commun de toutes, et qu'il y a arrêté la sève qui portoit la végétation jusques dans ses derniers rameaux. Il n'existe pas un pays en Europe, quelqu'éloigné qu'il soit de la France, qui n'ait plus ou moins souffert de la révolution qui a renversé cette monarchie; sans doute, les dépenses d'une guerre ruineuse, et la stagnation du commerce ont oc-

occasionné une partie du désordre, mais elles n'en ſont pas les principales cauſes, l'inquiétude qui agite tous les eſprits, et la confiance qui eſt ſortie de tous les coeurs, ont fait d'autres maux que la guerre; de tous les points du monde le négociant, le cultivateur, l'artiſte, le rentier, l'oeil fixé ſur la France, ſe demandent, non ce que deviendra ce pays qui plus ou moins les intéresse, mais jusqu'où ſe propageront les principes qui l'ont bouleverſé, et quelque ſoit le ſentiment qui le conduit, l'opinion qui la gouverne, cet homme démocrate ou royaliſte, indifférent ou exaspéré ſent au fond de ſa conſcience quelque choſe de plus fort que lui, qui lui crie: la propriété n'eſt plus un droit si ſacré qu'elle puisse réſiſter plus d'un jour à des démagogues furieux.

Au ſeul aſpect de cette différence entre l'Europe, telle qu'elle étoit il y a dix ans, et celle d'aujourd'hui, on ſent bien qu'il s'eſt commis des erreurs par ceux qui la gouvernent; et le voyageur, qui après l'a-

l'avoir quitté à cette époque reviendroit en ce moment au milieu d'elle, ne demanderoit pas plus quel esprit de vertige l'a conduite, que Télémaque en rentrant à Salente ne demandoit en admirant la campagne, si Idomenée étoit changé. Puisque les événemens parlent, il eſt permis de les expliquer; ce qu'ils diſent à des yeux mécontens eſt mille fois plus dangereux que tout ce qu'on peut dire. Si de grands ſuccès avoient couvert de grandes erreurs et de faux principes, un dévouement religieux pourroit arrêter, par égard pour des temps orageux, on ne ſouleveroit point le voile, qui couvriroit des fautes heureuſes, et l'on ſe contenteroit de gémir pour l'avenir ſur des avantages d'un exemple aussi dangereux, mais on eſt loin aujourd'hui d'être gêné par des considérations de cette nature, quand des furieux outragent des ſouverains, quand des démocrates plus adroits les accuſent, quand ils ſe ſervent les uns et les autres de faits vrais et de conſéquences fausses pour les dénon-

cer

cer à leurs propres ſujets, peut-être eſt-il nécessaire que ceux qui les aiment, qui les ſervent, qui les reſpectent comme la ſeule ſauve-garde qui reſte à l'humanité menacée, eux-mêmes oſent ſe permettre quelques reproches utiles, afin d'acquérir au nom de la vérité le droit de dire ce qu'il ſeroit à ſouhaiter que penſassent tous ceux qui prétendent ainsi les juger.

De la Prusse.

Puisque l'on n'a jamais fait un moment la guerre à la révolution, mais bien à la France, puisque c'eſt à ſon territoire qu'on en vouloit et non à ſes principes, rien de si simple que d'avoir rompu une coalition dont le but, étant des acquisitions et des conquêtes, tomboit de lui-même, dès l'inſtant où l'on étoit menacé à ſon tour d'être conquis.

Trois

Trois campagnes fe font fuccédées et toutes trois peuvent être confidérées fous ce même point de vue, des fuccès remportés par les armées, des retraites faites par les cabinets, et par-tout la politique, cherchant à dessein à reperdre ce que le courage ou la tactique militaire avoit gagné. De cette conduite, qui paroîtroit peut-être le comble de la déraifon, si l'oeil qui fcrute n'y voyoit le délire de la jaloufie, eft né le découragement dans les troupes, le dégoût dans les généraux, le manque de confiance de tout le monde et l'audace des républicains françois.

Enraciné par trois ans d'une guerre maladroite et non pas feulement malheureufe, ce mal étoit devenu fans remède; car si difficilement on revient fur fes pas, si les hommes ont tant de peines à faisir le parti le plus fage, on conçoit à plus forte raifon l'impossibilité de rentrer après tant d'erreurs dans le chemin de la raifon; en fe hâtant donc de faire la paix, feule cho-

chofe à désirer quand on ne veut pas faire bien la guerre, il eft possible de prouver que la Prusse a fait plutôt un acte de bonne foi envers fes alliés, qu'un acte de perfidie. Si elle a renversé le dessein généreux et fage de mettre fin à une révolution désastreufe, non pas feulement en ce qu'elle bouleverfe un grand royaume, mais en ce qu'elle brife tous les liens de la société; si elle a prolongé des malheurs dont toute l'Europe s'occupoit sérieufement à extirper jusques aux dernières racines; si elle a jeté la désunion là où regnoit la concorde et l'amitié; si elle a fait manquer un plan de campagne vigoureux, tourner en guerre défensive et ruineufe, une guerre offensive et avantageufe, certes, elle eft bien coupable, et c'eft au tribunal du genre humain qu'il eft jufte de la dénoncer; mais si, convaincue par l'expérience que l'union ne pouvoit que bien difficilement renaître parmi des puissances aigries par des torts réciproques, et

divisées par des prétentions opposées, si, calculant tout simplement d'après elle, elle n'a vu dans cette paix que ſon ambition à ſatisfaire, celui de ſes prétendus alliés à prévenir ou à déjouer, la première, la Prusse en a fait franchement l'aveu en fraterniſant ſans répugnance avec une nation dont il eſt bien vrai que la coalition a attaqué le territoire, mais dont il eſt faux de croire, que jamais elle ait cherché à combattre les principes et à punir les principaux moteurs.

On a été ſcandalisé dans toutes les cours de l'Europe de la paix signée le 5 Avril 1795 à Basle, et de celle que depuis l'Espagne a faite; tandis que l'on ne s'eſt jamais étonné de voir toutes les puissances, en niant l'exiſtence de la république françoiſe, s'aboucher courtoiſement avec tout ce qui agit pour elle. Sans doute, que pour faire la guerre avec moins de cruauté, pour ſoulager au moins l'humamanité du fardeau qui l'écraſe, il a fallu traiter avec les françois comme avec une

autre

autre nation policée, mais ce n'eſt point à cette simple meſure que bien ſouvent on s'eſt arrêté, et les égards, les marques d'eſtime prodiguées aux agens de la république ont fait ſentir de reſte aux peuples, très-attentifs à toutes ces nuances, que le crime ne paroît hideux à ceux qui les gouvernent qu'autant qu'il n'a pas le caractère du bonheur.

Du moment que l'on n'a point vu dans la France ce que le célèbre Burcke diſoit d'y chercher, *un pays hors de l'humanité*, chaque puissance eſt rentrée dans le droit de l'enviſager comme un état dont il eſt essentiel de diminuer l'influence, ou dont il eſt utile de partager les ressources; certes, ce rôle des chefs de la coalition eut été bien beau, s'ils s'étoient regardés comme chargés par la providence d'arracher une nation entière à la lèpre qui la dévoroit, mais dès l'inſtant qu'ils ont méconnu le plus beau droit de la couronne, le plus bel emploi de la toute-puissance, quelle différence y a-t-il eu entre l'im-

moralité de reconnoître des régicides heureux, et la barbarie de dédaigner de guérir un peuple entier frappé d'une pareille épidémie?

Dès que l'on eſt ſorti de la queſtion générale, il a fallu ſe hâter de rentrer dans ſa politique ordinaire, et le cabinet de Berlin, en cherchant à ſe faire une alliée de la nation françoiſe, n'a fait que ſe reporter avant l'impolitique traité de 1756, ſans calculer l'importance du pas rétrograde qu'il a fait faire à tous les pouvoirs légitimes, en conſacrant la fortune d'une autorité uſurpée.

Ce n'eſt donc point envers la coalition que la Prusse, qui s'en eſt retirée, peut avoir quelques reproches à ſe faire, c'eſt plutôt envers elle-même, puisque l'allié qu'elle s'eſt donné n'eſt que l'ombre de celui qu'elle a cru vraiment s'attacher; c'eſt en ſe réunissant que les souverains s'étoient induits en erreur, et non en cherchant à ſe séparer; avoir l'air de confondre ſes forces, ſans jamais confondre

ſes

ſes projets, c'étoit bien moins vivre en alliés, qu'en ennemis; ſe déſunir au contraire, rompre une alliance qu'on ne gardoit pas, c'étoit jeter à dessein le masque et reprendre le rôle d'un grand souverain, bien plus à ſa place même quand il offenſe que quand il cherche à tromper. Mais en voulant ſe ſouſtraire à une guerre, dont les ſuccès paroissoient au cabinet de Berlin autant dangereux que les revers, quelle paix, quelle alliance a-t-on été obligé d'y faire ſuccéder? Eſt-ce à cette France à laquelle la Prusse fut longtemps unie qu'elle eſt venue ſe rattacher? Eſt-ce à la digne rivale de l'Autriche qu'elle eſt allé confier ſa haine? qu'a-t-elle reçue pour tout ce qu'elle a cédé? Quelle amie s'eſt-elle assurée contre les ennemis qu'elle s'eſt faits? et dans cet autre bassin de la balance politique où elle s'eſt jetée, qu'a-t-elle trouvé pour ajouter à ſon propre poids?

Il eſt permis de ſuppoſer que ce n'eſt pas à cette alliance que la Prusse a

borné ſes prétentions; et elle n'a pas passé ſans doute par dessus l'extrême répugnance qu'elle a dû ſentir à signer la paix, pour perdre la Gueldre et le Duché de Clèves, quand l'état de ſes finances et de ſes armées n'exigeoit d'elle aucun ſacrifice.

Sur quoi donc a-t-elle prétendu ſe dédommager? probablement ſur la Pologne ou ſur quelques cantons qui l'avoisinent du côté de la Moravie, aussi, perdant de vue le vrai point de grandeur auquel doit viſer un monarque Prussien, on a ſacrifié à l'ambition de posséder quelques milles quarrés de plus, qui ajoutent si peu à la consiſtance réelle d'un état, la considération qui fait tout dans un royaume où la puissance véritable eſt dans la force des armées et la ſagesse du cabinet.

Les succès rapides, multipliés, conſtans de la maiſon de Brandebourg, que l'on a trop oubliés devoir à une succession bien rare de Rois entreprenans et économes, et aux concours heureux des circonſtances, ont fait perdre de vue

au

au cabinet de Berlin que ſa grandeur ne tient qu'à un équilibre qu'il a bien tort de chercher à renverſer. C'eſt mal juger les événemens et les hommes, que de vouloir bouleverſer un ordre de choſes qui depuis plus d'un siècle conduit à une prospérité ſans exemple, et ce désir, que deux grands souverains nourrissent ſecrettement depuis long-temps dans leur coeur, de ſe faire un jour une guerre sanglante, prouve à quel point ils ignorent l'un et l'autre, combien cette égalité de moyens, pour ſe nuire et ſe reſpecter, conſolide à tous les deux leur puissanee.

Sans croire que cette guerre ait jamais été réſolue dans le cabinet de Berlin, on peut ſuppoſer que vaguement on l'y a désirée, et que plus d'une fois on s'eſt promis d'épier, à travers les échecs arrivés aux armées de l'empereur, l'occasion de porter à la maiſon d'Autriche assaillie de toutes parts, un de ces coups dont il lui eut été difficile de ſe relever.

Tel eſt l'inconvénient de la politique quand une fois elle eſt en train de faire de faux calculs. Quand on ne reſpire que conquêtes au milieu des retraites, splendeur au ſein des déſaſtres ; quand on voit tout à gagner là, où il y a tout à perdre, ne peut-on pas pousser le délire jusques à croire arriver au dernier degré d'agrandissement et de gloire au milieu des ruines de l'empire germanique ? et si la chute d'une monarchie, telle que celle qui eſt réunie dans les mains de François ſecond, paroît trop difficile à obtenir, n'eſt-ce pas du moins un beau rêve que d'imaginer qu'un jour les descendans des Princes de Hohenzollern et les héritiers des Comtes de Hapsbourg pourroient ſe partager modeſtement cette vaſte contrée, dont quelques villes ſuffisoient à l'ambition de leurs aïeux ?

Ainsi tandis que la raiſon n'entrevoit dans cette lutte qu'elle cherche à écarter, que la chute de quelques souverains, l'anéantissement des pouvoirs et les maux

que

que tant d'idées funeſtes doivent entraîner, l'ambition et l'aveuglement trouvent encore le moyen de ſe repaître de chimères là, où il n'y a plus à redouter que des revers.

Si ces idées ont été celles qui ont dirigé la Prusse pendant cette guerre, il eſt d'autant plus permis d'avancer qu'elles ſont le contraire de celles que doivent lui ſuggérer ſon véritable intérêt, que peut-être en ce moment eſt-elle elle-même à la veille de s'appercevoir de ſon erreur. Quand on eſt parti d'une baſe imaginaire, c'eſt à une baſe vraie qu'il faut un jour en revenir. Les Souverains, les miniſtres, les cours ne ſe ſont trompés que dans les principes, et c'eſt de bonne foi qu'ils ſe ſont égarés; les conſéquences ont été juſtes, les raiſonnemens ont été vrais, la majeure ſeule a été depuis six ans une erreur, et cette erreur a été celle des premiers génies de ce siècle, des beaux eſprits de ce temps. Que le mouvement rétrograde, nécessai-

re à faire fur foi-même, n'humilie donc perfonne, on peut avoir été un miniftre habile, on peut l'être encore, le devenir et avoir partagé un délire qui a été général; un moment de courage suffit, et l'humanité le reclame; le temps aura bientôt effacé quelques fautes que tant d'autres auroient pu faire, mais fa faulx gravera en caractères ineffaçables un retour d'autant plus généreux, qu'il aura été plus pénible, et que bien peu de gens en font capables.

Depuis long-temps en Europe ce n'eft plus l'étendue du territoire qui fait la force. Si la population donne de la puissance à un état, elle cède fon importance à la richesse du fol, et aux rapports commerciaux; l'influence réelle eft dans la considération, et c'eft à l'obtenir ou la conferver, que tout Gouvernement doit prétendre. Ce fyftême le plus fage de tous, et fur-tout le plus conforme à une monarchie dont la grandeur eft appuyée fur des bafes bien différentes que celles qui

fer-

fervent à tous les autres empires, a fait enfanter des prodiges à ce grand Roi, qui, réunissant fur fon trône toute l'admiration qui n'étoit accordée qu'à fa perfonne, a invefti fon cabinet de la confidération qui n'avoit de rapport qu'à lui feul, en confacrant fa vie entière à faire confondre fon génie et la puissance des Prussiens.

Depuis lui, on a peut-être trop pris à la lettre dans fon propre pays l'opinion qu'il s'étoit efforcé d'y faire naître, et qu'il avoit tant de droit de foutenir, et fans doute eft-il permis d'ajouter, qu'en cherchant à entretenir l'Europe dans une idée, créée il y a trente cinq ans, et passée depuis vingt en habitude, on n'a pas, en courant après la même confidération, fuivi abfolument la même route que celle qu'il avoit tracée pour la conferver.

Frédéric fecond a fait des conquêtes mais fon but a moins été de gagner quelques provinces que de donner des frontières à fes états. En prolongeant fes re-

regards triſtement ſur le ſol aride qui l'entouroit, il n'a vu de moyens de création de puissance pour lui que dans les armes, et il a trop prouvé qu'il étoit grand en tout, pour que l'on n'oſe pas affirmer, que c'eſt faute d'avoir pu rendre ſa nation ou agricole ou commerçante, qu'il s'eſt décidé à faire de tous ſes ſujets des ſoldats. Comme la France, qui mettoit autrefois ſa véritable puissance dans la fécondité de ſon ſol et dans ſon commerce, comme l'Angleterre, qui la trouvoit dans ſa marine et ſon induſtrie, le Roi de Prusse l'avoit placée dans ſon armée; c'eſt avec elle qu'il faisoit redouter ſa malveillance, rechercher ſon amitié, ſouhaiter ſon eſtime, s'appuyer de ſon alliance; par elle il étoit sûr au beſoin de l'or de ſes alliés, de la confiance de ſes amis, de la circonſpection de ſes ennemis et de la terreur de tout ce qui d'un ordre inférieur eut oſé tenter de lui nuire.

Sans doute que les mêmes moyens reſtent encore tout entiers dans les mains de celui qui lui a ſuccédé ; mais jusques à quel point les Prussiens dans des campagnes insignifiantes n'ont-ils pas risqué de ternir par quelques taches de rouilles le brillant et le poli de leurs armes ? en ſouffrant que l'Europe s'habitue à voir la ruſe entraver la tactique et la politique paralyſer de bonnes, d'excellentes armées, n'étoit-ce pas ôter à la force militaire la prépondérance qu'elle a acquiſe depuis Louis quatorze, et qu'elle doit ſur-tout au grand Frédéric ? et en laissant ainsi les idées changer inſensiblement de routes, le cabinet de Berlin n'a-t-il pas couru le danger de perdre en une ſeule guerre cette considération, le fruit pénible et mérité de quarante ans de ſuccès ? Si le monarque, qui les a obtenus, a fait quelques torts à ſa gloire, en ſe prêtant au premier partage de la Pologne, il faut s'en prendre de cette faute à l'inſouciance de Louis quinze, qu'il en avertit, et à la néces-

cessité, ne pouvant écarter la Russie, de s'avancer du moins au devant d'elle pour l'empêcher de s'approcher; mais dans une guerre comme celle-ci, où une queſtion d'une autre importance ſe feroit d'abord préſentée à ſes yeux tout ce qu'elle étoit en effet, il eſt à préſumer que ce Prince eut moins attaché de prix à quelques provinces de plus, et qu'inquiet à plus d'un titre de tout ce qui pouvoit arriver un jour ſur les bords même de la Sprée, il n'eut pas ſur les rives du Rhin ſongé autant à celles de la Viſtule.

Sans doute que la politique a obligé la cour de Berlin à s'occuper de ce ſecond partage, que les circonſtances ne lui ont pas permis d'empêcher; mais en conſervant dans l'empire une attitude fière, en forçant la France humiliée, à ſervir d'écho à ſa gloire et à jeter de ces cris de ſurpriſe qui auroient été rapidement retentir ſous les voûtes du palais de Petersbourg, c'étoit veiller pour le moins aussi bien à ſes intérêts qu'en marchant ſur la Pologne,

et

et s'apprêter peut-être le droit, après avoir déployé autant de force que de courage, d'exiger un jour la part du Lion.

En faiſant la paix, c'eſt à dire, en signant un insignifiant traité, où l'on voit un Roi reconnoître la France, non comme une puissance, mais comme un état puissant, on ſent que la Prusse n'a rien gagné qu'une cessation d'hoſtilités, jointe à quelques témoignages équivoques d'une reconnoissance qu'elle a la conſcience de dédaigner; et qu'elle ne doit enfin qu'au génie de ce bienfaiteur qui plane encore ſur elle, la discipline de ſes armées, l'état de ſes coffres, la tranquillité dont elle jouit, le crédit qui lui reſte et l'influence qu'elle n'a point perdue.

Mais à quoi tient encore cette considération que l'on s'empresse de témoigner au cabinet de Berlin? au caractère loyal de Frédéric Guillaume et à la conviction où l'on eſt reſté, que, malgré le traité d'amitié de Basle, la Prusse ne ſera l'alliée

fi-

fidelle des républicains françois que le jour où l'Europe sera condamnée à partager cette honte avec elle. Ainsi donc, par une suite de combinaisons qui tiennent à la situation de la France. en ce moment le thermomètre de tout l'univers, la Prusse se trouve n'avoir rien perdu de son influence, conserver à sa disposition des armées complettes, des finances en assez bon état si on les compare à celles de tous ses voisins, et jouir par le seul espoir de ce qu'elle peut faire, de toute la considération qu'elle auroit obtenue, si elle avoit fait.

De l'Autriche.

La providence ne s'eſt chargée dans toute cette guerre, que de faire un ſeul exemple, et c'eſt l'Autriche que malheureuſement elle a choisie. Si en France elle a permis que le crime triomphe, si partout ailleurs elle a ſouffert que la fortune couvre des fautes, qu'elle cache de perfides desseins, c'eſt à traverſer les plans les plus ambitieux qu'elle paroît s'être attachée, et tout en ayant l'air d'abandonner à leurs propres erreurs, des peuples qui ne l'invoquent plus, elle a voulu cependant leur faire ſentir encore, que la juſtice éternelle peut ſe taire, mais qu'elle ne s'endort jamais.

La France ſacrifia, il y a quarante ans, à l'Autriche ſa considération en Europe et ſon influence politique; au premier rang quand elle en balançoit la puissance, elle descendit au ſecond du moment qu'elle s'humilia jusques à l'étayer; cette foiblesse du cabinet de Louis quinze en prépara la dé-

décadence, entraîna dans de fausses démarches, dans des dépenſes inutiles, fit recourir à des emprunts desavantageux, nécessita une guerre ruineuſe, une paix ſans exemple et commença cette dégradation continuelle de crédit et d'autorité, qui depuis a entraîné tant de maux.

L'occasion s'eſt préſentée enfin, où l'Autriche a pu rendre aux Bourbons tout ce qu'elle leur coute; chef d'une coalition puissante, l'Agamemnon de l'Europe a pu venger l'offenſe faite à la ſouveraineté ; il l'a voulu et la politique, ou pour mieux dire la ruſe fallacieuſe, qui parle en ſon nom et agit pour elle, s'eſt hâtée de corrompre, dans des mains jeunes et pures, les bienfaits qu'elles alloient verſer ſur l'humanité. Le premier voeu de François ſecond, en héritant d'une des plus vaſtes monarchies du monde, fut pour Louis ſeize; la couronne impériale n'obtint que le ſecond; il désira une autorité qui pouvoit lui donner la ſeule puissance qu'il de-

demandoit, celle de pacifier l'Europe, et de ſauver la famille à laquelle il étoit uni par le ſang, il l'obtint, et cependant les prétendus intérêts de ſa couronne ne lui permirent pas d'en faire uſage. Depuis, le cabinet de Vienne s'eſt toujours mis à ſa place, et le ſyſtême autrichien, ſyſtême que les circonſtances, les déſastres, les victoires ne font jamais varier, eſt le ſeul que l'on puisse accuſer des fautes dont plus d'une fois a gémi celui, pour l'agrandissement duquel on les a si ſouvent accumulées. C'eſt à ce Cabinet que l'on doit cette méfiance qui a précédé la coalition, et qui trois ans l'a ſuivie; c'eſt lui qui a fait naître l'incertitude en 1792, l'excessive confiance en 93, le découragement et l'abandon en 1794, et qui, tour à tour doutant de tout et ne doutant derien,a varié dans tous les moyens en reſtant inflexible dans le but,celui de dépouiller et non pas de rétablir.

Où ces vaſtes projets de redonner une frontière à la Belgique, et peut-être de

rendre le cercle de Bourgogne à l'empire, ont-ils mené le souverain, qui possédoit il y a quatre ans l'armée la plus nombreuse, et l'une des plus aguerries de l'Europe? à perdre une partie de ses états et à jouer le sort de l'Allemagne sur les bords du Mein, en laissant les françois pénétrer jusques dans son centre. La prise de possession de Valenciennes a été punie par la perte de Luxembourg, et la récompense de tant d'ambition est d'avoir aujourd'hui à épuiser ses trésors et à sacrifier ses armées, pour reprendre et se retrouver au point d'où l'on en étoit parti. Mais si tant de malheurs qu'un succès brillant vient de couvrir, succès qui n'est au fond que le bonheur d'avoir échappé à un désastre, ne permettent plus de se faire d'agréables illusions, on se tromperoit si l'on croyoit, qu'à Vienne quelques personnes ne se bercent pas encore de douces chimères; sans doute elles y voient le mal ce qu'il est, mais elles le considèrent comme une transi-

tion

tion nécessaire au bien qui doit en résulter; ce n'est point à faire des sacrifices qu'elles engagent; cette idée, qui, si elle étoit celle de tout le monde, sauveroit l'Europe aujourd'hui, n'approche jamais des cours ambitieuses, et si elles se reprochent peut-être des desseins, qui ont tant nui aux succès des armées, ce reproche tombe bien plus sur le défaut de précautions, et sur le manque de réussite, que sur l'injustice des prétentions. Parce que l'Empereur porte une heure dans sa vie la couronne de Charlemagne, on veut toujours le faire viser à sa puissance, s'obstiner à lui montrer dans le corps germanique de grands vassaux, qui se sont soustraits à sa Suzeraineté, et, faute de pouvoir le replacer au trône de ces empereurs romains, dont on se contente de lui donner le titre, on veut du moins essayer de le ramener au temps des prétendus restaurateurs de leur empire.

A cette ambition près, la juſtice doit avouer, que, de toutes les puissances armées contre la France, l'Autriche eſt celle qui a fait de plus grands efforts, compromis le plus franchement ſes intérêts, et cependant le moins exposé ſa gloire. Fatiguée par une ſuite de campagnes laborieuſes contre les Turcs, elle a ſoutenu avec grandeur le poids d'une guerre ſans exemple, et si, entraînée par l'espoir d'un ſuccès facile, si, tentée par l'occasion à laquelle si peu de vertus échappent, elle a eu deux ans des projets injuſtes, il paroît que, corrigée par l'expérience, ſa politique a été depuis aussi ſage, que ſes armées ont été braves et ſes généraux habiles et dévoués.

L'Empereur, engagé le premier dans une querelle, où les françois dans tous les ſens ont été les agresseurs, avoit bien quelques droits, après avoir perdu les pays-bas, de ramener ſes armées dans ſes états héréditaires; à cette époque la mauvaiſe volonté de l'empire ſe manifeſtoit de toutes

tes parts, ces mois romains d'une si médiocre ressource se faisoit attendre et pouvoit à peine s'arracher au milieu des lents et foibles conclusum de la diète de Ratisbonne; seul ennemi en butte à la haine des françois, il les voyoit caresser par ses alliés, et ces derniers, flattés de voir accueillir leurs caresses, manifester hautement le désir de faire la paix; alors, ne pensant qu'à lui seul, et refroidi sur une guerre qui ne devoit plus lui promettre que des revers, il pouvoit songer à conserver son armée, l'unique boulevard de ses provinces, se retirer en hâte sur la Bohême et l'Autriche, et laisser, entre l'ennemi et lui, ce grand corps dont la mollesse même pouvoit servir à en affoiblir tous les coups. Mais tel est le propre de l'adversité dans les coeurs généreux, c'est qu'elle éclaire et qu'elle corrige; injuste dans les plaines de Cambrai, François second redevint, ce qu'il eut dû toujours être, derrière la rive droite du Rhin; le Roi de Bohême et d'Hongrie sauva l'empire, qui l'avoit abandonné, et le

protecteur de l'Allemagne, en dépit d'elle-même, fit voir que Cézar favoit fe venger, comme Cézar auroit pu le faire.

Une des ressources de la guerre, et qui aide fouvent à en fupporter patiemment les revers, c'eft qu'une victoire efface vingt défaites, et qu'une campagne heureufe rend à des armées tout le luftre qu'elles auroient pu perdre dans une longue fuite d'échecs. Si les finances pouvoient ainsi renaître comme la gloire, il feroit aisé à des peuples braves d'éternifer les moyens de s'exterminer, mais ce malheureux avantage feroit le même pour leurs adverfaires; il vaut donc mieux que tout s'ufe, que la lassitude ramène le befoin du repos, l'anéantissement l'ordre, et que l'embarras réciproque de tant de nations, qui fe ruinent pour fe nuire, nécessite un jour la paix, feul but qu'on doit fe promettre de la guerre.

Mais, qui plutôt, des françois ou de leurs ennemis arriveront à ce dernier terme, où il faut enfin mettre bas les armes?

à

à quel point les ressources des uns et des autres ſont-elles arrivées aujourd'hui? lequel des deux partis a le plus de moyens pour s'en recréer de nouvelles, et quel eſt celui enfin, qui, peut-être à la veille de ſuccomber, dictera des loix à l'autre, obligé de les recevoir pour s'être épuisé un jour avant lui.

Si l'Angleterre, cette tréſorière de l'Europe, à qui peut-être elle vendra cher un jour l'or dont elle la couvre, n'étoit pas venue au ſecours de l'Empereur, parce que ſon intérêt lui en a fait une loi, il eſt probable, que non ſeulement il lui ſeroit impossible de ſonger à cette campagne, mais que même celle de 1795 n'auroit pas pu avoir lieu. Privé d'une partie de ſes états, obligé d'entretenir ſes armées à grands frais et à des diſtances énormes, ne pouvant les faire vivre ſur ſon propre territoire, et forcé de tout payer avec un numéraire dont ſon pays ſe dépouille, ſans conſerver l'espoir de l'y voir revenir, on conçoit aisément qu'un souverain, qui n'eſt

pas le plus riche de l'Europe, quoiqu'il prétende en être le plus puissant, a dû promptement arriver à bout de toutes ſes ressources, quand on ſe rappelle qu'il a fait succéder ſans interruption à une guerre de plusieurs années, une guerre de l'importance et de l'acharnement de celle-ci. Sans doute on ſe tromperoit, si l'on croyoit cependant, que l'état de pénurie, dans lequel l'Empereur ſe trouve, put être comparé à celui du gouvernement françois; mais eſt-il donc possible de tirer d'une monarchie, même dans ſa prospérité, ce que les meneurs de la France peuvent encore arracher à cette république écrasée? Non, il n'appartient pas au despote le plus craint, au Roi le plus adoré d'obtenir de leurs sujets ce que des Démagogues exigent de leurs égaux; la puissance de l'opinion cède, ou celle de la terreur s'irrite, et les secours que l'on demande, n'approchent jamais de ceux que l'on peut extorquer. Que cette différence d'un monarque qui fait la guerre avec ſes revenus, et d'un peu-

peuple, qui la soutient avec ſes fonds, fasse toujours trembler ceux qui ne veulent plus rien calculer que l'embarras des républicains; qu'ils ſe rappellent que ces derniers peuvent tout oſer, que celui-là, gêné dans tous ſes moyens, difficilement peut entreprendre; que la juſtice trouve partout des entraves, que l'injuſtice ne connoît ni bornes, ni freins; que si les plaies de tant d'états proviennent de blessures bien différentes par leur profondeur, il ne reſte à l'empereur comme à ſes alliés que des calmans pour ſe guérir, tandis que, jusques au poiſon même, tout eſt bon au gouvernement françois, qui ne veut que prolonger ſon exiſtence.

Mais d'où provient cette timidité des souverains, qui, même pour ſoutenir le poids d'une guerre, qui ne leur eſt pas tellement perſonnelle qu'elle ne regarde aussi leurs peuples, n'oſent même plus les appeler à leur ſecours? eſt-ce donc cet eſprit de division, fruit de la révolution de France elle-même, qui a jeté entre les

gou-

gouvernans et les gouvernés une défiance universelle? oui sans doute, mais cette cause n'est pas la seule, et si les gouvernemens n'avoient pas la conscience, qu'ils n'ont pas toujours agi de bonne foi dans le but de cette guerre, ils ne croiroient point que cette fermentation sourde pût suffire, pour entretenir ce caractère de réserve, pour ne pas dire d'inimitié qui règne malheureusement dans toute l'Europe entre les cours et les sujets. A-t-on vu depuis quatre campagnes un seul monarque recevoir de ces marques précieuses de dévouement, que souvent les souverains ont obtenues de l'amour des peuples? cette guerre bien autrement allarmante pour l'Allemagne que celle de sept ans, qui n'étoit au fond qu'une de ces querelles ordinaires, que des formules diplomatiques et quelques cessions pouvoient terminer, a-t-elle fait offrir les mêmes contributions patriotiques, et la patrie, comme le pélican, a-t-elle déchiré son sein pour sauver ses propres enfans? à quelques

vil-

villes près, ſtimulées encore par la préſence du ſouverain et excitées par tout ce qui l'entoure, les campagnes ſont reſté froides, les peuples ſourds et inquiets. Si cet eſprit de ſtupeur et de triſtesse ne s'étoit répandu que ſur les proſélytes des opinions françoiſes, le mot de l'énigme feroit bientôt trouvé, et la révolution elle-même feroit ce qui empêche de la combattre; mais pourquoi s'étend-il à ceux qui aiment la royauté, à ceux qui déteſtent la démocratie? et quel eſt ce sentiment, qui pour ainsi dire à cloué le don dans la main de celui qui étoit prêt à le faire? C'eſt la méfiance, que, dès le commencement de cette guerre, la politique a inſpirée. En voyant la bonne foi s'éloigner de tous les conſeils, la mésintelligence regner entre tous les rois, la concorde n'exiſter nulle part, l'ambition ſe montrer partout, l'imprévoyance l'accompagner, et les revers arriver à leur suite, chacun s'eſt dit de quel parti qu'il fut: „je ne jeterai point mon or dans un „gouf-

„gouffre dont mon oeil ne peut plus mefu-
„rer la profondeur, mon offrande à la fou-
„veraineté que l'on outrage, ne fera point
„convertie en un tribut à l'orgueil, et à
„l'agrandissement de quelque puissance;
„ma fortune, mon fang, ma vie appartien-
„nent à une caufe jufte, je ne dois que
„ma contribution d'impôt à une caufe, qui
„eft si peu celle de l'humanité qu'elle ne
„fert plus qu'à la défoler." C'eft ainsi que perfuadé, que des campagnes fans accord, fans plans généraux, fans enfemble, ne pouvoient amener le feul but que doit avoir la guerre, la paix, et la paix telle que l'on pouvoit alors la dicter, on eft refté indifférent fur la queftion la plus intéressante de toutes celles qui fe foient jamais agitées, et si quelques efprits droits, quelques coeurs honnêtes ont continué de voir la vérité, et de n'en pas moins aimer les fouverains quoiqu'ils fussent dans l'erreur, ils fe font contentés de désirer la fin d'un aveuglement déplorable, et tous leurs efforts fe font bornés à en gémir.

Il

Il reſte donc une reſſource à ces mêmes ſouverains, et cette reſſource eſt toute entière, car ils n'en ont pas encore voulu profiter; c'eſt celle de s'expliquer avec nobleſſe et franchiſe, de renoncer à tout ce qui ne peut s'avouer, de ne plus vouloir que ce qui peut hautement ſe dire, et de s'appeler une ſeconde fois, ſoit pour faire dignement la paix, si les intérêts bien entendus de leurs peuples les y obligent, ſoit pour refaire la guerre, comme d'abord il eut fallu l'entreprendre, comme depuis il eut fallu la pouſſer. Que quelques démarches loyales ſe faſſent, qu'une conduite noble ſuccède à tous ces entortillages diplomatiques, qui font la ruine des grands états, et la fortune des petits talens, le mal ſera dès-lors coupé dans ſa racine, et on verra bientôt ce qu'eſt la richeſſe des Gouvernemens, quand tous les coeurs ſe déclarent pour eux.

S'il eſt une circonſtance, où un Empereur d'Allemagne ait quelque droit à re-

cla-

clamer ce pas et ce rang, que suivant les chances du hazard on lui accorde ou on lui conteſte, c'eſt quand il ne demande à s'en ſervir que pour en faire un bon uſage; que françois ſecond ſe reporte donc aux principes dans lesquels il a dû prendre les armes; qu'il ne voie plus des conquêtes à faire, mais ſes états à conſerver; qu'il tranquiliſe les cours qu'il a effrayées par ſon ambition et qu'il leur diſe: „au moment, où j'ai per„du la Belgique, j'avois comme aujour„d'hui le droit de vous rappeler à la juſti„ce, mais il me seyoit mal alors de la pré„ſenter, j'étois vaincu et fugitif, on auroit „pu ſe défier de mon repentir, je ſuis vain„queur et menaçant, il n'eſt plus permis „de douter de la sincérité de mes offres; „mes armées ſont aussi complettes que si „les pays-bas n'étoient pas arroſés de leur „ſang; si elles perdent le général qui les „a rehabituées à la victoire, je leur don„ne un jeune héros qu'elles rougiroient de „mal inſtruire; je peux compter ſur l'Ita„lie, j'y envoie des renforts considérables,

„et

„et un chef habile; fur le haut-Rhin „je laisse Wurmfer et foixante mille „foldats, fans ofer fixer la valeur de „cette phalange que le Prince de Condé commande; en avant de Mayence „j'aurai ces mêmes troupes qui viennent de vaincre fous Clerfait; mes armées s'étendront depuis Basle jusques „au delà de la forteresse d'Ehrenbreitftein, et grace à l'emprunt que le crédit de l'Angleterre vient de me faire „remplir, je peux entreprendre une brillante campagne; eh bien! je déclare folemnellement que, bannissant toute ambition déplacée, je renonce, quelques „fuccès que je puisse obtenir déformais, „à augmenter ma puissance, et à réveiller la jalousie de mes voisins. Rentré dans „des vues de modération et de juftice, je „fuis prêt à faire la paix à des conditions „honorables, ou à faire la guerre, non „contre la France, que je m'engage à „ne jamais démembrer, mais contre „les factieux qui l'épuifent, et la dés-

„honorent; que l'empire me feconde, „non pas par de foibles offres, mais par „un dévouement prononcé, et mes bra„ves foldats lui ferviront encore de rem„part; que la discorde, qui exiftoit par„mi nous, retourne dans le fein de ces „confeils législatifs, où elle fe promet de „reproduire plus d'une commotion vio„lente, et qu'il n'y ait plus parmi nous „d'autre rivalité que celle, qu'entretien„dra toujours l'amour de la gloire en„tre des peuples également braves et „belliqueux.“

Si un pareil discours, bien digne du jeune monarque dans la bouche duquel on le place, étoit prononcé, de façon à inspirer la confiance, si feulement on voyoit à la fuite renaître la concorde, d'abord entre les cours, et bientôt entre les peuples et les Rois, le discrédit de la France feroit en un moment à fon comble, et ce pays, qui forge encore des foudres pour écrafer fes ennemis, refteroit fans armes pour combattre la bonne intel-

telligence qui s'établiroit au milieu d'eux. Certains de ne plus donner en vain, et d'offrir jusques à fon nécessaire pour des conquêtes inutiles, on verroit les bourfes fe rouvrir comme les coeurs, et si l'état d'épuisement dans lequel de longues calamités ont mis la fortune publique et celle des particuliers, ne permettoit pas d'énormes facrifices, il eft à préfumer, que l'emprunt réellement patriotique, que l'on pourroit alors former, vaudroit du moins l'emprunt tyrannique, principal espoir des républicains françois. Tel eft le tableau de l'Autriche en ce moment, puissante encore en foldats, mais fans aucuns moyens pécuniaires, et obligée, malgré l'ascendant de fon cabinet, dont le principe eft de donner l'impulsion fans la recevoir, de continuer la guerre fous la tutelle de l'Angleterre. Si cette situation n'eft pas aussi pénible depuis que fes armées ont repris en elles une confiance qu'elles fe doivent, elle suffit à une cour ambitieufe pour lui faire fentir ce à quoi entraînent des démar-

ches déplacées, et la perte momentanée de ſes riches provinces, ainsi que celle de ſon influence, eſt une leçon utile, si elle ſait en profiter.

De l'Empire.

Une grande et ſublime idée a été conçue par un homme et cet homme eſt le Cardinal de Richelieu; digne d'achever les plans de Sully et d'Henri quatre, et de préparer le siècle de Louis quatorze, ce miniſtre imagina de raffermir l'autorité des Rois de France, et de l'établir ſur deux baſes abſolument oppoſées. L'Europe ſous des formes monarchiques étoit en proie à la féodalité; ce régime, en perpétuant l'audace des grands vassaux, rendoit la puissance royale aussi embarrassante qu'illusoire; Richelieu réſolut de l'en délivrer, et pour affoiblir en même temps la maiſon d'Au-

triche de tout ce dont il prétendoit renforcer celle de Bourbon, il travailla ſans relâche à conſolider en Allemagne ce qu'il achevoit de ſapper en France. Telle eſt l'origine et la cauſe du rôle actif que les françois ont joué dans la fameuſe guerre de trente ans que termina la paix de Weſtphalie; un homme d'état, revêtu de la pourpre romaine, y soutint de tous ſes efforts la cauſe des Luthériens contre celle des catholiques, parvint à conſolider la confédération germanique, et crut, avec raiſon, que la France ne pouvoit s'élancer vers la prospérité qui l'attendoit, qu'autant que l'empire échapperoit aux mains qui vouloient s'en ſaisir. Si une masse d'hommes, telle que les Allemands, n'avoit pas été aussi habilement divisée; si la réformation n'avoit été le principe de cette ligue fameuſe, dont la religion fut le prétexte, dont la politique fut la baſe; si dès-lors la maiſon de Saxe, et bientôt après celle de Brandenbourg ne s'étoient pas miſes à la tête de cette ligue proteſtante; si tant d'é-

d'états morcelés, féparés, avoient obéi au fouverain de la Hongrie de l'Espagne, de Naples, de la Sicile, d'une partie de la Lombardie, des Pays-bas et du Pérou et du Mexique, Louis quatorze n'eut point fait trembler l'Europe, c'eft lui qui eut tremblé pour elle. C'eft aux dispositions du traité de Weftphalie qu'il a dû l'éclat de fon règne, et la France, en fervant de garantie à l'Empire, n'a fait que payer à la reconnoissance le jufte tribut qu'elle lui devoit; mais si la fplendeur de la monarchie françoife tenoit en grande partie à l'organifation de l'Allemagne, eft-ce donc hazarder une vérité que de dire: qu'il y va à fon tour de l'exiftence de cette même confédération, que cette monarchie ne foit pas remplacée par une république? Sans s'appuyer du désir, que le Gouvernement démocratique a témoigné de démembrer l'empire, puisque les argumens d'un peuple en délire ne peuvent être apportés comme preuves, n'eft-il pas tout simple de

croire

croire que les intérêts de la république françoise ne sont pas ceux de la monarchie? Un Gouvernement, fondé depuis des siècles, ne doit viser qu'à entretenir l'harmonie; un Gouvernement, à qui tout l'univers a droit de contester sa légitimité, ne doit chercher qu'à semer la division autour de lui; s'il se sent forcé, faute de pouvoir continuer la guerre, de promettre la paix à ses ennemis, il se croiroit fou de leur laisser la tranquillité en partage, et malgré les traités qu'il signe, les protestations d'amitiés qu'il reçoit, rien ne peut mieux lui répondre de l'impossibilité de lui nuire, comme la pomme de discorde qu'en s'éloignant il peut jeter derrière lui.

Ce n'est pas pour dominer sur quelques départemens de plus, que les républicains ont désiré d'étendre leur territoire; ils savent bien le peu d'importance, que quelques mille quarrés peuvent apporter avec elles, à la navigation près de la Meuse, de la Moselle et du Rhin, ils tiennent peu à tout ce qui est entre ces fleuves et eux, mais l'i-

l'idée qui les flatte davantage eſt celle de briſer d'un coup de plume la confédération germanique et de laisser l'empire privé de la majeure partie de deux électorats, et de plusieurs autres états, ſans contrepoids, ſans équilibre, s'accrocher à ce qu'il pourra.

Les adieux d'un ennemi, tel que celui que l'on combat encore, ne doivent être que ceux de Médée; les françois peuvent faire des dupes, ils en ont depuis six ans l'habitude, mais ceux qui les mènent ne peuvent l'être; en faiſant la paix, en conſentant à voir rentrer dans l'intérieur cinq cents mille hommes, habitués à l'oisiveté et si difficiles à rattacher au travail, ils ne prétendent pas laisser à leurs voisins les moyens de reprendre haleine, tandis qu'eux ne cesseront pas d'être agités; ce genre de paix ſeroit mille fois plus dangereux pour eux que la guerre, et par cette raiſon même, que dans l'empire tout le monde doit la désirer, eux ont mille ſujets de la craindre; en cessant donc des hoſtilités qui

qui peuvent leur devenir par trop onéreuſes, ce n'eſt point à ce repos qui répare, qu'ils comptent abandonner les ſouverains; c'eſt à cette inquiétude, qui ſourdement mine et fatigue, qu'ils les deſtinent; et ils ignorent si peu que l'on ne conſentira à reconnoître la république, qu'afin de la voir plutôt ſe dissoudre, qu'eux à leur tour ne conſentiront à reconnoître les monarchies, qu'afin de travailler plus efficacement à les faire bientôt écrouler. Si quelques échecs, et ſurtout l'état de leurs finances les fait renoncer à conſerver le Rhin pour Barrière, ils ne renonceront pas de sitôt à ôter à toute l'Allemagne non ſeulement l'envie, mais encore la possibilité de ſonger à eux. C'eſt à y ſemer la division qu'ils viſent, et ſurtout à faire germer des principes, qui y ſont si généralement répandus, que l'on peut avancer qu'à cet égard ce pays eſt plus perdu de démagogie que la France même. En y soufflant le feu de la guerre, les républicains espèrent en même temps y attiſer

celui de la rébellion qui y couve, et si une fois ils peuvent embraſer des têtes froides, du délire de la révolutiou, non ſeulement ils reſpireront derrière les maux qu'ils auront enfantés, mais ils pourront sérieuſement s'occuper à pousser leur république jusques au bout du monde, ou du moins à mettre entre le reſte de l'Europe et eux, un grand corps politique, qui, déchiré par de longues convulsions, amortira tous les coups que l'on pourroit essayer de leur porter un jour.

Telle ſera l'humanité du gouvernement françois, au moment où il ſera la paix; tel ſera ſon but, en faiſant cesser les maux indispenſablement attachés à la guerre, et ce traité, que Richelieu avoit conçu pour assurer la tranquillité de la France monarchie, les républicains le renverſeront, pour établir ſur ſes ruines l'exiſtence de la France république; ainsi le génie calcule toujours ſa prospérité ſur le bonheur de l'espèce humaine, et la ſcélératesse ſur ſon désespoir.

Mais

Mais en ſuppoſant que le parti le moins raiſonnable l'emporte en France, que quelques succès viennent à l'appui, et qu'enfin la nécessité d'en finir amène les puissances à signer la paix ſur les bords du Rhin, qui établira, qui rebâtira pour mieux dire cette confédération, qui, incohérente dans toutes ses parties, étoit cependant un chef-d'oeuvre dans ſon enſemble ? Parce que la guerre a été faite au nom de tous, faudra-t-il, que quelques princes en ſoient ſeuls les victimes ? qui parviendra à les indemniſer ? qui essayera de concilier tant d'intérêts différens et même opposés ; espère-t-on, que les françois, ſpectateurs désintéressés, laisseront à leur tour la concorde ſe rétablir et l'empire ſe réorganiſer ? Ce qui fut l'effet de la lassitude de trente ans de combats, ne peut s'obtenir qu'après une seconde lutte longue et pénible ; et quelqu'habitué que l'on ſoit peut-être à ſe laisser aller au torrent de l'adversité, on trouvera pour défendre des droits, une énergie que l'on n'a point cherchée pour défen-

fendre des principes. Quoi! l'on oſeroit espérer rebâtir dans des temps de troubles ſans exemple, ce qui étoit si difficile à maintenir dans des temps de tranquillité? et l'on croira que tant de princes, qui ne ſe sont pas accordés un moment pour faire la guerre, vont s'entendre tout à coup, pour rétablir, à force de ſageſse et de ſacrifices, un équilibre qui ne peut plus ſe rattrapper. Eh bien! que l'on ſuppoſe un moment ce qui eſt hors de toute vraiſemblance, un grand désintéressement de la part des princes dépouillés, une grande générosité de la part des autres souverains, qui dédommagera les Electeurs de Trèves, de Cologne, de Mayence, l'Evêque de Liège, le Duc de Deuxponts, l'Electeur Palatin et tant d'autres des pertes qu'ils ont essuyées? Comptera-t-on ſur quelques uns de ces évêchés tels que Wurtzbourg, Bamberg, Munſter, Paderborn et autres, qui peuvent un jour ſe séculariſer? Mais ces évêchés ont leurs souverains titulaires, et pour réparer une injuſtice, on ne

ne peut ſonger à en commettre une nouvelle ; ainsi donc ce ſera du temps qu'il faudra attendre un reméde urgent à employer, et d'ici à ces différentes époques, plus ou moins longues, l'empire pourra pencher vers ſa ruine ſans que rien puiſſe l'étayer.

La mauvaiſe foi a beau s'écrier, si la France reſte garantie de la paix de Weſtphalie, qu'importe que ce ſoit la France république ou la France monarchie? il ſuffit que ce ſoit un état puiſſant ; il n'exiſte pas un prince en Allemagne qui oſe ſe croire en sureté derrière cette autorité reſpectable ; avant de garantir la conſtitution des autres puiſſances, il faudroit que la France pût garantir la sienne propre ; et conſentir à la prendre pour caution de la tranquillité germanique, c'eſt condamner ignominieuſement l'empire à tous les flux et reflux de l'anarchie républicaine. Sans répondre donc à tout ce qu'il y a de faux dans un ſyſtême, qui eſt celui du moment ; ſans discuter encore si la France républi-

que

que, peut occuper la même place dans la balance politique, que le royaume auquel elle a ſuccédé; ſans prouver qu'elle ne peut avoir le même plan, les mêmes vues, le même intérêt, la même influence; ſans s'arrêter à ce beſoin d'entretenir l'harmonie, premier ſoin d'une autorité reconnue, si différent du désir de fomenter le désordre, premier beſoin d'une autorité conteſtée, il eſt encore aisé de pulvériſer ces phraſes rebattues que les échos ſe répètent, et dont si peu comprennent le sens... Une paix n'eſt ſage, n'eſt ſolide que quand elle eſt fondée ſur l'intérêt de tous les partis qui la font, or, ici tout le monde cherche à ſe tromper, puisque perſonne ne ſe ſouhaite sincèrement repos et tranquillité. En cessant de menacer la France, on aura l'air de cesser de lui faire du mal, mais cessera-t-on de manifeſter le désir de lui en vouloir? Les puissances trop humiliées de reconnoître la république, pour céder à tout autre ſentiment qu'à celui de la nécessité, conſerveront l'espoir de

de voir les factions les venger un jour d'un gouvernement qui les a fait trembler; de fon côté la France, perfuadée qu'elle ne devra qu'à l'effroi qu'elle infpire, des témoignages publics d'eftime, qu'elle a la confcience de fentir ne pas mériter, appréciera la paix ce qu'elle vaudra, et comptera bien plus fur ce qu'elle préparera à fes ennemis, que fur tout ce qu'elle pourra en attendre. Ainsi la paix, que tout le monde a dans la bouche, ne fera dans le coeur de perfonne; les armées ne combattront plus, mais les passions refteront long-temps en préfence, et dans cet état, la paix ne fera jamais qu'une trêve, pendant laquelle les pouvoirs légitimes perdront tout ce que les pouvoirs ufurpés pourront obtenir.

Mais enfin pour achever de parcourir toutes les hypothèfes fur lesquelles les temporifeurs s'appuient, l'empire ne peut-il donc, en fe furveillant, échapper à tant de dangers? Sans doute que la garantie de la France lui étoit utile, mais lui eft-elle

in-

indispenſable, et le Roi de Prusse ne ſuffit-il pas aujourd'hui pour ſouſtraire les princes Allemands à la vieille ambition de l'Autriche? non, et voici ſurquoi ce non là s'appuie; qui répond à l'Allemagne, que cette jalousie, qui assure ſon indépendance, ne fasse place un jour à un ſentiment qui la pulvériſe? eſt-ce avoir une autorité ſolidement établie que celle qui dépend d'un caprice, qui ſerviroit peut-être les intérêts des deux puissances, qui ſe laisseroient entraîner par lui; l'empire, en pareil cas condamné ou à ſe déchirer, en prenant part dans des guerres pour maintenir ſa liberté, ou à trembler de l'idée ſeule d'une réunion qu'il ne pourroit empêcher, n'aura plus, si la France reſte en proie aux dissensions civiles, la ressource d'une troisième puissance à invoquer, qui puisse l'arracher des griffes de ces deux aigles qui planent ſans cesse au dessus de lui; et réduit à déteſter un jour une révolution dont il a favorisé la naissance, mal combattu l'enfance, et reconnu enfin la maturité

rité, il apprendra, mais trop tard, que de tous les états de l'Europe, lui ſeul avoit plus d'intérêts que tous les autres, à ne jamais ſouffrir que la France passât du gouvernement monarchique à celui auquel elle eſt en proie aujourd'hui.

De la Suisse.

Dans une guerre censé faite à un genre d'opinion, qui non ſeulement diviſe le peuple qu'on attaque, mais encore partage ceux qui prétendent l'attaquer, on doit s'attendre que tout gouvernement, qui ne réunit pas dans ſes mains les meilleurs moyens de faire reſpecter ſon autorité, ſe gardera de ſe mêler d'une querelle dans laquelle il peut, tout en voulant mettre la paix chez les autres, compromettre ſa tranquillité; c'eſt aux monarchies à faire en Europe la haute police, et non pas à ces

ces gouvernemens mixtes si peu propres à en impoſer; et des peuples, qui doivent eux-mêmes à une inſurrection la conſtitution dont ils jouissent, ont peut-être moins le droit que d'autres de s'oppoſer à des actions, qui leur retracent leurs premiers efforts. Ce cas eſt celui dans lequel s'eſt trouvé le corps helvétique, obligé de redoubler de circonſpection avec lui-même, puisqu'il n'eſt qu'une réunion d'états, aussi différens dans leurs conſtitutions particulières que dans leur opinion ſur la révolution françoiſe. Dans une queſtion, qui ramène ſouvent aux avantages de la démocratie, il étoit difficile de rencontrer dequoi ſoulever contre la France, les cantons abſolument abandonnés au régime populaire, et la politique des cantons ariſtocrates a dû être de ne pas paroître ſe choquer et prendre pour une attaque perſonnelle, les sarcasmes dirigés contre l'ariſtocratie. Cependant en dépit du voisinage de la France et du danger de ſe prononcer contre elle, le canton de Berne, ſti-

mu-

mulé par un vif ressentiment de la plus horrible des injuſtices, auroit en 1792, par l'impulsion de ſon propre poids, entraîné toute la Suisse, si les puissances alors autant enivrées d'espérances, qu'abreuvées depuis de dégoûts, n'avoient pas négligé la meilleure pépinière de soldats, qu'il y ait en Europe, et dédaigné de faire déclarer en leur faveur un pays, qui menace d'autant mieux le coeur de la France qu'une étroite amitié a fait prendre moins de ſoins pour s'en garantir. Depuis ce temps l'occasion échappée n'a pas dû renaître, et l'expérience des premières campagnes a appris aux Suisses et à tout ce qui auroit pu les imiter, que dans ces tourbillons, qui déplacent les grandes planètes de la sphère politique, les satellites, au milieu du choc, ſont les ſeuls qui reſtent broyés. Ne pouvant donc être ennemis des françois, et ſe reſpectant assez pour n'être pas leurs alliés, les cantons ont accepté la neutralité, et si cette neutralité a été mal obſervée, c'eſt l'effet naturel de la cupidité

 des

des particuliers bien plutôt que celui de la prédilection marquée des gouvernemens, prédilection dont les cantons de Berne, de Soleure et de Fribourg méritent bien au reſte d'être exceptés.

On a tort de s'étonner toujours que dans un pays républicain les mots de liberté et d'égalité ne choquent pas autant que dans d'autres; habitués à les entendre et à les prononcer, les Suisses ſavent n'en pas abuſer; comme cet architecte d'Athènes, ils ſe diſent tous les jours: ce que nos voisins prétendent faire, nous le faiſons; et leur caractère et leurs habitudes leur permettent de pratiquer ſans le dire ce que les autres diſent, jurent et répètent tous les jours ſans jamais pouvoir le pratiquer. Sans doute que les horreurs de la révolution devroient achever de rectifier là-dessus toutes les idées, mais les gens, qui y ſont étrangers et qui en aiment les principes, passent aveuglément ſur les ſuites qu'ils entraînent, séparent toujours les effets qu'ils déteſtent,

de

de la caufe : qu'ils aiment, croient qu'à des temps de calamités il fuccédera des jours tranquilles, et ressemblent à ces crédules alchimiftes, qui, plus ils voient bouillonner violemment la mixtion chimique qu'ils préparent, plus ils attendent avec confiance l'or pur au fond du creufet.

Si les Suisses font, comme les autres peuples de l'Europe, partagés fur la conduite qu'ils ont à tenir envers la France, tous les gouvernemens prépondérans parmi eux n'ont qu'un cri, qu'un voeu pour la voir redevenir une monarchie. A cet amour de l'ordre, inné chez un peuple fage, il fe joint un efprit d'économie qui ne lui eft point étranger, et le fervice de France et celui de Hollande, tels qu'ils étoient avant les troubles apportant beaucoup de numéraire dans un pays, qui a fort peu de terrein à cultiver et nul commerce à faire, il eft naturel que l'on y regrette la manière commode et lucrative d'entretenir, aux dépens des autres peuples, cet efprit militaire auquel le Suisse doit fa considération et

fon

ſon influence. Si quelques cantons tels que Glaris, Appenzel, Uri, Underwal, Schwitz, Zug, Schaffouſe, et même Basle ont paru manifeſter long-temps le désir de favoriſer la république françoiſe; Berne, Fribourg, Soleure et Lucerne ont plus que ſuffi pour faire le contrepoids, et Zurich, corrigé par une insurrection qui lui a ouvert les yeux, s'eſt montré pendant l'été de 1795 digne du nom qu'on lui donne, celui de la Sparte de l'Helvétie. Tant que les deux principaux cantons, Berne et Zurich ſeront dirigés par les hommes d'états qui les conduiſent, tant qu'à leur tour ils conſerveront la plus grande influence ſur tous les autres, la Suisse reſtera au centre de l'Europe comme ces masses de rochers, qui voient impunément les flots ſe briſer à leurs pieds, et le tableau de cette contrée, opposé à celui de cette autre république qui l'avoisine, ſervira à prouver qu'il n'eſt point de thèse générale, et que ce qui fait le bonheur d'un peuple sim-

simple, eſt ce qui cauſe tous les maux d'une nation corrompue.

De la Russie.

Le Czar Pierre a donné la Russie à l'Europe, peut-être a-t-on rêvé depuis lui, à la possibilité de donner un jour l'Europe à la Russie, mais en attendant qu'un aussi beau ſonge s'exécute, c'eſt à profiter des ressources d'un pareil pays qu'il faut s'appliquer, et ſur-tout à conſerver encore long-temps assez de consiſtance pour réſiſter à l'impulsion que donne et reçoit un empire, qui, chargé des glaces du Pôle et de tout le nord de l'Asie, pèſe ſans cesse ſur tant d'états qu'il accable de ſon poids. Ce n'eſt point le but de cet ouvrage de discuter à quel point les puissances de l'Europe ont eu tort de voir avec indifférence ſe ranger parmi elles,

une nouvelle puissance, qui possède ce qu'elles ne peuvent acquérir, qui acquiert tout ce qu'elles possèdent; le mal eſt fait, et ce mal eſt ſans remède; deux grands hommes l'ont conſolidé, car une femme, qui ſait regner comme Catherine, eſt un grand-homme; la Russie ne fera pas déſormais plus de pas rétrogrades vers l'Aſie, que vers l'état ſauvage dont Pierre le grand l'a tirée, et en ſe rapprochant de nos arts, comme de nous, elle arrivera aussi rapidement à ſa civiliſation qu'à ſa ſplendeur. Si l'avenir eſt effrayant, il faut laisser aux événemens à le développer, compter un peu ſur le hazard, qui ſe plait à déranger toutes les combinaiſons des hommes, et calculer pour le tems préſent l'avantage, que l'on peut retirer d'une alliance aussi utile en ce moment, qu'elle peut être à craindre un jour.

Si le cabinet de Petersbourg eſt depuis long-temps celui, qui a jugé avec le plus de ſagesse la révolution de la France-

France, si c'eſt un hommage que l'on doit à ſa perſpicacité, il eſt juſte aussi d'ajouter, que, ſe trouvant le mieux placé pour obſerver ſans passions tous les mouvemens d'une nation s'agitant si loin de lui, il lui étoit bien plus aiſé de raiſonner ſur les effets d'un orage qui ſe formoit à ſes pieds, qu'à toutes les autres cours qui l'entendoient déjà gronder ſur leurs têtes. Mais si ce cabinet a le premier ſaisi la queſtion ſous ſon point de vue véritable, pourquoi n'a-t-il donc pas cherché à tirer tous les autres d'erreurs? et pourquoi celui, qui a vu le but avant tous les autres, eſt-il encore aujourd'hui celui, qui n'a fait aucun effort pour l'atteindre? à ces queſtions il eſt facile de répondre, c'eſt qu'avant l'intérêt général, chaque ſouverain penſe à ſon ambition particulière, que c'eſt-là ce qui déſormais passe avant la gloire, et que cette raiſon d'état, déjà définie ce qu'elle eſt, dit ſans ceſſe d'immoler la cauſe de l'humanité aux avantages de la politique.

Si la Russie a blâmé la révolution, il n'eſt pas bien clair pour cela qu'elle ait désiré franchement que tant de troubles fussent promptement appaiſés; en déteſtant des principes si dangereux en eux-mêmes, il eſt possible qu'elle ait ſongé à en profiter, et que ſon but ait été depuis quatre ans d'acquérir dans les affaires de Pologne une influence d'autant plus grande ſur ſes deux alliés, que ſeule elle n'a point diviſé ſes forces et ne s'eſt occupée que d'un objet. L'habitude de regner ſur de vaſtes états a donné à l'Impératrice de Russie celle des vaſtes idées, et tandis qu'elle trace à ſes ſuccesseurs le chemin de Conſtantinople, qu'elle fonde des villes, qu'elle projette des ports ſur la mer noire, lance des vaisseaux ſur cette mer et ſur la Baltique, menace un jour l'Europe de l'envelopper de ſes escadres, montre la route de l'Inde à ſes ſujets, facilite le retour du commerce par la Perſe, rend la navigation de la mer Caspienne utile, joint le Don au Volga, perce des

ca-

canaux pour réunir les mers du Nord à celle du midi, fait chercher par le Kamſchaka un passage vers l'Amérique, réunit la Courlande à ſes états, laisse enfin à plusieurs règnes l'honneur d'achever les entrepriſes d'un ſeul, cette Souveraine, ne perdant point de vue ſon interêt le plus direct et le plus cher, s'eſt occupée ſans relâche à terminer ce partage, qui la ramène enfin vers ce centre de l'Europe duquel elle aspire depuis si long-temps de s'approcher.

Sans doute qu'au milieu de ces travaux, l'Impératrice de Russie auroit préféré ajouter encore à tant de gloire l'honneur d'arrêter ce torrent, qui, grossi de tout ce qu'il aura renverſé dans ſon cours, peut à travers les débris de plusieurs trônes arriver un jour jusques au sien, mais, pour y oppoſer une forte digue, ce n'étoit point assez de donner de ſages conſeils, il eut fallu y joindre encore ou des ſubsides ou des armées, et tant d'efforts employés à faire la loi à une si grande

de diſtance pouvoient, en ſervant l'inclination de cette Princesse, moins bien ſervir ſa politique, que les événemens qu'elle n'a pu ni préparer, ni prévoir, mais dont habilement elle a ſu profiter.

Quelqu'intérêt qu'elle ait pris jusques à ce jour à une révolution, qui ſe propage à l'aide de principes, dont mieux qu'un autre elle ſent tout le danger et prévoit toutes les conſéquences, ſa bonne volonté a été enchaînée par le désir plus vif encore de faire enfin disparoître ce pays immenſe, qui depuis vingt ans s'oppoſe mollement à ſon but, celui de toucher aux frontières de la Prusse et de l'Autriche.

Pour terminer aussi avantageuſement le partage de la Pologne qu'elle vient de le faire, il lui convenoit plus qu'on ne penſe, que la coalition n'obtint aucun ſuccès, et que la France fût aussi peu docile à ſe laisser envahir par les armées, qu'elle parôissoit facile à démembrer à tous les diplomanes. Si elle n'a point désiré de malheurs à ſes alliés, si un tel ſentiment n'a pu entrer dans

une

une ame de la trempe de la sienne, elle a dû voir cependant avec quelque plaisir l'ambition de l'Empereur déjouée, et ce démembrement, auquel elle ne pouvoit que fort peu gagner en proportion de ſes deux rivaux, retourner comme il étoit venu dans le pays des chimères.

Il eſt un terme où l'ambition, qui jamais ne ſe rassasie, eſt cependant à la fin obligé de s'arrêter, ce terme eſt celui où les convenanees locales embarrassent, et où l'intérêt, cessant d'être abſolument le même, quoiqu'il ait l'air d'être ſatisfait, commence à contrarier ſourdement des vues qu'il paroît encore ſeconder. Ce cas eſt celui où ſe trouvent aujourd'hui ces trois puissances co-partageantes si bien d'accord depuis vingt-cinq ans pour s'agrandir aux dépens de la Pologne. Tant qu'il n'a été queſtion que de partager des provinces placées entre leurs frontières, il a été plus ou moins facile de ſe prêter aux arrangemens de tous les partis, mais à préſent que ces trois états ſe bornent,

à

à préfent qu'on ne peut plus rien acquérir, qui ne foit bien plus à la portée d'un d'entre eux que des deux autres, on conçoit combien il fera difficile, pour ne pas dire impossible de ne pas voir s'élever autant de querelles que de prétentions, du fein même d'une alliance que l'intérêt a formée, que l'intérêt doit dissoudre. Ces réflexions n'ont point échappées à un cabinet tel que celui de Petersbourg, et quoiqu'on ait pu lui faire entendre, et quelque dédommagement qu'on lui ait offert et promis, il n'a pu prendre le change et croire, que quelques palatinats de plus en Pologne puissent jamais équivaloir aux riches campagnes de l'Alfàce et de la Lorraine.

Tant que les acquisitions des puissances co-partageantes fe font faites au milieu d'elles, elles n'ont pu que leur être utiles, en leur donnant des frontières et en arrondissant leurs états; mais si de grandes victoires avoient permis à l'ambition de fe livrer à des conquêtes, ou la Prusse

au-

auroit renoncé à chercher des équivalens aux riches provinces dont l'Empereur se feroit emparées, ou bien vîte elle eut rencontré la Russie prête à contrarier ses vues et à la gêner dans tous ses desseins. Dans ce mouvement, qui auroit augmenté les états de ces deux Souverains seulement à l'Ouest de leurs monarchies, que devenoient Berlin et Vienne, si la Russie eut fait un de ces pas de géans qu'elle sait faire? et comment, pour le plaisir d'acquérir, eut-il été possible que le Roi de Prusse et l'Empereur eussent laissé s'avancer, jusques aux portes de leurs capitales, ce colosse que depuis long-temps la vraie politique leur dit de tenir éloigné d'eux?

Si l'issue d'une guerre, telle que celle que l'on vient de faire, a prévenu tous les inconvéniens que pouvoient entraîner de grands succès, l'Impératrice de Russie ne lit pas moins dans l'avenir, que cette amitié, qui a duré vingt ans pour envahir, touche à son terme, du moment qu'elle vient de toucher à son but. Entre trois

états

états, qui désormais n'ont plus rien, à gagner enſemble, et qui vont calculer les avantages que chacun a retirés d'un partage, qui a dû être égal entre eux, il ne peut plus naître que des ſujets de querelles, et ſoit que les événemens décident un jour l'ancienne animosité de la Prusse et de l'Autriche à ſe déclarer, ſoit au contraire que ces deux puissances pour le malheur de l'Allemagne ſe réunissent, cette Souveraine, qui ſe charge de les ſurveiller, doit déjà chercher bien plus les moyens de mettre un frein à leur ambition que de continuer à la ſervir. C'eſt ainsi que cet interêt perſonnel, qui a écarté quatre ans l'Impératrice de Russie de cette révolution à laquelle elle a voué jusqu'ici une haine inutile, aujourd'hui doit l'y ramener; il lui importe que la France puissante, prépondérante, enfin la France monarchie ſoit à l'occident de l'Empire la garantie de ſa liberté, tandis qu'elle, à l'autre extrémité, répondra de cet équilibre si nécessaire à maintenir, et si difficile à rat-

trap-

trapper. Tant que cet état flottera entre les factions et les gouvernemens qui l'énervent, qui pour raraiſonnablement compter ſur lui? et de quel poids ſera dans la balance, une république condamnée par ſes formes même à ſe traîner lentement vers ſa deſtruction au milieu des déchiremens? c'eſt donc à lui rendre, non pas peut-être toute ſa splendeur, mais une influence qui gêne ſes rivaux, que déſormais l'impératrice doit tendre, et profiter enfin avec ſon habileté ordinaire d'une circonſtance inouie, qui, ſervant à la fois ſon mépris pour les factieux, ſon eſtime pour leurs victimes, et ſon inquiétude ſur ſes alliés, convienne à ſes intérêts et mette le comble à ſa gloire. *)

De

*) La cour de Petersbourg a ſans doute terminé trop-tôt le partage de la Pologne, et l'acquisition qu'elle a faite d'un territoire, qui ne pouvoit pas lui échapper, lui a peut-être ôté, dans ce moment ici, une partie de cette influence, que l'on conſerve bien plus en promettant qu'en donnant. Mais

en

De la Pologne.

Si l'ambition de trois puissances a causé la ruine de la Pologne, si placée entre trois grands Souverains, qui depuis longtemps la convoitoient, elle a été pour ainsi dire plutôt étouffée entre leurs bras que conquise, sa perte vient bien plus encore

en supposant que cela fût, que ses conseils, son exemple même ne fissent plus l'effet que l'on pourroit s'en promettre, la Russie, en conservant un rôle passif dans cette guerre, n'en sera pas moins très-utile aux puissances belligérantes, par cette contenance redoutable qui en impose aux turcs, que les françois poussent en vain depuis deux ans à se déclarer contre l'Empereur. Si l'on songe à la mission d'Aubert du Bayet, quittant le ministère pour Constantinople et emmenant avec lui des ingénieurs et des officiers de différentes armes, on verra l'importance que la France met à entraîner ce Divan, pour lequel elle a déjà fait tant de sacrifices inutiles, et la nécessité d'avoir dans le cabinet de Petersbourg un garant de l'inutilité des démarches du ci-devant ministre.

core des vices de ſon gouvernement, de l'incohérence de ſes loix, que des efforts de ſes ennemis. Depuis qu'une bataille, telle que celle que ſe donnoient jadis entre eux les Barbares, ne décide plus en un jour du deſtin de tout un empire, ce n'eſt point en vingt-cinq ans, que l'on eut fait disparoître du nombre des peuples de la terre, une nation assise ſur un ſol fertile et riche de dix millions d'hommes, si ces hommes avoient resserré entre eux ces liens qui attachent, protègent, défendent et ſauvent la conſtitution des empires. Le mal qui a livré les polonois aux étrangers avides, qui ont fomenté leurs maux, eſt celui qui dans ce moment énerve la France; il ne tient pas ſeulement aux vices d'un gouvernement quelconque, mais à cet amour du merveilleux, à cet eſprit de vertige, à cette inquiétude générale qui cauſent le flottement, auquel ſont condamnés les pays, qui, ne conſultant ni leurs convenances, ni leur territoire, ni leur caractère, s'obſtinent à s'éloigner

des formes monarchiques, quand la nature ſemble les forcer à renoncer aux loix républicaines.

Si la Pologne avoit été comme la France adossée à l'Océan, et défendue par l'art par-tout où la nature auroit oublié de la protéger, cette république, malgré ſes dissensions domeſtiques, eut réſiſté plus long-temps aux efforts des prussiens et aux armes victorieuſes des russes. Mais ouverte de toutes parts aux entrepriſes d'un ennemi, aussi habile à menacer ſes frontières qu'à intriguer dans ſes diètes, et livrée ſur-tout à tous les inconvéniens de ces assemblées dangereuſes, formées de repréſentans, qui ne repréſentent jamais que leurs intérêts ſeuls et non ceux du peuple, elle a ſuccombé en vingt-cinq ans, comme si elle avoit été chargé d'avertir par ſon exemple la malheureuſe nation qui l'imite, qu'il exiſte une loi éternelle, qui livre à la dissolution un pays, où l'égoïsme et l'injuſtice oſent tout tenter en ſe couvrant du nom ſacré de la patrie.

Un coup-d'oeil rapide ſur les derniers troubles de la Pologne, pourra jeter quelque jour ſur un événement ſans exemple dans les annales de l'hiſtoire moderne, et faire voir comment une contrée plus grande même que la France a changé de nom, de Souverains et de loix, ſans exciter de ces commotions violentes qui mettent toute l'Europe en feu, tandis que nous avons vu dans ce siècle même des guerres opiniâtres et ſanglantes, finir par l'abandon de quelques villages.

Les Polonois ont fait de tous les temps ce que les françois font ſous nos yeux tous les jours, de beaux discours ſur une conſtitution vicieuſe, et de belles loix en théorie, inapplicables dans la pratique. De toutes ces loix, la plus connue comme la plus extravagante, eſt ce fameux *liberum veto*, où la liberté générale étant ſacrifiée à la prétendue liberté individuelle, la tranquillité d'une nation, eſt éternellement livrée à la démence, à l'ivresse même, et ſur-tout à la vénalité d'un ſeul homme. Mais tel eſt le correctif des

loix abſurdes, c'eſt que ne pouvant les exécuter, on les élude; les Polonois par une inconſéquence qui ſeule ſuffit pour les peindre, maîtres d'abroger une pareille loi, ont préféré depuis des siècles tout bouleverſer pour lui échapper, en légaliſant des inſurrections, devenu nécessaires ſous le nom de confédération. Si l'on conçoit qu'un pays, en proie à un pareil eſprit, a appelé tous les maux à la fois ſur lui, si ſon ſort doit ſervir en même temps de préſervatif et d'exemple, qui peut nier que celui, où l'inſurrection ſans formes, a été publiquement conſacré le plus ſaint des devoirs, ne ſe fût préparé la même deſtinée, si ſa population, ſa position topographique, et les fautes ſur-tout de ſes ennemis ne l'avoient pas réſervé à ce déchirement intérieur qui ne le rapprochera que trop un jour des inconſéquens Polonois?

Ne pouvant pas agir dans les diètes entravées par ce veto fatal, la nécessité des confédérations parvint à leur ôter

ce caractère de révolte ouverte qu'elles avoient d'abord, et les délibérations faites hors de la loi devinrent bientôt les ſeules loix d'un pays, qui, par reſpect pour ſa conſtitution, ſe condamnoit à la honte de ſe tromper publiquement lui-même. Dans ce délire univerſel, chaque association, ou nombreuſe ou puissante, prétendit à ſon tour donner ſes opinions pour des décrets ſouverains; le beſoin de gouverner s'empara de toutes les têtes, et la Pologne ſe vit régir par tout le monde, excepté par ceux, qui ſeuls en avoient légalement le droit; c'eſt ainsi que l'armée, les magnats, la diète même, ſanctionnant par cette foiblesse ſa nullité, ſe confédérèrent tour à tour, et firent voir ce que l'on n'a que trop bien imité à Paris, une assemblée ſans autres pouvoirs que ſon audace, ſans autres mandats que ſa volonté, faiſant trembler, au nom de la nation, l'assemblée nommée et choisie par elle.

Habitués à cet eſprit de désordre et d'intrigue, devenu de proche en proche ce-

lui de toute la nation, les Polonois saisirent, abandonnèrent, reprirent le pouvoir sans cependant souiller leurs orgies politiques de ces horreurs si communes chez les françois, et la justice doit ajouter, que tant de troubles et de dissensions domestiques auroient pu long-temps exister sans autre crime, que celui de les fomenter et de les souffrir, si l'exemple et l'impunité des massacres de Paris n'avoient pas fait concevoir à un peuple qui n'étoit pas né cruel, l'idée des vêpres siciliennes qui ont eu lieu à Varsovie.

Sous les deux rois saxons, le Gouvernement polonois fut absolument abandonné à l'aristocratie; ce n'étoit point cette aristocratie ridicule, inventée par les premiers moteurs de la révolution françoise, pour livrer aux soupçons et désigner à la haine cette noblesse, qui depuis Richelieu avoit bien le droit de prendre pour un persifflage amer, un mot dont on prétendoit lui faire une injure; c'étoit celle des Radziwil, sujets aux yeux de la loi et de fait sou-

ſouverains en Lithuanie, des Lubormiski tout-puissans en Ukraine, des Potocki gouvernant depuis Léopold jusques aux frontières des Tartares, des Czartorinscki, moins élevés peut-être que ces trois premières maiſons, mais plus adroits et riches propriétaires en Lithuanie et dans ce qu'on appelle la *Couronne*, des Sapiha, des Oginski et enfin de tous ces Magnats, rappelant ces grands vassaux, qui plusieurs siècles de ſuite embarrassèrent tant de rois. Si l'on conçoit quel devoit être l'orgueil de pareils nobles, égaux cependant par la conſtitution de tous ces gentilhommes, qui, rampant à leurs pieds, commençaux de leurs maiſons, valets pour ainsi dire dans leurs petites cours, cherchoient à leur prouver, à force de bassesses, que la loi même n'avoit pas le droit de combler la diſtance que la fortune avoit mise entre eux, on ſe fera difficilement une idée de leur indignation, en ſe trouvant obligé de recevoir des mains de la Russie un Roi, qui, pour s'être montré depuis le meilleur com-

me le plus eſtimable des hommes, n'en avoit pas moins à leurs yeux le vice ineffaçable de n'être que le petit fils d'un Poniatoski, qui, quoiqu'ami de Charles douze, étoit à peine connu parmi eux.

Surpris à tel point d'un choix qui leur parut un jeu politique, masquant ſans doute quelqu'autre dessein, les grands ſe contentèrent d'examiner, autant que leur dissipation habituelle et la légéreté de leur caractère purent le leur permettre, quelle ſeroit la marche d'un gouvernement, dans lequel le nouveau Roi ſans pouvoirs à l'extérieur, ſans influence dans ſa cour ſe laissoit conduire par les Princes de Czartorinski ſes oncles et dominer par l'ambassadeur de Russie. A cette époque, le cabinet de Petersbourg flottoit encore dans ſes projets ſur la Pologne; perſuadé que, ſans regner de droit ſur cette république, il pourroit tirer ſeul parti de ſes riches ressources; il préféroit la posséder ſans en avoir l'air à l'embarras de la partager, mais il avoit à redouter des voisins attentifs,

tifs, habiles, clairvoyans et ſur-tout cet esprit de vertige univerſellement répandu dans un pays qui pouvoit fort bien un jour ſe donner, si l'on ne ſe hâtoit de le prendre. C'eſt au milieu de ces indécisions, que l'ambassadeur deRussie, s'appercevant que le Roi, honteux de ſa nullité, étoit prêt à demander à l'Autriche les moyens d'échapper à ſa tutelle, détermina, pour ſe venger de ſa méfiance, ou le convaincre de ſa foiblesse, l'opinion vacillante de ſa cour, et alluma par la confédération de Radon un feu que la France eut soin d'attiſer, et qu'il n'a plus été en la puissance de perſonne d'éteindre depuis.

En ce moment l'Autriche, profitant de ces troubles, prit possession du Comté de Zips enclavé dans la Hongrie; ce fut là le signal du premier partage*) et les

*) Il ſembleroit, en examinant ce premier partage, voir à la lisière insignifiante que la Russie s'eſt donnée; (à laquelle cependant elle a ajouté quelques confiscations importantes pour ſes finances, tel-

les trois cours co-partageantes, décidées par la circonſtance et d'accord par la nécessité de s'entendre, ne rougirent point de chercher à couvrir une infraction aux droits

telles que les terres de la couronne et les biens d'Oginski;) le désir qu'elle avoit alors d'engager ſes co-partageans à former des voeux modérés; mais tous les deux encouragés par leur situation respective, l'un foit de l'alliance de la France, l'autre de sa réputation, et de ſon génie, ſe décidèrent à profiter d'une occasion qu'ils n'étoient pas aussi surs de faire renaître, que la puissance qui la leur offroit. De ces dispositions différentes eſt né le premier partage où l'Autriche gagna prodigieusement, en isolant ſes Hongrois des Polonois, ſes Esclavons schismatiques des Russes, en s'emparant d'un pays ſuperbe et fertile ſur la pente de Carpathes, et en acquérant, d'un trait de plume, plus d'un million d'habitans et cinq à six millions de florins de revenus. Si par ce partage la cour de Berlin n'envahit pas autant de pays que l'Autriche, elle fit, quant à ſa puissance militaire, un meilleur marché par l'importance de rapprocher le royaume de Prusse d'elle, de chercher à ſe faciliter les moyens de n'être pas éternel

droits des nations d'une prétendue accession arrachée dans une diète à cette lie de tous les peuples, prête par-tout et dans tous les temps à vendre ſon pays pour des richesses qu'elle gaspille, et des honneurs qu'elle déshonore. Les honnêtes gens, convaincus de l'impossibilité de réſiſter à un pareil torrent, dédaignèrent, en signant, des récompenſes aussi honteuſes, et si depuis quelques uns ont fait encore des efforts pour prolonger du moins l'exiſtence de la Pologne, tous ont cru dès cette époque, qu'il leur falloit renoncer pour jamais à tout espoir d'avoir une patrie.

Ce fut ſous ces triſtes auspices que Stanislas-Auguſte commença proprement à regner, et partagea du moins avec l'ambas-

nellement coupée de ce pays comme elle l'avoit été dans la guerre de sept ans, et de jeter enfin un pont, ſur lequel ſes armées, toujours chez elle, pussent communiquer à cette autre partie intéressante de ſes états.

bassadeur de Russie, la portion d'autorité que celui-ci voulut bien lui laisser; ce court moment de calme fut celui où cette ariſtocratie puissante, écrasée ſoit par les factions, ſoit par les malheurs de la guerre, acheva de ſe dissoudre par cette prodigalité, qui, dissipant la fortune des grands, fit disparoître leur crédit avec leurs richesses.

Si à cette époque la Pologne, en prenant un accroissement prodigieux, n'avoit pas eu en elle ce principe vicieux de loix incohérentes, qui devoient la faire nécessairement périr, peut-être l'activité qui ſe déploya tout à coup dans ſon commerce, et les progrès qui s'y firent dans l'agriculture l'eussent retiré des bords du précipice; mais c'eſt envain que la nature combat en faveur des peuples livrés à l'habitude des dissensions civiles; ils détruiſent par leur impatience ce que lentement elle produit; et les deux pays de l'Europe, la France et la Pologne, où elle ſe ſoit montrée le plus généralement féconde ſous

la

la main du cultivateur, bien loin tous deux de l'abondance, prouvent en ce moment à tous les yeux, ce que, quand la perfidie sème, l'aveuglement doit recueillir.

Si l'excès du malheur avoit fait ſupporter patiemment le joug de la Russie, l'apparence ſeule du mieux ramena bientôt le désir de recouvrer l'indépendance; la haine, comprimée ſeulement par la crainte, au moindre espoir ſe réveilla, et le gouvernement, qui avoit été garanti par la cour de Petersbourg, fut renversé par la révolution du trois mai 1791. La Russie ſentit vivement cette injure, mais elle sut la dissimuler, signa la paix avec les turcs, fit prendre tranquillement les quartiers d'hiver à ſon armée en Moldavie, et ne mit qu'un mois au printemps ſuivant pour ramener l'armée polonoiſe, toujours battue, toujours ſe retirant, des bords du Dniester à la Viſtule.

C'eſt alors que la politique, fortement occupée des affaires de la France, pour la première fois les confondit avec celles de

la

la Pologne, et l'Autriche crut tellement que le démembrement de l'une s'arrangeroit comme le partage de l'autre, qu'elle sollicita la cour de Petersbourg de faire un nouveau partage *) en faveur de la Prusse, ne demanda rien, n'obtint rien et laissa prendre en réalité Dantzik, Thorn et trois palatinats entre la Silésie et la Prusse occidentale, tan-

*) On voit facilement dans ce fecond partage, que fans y rien articuler fur le sort d'une autre contrée, celle-ci paroît chargée cependant d'achever tout ce qu'il ne fait que préparer. Pourquoi alors la Russie fait-elle un pas énorme en Pologne, tandis que la Prusse ne fait, en prenant Dantzik et Thorn, *que s'arracher cette épine, que sa bonne alliée lui avoit laissée dans le pied*, et que l'Autriche se contente de regarder? c'eſt qu'ailleurs ces deux puissances devoient trouver de grands dédommagemens, et que toutes deux, partagées entre la France et la Pologne, ne purent à cette époque fe mettre en mesure d'en impofer à la Russie, qui cette fois décidément fit les parts.

tandis qu'elle ſe contenta de convoiter ſeulement l'Alſace et la Lorraine.

Pour colorer le nouveau partage, pour pallier tout ce que ces invasions emportoient d'injuſtice avec elles, dans un moment où l'on crioit après l'immoralité de tout un grand peuple, on demanda et l'on obtint cette diète de Grodno, où les Polonois, confondant leurs défauts naturels avec tous les ſophismes et les vices des françois, commencèrent, renverſèrent un nouveau Gouvernement, et ſe livrèrent à la démagogie la plus dégoutante ſans autre but que celui d'imiter leurs dangereux et inimitables modèles. Dans ce cahos où l'on vit des partis naître de toutes parts, et l'esprit du jacobinisme ſoufler au Polonois un nouveau caractère, les honnêtes gens n'eurent qu'à gémir, et il leur fallut déſirer un asservissement, qui ſeul pouvoit les ſauver de l'anarchie; c'eſt dans cet état où la moindre étincelle devoit allumer tant de matières combuſtibles, qu'un mal entendu vint provoquer

une dissolution qui s'avançoit chaque jour; une partie de l'armée étoit entrée au service de Russie; le reste entassé dans les palatinats de Cracovie et de Sandomir, sembloit décidé à ne se point laisser désarmer, lorsqu'on vint dire à Madalinski que Kosiusko étoit maître de Cracovie; et ce général, persuadé que l'étendart de la révolte étoit déjà levé, se hâta de presser un événement qui pouvoit avoir de grandes suites, si l'on eût attendu sa maturité. A la tête d'un corps de cavalerie, placé sur les frontières de la Prusse, Madalinski ne balança pas à commettre les premières hostilités, et toutes les têtes s'électrisant à la fois du nord au midi, on vit dans le même moment Kosiusko prendre véritablement les armes, et Varsovie massacrer les Russes, en commettant des horreurs dignes de ces jacobins depuis long-temps ses instituteurs. Tels sont les événemens qui ont nécessité cette entrée des Russes aussi triomphante que guerrière et ce troisiè-

me

me partage *) qui force enfin à ſe rencontrer trois puiſſances, qui, pour reſter long-temps amies, ne devoient peut-être pas déſirer si vîte de n'avoir plus rien à s'offrir.

*) Dans ce troiſième partage, comme dans tous les autres, il paroît que les parts ſont en proportion de l'influence que donne à chaque ſouverain la situation du moment. Ici l'Autriche, fatiguée par la guerre, et ſeule à en ſupporter le poids, obtient aussi la portion la plus médiocre, acquiert un pays peu fertile, n'augmente que de ſept cents mille habitans environ ſes domaines, n'enrichit ſes coffres que de trois millions de florins de revenu et n'a d'important dans ſon lot, par les ſuites que cela peut entraîner un jour, que le Palatinat de Cracovie, dont encore la Prusse vient de lui enlever une partie. De ſon côté, la Prusse d'autant plus en meſure par ſa paix de 1795, de faire écouter ſes obſervations à Petersbourg, que ſon armée étoit plus rapprochée de la Viſtule, en ayant l'air de gagner le moins, eſt la puissance, qui, proportionnément à ſon territoire, a profité davantage; par ce partage l'Electeur de Brandebourg devient réellement le Roi de Prusse, ſe fait ſur

De la Suède et du Dannemarck.

Ce n'eſt point être inconſéquent dans ſes principes, ce n'eſt point ſouffler à la fois le froid et le chaud que de louer la Suède et le Dannemark de leur neutralité, en exci-

ſur le Niemen et le Bug une frontière que des marais rendent formidable, rassemble ſes états, couvre la Silésie, ſe donne une étendue considérable de côtes dont il pourra profiter un jour, et tout en ſe rendant maître de tout le commerce de la Pologne, puisqu'il l'eſt de l'embouchure de tous ſes fleuves, accroit ſa puissance militaire par la population autant qu'il enrichit ſes finances, par la navigation et l'induſtrie. Mais envain la Prusse et l'Autriche chercheroient à ſe perſuader que leurs deux parts valussent enſemble celle que la Russie s'eſt faite, et qui ſemble ajouter si peu à ſes vaſtes domaines. Si, le premier partage, elle a affecté une grande modeſtie, dans ce dernier elle n'a plus rien dissimulé, et le pas qu'elle a fait du Dnieper au Bug et jusques au midi de la Galicie, en lui donnant trois millions de ſujets, tous les bleds de l'Ukraine pour ſes armées dans ſes guerres contre les Turcs, un revenu peut-être égal à

citant en même temps les autres puiſſances à faire plus activement la guerre qu'elles ne l'ont faite jusques à ce jour. Les engager dans le même ouvrage à ſigner la paix, ſi le Gouvernement françois y avoit conſenti, leur conſeiller enſuite de ſe réunir, de ſe mieux concerter, de s'entendre pour repouſ-

à celui du Piémont, et de la Sardaigne, toutes les forêts de Minsk et de Pinsk pour ſes flottes de la mer noire, doit l'avoir enfin dédommagé de l'abandon qu'elle a bien voulu faire du tiers d'un pays, que depuis Pierre le grand le cabinet de Petersbourg regarde à peu-près comme ſon domaine.

Une remarque à ajouter qui achève de prouver, combien cette part de la Russie eſt ſupérieure aux deux autres, c'eſt que le pays dont elle vient de s'emparer, ancien démembrement de ſon empire, eſt habité par une nation qui n'avoit rien de commun avec les Polonois, et qui, parlant le langage des Russes, en ayant conſervé les moeurs, avoit de plus encore la même religion qu'eux; ainsi, tandis que l'Autriche, et la Prusse n'ont acquis que des provinces étrangères, impatientes toujours d'un nouveau Joug, l'Impératrice s'eſt emparée de plusieurs millions de Coſaques, attachés à ſon culte et à ſes loix.

ser les maux qui les menaçent, tant de contradictions pourront s'expliquer, encore quelques chapitres, et on verra que ſans dévier un moment des mêmes principes, des conſeils qui ſemblent si différens, ſe rapprochent plus qu'on ne penſe; mais en attendant un développement, que celui, qui veut bien donner quelqu'attention à cet ouvrage, a droit d'exiger, il eſt juſte d'achever ce tableau de l'Europe qui, tandis qu'on le crayonne encore, peut varier comme les événemens qui marchent plus vîte que la plume la plus rapide.

On a dit en 1792, qu'on s'armoit pour combattre la révolution de France, et ce motif apparent a ſéduit si fort ceux à qui il importoit que cela fut, qu'il leur a été impossible de ſe refuſer à le croire, mais cette déclaration oſtensible n'a pu un ſeul inſtant abuſer des cours qui, ayant par-tout des vedettes alertes, ont bien ſenti que puisqu'elles ignoroient les menées ſourdes des principaux cabinets, c'eſt que ces cabinets avoient un grand intérêt à les leur cacher

cher. On le répétera jusques à la fatiété, parce que ce mot explique tout ce qui fans lui femble fe contredire, si le but moral, qui devoit faire entreprendre cette guerre, eut été le feul qui l'eut déterminée, si l'Europe fe fut oppofée tout entière aux entreprifes de la France fe levant en masse pour désorganifer la fociété, certes, il n'y a pas un feul Gouvernement qui put fe laver du reproche de ne s'être pas armé; mais ce n'eft pas fous ce point de vue que la révolution à été envifagée; on n'a pas voulu corriger une nation coupable, mais profiter de la foiblesse d'une nation désunie, elle s'étoit révoltée contre fon Roi au moment, où elle devoit l'adorer pour tout ce qu'il offroit de lui facrifier; le crime étoit public, le délit étoit conftaté, on pouvoit proclamer aussi hautement le but d'en obtenir fatisfaction, que l'ennemi déclaroit effrontément fon projet d'aggraver fes fautes, et c'eft au contraire en ce moment que, concevant des plans de conquêtes, quelques puissances

 ont

ont écarté à dessein de la coalition toutes celles, qui par leur situation locale n'étant pas appelé à partager les dépouilles de la France, devoient regarder comme absurde de venir se jeter à travers une guerre dont le but n'avoit rien de fixe pour elles. Si le temps, qui revèle lentement les événemens et rectifie tant de jugemens ridicules, n'a découvert ces projets ambitieux des grandes cours, que depuis qu'une partie en est accomplie, on conçoit aisément que, quelque soit le mystère, dont on s'est enveloppé long-temps, les cours de Stockholm et de Copenhague ont percé à travers ces entortillages diplomatiques, qui cachent difficilement ce que des yeux exercés cherchent à découvrir, et qu'elles se sont sagement décidées depuis long-temps à ne point prendre part à une guerre, dans laquelle on n'offroit nul aliment à leur gloire et nul dédommagement à leurs sacrifices.

S'il est permis de s'indigner contre des crimes attentatoires aux droits universels de l'humanité, si l'enthousiasme, pour chercher

à

à les étouffer eſt une vertu, si cet élan dans un homme eſt héroïsme, dans une armée eſt valeur, dans un conſeil eſt force et vigueur, il faut cependant l'avouer, les décisions des cours entraînent avec elles de si grandes conſéquences, qu'il leur eſt non ſeulement pardonnable de les peser, mais quelquefois encore de reſter, par trop de prudence, en arrière d'événemens aussi singuliers que ceux qui ſe ſont ſuccédés depuis peu; cette ſagesse dont on a trop abuſé, et dont cette foule de temporiſeurs se targuent ſouvent pour cacher, ou le dessein perfide de laisser le mal ſe propager, ou leur nullité pour aviſer aux moyens de l'arrêter, eſt cependant la baſe qui doit fixer invariablement chaque cabinet. S'il n'y a point de cour en Europe qui n'ait un ſyſtême, malheureuſement il n'en exiſte pas un pour maintenir et conſolider; tous ſont pour accroître et agrandir; c'eſt par-tout la confiance, qui s'exagère ſes forces, l'avidité qui ſe dissimule ſa foiblesse, c'eſt la politique qui, changeant de formes comme

 un

un Prothée, tantôt eſt un géant qui veut encore des échasses, tantôt un adoleſcent prétendant à la vigueur d'un homme, un malade cachant ſa déſuétude, un vieillard cherchant à dérober ſa caducité et toujours, toujours c'eſt l'ambition qui ſe trompe à force de vouloir tromper. Mais quelque vicieux que ſoient ces ſyſtêmes, dans un mouvement général auquel il n'appartient qu'au ſeul génie de réſiſter, chaque cour eſt obligée de tenir au sien, et si les puissances du premier ordre essaient quelquefois à leurs dépens d'en changer, on conçoit que celles d'un ordre inférieur ne peuvent faire les mêmes tentatives ſans courir les plus grands dangers. C'eſt en conſéquence de ce principe, que les rivalités nationales raffermissent encore, que difficilement le Dannemark et la Suède peuvent prendre la même part dans une guerre et ſe réunir pour le même but. Ennemis par une raiſon, qui paroît si ſuffiſante à la politique, si choquante aux yeux du bon ſens, celle d'être voisins et de-

deſtinés par la nature à être unis, ils ne doivent l'un et l'autre voir dans une guerre qu'un moyen de ſe nuire, et non pas celui de s'uſer enſemble. Dans une coalition où les différentes puiſſances, auxquelles leurs liaiſons reſpectives les attachent, ſe trouvent réunies pour acquérir et partager, qu'auroient été faire celles que l'on n'appeloit pas à ce partage? La Suède, qui venoit de perdre ſon Roi, pouvoit-elle ſous une régence, qui pour tout gouvernement eſt un état d'inquiétude et de foibleſſe, s'épuiſer en armement, et dépenſer un numéraire si rare chez elle, tandis qu'elle n'avoit d'autre espoir que d'augmenter la prépondérance des ſouverains qu'elle a le plus de droit de redouter? devoit-elle, puisque cette prétendue coalition, pour aſſurer la tranquillité générale, n'étoit plus la queſtion positive, mais le prétexte imaginaire, s'armer pour achever d'arrondir la Pruſſe, lui donner des côtes vis-à-vis des siennes, aſſurer à la Ruſſie la moitié de la Pologne et à l'Autriche quelques pro-

vinces de la France, afin d'éprouver à fon retour le sort de ces petits rois de la grèce, retrouvant chez eux le désordre pour s'être mêlés de la querelle des fils d'Atrée? Parceque Guftave Adolphe, avec l'aide de la France et les fecours des proteftans, a fait de grandes chofes, parce que Charles douze en a entrepris d'impossibles, on veut toujours attacher à leur couronne une importance qu'elle n'a obtenue que de circonftances qui n'exiftent plus. Avant de juger légèrement tout ce qui a dû régler la conduite d'une puissance d'un rang sécondaire, il faut bien examiner fes moyens réels et fes liaifons politiques; ce qu'un Roi de Suède pouvoit risquer, encore eft-il permis d'avancer, que Guftave trois n'eut probablement risqué que fa perfonne, un régent prudent n'a pu le faire; et si les événemens ont forcé le Duc de Sudermanie à fouffrir au nom de la nation suédoife des démarches qui ont répugné à fon coeur, c'eft peut-être aux cours même, qui les ont blâmées, qu'il faut s'en prendre, et

fe

ſe rappeler qu'une déclaration noble et franche, faite il y a quatre ans de la part des chefs des puissances coalisées, auroient évité à toutes celles qui n'ont osé ſe livrer aux mêmes dangers qu'elles, ces témoignages d'amitié et d'eſtime prodigués malheureuſement à une nation *) qui eſt appréciée à Stockolm aussi juſte qu'à Vienne et à Petersbourg. Les considérations, qui ont retenu la Suède, sont

*) En cédant à la nécessité, en s'humiliant pour ainsi dire jusques à recevoir dans les cours des rois, des émissaires de gens qui publiquement les insultent, les cours du nord n'en feront pas moins appreciées par l'homme sage, et l'hiſtoire demandera un jour raison à celles de Vienne et de Berlin, des Demarches auxquelles leur politique a forcé celles de Stockolm et de Copenhague. Mais qui peut cependant obliger un premier miniſtre à preſenter à ſon maître, un homme qui réchauffé dans le sein du prince de Condé, a su trouver en lui assez de voix et d'audace pour lire à l'infortuné Louis seize ſon arrêt de mort.

ſont celles qui ont forcé le Dannemark à s'obſerver ; peut-être la Russie, si prépondérante dans le cabinet de Copenhague, l'auroit-elle entraînée, si, comme on l'a déjà remarqué, cette puissance ſeut voulu donner à cette guerre une activité qui n'entroit point encore dans ſes vues.

Ne pouvant donc faire à la France une guerre active que par mer, guerre très-fâcheuſe pour leur commerce, et ne pouvant fournir aux armées que quelques contingens ignorés, la Suède et le Dannemark ont préféré, puisque l'amour du gain s'étoit emparé de tous les cabinets à la fois, accepter une neutralité avantageuſe, au rôle passif et toujours fâcheux qu'on leur réſervoit. Que dans une meſure aussi tempérée, la facilité des marchés, l'avidité des particuliers n'aient pas poussé l'une et l'autre de ces puissances à tolérer des démarches, léſant beaucoup trop la neutralité promiſe aux ennemis de la France aussi bien qu'à elle, c'eſt ce qu'il

eſt

eſt juſte de blâmer, et ſurquoi l'on a eu le droit de ſe recrier, mais ces fautes ſont plus celles de quelques négocians cupides et mal penſant que l'erreur des gouvernemens, et ces deux nations qui eussent paru si coupables au tribunal de l'histoire, si ceux, qui les ont accusés, eussent été ſans reproches à ſe faire, aujourd'hui ſe trouvent juſtifiées par la fortune aux yeux des gens qui ne jugent que d'après elle, et par la raiſon aux yeux du petit nombre d'hommes qui voient encore au-delà.

De l'Espagne et du Portugal.

Ce n'eſt pas l'ambition qui a fait signer la paix à l'Eſpagne, c'eſt la conſcience de ſes moyens, c'eſt la jalousie qu'elle nourrit contre l'Angleterre, jalousie qui eſt bien plus forte que ſa haine contre les assassins des Bourbons.

Que l'on ne ſoit donc point étonné, si, obéissant à ce qu'elle croira ſon intérêt direct, cette puissance, si elle s'y trouvoit forcée par une guerre générale où elle ſeroit appelée, ne préférât, dut-elle y trouver la France, à ſe jeter du côté de la balance opposé à celui où l'Angleterre ſeroit placée.

Si la réunion des forces du petit fils de Louis quatorze et de la convention paroît monſtrueuſe à quelques coeurs honnêtes, qui veulent voir toujours dans un état les affections de celui qui le gouverne, la réunion des vaisseaux espagnols et

an-

anglois paroît aux politiques bien une autre monſtruosité.

L'Eſpagne peut-elle espérer, quand la France ou république ou monarchie n'aura plus de marine, de conſerver ſes immenſes possessions en Amérique? qui pourra en impoſer aux Anglois, qui, ſans compter le port de Carthagène en Amérique, bloqueront avec la moitié de leurs vaisseaux tous les ports de l'Europe, et si cette puissance eſt obligée de renoncer à ſes colonies, que lui reſtera-t-il? si ce n'eſt le déſespoir d'avoir employé trois siècles à ſe dépeupler pour des richesses qu'elle aura perdues.

Que l'on ne ſe fasse donc pas illusion ſur les intérêts du cabinet de Madrid; Louis quatorze promit de l'argent pour détrôner ſon petit fils, et Charles quatre fera les mêmes calculs dans les mêmes circonſtances; ainsi donc, ſans aller chercher d'autres baſes que celles ſur lesquelles il eſt permis de bâtir quelques raiſonnemens, si l'on ne veut pas mettre l'hiſtoire du

temps en romans politiques, que l'on ne s'attache plus aux liaifons de parenté, si nulles dans tous les états, si dédaignées fur les trônes, et que l'on range l'Efpagne au nombre des puissances, qui non feulement ne viendront pas au fecours des Bourbons, mais dont le plus grand, le plus noble effort fera de ne pas leur nuire.

Dans la guerre, que l'Efpagne a faite à la France, elle a donné fa mefure et femble en la terminant avoir dit pour s'excufer à l'Europe: „laissez-moi rentrer „dans une inaction qui me convient, et „vivre encore un siècle pour me trouver „alors au point où vous êtes aujourd'hui. „Que vous importe une diversion qui m'é„puife et qui fatigue si peu votre ennemi, „je vous fers mieux en fauvant de ce nau„frage quelques vaisseaux que je réferve à „défendre, s'il le faut un jour, l'indé„pendance de votre commerce très-me„nacée, qu'en achevant de livrer l'empire „des mers à ce peuple libre chez lui et „despote fur cet élément; mes voisins

„pé-

„périssent pour vouloir changer chaque „jour de gouvernement et d'idées, moi „je m'éteins pour m'obſtiner à ne vouloir „changer ſur rien; laissez-moi végéter, „puisque je ne puis vous traverſer dans „tous vos plans, et qu'au contraire je vous „ſuis utile, en ce qu'il vous importe qu'une „puissance ſans ressort et ſurtout ſans „ambition tienne la clef de la Méditerra-„née qui, dans d'autres mains que les „miennes, feroit fermée à tout ce qui n'a „pas de port ſur cette mer. "

S'il faut s'en rapporter à un traité de démembrement que les événemens expliquent, tandis que le bon ſens ſe refuſe à le croire, l'Eſpagne, après avoir commencé par conſentir à recevoir le Rousſillon pour indemnité dans cette guerre, a pu finir par une paix, bien moins honteuſe peut-être, que des prétentions de conquêtes avec si peu de moyens pour les réaliſer; qu'elle ait voulu d'abord dépouiller Louis ſeize, faire enſuite des ſacrifices pour ſauver ſa vie, s'attacher depuis au

char triomphal de ſes meurtriers, tout cela ſe conçoit et s'explique, toutes les fois que l'on voudra ne pas confondre les Souverains avec le ſyſtême de leurs cabinets; et ces contradictions s'amalgament si bien en politique, qu'il eſt dans l'ordre des choſes de voir cette année le Roi d'Espagne ſoutenir le Chef de ſa maiſon à Veronne, et s'allier à ces républicains qui viennent de jurer une haine éternelle à la royauté.

Si cependant le Gouvernement françois, beaucoup moins exagéré dans ſes prétentions depuis qu'il ſait diſtinguer ſes vraies ressources des bouffissures républicaines, renonce à ſoutenir la guerre par mer pour employer tous ſes moyens ſur le continent, il eſt probable que l'Eſpagne, malgré la bonne volonté de l'Angleterre, qui ne feroit pas fâchée d'avoir quelques galions à pourchasser, évitera la réunion douloureuſe de ſon pavillon avec celui des françois, et que le plaisir de voir un Roi qu'elle aime ſe promener au milieu d'elle avec une armée de courtiſans, la dédom-

dommagera de l'impuissance d'envoyer à ſes frontières une armée de braves soldats.

S'il eſt des puissances en Europe, que l'on juge ſur leur ancienne gloire, et dont on exige en raiſon de ce qu'elles ont été, bien plus qu'en raiſon de ce qu'elles peuvent être, le Portugal au contraire n'eſt peut-être pas depuis vingt ans apprécié tout ce qu'il vaut. Dans un siècle où tant d'événemens ſe ſont accumulés, et ont partagé l'attention ſur des objets d'une si haute importance, où les puissances qui étoient il y a cent ans encore ignorées, ſont au pinacle aujourd'hui, et où celle, qui faiſoit trembler toutes les autres alors, eſt maintenant détruite, on ne s'eſt point assez apperçu peut-être, qu'un grand homme avoit suffi pour arracher à mille préjugés gothiques un pays qui n'a qu'à vouloir, pour être au dessus de tout ce que peuvent le ſoupçonner ceux qui ont dédaigné jusqu'ici de l'obſerver. Situé à une des extrémités de l'Europe, séparé par l'Eſpagne et l'océan de tout le reſte

du monde; placé de façon à échapper plus long-temps à la contagion que tous les états qui touchent à la France, le Gouvernement de Portugal n'en a pas moins senti d'abord l'importance de s'opposer à des idées qui séduisoient des cours, qui passent pour bien plus éclairées que lui; s'il a fait peu de sacrifices pour la guerre, si même ce n'est qu'en vertu d'un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Espagne qu'il a envoyé quelques troupes auxiliaires vers les pyrénées, c'est qu'il n'étoit point appelé à s'immiscer davantage dans une querelle, dont il savoit aussi bien que la Suède et le Dannemark le véritable but; mais il n'en a pas moins témoigné son mépris pour des maximes monstrueuses, et a jugé avec d'autant plus de sagesse la révolution, qu'il avoit moins à la craindre et qu'il n'avoit rien à y gagner. Qu'au milieu de ce désintéressement la cour de Lisbonne n'ait pas été enchantée de profiter d'un état d'anarchie universelle, qu'elle n'a point fait naître, pour enrichir son com-

commerce de toutes les pertes des nations du nord, ce feroit outrer fon éloge; on n'a point le droit d'exiger d'un état placé hors du cercle des événemens ce qu'envain on demande à ceux que ces événemens touchent à tant de titres, et l'on doit encore s'étonner qu'une puissance, la feule peut-être qui gagne réellement à faire la guerre fous la protection du pavillon anglois, n'ait pas désiré davantage de voir s'éternifer un désordre pendant lequel elle glane dans le vafte champ du commerce tout ce que l'Angleterre n'a pas le temps de moissonner.

C'eft une erreur dont on reviendra que celle de regarder comme nul un pays, que depuis cinquante ans le marquis de Pombal a pour ainsi dire recréé; celui qui a rebâti Lisbonne au centre même de fes ruines, a laissé les moyens d'arracher fa patrie à l'ignorance qui l'enveloppe encore. Que l'on ne foit donc pas étonné si la puissance portugaife dont on n'apperçoit en Europe que la très-petite tête, et dont le corps fe

partage entre les deux indes, eſt appelée un jour, à joüer un rôle parmi les puissances maritimes, pourvu que les efforts du gouvernement continuent à ſeconder les voeux d'une nation, chez laquelle la ſuperſtition n'a pu étouffer l'eſprit et l'intelligence.

Mais ce qu'il eſt nécessaire d'ajouter, c'eſt que l'Eſpagne et le Portugal dont on a su tirer si peu de parti, et qui malgré l'émulation de ce dernier, ſont encore si loin de toute l'Europe, placés de façon à ne pouvoir défendre la cauſe générale des souverains, si jamais les souverains en venoient à faire cauſe commune, n'en ſont pas moins très-essentiels à ſurveiller et très-propres à lui nuire si on laissoit au crime faire une fortune ſolide. Dans ces deux pays, si loin encore de l'irréligion des françois, il n'eſt cependant pas moins vrai de dire que l'on pourroit propager plus aisément qu'ailleurs des idées, qui bientôt y déracineroient celles, auxquelles les peuples qui les habitent, tiennent moins par

ſen-

ſentiment que par habitude. Du fanatisme à l'impiété la transition eſt plus rapide qu'on ne penſe, et si cette égalité, cette liberté chimérique ſe préſentoient aux Espagnols et aux Portugais ſous la forme qui peut leur plaire, celle d'une religion nouvelle que l'on perſécuteroit, il n'eſt pas impossible de croire qu'à l'aide de quelques martyrs qui acheveroient d'exaspérer des têtes aussi faciles à volcaniſer, les mêmes ſophismes qui ont conduit les françois aux massacres par l'athéïsme, n'entraînassent les Espagnols et les Portugais aux mêmes excès par l'idolatrie.

De l'Italie.

De tous les pays de l'Europe, celui, qui après l'empire a le plus d'intérêt à voir renaitre la tranquillité, c'eſt l'Italie. Cet équilibre, si nécessaire pour concilier tant d'intérêts différens, peut ſeul l'arracher à deux dangers qui le menacent également, l'envahissement de ſes provinces et cet eſprit révolutionnaire, qui dans une pareille contrée auroit bientôt enlevé au Véſuve et à l'Etna l'honneur de renverſer les villes qui les environnent. Le malheur de l'Italie eſt comme celui de bien d'autres pays, d'être victime de prétentions, d'autant plus exagérées, que les baſes ſur lesquelles on les appuie depuis long-temps ſont écroulées; si c'eſt ailleurs la loi du plus fort qui cherche à tout expliquer, là c'eſt toujours des ſouvenirs que l'on oppoſe à des raiſons; telle eſt la prétention des Empereurs d'Allemagne qui, quoiqu'ils né-

négligent depuis long-temps la formalité de ſe faire couronner à Rome, n'en continuent pas moins à regarder toute l'Italie comme un fief de leur empire; telles ſont celles des papes, réduits à de foibles droits temporels qu'on leur dispute, et celles enfin de la maiſon de Bourbon en opposition éternelle avec tous les autres. De cet état d'indécision pour tous les peuples qui vivent ſous ces différentes loix, il naît une inquiétude générale, qui, faiſant désirer un autre ordre de choſes, rend les maximes nouvelles plus dangereuſes et plus faciles à se propager. Ce ne ſont donc pas les armées des françois qu'il faut uniquement craindre pour l'intérieur de l'Italie, c'eſt leur eſprit, ce ſont leurs idées; par la force ils pourroient y pénétrer et y retrouver encore ce tombeau de tous les temps ouvert pour eux; mais par l'opinion ils en changeroient bientôt la face; dans cette contrée il ne faut qu'un mot pour enflammer toutes les têtes; et qui ſait si l'eſprit républicain

ſe

ſe rétablissoit une ſeconde fois ſur les bords du tibre, s'il n'y reproduiroit pas les mêmes effets?

Excepté l'état romain, obligé à une grande circonſpection et ceux du Roi de Sardaigne, qui ne dépendent que de lui, toutes les puissances de l'Italie obéissent à l'impulsion qu'elles reçoivent des cours dont pour ainsi dire elles relèvent; leur politique eſt celle qu'on leur ſuggère, et leur marche tient à celle de la planète avec laquelle elles tournent toujours. Si Naples paroît un état capable de faire de grands efforts par lui-même, que l'on conſulte ſes finances, les moyens de ſon Gouvernement, la discipline et l'esprit de ſes troupes, et l'on verra que dans un pays, qui a éprouvé de grandes pertes, et chez lequel l'eſprit national s'oppoſe à toute eſpèce de progrès, non ſeulement on ne peut pas militairement entreprendre ce qu'en Allemagne le plus petit ſouverain pourroit faire, mais que bien loin d'envoyer des armées au loin, il a été prudent et nécessaire de ſurveiller la patrie des Lazzaroni

si

si long-temps avant les françois, les sans-culotes de l'univers.

Au défaut de tous les sentimens qui servent à diriger les autres peuples de l'Europe, le respect, poussé jusques à l'extrême pour la religion romaine, a été le ressort dont de tout temps on s'est servi pour gouverner les Italiens; ce ressort se détend chaque jour, et si la superstition reste encore comme le vernis qui cherche à soutenir des couleurs presqu'éteintes, la nation la plus facile à conduire n'en touche pas moins peut-être à l'époque où elle ne connoîtra plus aucun frein pour l'arrêter.

Tant que l'Empereur mettra un grand intérêt à défendre la Lombardie, il est possible que des armées, les Alpes et les Appenins sauvent au moins le coeur de l'Italie; les escadres angloises peuvent se charger de couvrir Civita Vechia, ainsi que Naples que sa marine ne pourroit assez protéger, et Pie six n'en sera peut-être pas réduit à sortir comme Saint Léon, au-de-

vant

vant des barbares pour implorer une pitié, que les françois, moins humains qu'Attila, n'éprouveroient probablement pas pour lui.

De tous les ſouverains qui depuis plusieurs années ſe ſont trouvés au milieu des circonſtances les plus délicates, celui qui étoit le moins né pour l'être, eſt cependant celui dont la conduite prudente et ferme, méſurée mais courageuſe a ſu concilier, ſur le trône le plus délicat de l'univers à occuper, des intérêts et des devoirs bien difficiles à menager; cet hommage eſt dû à Pie six, prince pour défendre ſon pays, Pape pour gouverner ſon égliſe, et sachant juger avec un grand discernement que si les siècles ne peuvent apporter aucun changement aux droits ſacrés de la religion dont il eſt le chef, ils en exigent du moins beaucoup dans la manière de les défendre. Indigné d'un ſchisme terrible, élevé tout à coup en France, il n'a point lancé inutilement ses foudres ſur un peuple qui en auroit bravé les effets, et il a rendu à la religion le plus bel hommage qu'elle

qu'elle ait peut-être jamais reçu des hommes, celui de ne pas douter un moment que l'église gallicane renversée et détruite, ne sorte d'un pareil gouffre par cet empire des vérités éternelles sur des sophismes passagers.

S'il est permis d'être surpris, non pas de la paix de la Toscane, mais de l'humilité avec laquelle une cour, qui tient de si près à l'Autriche, endure les hauteurs républicaines, que l'on cesse d'être étonné en reconnoissant à cette démarche un de ces retours adroits du cabinet de Vienne, bien-aise en cas de revers de s'ouvrir par cette voie un moyen de communiquer avec une puissance qu'on dédaigne en public, mais qu'en particulier il faut, sinon reconnoître, du moins redouter.

Gênes, à la porte de la France, et si long-temps abandonnée à elle-même, a été obligée de rechercher l'amitié de gens dont elle ne pouvoit braver la haine, et sa conduite ainsi que celle de tous les autres petits états, s'explique du moment que l'on

ſe rappelle que cette guerre n'a point été une de ces meſures générales où chaque grande puissance devoit répondre du ſort de celles qui ſe réunissoient à ce qui devoit être l'intérêt de toutes.

Mais pourquoi le Roi de Sardaigne, dont l'alliance a été si long-temps désirée, joue-t-il un rôle si passif et si malheureux aujourd'hui? c'eſt que préciſément la politique, qui convenoit il y a un demi siècle à ſa situation locale, ayant changé, il s'eſt trouvé perdre cette considération que les circonſtances lui avoient fait obtenir. Tant que les françois ont conſervé l'espoir extravagant de s'établir en Italie, tant que la maiſon d'Autriche a conſervé celui de les en chasser, le gardien des Alpes a été recherché par tout le monde, et les Ducs de Savoie, ſont parvenus en changeant habilement de parti, et en gagnant à chaque nouveau traité, jusques à obtenir une couronne qui cependant ne leur a apporté qu'un vain titre; mais depuis que ces prétentions ſont éteintes, depuis que la France a renoncé au milanois et à la Toscane, que les puissan-

ces

ces ennemies ſont devenu amies, le Roi de Sardaigne négligé n'a plus fait aucun effort pour discipliner et entretenir une armée qu'auparavant il étoit sûr de ſe faire payer, et il en eſt revenu en peu d'années à l'état où la guerre d'aujourd'hui l'a trouvé. De cette situation on peut en conclure que ſans les autrichiens qui ſemblent enfin mettre à garder le reſte des Alpes, toute l'importance qu'on devoit d'abord y attacher, il eſt plus que vraiſemblable que le Piémont, bientôt envahi, auroit donné à l'Europe le ſpectacle d'un troisièmeRoi errant ſans états enItalie. Mais si les nouveaux ſecours, qui vont arriver dans la Lombardie,peuvent y changer cet été le ſort des armes, si les Anglois tiennent la mer avec avantage, il eſt permis d'espérer que cette belle contrée, toujours menacée, échappera à une invasion, bien plus à craindre pour elle, que tous ces fléaux de la nature dont elle eſt de tous temps environnée.

De la Hollande.

La Hollande éprouve en ce moment le grand inconvénient d'une nation qui s'eſt toujours ſoutenue ſur une ancienne réputation d'énergie, ſur un commerce, dont les principales ressources étoient épuiſées, et qui a préféré ſe laisser mener par tout le monde, plutôt que de ſe confier à ſon Gouvernement légitime.

Moins malheureuſe que la France, parce que chez elle le vice a été ſans talens, et le crime ſans énergie, elle végète dans une incertitude qui, pour tout autre qu'elle, ſeroit un état de langueur, mille fois plus fâcheux que toutes les convulsions de la guerre civile. Abandonnée par les françois qui ont été assez fous pour accourir chercher deux milliards *) de ducats, là où il n'y a pas réel-

*) Voyez le discours de Cambon en Décembre 1794.

réellement cent millions de florins à gagner, la Hollande s'apperçoit un peu tard que si les formes des républicains françois ne peuvent convenir à ceux qui les ont créées pour eux, elles peuvent s'adapter encore moins à un peuple, qui n'a ni les mêmes moeurs, ni le même caractère; et de part et d'autre, soit les vainqueurs trompés dans leur attente, soit les vaincus égarés dans leur vengeance, chacun réduit au repentir, regrette une alliance qui ne peut pas lui convenir.

Les françois sont tombés dans une grande erreur au sujet de la Hollande; ils se sont laissés conduire et égarer par les transfuges qui remplissoient leurs armées, et ils ont cru devoir braver tous les élémens pour venir fraterniser avec un peuple, qui, familiarisé avec leurs idées, a souri de pitié en les voyant se livrer à des transports si éloignés de son caractère. Persuadés qu'une nation froide alloit éprouver le même enthousiasme qu'eux, que l'amour de la liberté doit être un dé-

 lire

lire, qu'il ſuffit d'être républicains pour être exagérés, ils n'ont pu déguiſer leur ſurpriſe en voyant une nation qui, quoique diviſée, n'en étoit pas moins reſtée aussi ſtagnante, aussi calme que les prétendus reſtaurateurs de ſa liberté étoient exaltés. Si la fortune, qui a tout livré aux françois dans l'hiver de 1794, n'avoit pas rapproché deux peuples qui avoient le beſoin de ſe connoître pour cesser de s'aimer, peut-être ſe désireroient-ils encore, mais, l'épreuve a été faite, et les nouveaux républicains n'ont inſpiré que du dégoût, à ceux qui depuis deux cents ans ſavoient allier la démocratie à quelques vertus. Pour corriger tant de gens en Europe de cette inquiétude vague qui leur fait désirer la révolution françoiſe, il exiſte une épreuve, à laquelle aucun pays ne peut résiſter, c'eſt celle d'en être victime comme les Hollandois; que cette idole adorée de loin par tant de brouillons, ſoit donc vue de près, et elle paroîtra ce qu'elle eſt, aussi dégoûtan-

tante qu'horrible. Mais quel remède que celui qui ne peut éclairer un pays qu'en le dévaſtant! et quel eſt l'aveuglement d'une génération d'hommes, à laquelle des faits perſonnels et non des exemples peuvent ſeuls faire ouvrir les yeux?

Il exiſte trois partis en Hollande; et c'eſt peut-être pour n'en avoir jamais voulu voir que deux, qu'on a livré au plus foible ceux qui étoient les plus puissans; ces trois partis ſont: celui de Guillaume cinq, celui des patriotes de 85, qui demandent un Stadhoudérat mitigé, celui enfin des Bataves, singes ſerviles et dégoûtans de ces factieux dont ils ont l'atrocité de propager les principes, mais dont ils n'ont pas l'esprit d'attraper l'habileté. En Hollande comme en France, la révolution a eu la même marche, a traverſé les mêmes phaſes, a réussi par les mêmes fautes; si les deux partis, qui s'y diviſoient ſur des changemens à faire au Gouvernement, avoient pu ſuspendre leur animosité réciproque pour faire face à un troisième, qui vou-

loit tout renverſer de fond en comble, une poignée de ſcélérats habiles, n'auroit pas écraſé partout une masse impoſante de propriétaires, et ces deux états ne verroient pas gaspiller leurs richesses par des hommes qui n'y possédoient rien.

L'enthousiasme des affidés du Stadhoudérat a mal ſervi la maiſon d'Orange; car il n'a fait qu'aigrir des gens, qui probablement n'auroient point haï des princes qui ne les avoient point offenſés, si l'on n'avoit pas affecté ſouvent afin de narguer les patriotes d'exalter tout ce qui pouvoit leur porter ombrage. De ces exagérations qui ſoutiennent mieux, comme on l'a dit ailleurs, les religions que les empires, ſont nées des animosités nuisibles à ceux qui les épouſent, inutiles à ceux pour qui on s'y livre, et qui finissent toujours par rappeler la triſte fable de l'huitre et des plaideurs. Dans la révolution qui a ſervi de modèle à la Hollande, les royaliſtes, diviſés ſur tous les points n'ont été d'accord que ſur des fautes; dans l'invasion de leur territoire les Hollan-

landois ne se sont entendus que pour se perdre et se ruiner; la même marche a été suivie en France, en Brabant et en Hollande; on en feroit autant, en Allemagne, en Norwège, en Laponie, et le jacobinisme pourroit aller promener ses fureurs jusques au Kamschaka, sans que les nations se corrigeassent avant d'avoir été punies.

Il n'existe en Hollande qu'une chose favorable, non pas à tel ou tel parti, mais en général à la cause des honnêtes gens, cause pour laquelle en Europe on devroit faire plus d'un sacrifice, c'est qu'on y aime la tranquillité bien plus que la patrie, les richesses pardessus les honneurs, et que surtout on y désire l'ordre pour lequel tout Hollandois semble né; ces goûts y sont communs aux orangistes comme aux patriotes de 85, et l'aversion pour les françois devient un sujet de rapprochement de plus encore; ce seroit donc à tirer parti de ces deux sentimens que devroient s'attacher

 ceux,

ceux, qui ofent fe flatter que cette république peut échapper à l'anarchie qui la dévore et à l'Océan qui la réclame; ce n'eft plus en éternifant des querelles qui doivent paroître si peu de chofe devant des malheurs dont elles font la caufe, que l'on parviendra à les réparer, c'eft en fe réunissant de bonne foi contre les bataves, et c'eft furtout en renonçant à cette perfide maxime qui perd tous les partis, en ifolant les individus, celle de fonger bien plus à foi qu'à ceux dont on fe dit l'apôtre et le martyr, que l'on peut espérer de fauver un pays que honteufement tout l'univers oublie. En France comme en Hollande il exifte un moyen de mettre fin à une révolution, dans laquelle le parti le plus nombreux eft éternellement écrafé, c'eft celui de s'entendre, et furtout de rendre à l'Europe l'hommage tardif qu'elle mérite, celui de ne plus attendre aucun fecours généreux d'elle; tant que l'on comptera fur des remèdes étrangers chaque parti fe

dira

dira que ce fecours ne peut regarder que lui feul; le jour au contraire, où l'on y renoncera, on mettra toutes fes ressources dans une union nécessaire, et l'on apprendra que le plus grand malheur de tous les opprimés aujourd'hui, eft de n'être ni totalement abandonnés ni totalement fecourus.

On s'eft perfuadé jusqu'ici, que quelques articles fecrets du traité de Basle regardoient la Hollande, et d'après cette fupposition, peut-être gratuite, on s'en eft moins occupé; parce que le Roi de Prusse eft parent du Stadhouder, on veut que le cabinet de Berlin ne fonge qu'aux intérêts de celui de la Haie, comme si la politique fe gouvernoit par de telles combinaifons, et toujours on s'obftine à calculer les démarches des Souverains d'après des affections qu'ils ont bien prouvé ne plus connoître. Sans doute que la politique, telle qu'on auroit pu l'entendre autrefois, fembleroit faire une loi à la Prusse de chercher à fauver à la Hollande la honte d'être

une province françoife; fans doute qu'il eft de fon intérêt de conferver une puissance maritime qui lui foit dévouée; mais à la marche des cours aujourd'hui, qui ne voit pas qu'un autre fyftême les égare, et que chercher la fin de la crife violente où l'on eft dans les principes de la juftice, et dans le véritable intérêt des Gouvernemens, c'eft fe promener d'hypothèfe en hypothèfe fans jamais rencontrer la vérité *)?

De

*) Le fort des pays-bas tient-il à celui de la Hollande, et que deviendront ces belles contrées, si bien traitées par la nature, si mal par la politique? L'empereur recouvrera-t-il cette Belgique, qui augmente plus fes possessions qu'elle n'accroit réellement fa puissance, ou cet échange de la Bavière finira-t-il par s'effectuer? quelle fera alors la deftinée du Brabant et de la Flandre, condamnés depuis des siècles à n'être que des portions de Monarchie? feront-ils feuls un état indépendant, fans places fortes, fans frontières, fervant éternellement d'enclume à tous les marteaux de l'univers? ou, iront-ils fe noyer dans les cent départemens de la république? voilà furquoi on ne peut avancer que des conjectures; mais quelque foient les succès de l'Empereur, les troubles de la Hollande, les intentions de toutes les puissances, les voeux même des Belges et des Flamands, on peut affirmer que la France, bien plus que tout le refte de l'Europe, décidera du fort d'un pays attaché plus qu'aucun autre au char fatal de la révolution françoife.

De l'Angleterre.

L'Angleterre, que la guerre fembleroit devoir épuifer, repompe tous les jours dans cette même guerre des moyens pour la continuer. Si les dépenfes qu'elle fait font énormes, fes gains font immenfes, car c'eft fur le commerce entier de l'Europe qu'ils font calculés; et si la république françoife s'ufe toujours fans s'épuifer, parce qu'elle mange les fonds d'une grande monarchie, l'Angleterre foutient habilement la concurrence, parce qu'elle mange aussi les fonds de tout l'univers.

Maîtresse abfolue des mers qu'elle achève de balayer, elle joue dans ce moment à quitte ou double, et veut, ou féparer abfolument l'Europe des trois autres parties du monde, ou du moins ne plus laisser l'espoir d'y faire de commerce que fous la protection de fon pavillon.

Ou la Hollande redeviendra fon alliée, comme un vaisseau fans agrêts remorqué

par

par elle, ou toutes ſes possessions dans les deux indes, iſolées d'une métropole ſans vigueur, reſteront dans les mains de la ſeule puissance qui puisse les aller chercher.

Que l'on n'attende donc de l'Angleterre que tout ce qui peut tendre au but où elle viſe, dominer le commerce de l'Europe, et ne laisser que ce que faute de bras, elle ne pourra pas envahir, et que l'on ſe diſe bien, que possédée du désir de s'enrichir, comme les puissances du Continent de s'agrandir, elle ne faisit de la queſtion générale que ce qui peut ſatisfaire ſon ambition démeſurée.

Occupée bien plus à s'assurer les colonies de l'Amérique qu'à ſeconder les plans des royaliſtes en France, elle ne négligera pas cependant de ſecourir assez les chouans et la Vendée, pour tenir tous les partis en haleine, et profiter des résolutions incertaines d'un gouvernement agité. Elle ſait que tant que de braves royaliſtes ſeront répandus et armés ſur le ſol de la république-

publique, le crédit public ne pourra jamais s'y relever, et que, condamné à flotter entre toutes les factions, le gouvernement renoncera à remonter une marine, qui ſans vaisseaux et ſans officiers ne peut plus d'un demi siècle ſe relever.

La marine françoiſe avoit trop balancé dans la dernière guerre les efforts de celle d'Angleterre, pour que cette puissance pût résiſter aux circonſtances inouies qui la lui ont pour ainsi dire livrée toute entière, et si l'on ſonge au prix que doit attacher un peuple inſulaire, à n'avoir point de concurrent dans ce genre, on ſera peut-être moins étonné de voir l'Angleterre écraſant la France ſur les mers que les puissances continentales ſe livrant à l'espoir de la démembrer.

Si le gouvernement britannique protège ouvertement le possesseur légitime du trône de France, c'eſt que là, où ſes intérêts ne ſeront point lésés, on le trouvera toujours généreux, et qu'il calcule qu'en ſervant celui qui a le plus de droits

et le moins de moyens, non feulement il place bien fes fervices, mais qu'il peut prétendre à plus de reconnoissance, et que s'il cherche à rendre à Louis dix-huit un royaume qu'il ne convient pas à fes intérêts de voir démembrer, il nourrit l'espoir, assez bien fondé, de conferver des colonies qu'un pays fans marine ne peut plus espérer de garder.

Que ceux qui veulent toujours voir dans la conduite des puissances autre chofe que leur intérêt perfonnel, renoncent à la politique d'aujourd'hui et fe rejettent bien loin dans l'hiftoire, mais qu'ils n'aillent pas s'endormant avec une douce sécurité fur des efpérances frivoles, voir le cabinet de St. James ne plus penfer qu'à la Bretagne, et faire d'une guerre, qu'il ne cesse de regarder comme une ressource aussi hazardée que dangereufe, fon unique, ou fa principale affaire. Dans un pays, où fans cesse on a befoin aussi de caresser l'opinion, ne faut-il donc pas toujours travailler pour elle? et peut-on épou-

épouſer des querelles, ſe livrer à des ressentimens, quand on eſt occupé à menager cet eſprit public, ſans lequel on ne peut faire un pas, puisque c'eſt lui, qui produit plus que jamais n'ont rendu les mines du Potoſe, et ce papier magique dont on croyoit la ſource intarissable.

Eſt-ce toujours pour mettre fin à une contre-révolution, qui eſt encore dans la bouche de bien des gens, mais dont l'espoir n'eſt plus réfugié que dans le coeur de quelques perſonnes, que l'Angleterre, déployant des moyens inconnus jusques à ce jour, a des escadres ſur toutes les mers, et bloque tous les ports de l'univers? non, que l'on ſe diſe que ſon but n'étant pas uniquement de ſervir les royaliſtes, elle leur crie, comme Hercule à ce charretier embourbé: aidez-vous, et nous vous aiderons, mais ne nous obligez pas en repoussant tout ce qui peut vous aider ſans nous, de déployer des

for-

forces que nous réſervons à notre agrandissement bien plus qu'à vos querelles.

Le désir de l'Angleterre eſt-il donc bien vif de revoir la France dans toute ſa ſplendeur? Eſt-ce pour arriver à ce but qu'elle a pris, rendu Toulon et brûlé une partie de la flotte françoiſe? Eſt-ce, afin d'achever, ou pour mieux dire de commencer la conquête d'un grand royaume, que depuis deux ans elle a fait passer aux royaliſtes quelques fusils, des faux assignats, quatre ou cinq mille hommes, et qu'elle emploie de petits moyens pour tout ce qui regarde la royauté, quand on lui voit prendre de grandes meſures pour tout ce qui regarde ſes intérêts perſonnels? que l'on cesse donc d'attendre des puissances autre choſe qu'un intérêt ſecondaire pour tout ce qui concerne l'intérieur de la France, du moment qu'elles n'ont pas regardé la révolution comme une infraction aux droits des nations, et qu'on ſe diſe, que même, excepté l'Angleterre, cet intérêt eſt devenu nul ou presque nul pour toutes les autres...

Que

Que ceux, qui cherchent la vérité, ne calculent donc que ſur ce qui eſt vraiſemblable, et qu'ils ſe répètent qu'une puiſsance, qui a outrepassé dans cette guerre tous ſes moyens, ſe trouve forcé de viſer à un gain immenſe, et à une ambition démeſurée.

Si l'Angleterre, qui peut bientôt à elle ſeule armer plus de vaisseaux que tout le reſte de l'Europe, peut attirer tout le commerce des indes dans ſes ports, si, profitant de la ſtagnation de celui d'Amsterdam et d'Oſtende, de l'anéantissement de celui de Bordeaux, de Nantes, du Havre, elle force toutes les puissances maritimes à lui abandonner l'empire abſolu des mers; elle enlève St. Domingue, et les Antilles à la France, le Cap, Batavia et Surinam à la Hollande, tous les comptoirs européens de la presqu'île de l'Inde, aux différentes nations qui les occupent encore, et porte l'accroissance de ſon commerce à un point où ſa vanité ne lui permet pas d'entrevoir ſa perte.

Si au milieu de ces vaſtes desseins elle peut par de légers ſacrifices, qu'elle aura ſoin de faire valoir, alimenter l'esprit des royaliſtes, et ſemer les germes de la guerre civile, on eſt sûr qu'elle ſervira ce moyen de revenir à la monarchie, car l'intérêt d'une nation, qui tend à s'emparer de tout le commerce, eſt de voir ſe relever près d'elle un état, qui, ſans être assez fort pour le lui arracher, ſoit assez tranquille pour lui procurer l'avantage de fournir à tous les beſoins de vingt-cinq millions de conſommateurs.

Mais ce n'eſt point une monarchie floriſſante que perſonne en Europe désire voir renaître de ſes cendres; de tous les ſentimens il en eſt un dont on ne revient jamais, c'eſt la jalousie; tant que la France donnera encore de ces signes de vigueur effrayans; tant que l'épuiſement ne paroîtra pas à ſon comble; tant que les différens partis y auront la mal-adresse d'être menaçans; tant que l'on doutera de l'excès du mal; tant que l'on y ſoupçonnera du

re-

remède, il eſt permis de croire qu'on n'offrira jamais de vrais ſecours, et qui plus eſt, il eſt fou aux royaliſtes d'oſer y compter.

Malheureux celui, qui, quand il avance de pareils doutes, a pour lui l'expérience du passé, la certitude du préſent, et la vraiſemblance de l'avenir; il faut, ou s'égarer ſans cesse, ou renoncer à ces idées conſolantes et douces, dans lesquelles, ſe reportant aux temps fabuleux de la chevalerie, on ne voyoit dans les souverains que des protecteurs, qui, au nom de l'humanité offensée, dépoſoient tout intérêt particulier et s'armoient pour venger la veuve et pour ſecourir l'orphelin. La veuve eſt morte ſur un échafaud, l'orphelin eſt mort dans les fers, et ces Dieux de la terre, frappés par le malheur, n'ont plus paru que des idoles vermoulus, dont la politique a dédaigné de s'occuper. *)

*) Anglois! peuple noble et ſensible! c'eſt le machiavélisme des cabinets que l'on accuſe et non pas vous.

Si l'opinion ſollicite le Gouvernement anglois à faire la paix, n'eſt-ce pas auſſi, parce que cette opinion n'eſt que le résultat des cris d'un parti chargé de l'inquiéter,

vous. On croit vous élever au plus haut degré de gloire en ſe ſervant de tous vos moyens pour écraſer la France, et l'on n'a point l'air de s'appercevoir que l'on afflige vos coeurs généreux. On néglige de ſervir la royauté qui peut ſeule relever la France et vous faites individuellement des voeux pour elle. On oublie à deſſein les royaliſtes, et vous prodiguez pour ces victimes l'or qui s'échappe de vos mains bienfaiſantes; partout votre gouvernement s'arme d'un ſtoïcisme de glace; partout vous développez une sensibilité attendriſſante; non ſeulement vous ſecourez le malheur, mais vous faites plus, vous l'honorez; aux guerriers vous offrez des armes, aux vieillards, aux femmes des ſecours, aux prêtres des occupations, à l'infortune des larmes, et à la vertu des hommages; et si la politique parle un tout autre langage que celui qu'on lit dans vos yeux, qu'on retrouve dans votre bouche, qu'on ſait gravé dans vos coeurs, votre conduite ſemble dire: notre humanité eſt à nous, mais nos eſcadres, mais nos ar-

ter, et des voeux de négocians qui consultent plus leur cupidité que la fortune de l'état? Alliée à des puissances qui n'ont éprouvé que des revers, l'Angleterre, qui semble avoir soudoyé tant de fautes, doit-elle renoncer aux indemnités que la fortune a mises entre ses mains, rendre tout, et ne garder que ses dettes pour le plaisir de racheter les pertes de l'Empereur, et de satisfaire aux intérêts de quelques particuliers? Sans doute qu'elle a bien des reproches à se faire sur cette guerre, mais ce seroit en mériter un de plus, que de la terminer aujourd'hui en faisant tous les sacrifices après avoir fait toutes les dépenses, et quand on se trouve entraîné comme elle au delà du but par des voeux injustes et des prétentions exagérées, ce n'est pas par un retour de justice inutile que l'on cher-

armées, mais notre influence sont à la disposition d'un gouvernement qui nous calomnie puisqu'il nous croit encore ennemis d'un peuple qui est malheureux.

cherche à arrêter l'impulsion générale que l'on a donnée. Il valoit mieux faire la paix fur le continent, que de continuer la guerre comme on va la faire; il valoit encore mieux que tout cela s'entendre et réparer tant de campagnes malheureufes par une, telle qu'on pouvoit l'entreprendre encore; mais toutes ces hypothèfes, repofant fur des principes qui ne font même plus entendus, il faut fe livrer à ce que l'Angleterre désire, faire une diversion qui mettra l'Allemagne en très-grand danger, mais qui peut-être fera utile aux colonies, et jouer cet été l'empire germanique contre les Antilles et Batavia. Si les circonftances forcent dans six mois l'Empereur à faire une paix encore plus fâcheufe qu'il ne la feroit aujourd'hui, le cabinet de St. James aura obtenu une partie de ce qu'il désire, un échec de plus aux finances de la France, des efforts pour la guerre de terre qui auront arrêté ceux qu'on auroit fait pour la guerre maritime, l'avantage de fe dire abandonné

par

par la coalition; partant celui de n'avoir plus rien à payer pour elle. Cessant alors de porter ſes yeux ſur le continent, de partager ſon attention, de payer des ſubsides, d'être caution d'emprunts onéreux, elle ſe livrera à la guerre qu'elle aspire à faire ſeule; achevera la marine françoiſe; s'assurera bien, que, ſoit monarchie, ſoit république, la France ne pourra plus ſe relever; provoquera s'il eſt possible l'Eſpagne; laissera la Hollande s'écraſer, et ſe trouvera non ſeulement ce qu'elle eſt, la Reine des mers, mais encore peut-être la ſeule habitante de l'Océan.

Oui, s'il eſt permis de borner à la longueur de la vie des hommes, la fortune des empires, si c'eſt d'après de pareils calculs que les miniſtres les plus celèbres ont gouverné les états confiés à leurs soins, si c'eſt là une maxime juſte, il l'eſt aussi de convenir que pour l'avantage momentané de l'Angleterre, il a fallu enviſager la révolution comme on l'a fait, ſe venger de la France, ruiner ſes finances, ſa ma-

rine, rendre ſon sol à la: ſtérilité, affoiblir ſa population, embarquer l'Europe dans une guerre continentale malheureuſe, ſemer la discorde, prodiguer les palliatifs et refuſer toujours les vrais remèdes; mais si c'eſt non ſeulement à la prospérité du moment qu'il faut viſer, mais encore à la tranquillité à venir qu'il faut prétendre; si c'eſt le caractère du génie de concevoir des plans qui embrassent des siècles et non pas de mener des intrigues dont les effets ne s'étendent qu'à peu d'années, certes, celui qui prolonge ſes regards au delà de la criſe du moment a le droit de blâmer ce que tant de gens louent avec enthousiasme, et de dire au miniſtre habile, dont il admire les talens, dont il excuſe en grande partie les erreurs, ce que l'impartiale poſtérité dira peut-être un jour à ſa mémoire: Pour accroître les richesses de votre patrie, vous avez non pas été la cauſe de tous les malheurs d'un autre peuple, mais vous avez attisé le feu que vous pouviez éteindre; au hazard de vous tromper, vous

avez

avez joué la fortune, et non le bonheur de votre pays, contre le désespoir de vingt-six millions de françois; la France commençoit, il eſt vrai, à ſe livrer avec activité au commerce, mais loin de nuire au vôtre, elle ſervoit à l'agrandir; riche en induſtrie, en population, en rapport perpétuel avec toute l'Europe, elle y répandoit un amour excessif pour le luxe, inſpiroit à toutes les nations le goût des ouvrages qui ſortoient de vos mains, et provoquoient des désirs que vous remplissiez. Son traité de commerce, en vous assurant un débouché immenſe pour vos manufactures, vous promettoit tous les ans un avantage calculé; ſa marine, il eſt vrai, vous donnoit déjà quelqu'ombrage, mais elle entretenoit dans la vôtre une émulation nécessaire; une rivalité alimentée par plusieurs siècles de guerre vous diviſoit, mais elle vous excitoit à de grands efforts, et la crainte de reſter au dessous de votre rivale vous élevoit peut-être jusques à l'honneur d'être l'une

des deux premières nations de l'univers; à cet état de prospérité ſans exemple qu'a-vez-vous prétendu ajouter? à ce bien quel eſt le mieux que vous avez voulu faire ſuccéder? vous avez fait disparoître une puissance qui avoit l'air de nuire à votre ambition, et chez vous toute émulation s'eſt évanouie; vous vous êtes emparé de tout le commerce, et bientôt le commerce a langui; vous êtes arrivé à posséder ſeul l'Inde, et l'Europe désolée et appauvrie n'a plus eu beſoin de toutes ces richesses asiatiques; vous avez calculé que vous feriez un gain prodigieux aux dépens de tous les peuples, et vous avez laissé l'eſprit de révolte ruiner les peuples qui n'ont plus eu recours à vous; ces goûts, ces beſoins pour lesquels on venoit apporter tout l'or de l'univers dans vos ports, ſe ſont dissipés avec l'impossibilité de les ſatisfaire; vous avez laissé prendre aux idées un autre cours; l'Europe riche et heureuſe assuroit votre ſplendeur; dévaſtée et malheu-

heureufe, elle conftate votre misère; pour arriver à ce comble de profpérité passagère qui a fait un moment votre gloire, vous avez caufé la ruine de l'Angleterre, en accroissant trop rapidement cette dette qui repofoit fur un commerce qui n'eft plus; vos contemporains ont joui de vos fuccès, mais nous, nous pleurons fur vos fautes; et si des bords de cette île dont vous avez préparé la perte, on contemple fur l'autre rivage les ruines de cette puissante monarchie, un moment la Rome des temps où vous avez vécu et gouverné, c'eft fur les ruines de Carthage qu'une haine qui n'a pu s'éteindre, jouit de ce douloureux plaisir.

Conclusion du tableau de l'Europe.

C'eſt ainsi qu'entraînée par la politique la plus fausse et la moins adaptée aux circonſtances, l'Europe court le danger d'être déchirée, parce que perſonne ne veut s'y rendre compte du véritable état des choſes et que tout le monde y voyage encore dans le pays des illusions.

Dans toutes les classes, dans tous les partis on ſe trompe; on ſe flatte, et chacun voit ce qui n'eſt plus.

Cherchez-vous à ſonder les cabinets, vous n'y trouvez qu'ambition gigantesque, plans impossibles à exécuter; parvenez-vous à pénétrer ceux qui prétendent les diriger, vous voyez des hommes ſe gonflant des idées qu'ils croient adopter et qu'on leur ſuggère; descendez-vous chez les citoyens des villes, vous les trouvez fatigués de la tranquillité dont ils jouissent, rêvant ſur des livres de démocratie aux moyens d'arriver le plutôt

pos-

possible à un état de trouble, dont la deſcription les flatte, dont la vue les feroit frémir; croyez-vous dans les campagnes rencontrer la paix et le bonheur, interrogez le cultivateur et vous verrez que, ſupportant avec impatience un poids léger dont on a ſu lui faire un fardeau, il envie à la France, non pas peut-être ſes massacres et ſes fureurs, mais tout ce qui enfante de pareils fléaux. La raiſon n'eſt nulle part, la passion eſt partout; chacun agit ou parle, comme s'il avoit la certitude que l'état ſocial va ſe dissoudre, et qu'il faut profiter de ſes derniers jours.

Parce que deux ou trois grands ſouverains ne ſavent pas, ou ne veulent pas ſavoir que leurs coffres ſont épuiſés, que leurs ſujets ſont partagés ſur des queſtions qui ne tendent qu'à les détrôner un jour, que leurs armées ſont tout au plus diſpoſées à leur reſter fidelles, ils forment des plans de conquêtes, quand ils devroient borner leurs voeux à conſerver ce qu'ils possèdent; parce que ceux, qui ſeroient appelés à leur donner des conſeils, ſont assez

fous pour jouir d'un état de trouble qui les fixe au timon des affaires, ils cherchent à prolonger une inquiétude dont ils espèrent profiter ; ainsi le malheur de tout le monde est de n'en point connoître la cause, et le plus grand, le plus réel de tous les maux est que personne de bonne foi n'en cherche le vrai remède. C'est une remarque d'un bien grand intérêt à faire, et qui peut ramener au but, que celle d'observer que l'époque de l'histoire, où les Rois ont eu l'air de se laisser le plus entraîner par une ambition démesurée, est précisément celle où ils ont été personnellement le moins ambitieux. Qu'on jette, pour s'en convaincre, un regard sur tous les trônes de l'Europe et l'on n'y verra pas un seul prince possédé, quant à lui-même, de l'amour de dominer; la souveraineté est attaquée, et cependant la plûpart des souverains qui existent sont d'honnêtes gens, faits pour l'honorer.

On se plaint du machiavélisme des cours de Vienne, de Londres, de Berlin, et

Fran-

François fecond, George trois, Frédéric Guillaume ont le désir d'être juftes, la volonté de faire le bien, et le befoin d'être aimés. D'où vient donc, quand le bien eft dans le coeur, que c'eft en leurs noms que le mal fe propage? faut-il s'en prendre à leurs miniftres, les condamner tous d'un trait de plume, répandre le foupçon, prononcer avec humeur fur la conduite de ces hommes d'état dont la plûpart ont des intentions pures, trancher fur des réputations, quand on manque de données pour réfumer tant de jugemens contradictoires? non, mais il faut remonter à la fource réelle de tant d'erreurs, et faire connoître enfin quels font les vrais coupables.

Quand on repasse les événemens arrivés depuis quelques années, on eft tenté de croire que l'on fait un rêve pénible, ou que l'Europe, la patrie de l'esprit, des talens et des arts, eft devenue tout à coup le féjour de l'idiotisme; mais combien on fe tromperoit, si l'on adoptoit l'une

ou

ou l'autre de ces idées ! non, ce n'eſt point malheureuſement un ſonge que l'état pénible dans lequel nous vivons; le génie et l'esprit n'ont perdu aucun de leurs droits, mais ils ſont dans de mauvaiſes mains, et si l'on s'égare ſans cesse, ce n'eſt pas parce qu'on dédaigne les talens, c'eſt parce qu'on en a fait un pernicieux uſage.

Il exiſte une coalition, et celle-là eſt bien puissante, car elle eſt invisible et parfaitement unie; c'eſt celle d'une masse d'hommes, qui, ſe partageant les lumières et les connoissances utiles, ont réſolu de changer la forme de la ſociété, d'en renverſer tous les principes, et de créer un ordre de choſes, dans lequel on ſoit forcé de recourir à eux-ſeuls. Perſuadés qu'en ſe montrant à découvert, ils ſeroient trop vîte en évidence, et qu'en attirant la ſurveillance des hommes honnêtes, ils pourroient encore échouer ces habiles fourbes ont conſenti, pour arriver plutôt à leur but, de frapper leurs coups dans les ténèbres et d'y reſter long-temps inconnus.

Ce

Ce ſont eux qui partout occupent les ſecondes places et dirigent ceux qui ſont dans les premières ; d'autant plus ſurs de les égarer qu'ils les conduiſent en les inſpirant, ſans que ceux-ci croient obéir à aucune impulsion étrangère. Ce ſont eux qui font attaquer d'un côté les Gouvernemens avec vigueur, et qui de l'autre les font ſe défendre avec mollesse. Envain, quelques eſprits droits gémissent et voudroient faire de nouveaux efforts ; leur voix eſt étouffée par mille voix qui s'élèvent de toutes parts. Entourés d'enthousiaſtes qui ne les entendent pas, ces ſectaires ſèment et l'on recueille ; répandus partout, ils assiègent les cabinets, ſe glissent dans les conſeils, dans les bureaux, dans les armées, et poussent toujours l'adresse jusques à conſeiller des mal-adresses vraiſemblables. Clubs, assemblées littéraires, ſavantes, ſecrettes, associations de tous les genres, emplois ſubalternes, tout leur eſt bon, pourvu qu'ils frappent tous à la fois partout. Profonds dans l'art de mener les hommes, ils s'en ſervent comme des ma-

nivelles qui tournent docilement dans leurs mains, comme d'échos qui croient parler et qui les répètent; enfin ce qu'on appelle l'opinion, ce qui fait à préſent trembler les Rois ſur leurs trônes, comme le directoire dans ſon Luxembourg, c'eſt la masse d'idées qu'ils répandent, et qu'ils font circuler avec une magie qui n'appartient qu'à eux-ſeuls. Qu'on ne ſe laisse donc plus entraîner par cette opinion à laquelle on doit attacher désormaisla signification que'lle mérite, et que ſouvent, loin d'étre étonné de ſottiſes qui ne ſont pas la faute de ceux qui les ſont, mais le chef-d'oeuvre de ceux qui les font faire, on ne voie que des gens crédules où l'on cherchoit des gens criminels.

Cet état de la ſociété, en juſtifiant tous ceux qui ne font qu'obéir à l'ascendant qui les domine, montre le danger que courent toutes les autorités. S'il explique enfin le mot de l'énigme, il laise en même temps dans le coeur une empreinte triſte et profonde, et ajoutant la douleur à la colère,

il

il fait voir un abyme de maux, ſans apporter un ſeul remède. Ainsi, obéissant à ce génie du mal qui circule dans toutes les veines de la ſociété, des Rois, nés bons et généreux, compromettent leur puissance, ſacrifient leurs peuples, laissent dégrader la royauté, la dernière ressource des propriétaires, parce qu'ils ne voient plus que ce qu'il plaît à cette ſecte ſacrilège de mettre ſous leurs yeux, et ils ſe laissent traiter de tyrans, quand il eſt à peu près prouvé qu'il n'a manqué depuis six ans à l'Europe qu'un Henri huit, qu'un Louis onze, pour avoir fait échouer tant de perfides desseins.

Que l'on demande donc à préſent ce qui ſouffle la guerre dans les cabinets ; ce qui inſpire le désir de voir renaître la tranquillité ; ce qui répand l'inquiétude dans les peuples, redouble l'ambition chez les ſouverains, met l'Europe en contraſte partout avec elle, et ne ſouffre pas que deux volontés ſe ressemblent, deux coeurs ſe rejoignent, deux êtres ſe ſouhaitent ſin-

cèrement le bonheur, un mot ſervira de réponſe, c'eſt cette association perfide qui veille ſans cesse, pare avec une activité ſans exemple à tout le bien que l'on pourroit faire, et qui, dans cette opposition continuelle de tous les intérêts, établit ſa puissance du moment, et fonde celle dont elle espère ſe revêtir un jour. Par elle tout s'explique, tout ſe devine, la crainte redouble, mais l'étonnement disparoît, et l'on conçoit enfin ce qui ſeroit impossible à croire, pourquoi et comment à Vienne, à Petersbourg, à Berlin, à Paris même on forme en ce moment tant de plans si difficiles, si impossibles à exécuter.

Ce n'eſt pas ſeulement à égarer les cabinets que ceux qui parviennent de loin à les gouverner s'attachent, c'eſt à leur inſpirer des prétentions telles que les vues de chacun ſoient diamétralement oppoſées à celles de tous les autres, et à faire qu'ennemis, amis, indifférens, et alliés tous nourrissent entre eux mille ſujets de guerres éter-

nelles. Par cette adresse toutes les contradictions cessent d'être contradictoires, puisqu'elles mènent au désordre et remplissent le but de ceux qui les excitent, et qu'on entend à préfent pourquoi chaque puissance, en recevant deux impulsions différentes, flotte au gré de ceux qui la poussent, fans pouvoir retrouver fon véritable intérêt et fon énergie.

C'eft ainsi qu'en rejetant un coup-d'oeil rapide fur toute cette Europe, livrée non pas à la démence, mais bien à la perfidie, on voit la France entre deux partis désirer la paix et vouloir la guerre; la Belgique voter pour fa réunion à la république et faire des voeux pour revenir à l'Autriche; la Hollande changer de formes de Gouvernement et détefter ceux qui les lui donnent; l'empire demander la tranquillité et ne favoir l'obtenir ni par la paix, ni par la guerre; l'Autriche perdre fes tréfors et les Pays-bas, et vouloir y gagner la Bavière; le Roi de Prusse fe facrifier à une alliance avec les françois, et fe laisser traiter à Cléves comme les Rois d'Asie par

les romains; les cours du Nord s'humilier pour obtenir la neutralité et ſe trouver forcé de reconnoître la république; la Suisse être menacée par la France, et ſe voir malgré ſa répugnance contrainte de la ſervir; l'Espagne ſentir douloureuſement ſon injure et s'allier à des régicides heureux; l'Italie les craindre et les désirer; la Russie ſe réſerver pour arriver un jour au plus fort de la mélée, et ſe voir menacé d'être harcelée par une nouvelle guerre contre les Turcs, et l'Angleterre enfin courir à la conquête de toutes les colonies, incertaine si l'opposition et la volonté nationale ne viendront pas briſer dans ſes mains le ſceptre de toutes les mers.

Qu'a-

Qu'a-t-on de plus à craindre ou à espérer ?

Conclusion de cet Ouvrage.

Après avoir présenté la vérité telle qu'elle est, sans préjugés, sans ménagemens, mais aussi sans envie de fronder ni de caresser personne, après n'avoir flatté aucun parti, et cherché à les réunir tous en deux seuls, celui des honnêtes gens opprimés, celui des oppresseurs, ne reste-t-il pas un dernier devoir à remplir, celui d'indiquer ce qu'on croit dans sa conscience nécessaire et urgent de faire ?

Parce que quelques réflexions présentées avec modération ont été accueillies, parce qu'on a paru trouver avec plaisir,

 que

que dans un ouvrage qui refpire le royalisme (et donne une préférence marquée à l'ancienne conftitution du royaume de France fur tous les Gouvernemens que l'on a voulu lui fubftituer) on n'en professe pas moins ouvertement fon dédain pour cette exagération ridicule, fléau des royaliftes et de la royauté; parce qu'on eft étonné de voir un défenfeur des anciennes loix de la monarchie françoife chercher à préparer tout le monde à faire de grands facrifices, et avouer qu'il eft temps de vouloir ce qui peut être, quand ce qui devroit être eft impossible à exiger; parce que ce langage fans passion, fans humeur n'eft pas celui de la plûpart des auteurs qui ont écrit fur la même matière; parce qu'il eft celui, que prendront déformais tous les écrivains qui ne voudront pas être rejetés, on eft bien loin de fe croire le droit de monter fur le trépied et de venir grossir cette foule d'oracles menteurs que si rarement les événemens ont

ont justifiés. La manie des prophéties a trop servi à discréditer d'excellens écrits, qui pour avoir présenté le passé avec sagesse, le présent avec prudence, ne s'en sont pas moins trompés sur l'avenir; c'est au contraire à mettre le lecteur en garde contre la facilité de s'égarer dans le vaste champ des conjectures qu'on doit s'appliquer, et surtout à le prémunir contre ces remèdes empiriques, qui n'ont fait jusqu'ici que cacher les véritables ressources qui restent encore à la cause des propriétaires, qui, liés d'un bout de l'Europe à l'autre, ne forment plus qu'une seule chaine, dont la France a rompu les premiers anneaux.

La république françoise a prétendu pendant tout l'été de 1795, devoir l'état déplorable de ses finances à l'anarchie, et en trouver le remède dans le Gouvernement qu'elle vient de se donner; quoiqu'il fût difficile de la croire, il a été sage de l'observer; mais comme d'après les aveus multipliés des hommes qui la mènent, il

a été fort simple de conjecturer dans quel danger la paix jetteroit le Gouvernement, dans quel gouffre de dépenfe la guerre jetteroit la république, n'a-t-il pas été aifé d'en conclure d'avance, que les gouvernans fe préférant aux gouvernés, la paix ne feroit point acceptée et qu'à tout hazard on pourfuivroit la guerre? De tous les partis le plus fage à prendre, car il n'eft plus temps de dire le plus glorieux, c'étoit donc celui de ne pas attendre que les françois refufassent dédaigneufement la paix pour fe laisser éternellement dicter des loix par eux, et de fe préparer de bonne grace, puisqu'on favoit qu'on y feroit forcé, à leur oppofer, non pas peut-être assez de forces pour les vaincre, mais assez pour les épuifer.

La guerre doit faire du mal à tout le monde, la paix, telle qu'on peut la faire aujourd'hui, doit également être nuisible à tous les états; dans ce trifte choix, fuite d'une longue férie d'inconféquences et d'erreurs, il n'y a plus eu, que ce fâcheux calcul

cul à faire; à qui de la France ou de ſes ennemis la guerre pouvoit-elle nuire davantage? à qui des puissances ou de la républi-que la paix pouvoit-elle être plus fatale?... Si la guerre, telle qu'on pouvoit encore la faire cette année, achevoit les françois et ne faiſoit qu'affoiblir leurs ennemis ſans les anéantir, on a pu d'après le but de cet ouvrage, celui d'amener la France à changer de Gouvernement, conſeiller ce qui y conduiſoit le plus droit; si faute d'obtenir cet enſemble, qui ſeul pouvoit produire un pareil effet, on a engagé à signer la paix, parce que ſes ſuites devoient être encore plus funeſtes au Gouvernement françois qu'à tous ceux qu'elle livreroit aux coups d'une démocratie moins active que le mécontentement, la famine et tous les fléaux, on n'a point cessé d'être conſéquent, en offrant une autre voie moins directe mais toujours utile; et tout en indiquant alternativement deux moyens si différens et si oppoſés, on eſt reſté invariable ſur cet enſemble si nécessaire à prendre

dre

dre, si simple à propofer, si impossible à obtenir.

Pour reformer la coalition cette année, quels efforts y avoit-il à ajouter? l'Empereur, foutenu par le crédit de l'Angleterre, ne fait-il pas tout ce qu'il auroit pu faire? l'empire, qui a si peu fait en proportion du danger qu'il court, ne pouvoit-il pas ajouter à fes cent mois romains quelques nouveaux facrifices? et si la Prusse eut voulu confentir à faire une campagne offensive au lieu de fe retrancher fur un cordon défensif, n'eft-il pas plus que probable, qu'un nouveau traité de fubsides de la part des anglois lui en eut fourni les moyens. La guerre n'auroit donc couté qu'à une puissance, puisqu'elle feule s'offroit de la payer; l'Allemagne, fans s'épuifer, fe feroit trouvé couverte d'un numéraire immenfe, et les colonies feules auroient été chargées d'en rembourfer un jour tous les frais. Pendant ce temps-là qu'auroit fait la France, à qui le directoire exécutif demande quinze cents mil-

lions

lions pour la campagne? et à quoi n'auroit-elle pas été réduite, si une réunion générale de forces pour l'attaquer l'avoit forcée à de plus grands moyens pour se défendre? Obligée de parer à la fois à tout, d'avoir des armées sur tous les points, de prodiguer ce qui lui manque essentiellement, des chevaux pour sa cavalerie, des souliers pour ses soldats, des bêtes à cornes pour nourrir ses armées, elle auroit souffert plus que tous ses ennemis, et ces derniers eussent été surs du succès de leur campagne, s'ils avoient borné leur tactique à faire la guerre à ses finances, bien plus qu'à attaquer ses places fortes. La campagne de 1796 pouvoit donc en embrassant un plus vaste plan, non seulement couter fort peu d'argent de plus aux souverains qui vont la faire, mais encore rien ou presque rien à ceux qui auroient réuni leurs forces à celles que l'on va employer, et s'il est honteux de compter pour peu de chose, les hommes qu'elle auroit moissonnés, il est temps de revenir de ces

cal-

calculs philantropiques si séduisans, si trompeurs, et de se rappeler, que c'est à cette prétendue humanité affichée de nos jours qu'on doit des maux incalculables, et la plus monstrueuse inhumanité.

Oui, la guerre générale étoit la mesure qui menoit le plus rapidement au but, mais la paix universelle pour y arriver plus lentement n'en étoit pas moins un moyen presqu'aussi sûr. Ce qu'il falloit dans l'une et l'autre hypothèse, c'est que toutes les cours, adoptant la même idée, s'armassent pour en imposer et achever le discrédit, ou s'entendissent pour rendre la république à une inaction dangereuse; toute résolution prise d'un commun accord étoit utile, tout parti pris isolément étoit funeste; mais tel est l'ascendant que la France conserve encore sur toute l'Europe, ascendant qu'elle devoit autrefois à son urbanité, qu'aujourd'hui elle doit à son énergie; divisées une fois entre elles, chaque cour est tombée dans le même piège

et tous les cabinets ont cédé à la politique aſtucieuſe du gouvernement françois, qui, ſemblable à cet Horace voyant les trois défenſeurs d'Albe debout et ſes frères mourant à ſes pieds, adroitement fuit devant ſes ennemis, les amuſe, les trompe, les éloigne, et les combattant ainsi l'un après l'autre parvient à les terrasser.

La paix générale, en rendant les armées à l'intérieur et tous les eſprits à la contemplation de la misère publique, auroit fait plus de mal à la France que le génie révolutionnaire n'en pouvoit faire à tous ſes voisins, et si l'état de paix avoit obligé à une communication toujours fâcheuſe avec cette république, il eſt juſte d'avouer qu'il reſtoit bien plus de moyens à toutes les autorités de l'Europe pour retarder les effets de la contagion, qu'au gouvernement françois pour étouffer les cris du mécontentement qui partout ſe font entendre.

Il a donc été permis d'après ces deux manières d'enviſager les inconvéniens de

la

la guerre et de la paix, de conſeiller alternativement l'une et l'autre, ſuivant que l'on a pu croire qu'on ſe livreroit à n'adopter qu'un ſeul et même plan pour tout le monde; mais ce que jamais on n'a pu ſuppoſer, c'eſt le parti qu'on vient de prendre, le plus mauvais de tous, le ſeul qui ne put convenir, celui enfin des demi-meſures auxquelles l'Europe eſt condamnée, parce que toute entière elle eſt courbée ſous cet empire invisible des brouillons qui cherchent à la perdre pour arriver à la gouverner. Mais si la paix, en ſatisfaiſant aux voeux de tout le monde, eſt le moyen qui uſe le moins les ressources des puissances, et celui qui peut le plus embarrasser leur ennemi; si le ſyſtême pacifique a des droits à être regardé comme le plus sûr, et le plus ſage, n'eſt-il pas juſte d'avouer que cette paix, attendue depuis trois mois, eſt plus facile à désirer qu'à obtenir? Après une guerre pareille à celle qu'on vient de faire, après de grandes pertes d'un côté, de grandes acquisitions

tions de l'autre, des revers, des ſuccès, des états entiers envahis, le Brabant réuni, la Hollande bouleversée, trois électorats à moitié conquis, ce n'eſt pas une queſtion peu délicate à réſoudre, que celle de ſavoir entre tant d'ennemis haletans quel eſt celui qui fera les plus grands ſacrifices; ſuppoſer, eſpérer que l'on auroit pu ſe réunir pour faire en commun un plan de campagne, ce n'étoit ſans doute que changer de folie, mais c'étoit en adopter une plus prompte à exécuter, les hommes s'entendent toujours plus vîte et mieux pour détruire que pour édifier, la révolution en eſt l'exemple, et entre deux genres d'enſemble également impossibles à obtenir, celui auquel les françois ne devoient pas être appelés, offrant une contradiction de moins, pouvoit être le plus probable à imaginer.

Mais il eſt temps de renvoyer la guerre et la paix générale au nombre des rêves du bon abbé de St. Pierre, c'eſt dans ce qui eſt qu'il faut chercher ce qui ſera, et

 ha-

hazarder avec cette défiance qui sied si bie. à celui qui écrit, qui sied si mal à celui qui doit agir, quelques conjectures ſur la campagne qui va s'ouvrir.

En ſuppoſant qu'un traité de ſubsides, tel que celui de la Haïe au printemps de 1794, eut obligé le Roi de Prusse à fournir soixante et dix mille combattans de plus, il eut été encore prudent de ſe garder de ces plans hardis, si brillans ſur la carte où on les trace, si dangereux à exécuter; c'eſt à faire tendre tous les efforts des françois que l'on auroit dû ſe borner, et si l'invasion de la Hollande avoit pu entrer essentiellement dans l'hypothèse d'une pareille coalition, n'eſt-ce pas plutôt à titre de conciliateur que de conquérant qu'il eut été ſage de s'approcher d'un pays, dont les eaux ne ſe ſeroient probablement pas prêtées une ſeconde fois à ſervir de ponts à l'ennemi. Mais puisque cette ſupposition tombe d'elle-même, puisque l'Empereur abandonné doit ſeul agir, ce n'eſt plus à la guerre offensive qu'il

eſt

eſt permis de ſonger; si la haute Allemagne eſt protégée, la basse ne préſente depuis la Sieg jusques à la mer du Nord, qu'une de ces barrières politiques qui ne ſont jamais reſpectées dès qu'il y a avantage et impunité à les violer; maître de passer le Rhin, Jourdan peut à tout moment inonder la Weſtphalie, marcher ſur le Weſer ſans défenſe, et ne s'arrêter qu'après avoir appris à une partie de l'empire, que la guerre eſt encore le traité le plus ſolide à faire avec les françois. Si l'on considère avec attention l'état des finances de ce gouvernement, si redouté au delà de ſes frontières, si entravé dans tout ce qu'il veut faire; si l'on réfléchit à la pénurie de tous les moyens qui ſe décèlent de toutes parts, au manque de ſubsiſtances dans tous les genres; si l'on écoute les aveus de tous les miniſtres, les plaintes de tous les agens du gouvernement, si l'on ſe dit bien que ces cris de déſespoir vont faire écho dans des armées de deux cents mille hommes, que

ces hommes-là ſont braves, menés par des généraux habiles, dirigés par des plans bien-faits, qu'ils ont faim, qu'ils ont des armes, on verra qu'il eſt permis de trembler. Certes la campagne qui va commencer, peut être funeſte à la France, mais l'Allemagne n'en joue pas moins bien gros jeu à l'époque où elle doit s'ouvrir; outre cette première impulsion des françois qui leur fait toujours attaquer, et qui les rend à moitié vainqueurs quand ils attaquent, il ſe joint en ce moment la nécessité impérieuſe de le faire. Ce ne ſont plus des republicains, animés d'un prétendu amour de la liberté et repoussant fièrement des étrangers qui viennent fouler leur territoire, ce ſont des soldats manquant presque de tout, payés en assignats qu'ils mépriſent, réduits à recevoir en numéraire le quart d'une ſolde qui ne ſuffit plus à les nourrir, et voyant devant eux un pays qui, s'il n'eſt pas dans l'abondance, ſe trouve bien loin de l'état de diſette de celui dont ils ne demandent qu'à s'éloigner. Tant de raiſon pour faire une

ex-

explosion, l'unique ressource du directoire en ce moment, doit la faire redouter; les françois, revenus à la plûpart des mesures de Robespierre, doivent rentrer dans les mêmes plans, et l'état dans lequel ils laissent derrière eux la France, est un sûr garant de l'importance qu'ils doivent mettre à arracher à l'Allemagne, tout ce que leur patrie ne peut plus à présent leur fournir. On a beau feindre à Vienne de se promettre de grands avantages de cette campagne, bien loin de porter ses vues à entamer les frontières de l'Alsace et de la Lorraine, c'est à défendre la rive droite du Rhin qu'on doit sérieusement songer; le siège de Mayence par les françois est bien plus probable que celui de Luxembourg ou même de Landau par les autrichiens, et l'on aura droit de se réjouir sous quelques mois, si l'on a été assez heureux pour faire une campagne qui, si elle n'est qu'insignifiante, par cela seul sera décisive.

Si Jourdan préfère en passant le Rhin de tenter le même mouvement que l'année passée, s'il se contente de porter l'effroi dans Hanovre, et la terreur jusques à l'autre côté de l'Elbe, en poussant quelques corps de troupes légères, chargés de faire contribuer une partie de la Westphalie et de se retirer avec leur butin, quand un insignifiant cordon de troupes s'avancera vers le Weser ; si ce général parvient à battre le premier ennemi qu'il rencontrera soit sur la Lahn, soit au delà, certes, l'armée autrichienne dont les avant-postes sont sur la Nahé, n'aura rien de plus sage que de se retirer sur Mayence, et la campagne par ce seul mouvement se trouvera prendre le genre défensif.

Où des victoires peuvent-elles mener les autrichiens? sur des places dont deux suffisent pour les arrêter quelques mois. En supposant qu'ils renversent toutes les armées qui sont devant eux, en se flattant de succès tels que cette guerre n'en

a point encore donné d'exemple, quel avantage eſt-il possible d'en retirer, tant que Luxembourg ſera aux françois, et la Hollande à leur disposition? eſt-il possible de ſonger à passer la Meuſe, de croire que Namur fortifié de nouveau, et Maeſtricht auquel on doit avoir aussi travaillé tomberont devant les premières ſommations du vainqueur; et quel eſt le général assez imprudent pour s'enfoncer dans les Pays-bas, ſes flancs menacés par vingt villes fortifiées? ce n'eſt donc que du côté du Duché de Deuxponts que l'on pourroit tenter quelques sièges, et en ne doutant pas qu'après quelques mois de tranchées on parvint à enlever les places qui couvrent la Lorraine en première ligne, on voit qu'on finiroit par avoir à peine un pied en France, quand les françois auroient encore dix provinces à leurs ennemis.

Mais si les plus grands ſuccès de la part des armées de l'Empereur ne peuvent pas les mener bien loin, il n'en eſt pas de même de leurs défaites; les fran-

çois battus ont vingt forteresses, où peuvent ſe réfugier ces ſoldats qui fuient si vîte quand ils ſont rompus, mais qui ſe rallient si aiſément ſous le canon de leurs citadelles, tandis que les Autrichiens n'ont que Mayence pour ſe retrancher. En ſe livrant à l'affligeant calcul de voir les républicains gagner coup ſur coup deux ou trois batailles, en ſuppoſant qu'un autre général que Clerfait ne ſoit pas assez heureux ou assez habile pour trouver comme lui dans la retraite un nouveau garant de la victoire, les françois bientôt au centre de l'Allemagne ſans défenſe, pourroient reprendre le chemin de Prague, connu encore de quelques uns de leurs vieux vétérans, et menacer l'Empereur, tout en ravageant l'empire, d'aller l'attaquer au centre de ſes états héréditaires. C'eſt donc commencer une campagne avec un grand déſavantage que d'avoir peu à gagner à la faire glorieuſe, et beaucoup à perdre à la faire malheureuſe; oui; mais comme tous les calculs ordinaires cessent d'être juſtes quand on les ap-

pli-

plique à la situation du moment, il n'en eſt pas moins essentiel d'ajouter que les efforts auxquels on oblige les françois ce printemps, doivent être d'un effet décisif pour l'Automne, que s'il ne s'agit plus de faire la conquête de la France, il s'agit d'achever le blocus de ſes finances entrepris avec tant de frais depuis cinq ans; que ce n'eſt pas au moment où la diſette ſe manifeſte de toute part qu'il eſt ſage de laisser ſe ravitailler cette république, et que si, comme on a cependant le droit de l'attendre d'armées braves, bonnes, et bien conduites, les autrichiens reçoivent la première impulsion ſans s'ébranler, l'Empereur par cette campagne aura mis le ſceau à ſa gloire, et ſe ſera acquis pour l'avenir des droits éternels à la reconnoissance de tous ceux qui aiment encore l'ordre et le reſpect dû aux propriétés.

Tout le monde invoque la paix, mais les prétentions de tous les partis parlent encore plus haut que l'épuiſement total qui s'approche, c'eſt de cet épuiſement

ſeul qu'on peut l'attendre, et c'eſt à la ſin de la campagne qui va s'ouvrir, qu'il eſt probable d'ajourner, la ſin d'une guerre préjudiciable à tant de titres à tous les ſouverains qui s'en ſont mêlés.

Si c'eſt de lassitude que l'on obtient le repos, quel uſage en ſaura-t-on faire? comment des puissances, qui ſe ſont si peu ſervi de leurs ressources pour faire la guerre, emploieront-elles les moyens que leur apportera la paix? comment à cette époque enviſagera-t-on un état de choſes dont il eſt bien essentiel qu'on ſe hâte de proſiter? et que fera-t-on pour pacifier véritablement cette Europe qui, pour n'avoir plus les armes à la main, n'en conſervera pas moins bien longtemps encore, un levain de fermentation si loin de la tranquillité, la vraie, la ſeule paix désirable?

Que des diplomanes réunis un jour dans un congrès cherchent à concilier tant d'intérêts différens; que, la plume à la main, ils essaient de reprendre tout

ce

ce que le fer a conquis; qu'ils forcent la France de rentrer dans ſes limites; qu'ils rendent la Hollande à ſes anciennes loix, les Pays-bas à l'Empereur ou à eux-mêmes, les possessions des Princes allemands à leurs ſouverains reſpectifs; ou qu'ils écornent des frontières; terminent aux dépens des foibles les querelles des puisſans, ce n'eſt pas le moment de tracer pour eux un traité si difficile à refaire, et qui demande tant de prétentions à ménager; le vrai but de cet ouvrage eſt de prouver qu'il n'y a point de paix ſolide à espérer en Europe, point de *statu quo* réel tant que les gouvernemens ne ſe feront pas sincèrement reconciliés avec les peuples, et qu'enfin cet accord si précieux à voir renaître ne peut être qu'une chimère, tant que la France république ne reviendra pas ce que la nature l'a deſtinée à être, une puissante monarchie.

Une grande queſtion s'eſt agitée, et quoiqu'elle n'ait encore détrôné qu'un Roi, elle a altéré par-tout la confiance des

des peuples pour les ſouverains; mais cette confiance peut renaître, car si la révolution de France a donné bien des partiſans à la démocratie, les horreurs du ſansculotisme ont rendu bien des amis à la royauté; c'eſt donc à profiter de ce retour, c'eſt à tirer parti de cette indécision, où pour ainsi dire l'Europe ſe trouve, entre les preſtiges dont l'entourent les adroits démocrates, et les faits dégoûtans qu'ils ne peuvent ſouſtraire à ſes yeux, que doivent tendre tous les efforts.

Le beſoin le plus pressant, c'eſt de raccommoder les peuples avec ceux qui les gouvernent; cette union eſt nécessaire, et le ſeul moyen de l'opérer, c'eſt de leur faire ſentir, que, malgré tous les abus qu'entraîne tout ce qui eſt l'ouvrage des hommes, ce qui concentre la ſouveraineté dans le moins de têtes possibles, eſt encore ce qui engendre le moins d'inconvéniens. Que les Gouvernemens abandon-

nent

nent donc ces meſures qui éterniſent la méfiance, et qu'ils ſentent, que, s'ils ont beſoin de fermeté pour les individus, ils ont beſoin aussi de ſe refaire aux yeux de tous, une réputation de ſagesse qui bientôt leur rendre leur réputation de bonté.

Tant que les peuples croiront, qu'ils ne ſont aux yeux de ceux qui les mènent que les inſtrumens deſtinés à ſervir leur ambition ou leur vengeance, ils porteront toujours des yeux inquiets vers le trône, et prêteront une oreille attentive à tout ce qu'on voudra leur ſuggérer; mais qu'ils voient un désir réel de veiller à leur tranquillité, d'alléger leurs fardeaux, de regner enfin ce qui veut dire pour un bon Roi, *protéger;* le bonheur, qui ſe rapprochera d'eux, parlera avec plus d'éloquence que ce fanatisme, qui n'a raiſon que parce qu'on ne veut pas le pulvériſer.

Tout ce qui peut ramener de l'ordre dans les finances eſt ce à quoi il faut s'attacher avant tout, car cet aveu auquel un souverain eſt obligé de descendre, pour

en

engager ſes ſujets à arriver à ſon ſecours, dégrade toujours celui qui demande, aux yeux de celui qui doit ſe dépouiller; que l'on renonce donc à tout ce qui dans ce moment peut entraîner de grandes dépenſes, et que les peuples s'apperçoivent que le premier but des gouvernemens que l'on calomnie, eſt d'alléger tout ce qui peut porter ſur lui.

Avant de ſe livrer à des projets ambitieux pour l'avenir, que chaque ſouverain ſe répète, qu'il a beſoin de raſſembler autour de lui non ſeulement cette bienveillance, qui eſt ſa garde la plus ſure, mais encore ſa force armée, et ſes tréſors. Qu'il ſe diſe bien aujourd'hui, que, s'il ſe met à la merci du crédit public, il paralyſe tous ſes moyens, et qu'il ſe livre ſans défenſe à cette ſecte perfide et cachée, qui ſauroit trouver au beſoin dans le fanatisme de ſes partiſans plus de millions pour faire le mal, que le plus grand souverain

de

de l'Europe n'en pourroit arracher de l'attachement usé de ſes ſujets.

Que la guerre, qui ruine et n'enrichit jamais, ne ſoit donc plus regardée par les cabinets comme un moyen de raffermir *) aucune puissance, et que ſurtout les états qui, tels que la Prusse, repoſent ſur une force militaire, et non ſur des richesses territoriales, ne ſe départissent jamais de cette vérité: c'eſt que ſans argent, une belle armée embarrasse bien plus un trône qu'elle ne ſert à le ſoutenir.

Si les Princes allemands ſavent s'entendre, ils peuvent prévenir des desseins qui

*) Il eſt clair que tout ce qui ſe dit ici ſur la guerre n'a plus rapport à la guerre actuelle, puisque l'on ſuppoſe la paix faite, mais à la guerre qui pourroit ſe déclarer un jour entre des puissances, qui s'entendent si mal pour ſe réunir, qui s'entendent si bien pour ſe haïr et ſe jalouſer. Aller au-devant d'une scission bien dangereuſe pour l'Allemagne, ce n'eſt peut-être pas s'amuſer tant qu'on le penſe à combattre des chimères.

qui leur feroient funeftes. Divisés, ils font fans forces, et ressemblent au lierre qui doit s'appuyer, s'il veut s'élever, mais réunis, ils préfentent encore une masse, que ni l'Empereur ni le Roi de Prusse ne fe foucieront d'irriter; qu'ils fassent donc entendre à ces deux souverains, que quelque foient leurs liaifons, leurs intérêts, leurs liens de parenté avec eux, ils ne prendront parti dans la première guerre qu'ils fe feront, que pour fe réunir contre l'agresseur. Qu'avant tout ils reclament ce qui confolide leur puissance, ou la paix de Weftphalie, ou enfin un pacte, qui, rengageant toutes les grandes puissances, assure aux petites leur indépendance.

Mais pour retourner à cette tranquillité dont l'Allemagne a bien plus befoin que tout autre pays, puisque c'eft elle qui repofe actuellement fur ce foyer de démocratie dont l'explosion s'eft faite en France, il eft nécessaire que la république redevienne une Monarchie, parce que, pour compter fur les engagemens

d'une

d'une grande nation, il faut qu'elle ne change pas tous les jours de gouvernement et de loix. Ce n'eſt donc plus au nom ſeul de l'humanité que l'on conjure l'Europe de ne point éterniſer le délire d'un peuple que la révolution moiſſonne, c'eſt au nom de l'Empire germanique qui, tant qu'une masse de vingt-six millions d'hommes ſera excitée à le troubler, cherchera envain un repos que ſa composition même rend déjà si difficile à obtenir.

Que chaque puiſſance rentre donc dans ſon intérieur, c'eſt-là et non pas à ſes frontières qu'elle trouvera l'ennemi qu'il faut terraſser; et que bien loin de chercher à ſe ruiner par des guerres au moins inutiles, elle renonce à toute querelle avant du moins d'avoir terminé celle, que la prétendue philoſophie de ce siècle a intentée à tous les pouvoirs.

Mais en abandonnant tout projet hostile pour l'avenir, l'Empereur, la Prusse et l'Empire ne peuvent raiſonnablement pas ſonger à autre choſe pour le préſent

qu'à une pacification armée, tant que la France tiendra fur pied douze cents mille hommes de gardes nationales.

On oublie trop, qu'au moment où cette puissance, malgré tous les traités a recruté en un jour ses douze cents mille soldats, l'Europe pour fa tranquillité a dû fe mettre fous les armes, et qu'elle ne peut les dépofer entièrement, que quand ce torrent débordé fera rentré dans fon lit.

C'eft donc pour revenir à un état de pacification, qui, n'exigeant plus d'aussi grandes armées, reftreigne les dépenfes, qu'il eft de l'intérêt de tout le monde de voir la France redevenir une monarchie; tant que l'on entretiendra cet état forcé, où une grande nation, riche par fon territoire et fa population, ufe toutes fes ressources à la fois, à quels efforts n'oblige-t-on pas toutes les autres, et qu'en revient-il à l'Europe en la ruinant, si, pour y parvenir, elle eft forcée de s'appauvrir à fon tour?

Ne

Ne parlons plus de l'honneur des Rois, quoique les Rois aiment l'honneur comme les autres hommes, mais parlons de l'intérêt de leur couronne, et disons leur, que si après plusieurs années d'anarchie, de malheurs, la France redevient une monarchie, cette révolution qui étoit dirigée contre eux, ne fera au contraire qu'une leçon qui apprendra à tous les peuples, que, puisqu'il faut toujours en revenir au gouvernement le moins vicieux, il est plus sage de s'en tenir à celui qu'on a.

Non, ce ne feront pas ces paix insignifiantes et partielles, qui ne font au fond que des suspensions d'hostilités et rien de plus, qui rendront l'Europe à la tranquillité dont elle a tant de besoin; c'est un traité, qui, reprenant en sous-oeuvre toute la politique ébranlée, remettra chaque puissance à sa place, et fixera par un pacte solemnel les droits et les prétentions de toutes. L'Europe aura beau être déchirée par vingt états dont les intérêts se croisent, se choquent sans cesse, tou-

tes les fois qu'elle voudra jouir, pour quelque temps du moins, de ce repos réparateur qui calme ſes maux, elle ſera forcée d'en revenir à agir comme si véritablement elle étoit une vaſte république fédérative, dont il importe à chaque membre de veiller au ſort de tous ; et si pour arriver à replacer cette tranquillité publique ſur une baſe ſolide, on a vu dans cet ouvrage combien il eſt essentiel de rendre la France au gouvernement qui la reclame, quels ſont donc les moyens qui reſtent encore pour l'y ramener? et que peut-on faire pour aider le peuple françois à ſortir de la ſtorpeur, dans laquelle un régime dévastateur l'a plongé?

Tant que l'on fera la guerre, les regards en France ſe porteront ſur les frontières; et le républicain, qui ne les jetteroit qu'avec effroi autour de lui, les portera volontiers au ſeul point où ſa vanité ſoit encore flattée de fixer les yeux. Mais en ſuppoſant que les vaſtes projets du gouvernement échouent devant ces bra-

braves autrichiens, à qui la politique n'arrachera peut-être plus cette année la victoire; en espérant que ce dernier coup de collier de la rage républicaine, malgré ſon impulsion terrible, s'amortisse devant des ennemis décidés à ſauver l'Empire, où en ſera réduit la république au moment où on lui donnera la paix?

Un emprunt forcé de six cents millions a été décrété depuis trois mois; en ſupposant qu'il ſoit rempli, il n'a pu rendre que deux cents millions de valeur réelle, car il a été payé en assignats, repréſentant un pour cent de leur valeur, tandis qu'au cours il valoit à peine un tiers du prix qu'on lui donnoit en le verſant dans la caisse publique; cet emprunt eſt déjà dissipé; un autre dont le mode eſt prêt, va le ſuivre; un autre encore lui ſuccédera, et la terreur, remplaçant le patriotisme, il n'eſt pas permis de douter que l'on n'arrache au malheureux françois leur dernier sou; mais tandisque tant de ressources iront ſe plonger toutes dans le même gouffre,

 cinq

cinq cents mille combattans dévoreront cet été non feulement les contributions en assignats et en métaux, mais encore cet impôt en nature qui ne fera autre chofe, que toutes les propriétés de la nation mifes en réquisition par elle; que reftera-t-il donc à l'automne, si ce n'eft l'honneur d'avoir conquis cette prétendue liberté, et de voir reconnoître par toute l'Europe la république? Sans doute qu'un pareil fuccès pourra un moment enivrer un peuple, à qui quelquefois des fpectacles font oublier qu'il manque de pain, mais la faim parlera bientôt plus haut que la gloire, et certes, ou le gouvernement d'aujourd'hui aura fait repasser cette nation fous un joug, mille fois plus despotique que celui de Robespierre, ou il eft permis de prévoir qu'à cette époque elle fera arrivée au plus haut degré d'impatience et de désespoir; si c'eft alors qu'en vertu de la conftitution, qu'il faudra ouvertement violer ou fuivre, l'univerfalité du peuple françois fe rassemble pour re-

for-

former les assemblées primaires, et envoyer un nouveau tiers ſoutenir celui qui eſt si foible encore, afin de tacher de ſe ſouſtraire à la tyrannie des anciens membres conventionnels, quel moment pour la royauté si elle ſait en profiter!

Depuis six ans on a épuiſé auprès d'une nation égarée les argumens les plus juſtes pour la dissuader, mais n'avoit-on pas dû prévoir que l'espoir d'un mieux chimérique, promis toujours et toujours attendu, fermeroit l'oreille et le coeur au ſouvenir du bien et de la monarchie? ce qui n'a point fait d'effet, parce qu'il ne devoit point en faire, deviendra convainquant au ſein de l'infortune et de la miſère; le tableau de la France dépeuplée peindra mieux le régime populaire que tous les argumens des royaliſtes, et si c'eſt avec adresse et modération qu'on cherche à ramener une nation malheureuſe, et qui à ce titre mérite tant d'indulgence et de pitié, il eſt permis de s'en promettre autant de ſuccès, qu'il n'eſt pas

douteux de s'attendre à de nouveaux désastres, si l'on essaie encore une fois de l'effrayer par une inflexibilité inutile. Oui, dans un ouvrage où l'on regrette ouvertement de ne pouvoir voir rentrer la France ſous le gouvernement qu'elle a quitté, on oſe avancer, parce qu'il eſt temps d'écrire des vérités utiles, qu'on ne peut rien espérer en faveur de la monarchie, si l'on ne cherche à réunir dans un même parti tout ce qui déteſte une république; que le petit nombre que cette idée révolte encore s'y réhabitue; leur entêtement devenu démence, ne doit pas condamner à un exil éternel le grand nombre de royaliſtes qui ſont bien loin de le partager; partout depuis six ans la minorité a trop fait la loi; il eſt juſte que cette uſurpation cesse, comme celle des démagogues, et qu'en rendant aux Bourbons, auxquels on cherche à rattacher plusieurs millions de ſujets, tout ce qu'on doit de reſpect et d'hommages à cette maiſon aussi illuſtre qu'infortunée, on plaide aussi pour l'honneur de la

pro-

propriété, la cauſe ſacrée des propriétaires.

Mais comment essayer de réunir tant de partis, quand il eſt juſte d'avouer que celui qui tient à l'ancienne conſtitution du royaume, a plus d'un droit de repousser ceux qui ont été leurs premiers oppresseurs? comment? au nom de la nécessité qui a fait bien d'autres miracles; et si l'on ſonge aux vexations qu'éprouvent dans l'intérieur de la France tous ceux, qui, ſoit par des crimes ou par des acquisitions injuſtes, n'ont pas fait preuve de républicanisme, on trouvera cette réunion moins difficile qu'on ne penſe à opérer. Pour n'avoir pas à demander alors à chaque royaliſte un abandon total de ſes idées et de ſes principes, pour ne pas humilier perſonne et ſur-tout pour éviter tout ce qui auroit l'air d'un brusque retour, n'eſt-ce pas à propoſer un gouvernement, qui ſe rapproche, le plus possible, des voeux de tout le monde, qu'il eſt ſage de ſe préparer? une grande partie de la

France désire tacitement un Roi ; la presque totalité désire le maintien de la propriété, le retour du numéraire, de l'agriculture, du commerce, et ſur-tout des armées, qui dévorent la population avec une rapidité dont l'oeil effrayé s'apperçoit déjà. Eh bien! qu'on ſe contente de propoſer un gouvernement propre à ramener tout ce que le régime républicain a dissipé, et ſans préjuger d'avance de ces queſtions délicates à réſoudre et inutiles à avancer, qu'on ſe rallie à ces deux mots qui doivent encore ſe trouver dans le fond du coeur de presque tous les françois, un Roi, et une propriété fixe.

Dans un pays; où le mécontement s'accroît chaque jour, où les ressources diminuent, où le Gouvernement engloutit tour à tour toutes les fortunes, comme les armées toutes les réquisitions, où la liberté n'eſt plus que le despotisme le plus dégoûtant, l'égalité une chimère dont le Peuple ſent à préſent l'impossibilité, il exiſte plus d'un moyen pour tirer parti du mal-

mal-aiſe général. Paris, remis aux fers depuis le treize vendémiaire ou cinq octobre, ſe ſouvient que ſes ſections furent écraſées, et dissimule avec peine le ressentiment qu'il nourrit; ces journaliſtes, qui bravent dans chacune de leurs feuilles la tyrannie directoriale, ſe prononcent avec plus de hardiesse parce qu'ils ſavent qu'il n'y a plus de graces à attendre pour eux d'un gouvernement dont chaque jour ils dévoilent la turpitude et la foiblesse; ces indifférens, repoussés de tous les canaux de l'adminiſtration, et mécontens de la conſtitution depuis qu'ils n'en ſont plus les vers rongeurs, ces grandes communes jalouſes de l'autorité que Paris conſerve toujours; ces campagnes menacées de l'impôt en nature; ces armées fatiguées de la guerre et bientôt furieuſes de ſe voir fruſtrées d'une gratification illuſoire; ces royaliſtes pourſuivis, massacrés partout ſous le nom bannal de Chouans; ces jacobins même étonnés de voir ſe relever un terrorisme qui n'eſt pas le leur, ce

peu-

peuple tout entier, effrayé de ſe voir de nouveau condamné aux impositions de toutes les espèces dont il ſe croyoit délivré, tant de mécontens de tous les genres ouvrent un vaſte champ aux différentes combinaiſons qui peuvent ramener la France à un autre ordre de choſes.

Si la campagne que l'on va faire ne raccommode pas, par des succès inespérés, les armées avec la guerre, le peuple avec le gouvernement; si encore une fois le premier effort des françois n'eſt pas décisif, un cri de paix s'élevera dans toute la république et forcera le directoire à recourir à un remède qu'il ſent bien devoir ſe convertir en poiſon. C'eſt donc pour cette époque, qui pourroit bien être la même que celle des assemblées primaires, qu'il ſeroit aussi prudent que nécessaire de réſerver toutes les ressources qui restent encore aux royaliſtes. Ce n'eſt pas en provoquant des inſurrections partielles qu'il eſt possible de réussir, on l'a déjà dit dans le premier volume de cet ouvrage, c'eſt en tra-

travaillant l'eſprit public, en cherchant à faire des progrès ſur tous les points de la république à la fois, et ſur-tout en offrant autant qu'il eſt possible de le faire, l'espoir d'un mieux, si facile à préſenter dans l'état déplorable où ſe trouve aujourd'hui la presque totalité d'une nation naguères si puissante.

Il exiſte mille opinions différentes en France; chacun divague ſur le gouvernement qu'il demande, mais perſonne ne varie ſur la tranquillité qu'il désire; c'eſt donc à offrir la tranquillité et à prouver que la royauté peut ſeule la faire renaître, qu'il eſt plus que temps de s'attacher; rapprocher par des écrits ſages et répandus avec adresse l'idée d'un Roi et l'espoir d'une exiſtence moins orageuſe; poſer les premières baſes de tout gouvernement monarchique; préſenter la nécessité, après une pareille anarchie, de confier une grande autorité au monarque, de ſe ſoumettre avec confiance aux premières loix de toute ſociété civilisée, c'eſt ce qu'il y a de plus ſage à faire, et laisser enfin au temps

et

et aux circonſtances à déterminer des nuances qui ne ſont plus que de foibles incidens du grand procès élevé en Europe entre les propriétaires et ceux qui veulent les dépouiller.

Mais pour réussir à rassembler tant d'opinions qui flottent encore, que l'on ſe garde de mépriſer ces papiers publics, qui depuis long-temps au pied même de la guillotine attaquent le gouvernement avec tant de vigueur; que non ſeulement on les encourage, mais encore qu'on vienne au ſecours d'une classe nombreuſe d'écrivains du premier ordre, qui ne demandent pas mieux que de ſervir la royauté. Combien l'or, que l'on a tant gaspillé autour de la France pour ſoutenir des armées inactives, verſé dans l'intérieur, auroit pu facilement créer une armée d'auxiliaires, dont la diversion eut été bien plus utile! la révolution s'eſt ſoutenue par des écrits; c'eſt par des écrits qu'il faut la combattre; plut à Dieu peut-être qu'en ce moment l'Europe ne sût pas lire, et que l'impossi-

bili-

bilité d'être entendu fît jeter au feu cet ouvrage! mais le mal eſt fait, le poiſon circule, il coule dans les veines de tous les individus, et c'eſt avec des argumens ſans replique qu'il faut combattre des sophismes, qui, malgré les horreurs qu'ils entraînent, ſéduiſent encore ces gens crédules qui veulent toujours séparer les principes des maux dont ils ont été, et dont ils ſeront éternellement la cauſe.

Loin de reſter indifférentes à tous ces efforts pour donner aux royaliſtes une consiſtance, que du côté de la Vendée ils paroissent perdre chaque jour, les puissances ſerviront bien mieux leurs propres intérêts en ſecondant de leur crédit, de leurs moyens tout ce qu'on pourra tenter à l'époque même de la paix; ceux qui leur conſeillent de pousser la république françoiſe à la guerre civile les trompent; ce pays infortuné ne tend que trop à ce remède perfide qui achevera de l'écraſer; ce ſont de bien petits hommes en politique que ceux qui glissent à l'oreille des sou-

ve-

verains qui penchent à les écouter, qu'en laissant encore les françois se battre quelques années, il est possible d'arriver un jour à effectuer ce démembrement depuis si long-temps désiré; ils ignorent, et cependant depuis cinq ans ils sont battus, ce que le désespoir de passer sous une domination étrangère peut faire faire à une nation, chez laquelle la vanité doit survivre à tout, et ils feignent de ne pas savoir, que dans le cas où ses frontières seroient encore menacées, tous les partis réunis ramasseroient ensemble le peu de force qui leur resteroit, pour chasser des voisins injustes qui viendroient pour les dépouiller.

Qu'une fois pour toutes l'Europe renonce donc à rien démembrer d'un pays, qui, s'il pouvoit éprouver le sort de la Pologne seroit une source inépuisable de guerre pour elle, et que pour en revenir à cette balance qui maintient sa tranquillité, elle ne cherche plus qu'à rendre à la France son influence et une partie du-moins de ce poids qui en complettoit l'équilibre.

Que

Que ceux qui feroient tentés de trouver dans tous ces confeils, fruit cependant de quelques réflexions, une pusillanimité condamnable, et qui ne rèvent qu'à la force, parce qu'elle feule peut leur rendre ce qu'ils regrettent bien plus que le bonheur de leur patrie, jettent un coup-d'oeil fur les ressources qui leur reftent. Les Chouans fe montrent partout, mais la Vendée s'éteint et va disparoître; onze départemens font infectés de brigands qui pillent alternativement au nom du Roi et de la République, mais foixante autres ne font remplis que de républicains ou de Monarchiftes, c'eft à dire d'ennemis ou de gens dont on ne veut pas pour amis; on eft venu à bout d'armer des nobles, d'exciter des payfans, et l'on n'a pas fait encore un feul pas pour gagner cette classe nombreufe et puissante, désignée autrefois fous le nom de la bourgeoisie; depuis un an les mécontentemens s'accroissent et le parti des royaliftes purs diminue; ainsi donc s'il eft à désirer de revenir au meilleur gouvernement tout à coup, il

eſt urgent de revenir à un gouvernement quelconque, pour éviter la monarchie militaire des armées, le fédéralisme des départemens, et enfin la guerre civile qui prolongeroit peut-être de vingt ans tant de malheurs.

Que les puissances de l'Europe, que les royaliſtes, que tous les gens enfin, qui veulent le bien, et ont intérêt à conſerver l'ordre ſocial, ſentent cette vérité qui doit rallier tous les partis. C'eſt qu'il eſt du danger le plus éminent de laisser s'uſer dans une anxiété univerſelle la génération qui peut transmettre le ſouvenir de moeurs plus douces, de loix plus ſages, d'un état plus civiliſé; que si l'on s'acharne à la laisser moissonner toute entière, on livre la France à celle qui n'a ſucé que les principes les plus corrupteurs, et qui, ne pouvant plus transmettre à celle qui doit ſuivre que ces maximes fausses dont elle eſt imbue, empoisonnera plusieurs générations d'hommes, et éterniſera des malheurs qui ne ſont pas encore ſans remèdes.

